TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE – Nº 11742 – VENDREDI 29 OCTOBRE 1982

LE TERRORISME S'AGGRAVE EN IRLANDE DU NORD

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 6,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 P
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Brejnev hausse le ton à l'égard de Washington

Parlant mercredi 27 octobre devant les dirigeants des forces armées soviétiques, M. Brejnev a souligné l' « aggravation de la situation internationale » *– notamment dans* « certaines régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale » *où, a-t-il dit,* « la situation est fort difficile ». *Il a dénoncé la politique américaine et fait valoir que* « dans cette situation, nos relations avec la Chine ont une importance considérable » *: l'effort de rapprochement se poursuivra donc, bien qu'aucun* « changement de principe » *ne soit décelable aujourd'hui à Pékin.*

Enfin, le dirigeant soviétique a invité les forces armées à « être à la hauteur dans tous les domaines », *ajoutant que tout retard est* « inadmissible » *en matière de technologie militaire.*

La réunion des « *dirigeants de l'armée et de la marine de guerre soviétique* » tenue au Kremlin, mercredi 27 octobre, comprenait, a précisé l'agence Tass, les commandants de toutes les régions militaires et leurs adjoints, les chefs des groupes d'armées et des flottes, ainsi que les dirigeants de l'appareil central du ministère de la défense. M. Brejnev, dont le discours a été reproduit par l'agence soviétique, a déclaré que les événements des deux dernières années ont justifié les conclusions du vingt-sixième congrès du parti (en février-mars 1981), mais que « *de nouvelles questions apparaissent, qu'il convient de résoudre sans tarder* ».

Le dirigeant soviétique a poursuivi : « *Nous traversons une période qui n'est pas simple. La conjoncture internationale nous contraint à doubler, à tripler nos efforts dans la lutte pour le maintien de la paix, pour l'atténuation de la menace nucléaire qui pèse sur l'humanité. Dans ce combat, nous devons étendre nos rapports avec tous ceux qui sont attachés à la paix sur la terre. Et nous devons renforcer sans relâche la défense du pays et maintenir notre vigilance au plus haut degré.* »

« *La situation internationale continue de s'aggraver* », a poursuivi M. Brejnev. Les États-Unis « *ont porté à un niveau sans précédent l'intensité de leurs préparatifs militaires* » et « *en Europe, la préparation concrète du déploiement dans les pays de l'OTAN des systèmes américains à moyenne portée s'effectue* ». Après avoir fait allusion à la guerre du Liban, qui « *en fin de compte est l'œuvre des Américains* », l'orateur a à nouveau dénoncé « *la politique d'agression de Washington, qui menace de pousser le monde dans le feu de la guerre nucléaire* » et dont « *l'aventurisme, la brutalité et l'égoïsme... suscitent une indignation croissante dans de nombreux pays, notamment parmi les alliés des États-Unis* ».

(*Lire la suite page 5.*)

Sursaut ou fuite en avant ?

Le discours que M. Brejnev vient de prononcer devant les cadres de l'armée tranche sur la grisaille à laquelle une interminable fin de règne nous avait, depuis deux ans, habitués, par son cadre d'abord : on ne se rappelle pas qu'une réunion aussi représentative de l'élite militaire, avec tout le ban et l'arrière-ban des états-majors régionaux, ait été convoquée au Kremlin depuis bien longtemps. Et derrière l'hommage rendu par le secrétaire général au maréchal Oustinov, un ingénieur militaire nommé ministre de la défense en 1976 par-dessus la tête de plusieurs maréchaux « de terrain », pointait un effort de resserrement des rangs au sein de cette toute-puissante institution, sous l'autorité de la direction civile.

Les circonstances du moment éclairent aussi les propos de M. Brejnev. Après plusieurs années de succès et d'expansion à l'extérieur, la puissance et l'influence soviétiques ont, depuis deux ans environ, trouvé leurs limites : l'armée rouge est battue en brèche en Afghanistan – et l'on relèvera le silence du secrétaire général sur ce douloureux conflit, – la guerre du Liban a confirmé la diminution de l'influence diplomatique de l'U.R.S.S. dans cette région et infligé de cruelles humiliations au Kremlin dans le domaine militaire. L'échec du matériel soviétique aux mains des Syriens fait planer une menace plus redoutable encore sur le rapport des forces entre Washington et Moscou pour la fin des années 80.

Le message le plus clair de M. Brejnev est qu'il entend relever le défi, tous azimuts. Sur le plan militaire, il invite ses techniciens à faire « tout leur possible » pour éviter un retard qualifié d'« inadmissible ». Sur le plan politique, il concentre le feu sur la « politique d'agression » américaine – dénoncée en termes d'une rare violence – et cherche à lui opposer une coalition des « autres pays ».

C'est dans ce contexte qu'il évoque le récent rapprochement avec la Chine – seul succès dont peut se targuer la diplomatie soviétique cette année. Sans doute tient-il à faire savoir que le comportement de Pékin ne lui donne pas encore satisfaction. Mais on n'aurait su mieux expliquer que, pour le Kremlin, la politique suivie avec la Chine est bien une « carte » dans le jeu triangulaire des grandes puissances.

Le durcissement des relations soviéto-américaines est en tout cas confirmé. M. Brejnev n'a pas dit un mot des négociations en cours avec Washington sur les armements nucléaires, un sujet qui revenait constamment dans ses interventions ces derniers mois. Mieux encore, en constatant que les préparatifs du déploiement des missiles américains en Europe vont de l'avant, il semble préparer le terrain pour une reprise officielle se son programme de SS-20, puisqu'une des conditions du « moratoire » annoncé en mars – et non réellement respecté selon les Américains – était l'absence de tels préparatifs. Il paraît de plus en plus évident que les négociations de Genève sont aujourd'hui dans l'impasse.

En fait, le défi que relève et lance M. Brejnev s'adresse moins aux Américains qu'à sa propre économie, dont on connaît les défaillances, à une population visiblement fatiguée et à des institutions dont sa prochaine succession va mettre à l'épreuve la solidité. Faute d'annoncer un sursaut, c'est-à-dire des réformes qui lui donneraient sa vraie crédibilité, ce défi risque bien d'apparaître comme une fuite en avant.

Les dirigeants des partis espagnols s'engagent devant le roi à consolider la démocratie

Vingt-huit millions d'électeurs étaient appelés aux urnes ce jeudi 28 octobre en Espagne pour choisir trois cent cinquante députés et deux cent sept sénateurs. Ces élections, les troisièmes depuis le rétablissement de la démocratie en 1977, auraient dû avoir lieu au printemps prochain, mais elles ont été avancées par le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, dont le parti, l'Union du centre démocratique, a perdu la majorité au Congrès des députés à la suite de nombreuses défections : le 27 août, il a invité le roi à dissoudre les Cortès.

Le roi Juan Carlos a reçu le mercredi 27 octobre les dirigeants des sept principaux partis en lice. A l'issue de cette réunion, les dirigeants ont indiqué qu'ils s'étaient engagés devant le souverain à surmonter leurs différences idéologiques au lendemain du scrutin pour « consolider la démocratie ». Ils ont également renouvelé leur fidélité « absolue » à la monarchie, à la Constitution et manifesté leur intention de contribuer au bon fonctionnement de l'Etat, quels que soient les résultats.

Le gouvernement, qui a mis en place un important dispositif de sécurité, a pris également des mesures spéciales pour éviter les évasions de capitaux : il a décidé de renforcer la surveillance aux aéroports et aux postes-frontières. Les sondages indiquent que le parti socialiste a de bonnes chances d'emporter la majorité absolue des sièges au Congrès des députés et de former le prochain gouvernement.

Des socialistes pragmatiques

De notre envoyé spécial

Madrid. – Modération, sérénité, pragmatisme : le parti socialiste ouvrier espagnol, à l'image de son leader, M. Felipe Gonzalez, se veut sérieux, réaliste, moderne et surtout responsable. Le secrétaire général du P.S.O.E. a, pendant toute la campagne, mis l'accent sur la nécessité d'un « sursaut moral » de l'Espagne et des Espagnols. Il a aussi lancé des appels répétés à un rassemblement de toutes les énergies et de toutes les bonnes volontés.

Pas de démagogie ni de triomphalisme. Malgré une campagne brillante, harassante, qui a permis aux *socialistes de faire la preuve de leur* popularité ascendante, même dans des régions comme les deux Castille, où leurs candidats ne se risquaient jusqu'alors qu'avec circonspection, M. Gonzalez est resté jusqu'au bout raisonnable, tranquille, se gardant de toute provocation à l'égard d'une droite « pure et dure » qui relève té-tête.

Nationalisons l'Etat : le P.S.O.E. promet de mettre de l'ordre dans une administration pléthorique, inefficace, et de lutter contre la tradition bien installée mais néfaste du « pluriemploi ». D'innombrables fonctionnaires cumulent, en effet, leurs fonctions avec deux, trois, parfois cinq emplois annexes qui arrondissent leurs revenus. Au détriment, naturellement, de la rentabilité et de l'efficacité de l'administration. Les *socialistes ont déjà commencé ce travail* de Sisyphe depuis qu'ils contrôlent la mairie de Madrid. Non sans provoquer des réticences, M. Tierno Galvan a réussi à convaincre les employés de la municipalité de commencer leur travail à une heure normale et de réduire les pauses café. Lui-même donne l'exemple en arrivant chaque matin à 8 heures précises à son bureau. Cette lutte contre le laisser-aller, la corruption rampante, la débrouillardise généralisée, peut paraître folklorique. Elle constituera en réalité l'un des défis majeurs pour un parti socialiste qui entend gagner rapidement *la bataille de la* crédibilité. M. Gonzalez souhaite même que l'Espagne se mette à l'heure de l'Europe et qu'elle accepte les contraintes et les rigueurs nécessaires.

Le programme du P.S.O.E. est en fait plus « national » que « socialiste ». C'est un projet de rénovation, de modernisation de l'Etat et de la société, de renforcement d'un système démocratique encore fragile et menacé par les nostalgiques (civils ou militaires) du régime précédent. M. Gonzalez préconise le « changement » mais non le bouleversement.

Sous son impulsion, le P.S.O.E. a supprimé toute référence au marxisme dans ses statuts. Il a rangé ses drapeaux rouges au vestiaire et c'est avec discrétion que les militants se *hasardent à chanter l'Internationale.* Plus de poings brandis, comme à l'époque d'un Frente Popular dont on sait bien que la seule évocation fait frémir la droite effrayée par le retour des « rouges », mais les deux doigts de la victoire. M. Gonzalez a passé beaucoup de temps depuis trois semaines à demander à ses partisans d'observer le plus grand calme, à se garder de répondre à d'éventuelles *provocations et surtout à ne pas descendre* dans la rue en masse pour éviter d'offrir le moindre prétexte à une réaction de la droite.

Les dirigeants socialistes redoutent que des provocateurs ne tentent d'organiser des manifestations en faveur de la République à l'occasion de la victoire du P.S.O.E. Les souvenirs ont la vie dure : c'est le succès des républicains et des socialistes aux élections d'avril 1931 qui avait provoqué la chute du roi Alphonse XIII, grand-père de Juan Carlos et son départ pour l'exil.

Autre concession : le P.S.O.E. modèle 1982 a abandonné son étiquette républicaine. « *Ce n'est pas que nous ne soyons plus républicains de cœur,* affirment ses dirigeants, *mais nous reconnaissons le rôle de la monarchie dans la transition et la consolidation du régime démocratique* ». Les relations personnelles entre Felipe et le roi Juan Carlos sont excellentes. Deux hommes de la même génération, représentatifs de la nouvelle Espagne.

MARCEL NIEDERGANG.

(*Lire la suite page 3.*)

UNE MISE EN GARDE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

Il serait dangereux de « casser l'université »

Les membres de l'Académie des sciences sont inquiets : les projets du gouvernement pour une nouvelle loi d'orientation de l'enseignement supérieur et, particulièrement, l'accent mis sur la « professionnalisation » *des universités les ont fait sortir de leur réserve. Dans une* « adresse » *de quarante-huit pages au ministre de l'éducation nationale, dont le texte a été adopté en* « comité secret », *le 4 octobre dernier, ils s'efforcent de démontrer les dangers qu'il y aurait à bouleverser le système, à* « casser » *la délicate machine universitaire.*

Pour les académiciens, le souci de professionnaliser l'enseignement universitaire est « *légitime* », mais il ne faut pas en faire une priorité. « *Il est stérile et suicidaire,* écrivent-ils, *d'en faire le but premier. Une réglementation trop stricte instaurant systématiquement la* « professionnalisation » *des filières de l'enseignement supérieur* « *provoquerait l'asphyxie et le dépérissement de ce qui reste encore aujourd'hui notre meilleure ressource nationale* ».

Pour ce qui concerne les diplômes, l'Académie des sciences dénonce la démagogie qui consiste à dire que « *tout le monde peut réussir à l'Université* ». De même qu'une préparation intense et sélective est prévue pour « *la formation des joueurs de tennis, des virtuoses, des comédiens, des pilotes de ligne, et des cosmonautes* », de même l'Université doit pratiquer une « *orientation sélective* » dans chaque cycle d'enseignement, pour éviter la sélection par l'échec.

(*Lire la suite page 26.*)

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Une double gêne

par FRANÇOIS RENARD

Une certaine dignité, une gêne évidente de part et d'autre, tel est le climat dans lequel a commencé, mercredi 27 octobre, le débat parlementaire relatif au projet de budget pour 1983. Certes, le discours, très attendu, de M. Jacques Chirac, très « trompettant », a voulu dresser le « *constat d'un échec et des contradictions dans lesquelles le gouvernement s'est enfermé* ». Ralentissement de la croissance, déficit commercial record, « *régression sociale* », « *apparence de sérieux* », etc. Et de citer Baudelaire et ses *Paradis artificiels*. M. Fabius, ministre délégué chargé du budget, ne voulant pas être en reste, répliquera en citant Molière et son *Tartufe*, qualifiant le discours de M. Chirac d'« *addition remarquable de catastrophisme, d'intolérance et d'amnésie* ».

L'intervention de M. Raymond Barre, en revanche, très attendue elle aussi, s'est inscrite, d'emblée, dans un ton plus austère, sinon moins sévère, « *s'efforçant d'éviter la critique gratuite* », et ne voulant point « *dans la situation où se trouve la France, égarer l'opinion par une argumentation facile et des propositions irréalistes* ». Après avoir critiqué « *la volte-face budgétaire, le manque de transparence fiscale pour masquer l'étendue des dégâts* », la moindre progressivité des crédits militaires et la politique générale de « *contrôles* », comme M. Chirac, l'ancien premier ministre a eu l'honnêteté et le courage de déclarer : « *Vous êtes le gouvernement de la France, quelles que soient nos divergences politiques, nous ne pouvons souhaiter votre échec, ce serait aussi celui de notre pays.* » M. Fabius a aussitôt « *apprécié* » les propos de M. Barre, qui s'est livré « *à un exercice pédagogique au bon sens du terme* ».

Voilà pour la dignité. Pour la gêne, elle a été perceptible des deux côtés de la barricade. Les ténors de l'opposition n'ont pas manqué de dénoncer « *les changements d'attitude* » des « *apôtres d'un certain volontarisme* » auxquels les événements donnent une cuisante leçon, que ce soit sur les prévisions du rythme d'expansion, en net retrait, ou sur le contrôle des prix et des salaires, solennellement rejetés il y a un an. Mais M. Fabius a eu beau jeu de relever, à son tour, la contradiction où risque de s'enfermer l'ancienne majorité : « *Ce budget est rigoureux, l'opposition ne l'admet pas.* » De fait, cette dernière éprouve quelques difficultés à stigmatiser des mesures qu'elle aurait aimé prendre il y a deux ans, du moins en ce qui concerne la remise en cause de l'échelle mobile des salaires, et sur des économies qu'elle préconise avec flamme depuis l'été dernier, dénonçant le « *laxisme insensé* » du gouvernement socialiste.

(*Lire la suite page 8.*)

AU JOUR LE JOUR

Discipline

Les dix-sept députés socialistes et radicaux de gauche qui, à propos de l'amnistie, ont eu le toupet de choisir le soutien au gouvernement plutôt que la discipline de parti se font rappeler à l'ordre. M. Pierre Joxe leur demande fermement de procéder à la « rectification » de leur vote.

Rectifier la position devant le parti ? L'exigence est un peu militaire et rappelle la IVe République. Le P.S. devrait se méfier. Des électeurs pourraient trouver dans ces pratiques et cet état d'esprit argument à rectifier, eux aussi, certains votes antérieurs. Par indiscipline.

BRUNO FRAPPAT.

LE RAPPORT QUEYRANNE

La culture en route pour la province

M. Jean-Jack Queyranne, député P.S. du Rhône, est reçu le 28 octobre par M. Mauroy. Il va lui remettre officiellement le rapport qu'il a rédigé et qui va être rendu public : « Les régions et la décentralisation culturelle : les conventions de développement culturel régional. »

La décentralisation sera multiforme ou ne sera pas. Il est bon évidemment que M. Gaston Defferre ait fait voter des lois – et en défende d'autres actuellement devant le Parlement – dans le but de réformer les institutions, redistribuer les compétences, transférer les pouvoirs, alléger les tutelles et réorienter les contrôles. Légiférer est nécessaire pour mener à bien une réforme. Mais la loi ne peut pas tout. La décentralisation risque de ne demeurer qu'un coquille vide si elle n'imprègne pas progressivement tous les domaines de l'action gouvernementale et de la vie quotidienne des Français pour devenir une habitude de pensée et de comportement.

L'agriculture, l'énergie, l'environnement, l'urbanisme, la formation, la lutte contre le chômage et aussi le vaste domaine de l'accès à la culture doivent, eux aussi, être les « vecteurs » de la décentralisation et s'en inspirer.

Plus que d'autres secteurs, la culture est un champ propice d'expérience pour la décentralisation.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(*Lire la suite page 34.*)

هكذا من الاصل

Le Monde

idées

Economie

Au moment où toute l'attention se concentre sur la « sortie du blocage », trois mises en garde sont adressées, ci-dessous, au pouvoir. Par Jacques Marette, contre la tentation de recourir à une politique d'emprunts extérieurs à tout va, qui hypothéquerait gravement l'avenir. Par Claude Marcus, contre celle de lancer une campagne sur le thème « achetez français », alors que la France est le quatrième exportateur mondial. Par Jean Lecerf, contre celle du recours aux modèles économiques et aux ordinateurs, car ils ne peuvent intégrer toutes sortes de données essentielles. Quant à J.-C. Guibal, il énumère les conditions du choc psychologique sans lequel il ne saurait y avoir de lutte efficace contre l'inflation.

Mettre cartes sur table

par JACQUES MARETTE (*)

IL ne faudrait pas que le pouvoir socialiste, après avoir pris conscience de l'inévitable catastrophe à laquelle menait sa politique de « dépense à tout va » pratiquée pendant les douze premiers mois de *son gouvernement*, substitue, pour soutenir le franc, une politique d'« emprunts extérieurs à tout va » qui hypothéquerait aussi gravement l'avenir de notre économie que les *libéralités généreusement* accordées à tant de catégories sociales au titre de la « relance » ratée de 1981-1982.

Il est frappant, du reste, de constater qu'en France le Parlement, *qui consacre au moins* deux mois chaque année au budget et aux lois de finances rectificatives, n'a jamais l'occasion de débattre démocratiquement *de la politique du gouvernement* en matière d'emprunts extérieurs.

Que cette politique soit étroitement liée à la défense de notre monnaie est une évidence. *Il semble admis* que contrôler, si peu que ce soit, l'exécutif dans sa politique d'emprunts à l'étranger, directs ou « autorisés » (aux grandes entreprises *publiques ou aux banques nationalisées*) comme de l'octroi de crédits à des pays d'Afrique, d'Amérique latine ou de l'Est européen peu solvables, risque de mettre *en cause le crédit de l'Etat*.

Aucune information précise n'est donnée à la représentation nationale ni à l'opinion publique sur un sujet qui, comme l'a observé dans *le Monde* du dimanche 12-lundi 13 septembre François Renard, est devenu presque un « secret d'Etat ».

Cette situation est dangereuse et choquante. Elle va même à l'encontre de la volonté affirmée de défendre le franc.

Si l'opposition doit s'imposer à elle-même un devoir de réserve dans ses déclarations ou critiques qui pourraient mettre en cause la monnaie nationale, une telle rétention de *l'information n'est pas admissible* dans un pays démocratique, engagé dans une guerre économique totale : ce secret ne trompe pas, du reste, les milieux financiers internationaux *rendus d'autant plus méfiants que* — faute d'informations officielles — ils en sont réduits à des évaluations affectées d'un coefficient certainement pénalisateur à l'égard d'un gouvernement socialiste qui n'ose pas avouer franchement son changement de politique économique et hésite à mettre *« cartes sur table » pour restaurer* la confiance internationale dans notre monnaie.

Il va de soi que la thèse du « complot » contre le franc, et le gouvernement de l'union de la gauche, ne peut qu'accroître *la réserve des milieux* bancaires de New-York, de Francfort, de Londres, de Zurich, de Tokyo, et faire apparaître comme moins irréversible la politique de « rigueur » affir*mée par le président* de la République et le gouvernement.

A l'évidence, un débat démocratique, faisant suite à une information complète et sincère du Parlement et, à travers lui, de l'opinion et de nos *partenaires financiers présenterait* plus d'avantages pour le gouvernement, en faisant clairement apparaître à sa majorité la contrainte internationale qui sous-tend sa nouvelle *politique, que d'inconvénients en* publiant des chiffres, certes, préoccupants, mais que les spécialistes connaissent, si même ils ne les majorent pas faute de statistiques officielles fiables.

Il est vrai que le secret sur l'endettement extérieur est une pratique très généralisée dans la plupart des pays. Dans la conjoncture présente, elle contribue je crois à l'aggravation de la crise monétaire. Elle *va aussi à l'encontre des intérêts de la France*, qui a besoin de renforcer sa crédibilité internationale et de lutter contre la méfiance à l'égard de sa monnaie.

La situation que je déplore pour mon pays n'est pas nouvelle. La politique systématique d'« autorisation », voire d'encouragement, aux emprunts à l'étranger des entreprises et des banques françaises a commencé avant mai/juin 1981. Les *chiffres n'étaient pas publiés sous la majorité précédente*, mais il était possible de se les procurer. De plus, la politique de Raymond Barre jouissait d'une « cote de faveur », c'est-à-dire d'une réelle crédibilité psychologique auprès des milieux financiers internationaux, tandis que *beaucoup de nos débiteurs africains*, sud-*américains* et européens de l'Est n'apparaissaient pas aussi proches de la banqueroute..

Aujourd'hui, il en est, hélas ! tout autrement : c'est de confiance que le gouvernement français *a le plus besoin. Il sera, naturellement*, jugé sur sa capacité à maîtriser l'inflation à la sortie du « blocage », à réduire de façon draconienne les dépenses pu*bliques, à mettre de l'ordre* dans le *budget social de la nation*, mais aussi à contenir la création monétaire, à rééquilibrer la balance du commerce extérieur et des paiements courants et à *limiter strictement l'endettement* extérieur de notre pays.

Pour cela, il est urgent que la France prenne l'initiative vraiment révolutionnaire de « mettre cartes sur table » : politique originale dans un monde où *le secret sur l'endettement* extérieur des États est devenu une règle (même si c'est un secret de polichinelle qui se retourne la plupart du temps contre le crédit extérieur de ces mêmes États), *mais politique ambitieuse* qui démontrerait la volonté de rigueur affirmée par le pouvoir qui n'arrive pas à convaincre encore vraiment nos partenaires financiers parce que *trop d'inconnues affectent* toujours le bilan sincère de notre situation extérieure.

Pour défendre efficacement le franc, le gouvernement doit publier régulièrement un bilan clair, honnête et sincère de notre *balance des emprunts et des prêts* à l'étranger, des créances « douteuses », et affirmer des orientations « volontaristes » au lieu de donner l'impression de boucher les *trous au « jour le jour »*.

Le gouvernement français doit convaincre aujourd'hui ses partenaires que son changement de politique économique n'est pas un épisode incertain d'une gestion hésitante qui peut, à tout moment, *retomber dans le laxisme, mais un retour* vrai et irréversible à la rigueur financière. Sinon l'emprunt de 4 milliards de dollars n'aura été qu'un expédient provisoire et coûteux...

(*) Ancien ministre, député (R.P.R.) de Paris.

Du bon usage d'un mauvais blocage

par JEAN-CLAUDE GUIBAL (*)

LE gouvernement, à l'instar de ses prédécesseurs, *a fait de* la lutte contre l'inflation l'un de ses objectifs prioritaires. Il dispose pour réussir de moyens politiques qu'ils n'avaient pas. Le devoir des dirigeants d'entreprise est de l'aider dans cette tâche. C'est aussi l'intérêt des Français qui se soucient de leur niveau de vie et de l'indépendance nationale.

La différence de taux d'inflation entre la France et ses principaux partenaires a atteint un niveau qui rend impossible toute action en faveur de l'emploi et de la monnaie. Les objectifs de limitation de la hausse des prix à 10 % en 1982 et 8 % en 1983 sont ambitieux comparés aux 14 % atteints en 1981. Ces taux sont pourtant encore deux fois plus élevés qu'en R.F.A. et aux Etats-Unis, et sept fois plus qu'au Japon. Ils ne suffiront pas à rétablir la compétitivité de l'économie française. Il n'en est que plus impératif de les atteindre.

Les prix mesurent l'inflation. Ils n'en sont pas la cause. L'inflation par les coûts, contre laquelle il faut lutter aujourd'hui, résulte de l'augmentation de leurs différentes composantes. Le dispositif mis en place, blocage puis contrôle des prix et des salaires, ne permet d'agir que sur deux d'entre elles : les rémunérations et les résultats des entreprises. *Or ni les unes ni les autres* ne sont les principales causes de l'inflation. De 1974 à 1981, les entreprises n'ont pu dégager, par leurs propres moyens, que ce qui était nécessaire à leur maintien en l'état. La chute de leurs résultats en 1981 accentue la gravité de leur situation. Quant aux salaires nets versés aux travailleurs, ils ont, au cours de la période récente, augmenté moins vite que les autres charges, en particulier sociales, pesant sur les entreprises. Leur hausse a été d'environ 13 % alors que celle des coûts horaires atteignait près de 20 %. Ils ont plus *été la résultante que* la cause de l'inflation.

L'exemple de l'Etat

Les véritables causes de l'inflation depuis 1973 sont bien connues. Les coûts de l'énergie, de certaines matières premières, des emprunts, ont augmenté brutalement. Ils se sont répercutés *mécaniquement sur* les prix de revient et sur les prix de vente puis, par souci d'alignement, sur les coûts salariaux, l'illusion étant partagée par le plus grand nombre que la croissance pourrait se *maintenir à un taux élevé*.

Ces facteurs se sont ajoutés aux causes structurelles *caractéristiques* de la société *française*. Leurs effets ont été amplifiés par la volonté d'augmenter les ressources de la population active sans pour autant diminuer celles des inactifs, alors que le *poids de ceux-ci ne cessait* de s'alourdir et que la croissance s'effondrait.

La période précédant la décision de blocage a accéléré le phénomène, d'une part en accroissant les revenus nominaux des ménages par augmentation des salaires et des dépenses sociales, d'autre part en affaiblissant l'outil de production par l'augmentation directe et indirecte de ses charges.

Parallèlement, les déficits cumulés du budget de l'Etat et des budgets sociaux, *excédant* les disponibilités du marché financier, non seulement tarissaient les moyens d'investissement des entreprises, mais nécessitaient le recours à la création monétaire, autre *accélérateur privilégié de l'inflation*.

La France est l'un des rares pays développés à avoir vécu pendant des décennies en régime de réglementation des prix. Pourtant son taux d'inflation a toujours été supérieur à celui de ses principaux concurrents. Preuve, s'il en était besoin, qu'une politique dirigiste en matière de prix est vouée à l'échec.

Telle est bien la conviction du gouvernement, puisqu'il a prévu que la fin des blocages interviendra à partir du 1er novembre et que la liberté complète de fixation des prix *et de négociation des salaires* redeviendra la règle en 1984. Le respect de ce calendrier est essentiel : les blocages et les contrôles doivent cesser avant d'avoir créé une situation irréversible. En effet, par un paradoxe inhérent à la logique du dirigisme, moins les contrôles sont efficaces, plus la tentation est forte de les maintenir en vigueur, au risque *de dépasser le point de non-retour*. C'est pourquoi le gouvernement doit tout faire pour qu'ils produisent rapidement le seul résultat qu'il puisse raisonnablement en attendre : la *fin de la spirale prix-salaires*.

Deux obligations

Si le gouvernement veut que le blocage des prix et des rémunérations ne *débouche pas sur une situation* plus difficile que celle qui l'avait motivé, il doit s'imposer deux obligations.

Il doit d'abord renforcer la crédibilité de ses objectifs en faisant connaître aux partenaires sociaux les *éléments* qu'il a pris en compte pour *fixer la norme d'inflation* à 8 % en 1983. Il prouverait ainsi la transparence et la loyauté des négociations qui se sont engagées. Le refuser signifierait que l'Etat renoncerait à mettre les entreprises et les syndicats *en mesure* de les conduire de façon responsable. Il ne lui resterait plus alors qu'à imposer le rythme de progression des salaires, comme il a déjà imposé celui des prix.

L'Etat doit aussi se soumettre à la discipline qu'il attend des autres acteurs *économiques*. Ce qui implique qu'il n'augmente ni les prix ni les salaires qui dépendent de lui de plus de 8 % en 1983, ni les charges qu'il impose aux entreprises d'un pourcentage supérieur à *la différence* entre ces 8 % et la hausse des charges non maîtrisables.

En étant exemplaire, l'Etat renforcera la confiance des partenaires sociaux. Il se donnera les moyens de réussir l'opération délicate dans laquelle il s'est engagé et de créer un choc psychologique *qui lui* permettra de conduire une véritable politique anti-inflationniste. Celle-ci passe par le rétablissement de l'équilibre des finances publiques et des budgets sociaux, par une *politique* globale de défense du franc et par des réformes de structures. Dans l'hypothèse inverse, le pays risque de s'engager sur les voies du sous-développement.

(*) Délégué général d'Entreprise et Progrès.

Une tentation déplorable

par CLAUDE MARCUS (*)

SI les Français voulaient faire un effort de *solidarité* et concentrer leurs achats *sur* les produits nationaux, nos soucis d'équilibre de balance commerciale disparaîtraient comme par magie.

Cette vérité première a pu faire naître, auprès d'un certain nombre de personnes qui vivent probable*ment hors du monde industriel* et commercial, l'idée que l'on pourrait peut-être lancer une grande campagne nationale du style : « Coq gaulois avisé achète les produits fabriqués *chez lui.* » *Une telle campagne serait* choquante, inopportune et inefficace.

La France est devenue le quatrième exportateur mondial. Peut-on raisonnablement imaginer qu'un pays, qui est devenu le fournisseur *d'un si grand nombre de nations*, puisse publiquement mener une campagne protectionniste contre les produits étrangers ? Le commerce est fait de réciprocité, et nos clients *sont bien souvent nos fournisseurs.*

Est-il besoin d'ajouter que le seul *fait d'avoir signé le traité* de Rome suffit à rendre cette campagne contraire à nos engagements et inacceptable ? De gros efforts sont faits *pour apprendre aux consommateurs* à se comporter sur les marchés de matière exigeante, et à savoir choisir les produits adaptés à leurs besoins aux conditions de prix les plus favorables.

Les pouvoirs publics peuvent-ils aujourd'hui *mettre en* avant d'autres critères et inciter à la consommation des produits nationaux quels qu'ils soient, même lorsqu'ils ne sont pas les plus performants ?

Pourrait-on définir seulement ce qu'est un produit français dans un *monde économique complexe* ? A partir de quel pourcentage de composants étrangers un produit ne sera plus français ? Un produit fabriqué en France, avec des matières premières *françaises, une main-d'œuvre* et une direction françaises, ne sera-t-il plus français si la majorité du capital de la société est étrangère ?

Une promotion de la qualité

Il faut tout de même savoir que *quelques-unes des multinationales* les plus connues implantées dans notre pays contribuent de manière importante par leurs exportations à l'amélioration de notre balance com*merciale*. En outre, a-t-on le droit de pénaliser tous les citoyens français, parfaitement honorables, qui gagnent leur vie en travaillant à importer ou à vendre des produits dits étrangers ?

Ces arguments et les expériences connues nous donnent la conviction qu'une telle campagne serait inefficace. Il n'est ni souhaitable, ni acceptable de se lancer dans une promotion *globale*, et la *seule* voie *qui* reste ouverte est celle d'une promotion de la qualité vers laquelle nous nous acheminons.

Je voudrais ajouter enfin qu'une campagne « Achetez français » aurait de telles connotations maurras*siennes qu'il est évidemment* impensable qu'elle puisse être lancée par un gouvernement socialiste.

Les papillons « Achetez français » que l'on a vu fleurir entre les deux guerres étaient apposés sur des magasins dont les noms des propriétaires avaient des consonances qui *ne sonnaient* pas *comme de « bien* de chez nous ». Chacun sait où cela mène.

(*) Administrateur-directeur général de Publicis-Conseil.

La corde raide

La France a *changé* d'équilibriste le 10 mai. Mais la corde raide est la même. Il n'y en a qu'une.

Le marché réclamait des armes, et aujourd'hui les roses ne se vendent toujours pas. Alors comment redresser le *commerce extérieur* ?

Le changement consiste plus à éviter la compétition qu'à la gagner. Vouloir gagner, c'est accepter que d'autres perdent. Vouloir être le meilleur, c'est tenter de ravir un marché au pays voisin, qui, lui aussi, veut vivre, c'est lancer un défi générateur *d'instabilité et de fragilité*.

Changer, c'est proposer un autre jeu avec d'autres règles où tous souhaiteront ensemble aller *plus loin. La stabilité ne sera là* que lorsque les mesures *ne seront* dirigées contre personne, lorsque le ton aura changé.

L'entente est le seul jeu où *tout* le monde gagne en même temps. Quand elle *sera réalisée*, l'énergie vitale cessera de se consumer en tensions internes, la corde raide aura laissé la *place à un* chemin large qui conduira vers l'avenir.

MARCEL CANETTI.

Gare aux « modèles »

par JEAN LECERF (*)

MODÈLES économiques et ordinateurs rendent des *services précieux* par leur fabuleuse puissance de synthèse, mais, qu'ils tournent à l'endroit ou à l'envers, peuvent-ils offrir des solutions au drame actuel du chômage ? *On peut en douter, car ils sont* incapables d'intégrer des éléments essentiels mais mal chiffrés : les facteurs de qualité, ceux qui exigent l'intervention d'hommes de valeur.

Comment l'informatique peut-elle prendre *en compte la qualité* des choix d'investissements et celle des recherches qui les précèdent, la qualité des dirigeants et de leurs collaborateurs, de leur formation, des structures administratives avec lesquelles ils agissent ; comment ils prennent en compte la qualité des contrats, ceux de travail (conduisent-ils vers un consensus social ?) ceux d'échange (permettent-ils, au meilleur prix, de développer les productions nécessaires ?) celle des contrats d'épargne (donnent-ils à l'épargnant le désir de s'engager de la façon la plus constructive ?).

Comment les modèles intègrent-ils la qualité des formations professionnelles ? (Conduisent-elles vers un éventail de compétences complémentaires, vers une économie équilibrée ? Préparent-elles assez de créateurs d'entreprises, d'animateurs ?) Et la qualité de l'accueil réservé aux jeunes, à ceux qui sont disponibles sur le marché du travail, de l'accueil réservé aux idées et aux initiatives qui peuvent créer de l'emploi ?

Comment les modèles évaluent-ils la qualité d'une politique économique, celle du Plan, le *fait qu'il existe* ou n'existe pas de bons plans régionaux et locaux de développement de l'emploi, que des moyens d'action suffisants soient ou non donnés à des hommes décidés à agir dans ce sens et bien formés pour cela ?

Ce sont là, pour les ordinateurs, des aliments indigestes, mais ils commandent pourtant les aiguillages essentiels sur la voie qui mène de la formation des hommes et de la naissance des idées jusqu'aux projets, jusqu'aux contrats, jusqu'aux entreprises et jusqu'aux circuits cohérents qui créent l'emploi durable.

Le chef de file des créateurs français de modèles économétriques, l'inspirateur du fameux D.M.S., Ed*mond* Malinvaud connaît bien leurs limites. « *Les macro-économistes*, écrit-il dans son réexamen de la théorie du chômage, *conscients de ce que leurs modèles restent grossiers et que le problème du chômage est urgent, seraient heureux de voir des progrès rapides et essentiels se réaliser dans l'étude d'autres dimensions* » : l'analyse du fonctionnement du marché du travail et des facteurs déterminants de l'offre de travail.

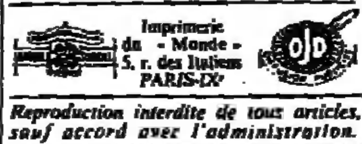
La dramatique faiblesse des chiffres, c'est qu'ils ignorent la qualité, et surtout celle des hommes, qu'ils méconnaissent le prix de l'initiative, de l'idée *accueillie*, du contrat qui donne du travail. Ce sont là les véritables forces qui créent l'emploi.

(*) Ancien journaliste, président du *Groupe de recherche pour la création* d'emplois, 22, rue de la Belle-Feuille, 92100 Boulogne.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : nº 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

Le Monde

étranger

EUROPE

Irlande du Nord

Du terrorisme à l'horreur

La violence a changé de nature en Irlande du Nord. Il y a longtemps qu'on la savait meurtrière, et même dévastatrice : plus de deux mille personnes y ont trouvé la mort depuis le début des troubles, en 1969. Mais elle est devenue abominable, avec une recherche parfois si méthodique dans l'horreur qu'on a l'impression, dans certains cas, de se trouver en présence de meurtres rituels plus que de crimes politiques. Telle est, dans sa brutalité, la conclusion à laquelle conduisent les dernières affaires de terrorisme en Ulster.

En réalité, l'évolution dont on prend aujourd'hui conscience a commencé il y a plusieurs années déjà. Mais on n'y avait guère prêté attention, pour deux raisons au moins. La première est que la fréquence des attentats, enlèvements, règlements de compte et exécutions en tout genre était telle, depuis treize ans, qu'on ne pouvait plus qu'en comptabiliser les victimes en de sinistres statistiques. A cette banalisation de la violence s'ajoutait le fait que la police d'Irlande du Nord a généralement dissimulé, ces dernières années, le caractère particulièrement horrible de certains meurtres, y compris quand sa révélation aurait pu servir la propagande anti-IRA. La hantise des responsables de l'ordre public en Ulster a, en effet, toujours été que les deux communautés, et non plus seulement leurs organisations extrémistes respectives, s'affrontent physiquement. Or la divulgation de certains détails ou photos atroces — le Royal Ulster Constabulary en a de pleins dossiers — n'aurait pu qu'exciter les passions populaires aussi bien chez les catholiques nationalistes que chez les unionistes protestants.

Aujourd'hui, les derniers attentats commis depuis l'élection de l'assemblée provinciale prévue par le plan Prior de dévolution progressive des pouvoirs révèlent au grand jour le degré d'horreur où est tombée la violence politique en Ulster. Otage d'un groupe terroriste protestant, Joe Donegan a été battu à mort et si atrocement défiguré par ses tortionnaires que sa propre famille n'a pu l'identifier que grâce à sa montre. Mercredi, un catholique de Larne, dont le frère et la sœur avaient déjà été tués (probablement par l'IRA, eux, car ce frère était un supplétif de l'armée britannique), a eu la main coupée avec une scie à métaux par des inconnus. Un autre groupe extrémiste unioniste a tué mardi un père de onze enfants devant un de ses fils. Au total, la violence a fait, en trois jours, dix-huit orphelins.

Et les témoignages commencent à affluer sur les méthodes d'« exécution » employées par les éléments les plus durs des deux camps. Bien souvent, la balle dans la tête n'est qu'un coup de grâce venant mettre un terme aux souffrances de la victime. Le *Daily Express* citait par exemple mercredi le cas d'un jeune homme, qui ne militait nulle part et qui avait été pris au hasard dans une rue, dont le corps a été retrouvé avec tous les ongles arrachés et un bras dépecé jusqu'au coude. La perforation des rotules avec une chignole électrique, tournant au plus bas régime possible, est un procédé courant (on a même, pour désigner cette opération, forgé sur le nom d'une marque célèbre un néologisme : *« To be black-and-deckered »*).

La peur installée

Comme au milieu des années 70, les terroristes protestants se distinguent tout particulièrement depuis quelques jours. Ils font en sorte que leurs victimes, si atrocement traitées le plus souvent, appartiennent à la communauté anonyme des catholiques, et non à ses organisations extrémistes, afin que chacun se sente menacé hors même de tout engagement militant. La peur s'est de nouveau installée dans les quartiers républicains des grandes villes de la province, d'autant plus que, au risque de mourir, s'ajoute désormais celui d'endurer pour cela des souffrances terribles. Et l'on peut imaginer que certains, dans le camp nationaliste, ne seront pas en peine pour répliquer dans le même registre. Au point qu'on finirait par trouver au meurtre de trois policiers, tués mercredi par une bombe de 450 kilos, une banalité presque rassurante par rapport aux débordements sadiques de certains tueurs.

Qu'on en soit là une semaine après le scrutin du 20 octobre, qui devait, dans l'esprit de Londres (où la réprobation du terrorisme protestant est unanime), ouvrir la voie à une normalisation de la vie publique en Irlande du Nord, n'est évidemment pas un hasard. La stratégie de M. Prior, au demeurant assez infructueuse jusqu'à présent, ne fait visiblement pas l'affaire des « durs » de l'unionisme de combat. Il y a longtemps qu'ils avaient choisi la violence, théoriquement, pour répondre à celle de l'IRA, mais d'une manière de plus en plus autonome. Ils paraissent avoir décidé d'y ajouter l'horreur.

BERNARD BRIGOULEIX.

Espagne

Des socialistes pragmatiques

(Suite de la première page.)

Si le P.S.O.E. est acquis à une monarchie parlementaire qui s'oppose résolument aux tentatives des putchistes, le roi Juan Carlos, soucieux du maintien de la dynastie, ne pourrait que se féliciter, normalement, de l'accession au pouvoir d'un parti socialiste respectueux de la couronne.

Pour le prince choisi, éduqué par Franco, puis rallié à la démocratie, ce serait la confirmation éclatante que la monarchie est bien celle de tous les Espagnols, comme il l'avait assuré dans son premier discours devant les Cortès en novembre 1975. Juan Carlos a d'autant plus besoin de cette caution socialiste vis-à-vis de l'Espagne et du monde que ses rapports avec les chefs de l'armée sont tendus depuis février 1981 et que la conspiration anti-démocratique passe nécessairement aujourd'hui par sa mise à l'écart.

Le dirigeant socialiste a insisté dans les derniers jours de sa campagne sur la nécessité d'un « centre » assez fort pour atténuer les risques d'une bipolarisation excessive de la vie politique. Paradoxalement, il a presque fait campagne en faveur de M. Landelino Lavilla, porte-drapeau malheureux et véhément d'une Union du centre démocratique dont l'effondrement est la cause directe de la crise.

La législature aurait dû se terminer au printemps 1983. En décidant brutalement de dissoudre les Cortès et de convoquer des élections anticipées, le chef du gouvernement, M. Calvo Sotelo, a mis encore plus en évidence la faillite étonnante de l'U.C.D. Il est vrai que cette coalition était née du rassemblement artificiel de plusieurs courants (libéraux, démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates) autour de la figure, alors au zénith, de M. Adolfo Suarez. Hétérogène, sans doute, elle répondait à une aspiration « centriste » de la société. Elle n'a pas cédé sous les coups de ses adversaires de droite ou de gauche. Elle s'est lentement défaite, victime de dissensions internes, de rivalités personnelles, de luttes byzantines que seule la classe politique espagnole, qui n'a pas tellement changé de ce point de vue depuis trois décennies, est capable de susciter.

M. Gonzalez était si peu résolu, il y a encore six mois, à s'emparer du pouvoir qu'il a tout fait pour tenter de sauver le gouvernement Calvo Sotelo, allant jusqu'à offrir une collaboration directe pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale, seul capable à ses yeux d'affronter une crise politique, économique et militaire d'une grande ampleur. La poussée socialiste est d'abord la conséquence de l'effondrement du centre. Elle s'explique aussi par les erreurs de la direction du parti communiste espagnol. M. Santiago Carrillo a beaucoup contribué à la réussite de la transition pacifique du franquisme à la démocratie. Même ses adversaires les plus sévères, dans le parti et hors du parti, affirment que l'histoire lui rendra justice sur ce point. Mais ses méthodes de direction très « personnelles », ainsi que les expulsions de communistes simplement soucieux de « rénover » le P.C.E., les scissions et les controverses idéologiques ont affaibli une formation abandonnée par des militants déçus qui ont rejoint le parti socialiste.

M. Gonzalez repousse catégoriquement toute idée d'alliance ou même de coopération avec le P.C.E. Les choses sont particulièrement claires : en cas de victoire socialiste, il n'y aura pas à Madrid de ministre communiste. Pas d'autres nationalisations prévues que celle de la distribution électrique à haute tension. D'autre part, c'est un banquier catalan qui a participé à la rédaction de l'un des chapitres du programme économique socialiste : exemple entre beaucoup d'autres de la volonté du P.S.O.E. de rechercher la collaboration des indépendants, de solliciter toutes les compétences, abstraction faite des sympathies politiques. Depuis deux mois, M. Gonzalez a multiplié les entretiens avec des banquiers (qui ont largement participé au financement de sa campagne électorale), des industriels, des représentants de petites et moyennes entreprises (encore mal organisées, mais « groupes de pression » potentiellement importants).

En revanche, le contact n'est toujours pas établi avec une armée réticente, aux aguets, traversée de remous et de colère, inquiète à la perspective de voir s'installer au pouvoir des hommes que l'on accuse volontiers de vouloir *« détruire la famille, légaliser l'avortement, ruiner la propriété privée et étatiser l'enseignement »*. L'obsession majeure de M. Gonzlez est de ne rien faire ou dire qui puisse donner le moindre argument aux amateurs de déstabilisation. Pour les socialistes, la consolidation de la démocratie passe avant les réformes de structure. *« Le programme du P.S.O.E. est celui d'une social-démocratie de droite. Tout le monde peut l'accepter... »*, affirme un dirigeant centriste avec ironie.

Les rapports avec les chrétiens

Social-démocratie ? Les dirigeants du P.S.O.E. n'acceptent pas l'étiquette. De même qu'ils récusent toute référence à une imitation du modèle allemand. *« Les conditions socio-économiques*, disent-ils, *sont ici radicalement différentes. »* Ce qui est vrai.

Ils se proclament malgré tout *« révolutionnaires »*, car, disent-ils, *« si nous réussissons seulement la moitié de notre programme, ce sera une vraie révolution de modifier quelques-unes des habitudes et des traditions de ce pays »*. Pour faire passer ce « message moral », ils comptent, semble-t-il, beaucoup sur la télévision : *« Il faut savoir l'utiliser pour éduquer ; dire ce qui va, dénoncer ce qui est mauvais. Il faut transmettre les messages du gouvernement à la manière de Roosevelt, qui faisait des causeries au coin du feu. »*

L'honnêteté : voilà le maître-mot employé par l'état-major du parti, dont le programme évoque, selon la formule d'un diplomate, *« celui des radicaux-socialistes français barbus de la Belle Epoque »*, avec cette différence que les socialistes espagnols, eux, *« ne mangent pas du curé »*. Bien au contraire. Les courants progressistes chrétiens ont été parfaitement intégrés dans le P.S.O.E. L'école ? Un « faux débat » pour les dirigeants socialistes. *« Il faut seulement*, disent-ils, *que les subsides donnés par l'Etat soient bien contrôlés et que les chances soient égales pour tous. »* Les relations entre le parti et le gouvernement ? *« Felipe, président de gouvernement, doit rester chef du parti. De ce point de vue, l'expérience française nous est très profitable. »*

Comment croire que ces dirigeants « modérés » sont les héritiers du P.S.O.E. fondé en 1879 par Pablo Iglesias ? Il y a un abîme entre M. Felipe Gonzalez et Largo Caballero, qui fut au pouvoir pendant la guerre civile, et qui était considéré comme « maximaliste ». Pourtant, s'il est vrai que le P.S.O.E. est une formation nouvelle, qui s'est pratiquement formée au cours des cinq dernières années, des liens puissants existent encore entre le passé et le présent, et les hommes de l'appareil d'aujourd'hui ne renient ni les fondateurs ni leurs martyrs.

MARCEL NIEDERGANG.

Les principaux partis en présence

● *Le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.)*, dirigé par M. Felipe Gonzalez. Formation plus que centenaire, au pouvoir pendant la guerre civile, et clandestine sous Franco, elle est revenue à la légalité il y a six ans. De tendance social-démocrate, le P.S.O.E. se présente en coalition avec le parti d'action démocratique fondé cette année par un transfuge du centrisme, M. Fernandez Ordonnez, ancien ministre des finances.

● *L'Alliance populaire* de M. Fraga Iribarne, ancien ministre de Franco (droite). En coalition avec le parti démocratique libéral fondé cette année par un autre transfuge du centrisme, M. Oscar Alzaga.

● *L'Union du centre démocratique (U.C.D.*, centre-droit), fondée en 1977 par M. Adolfo Suarez, alors président du conseil, au pouvoir depuis cette date, mais qui a souffert de nombreuses scissions. Actuellement dirigée par M. Landelino Lavilla.

● *Le parti communiste espagnol*, dirigé par M. Santiago Carrillo, très affaibli par des scissions successives et des divisions entre partisans de l'eurocommunisme et ceux d'un communisme plus orthodoxe.

● *Le Centre démocratique et social* (centre-gauche), fondé en juillet dernier par M. Adolfo Suarez après son départ de l'U.C.D.

● *Le parti nationaliste basque* (P.N.V.), parti historique d'Euskadi (nationaliste modéré), dirigé par M. Xavier Arzallus. L'un de ses chefs, M. Carlos Garaicoetxea, préside le conseil général basque, gouvernement autonome de la région.

● *Herri Batasuna* (union populaire, nationaliste basque radicale), le « bras » politique de l'ETA militaire. Ses députés refusent de siéger aux Cortès.

● *Euskadiko Eskerra* (gauche basque), coalition nationaliste liée à l'ETA politico-militaire, dirigée par MM. Mario Onaindia et Juan-Maria Bandres, qui ont été, le premier, condamné au procès de Burgos en 1970, le second l'un des avocats des accusés.

● *Convergence et Union* (nationalisme catalan modéré), coalition dirigée par M. Jordi Pujol, président de la Généralité de Catalogne, le gouvernement autonome de la région.

● *Parti socialiste andalou*, formation nationaliste et socialiste, dirigée par M. Luis Uruñuela, maire de Séville.

Grande-Bretagne

LA RÉORGANISATION INTERNE DU LABOUR

L'aile droite du parti travailliste accentue sa victoire du congrès de Blackpool

De notre correspondant

Londres. — Au cours de la première réunion formelle du nouveau comité exécutif national du parti travailliste, mercredi 27 octobre, l'aile droite du Labour a complété sa victoire du congrès de Blackpool par la prise de contrôle des principales commissions de la direction. Elle n'a fait aucune concession à la gauche, qui, aujourd'hui minoritaire, a désormais perdu tous les postes-clés qu'elle détenait.

M. Tony Benn, chef de file de la gauche travailliste, a été exclu du comité de liaison entre le parti et les syndicats qui a la tâche délicate de définir une politique économique acceptable par les deux composantes du mouvement travailliste, y compris une politique des revenus, objet de nombreuses controverses. Il va également perdre la présidence de la commission de politique intérieure, qui joue un rôle essentiel dans la rédaction du programme du parti pour les prochaines élections législatives. Il sera remplacé par M. John Golding, qui a mené l'offensive contre la gauche. Celle-ci, en outre, va perdre la présidence de la commission de l'organisation chargée de prendre les mesures disciplinaires contre la tendance trotskiste Militant, ainsi que le contrôle des commissions des femmes et des jeunes.

La droite est allée beaucoup plus loin que M. Foot, leader du parti, et ses amis du centre gauche ne l'auraient souhaité. Dans le précédent comité exécutif national, leurs voix faisaient pencher la balance à droite ou à gauche selon les scrutins. Ils ont perdu cette position d'arbitre dans la nouvelle direction, où la droite est en mesure d'imposer sa volonté. Les listes de candidats savamment dosées et proposées au nom de M. Foot par le secrétaire général pour les postes à pourvoir dans les diverses commissions ont été refusées malgré un appel à l'unité lancé par le leader du parti : *« L'objectif prioritaire est de gagner les élections, non les batailles internes »*, a déclaré M. Foot, qui s'est abstenu lors de tous les votes. Cette attitude en dit long sur la position toujours fragile du dirigeant travailliste.

DANIEL VERNET.

Suède

● LES RECHERCHES ENTREPRISES POUR INTERCEPTER le sous-marin étranger détecté au début de ce mois près de la base de Muskoe se poursuivent, a indiqué mercredi 27 octobre l'état-major suédois, démentant ainsi les informations données mardi par la presse de Stockholm selon lesquelles les recherches avaient été abandonnées. — *(A.F.P.)*

Hongrie

LA POLÉMIQUE SUR LA MINORITÉ HONGROISE DE TRANSYLVANIE REBONDIT ENTRE BUDAPEST ET BUCAREST

Permanente depuis le traité de Versailles, étouffée après la deuxième guerre mondiale, puis accentuée à partir des années 70, la polémique qui oppose la Hongrie et la Roumanie à propos du sort de la minorité hongroise de Transylvanie vient de prendre à Budapest un tour particulièrement aigre. Cette fois-ci c'est la publication en avril à Bucarest d'un ouvrage consacré à cette minorité d'environ deux millions de personnes, et qui a été rattachée à la Roumanie à la fin de la première guerre mondiale, qui a relancé la controverse.

Dans son dernier numéro, la revue culturelle hongroise *Valosag* (Réalité) estime ainsi que ce livre contient *« des attaques claires et voilées contre la Hongrie, des vues déformées sur l'histoire hongroise et le problème des nationalités et surtout des déformations de citations du dirigeant du parti hongrois Janos Kadar »*. Radio Budapest, a quant à elle, consacré toute une émission à cette affaire sous un titre éloquent : *« Le danger de la psychomanie dans les Carpathes »*.

L'emploi de ce mot, confronté au vocabulaire psychiatrique, vise de toute évidence le président Ceausescu, dont la personnalité très marquée est de plus en plus auvertement tournée en dérision à Budapest. L'agence hongroise M.T.I. a enfin consacré mardi 26 octobre sept longs feuillets de commentaires à ce rebondissement de la tension. — *(A.F.P.)*

U.R.S.S.

LA RETRAITE DE M. KIRILENKO SERAIT OFFICIELLEMENT ANNONCÉE EN NOVEMBRE

Moscou *(A.P.)*. — Des responsables soviétiques ont annoncé à des diplomates occidentaux que M. André Kirilenko, l'homme qui dirigeait l'industrie lourde soviétique et qui était chargé de contrôler l'organisation du parti communiste de l'Union soviétique (P.C.U.S.), a quitté ses fonctions au bureau politique et au secrétariat du parti pour raison de santé, à l'âge de soixante-seize ans, a-t-on appris mardi 26 octobre.

Cette nouvelle coïncide avec des rumeurs qui circulent dans les milieux dirigeants soviétiques, selon lesquelles, M. Kirilenko aurait eu une crise cardiaque (*Le Monde* du 24 avril et du 7 octobre).

Sa retraite sera officiellement annoncée lors de la session plénière du comité central du P.C.U.S., en novembre. Du vivant de Mikhail Souslov, M. Kirilenko était considéré comme le numéro trois du régime.

هكذا من الاجيال

EUROPE

LA DISSOLUTION DU CONSEIL DE LA RÉVOLUTION AU PORTUGAL

L' « adieu aux armes » des capitaines

De notre correspondant

Lisbonne. — Au sixième étage de l'immeuble rougeâtre qui domine l'avenue de l'Ile-de-Madère, des officiers préparent, sans joie, leur avenir. Ils sont tous membres du Conseil de la révolution, qui, le vendredi 29 octobre à minuit, cessera officiellement d'exister. Ce jour-là, la nouvelle Constitution votée par les partis de la coalition gouvernementale de centre-droit et par le P.S. entrera en vigueur, mettant fin à la période de transition créée par la révolution d'avril 1974.

Quelques-uns de ces officiers s'apprêtent à quitter l'armée. Tel est le cas du lieutenant-colonel Melo Antunes, ancien ministre des affaires étrangères et idéologue du « mouvement des capitaines », qui pourrait occuper un poste dans une organisation internationale; du lieutenant-colonel Victor Alves, ancien ministre de l'éducation; du commandant Sousa e Castro, dont l'avenir politique semble lié à l'éventuelle création d'un parti présidentialiste; le commandant Canto e Castro, qui va faire carrière dans le privé, suivant ainsi l'exemple donné par d'autres militaires révolutionnaires comme le colonel Costa Bras, ancien ministre de l'intérieur, et de l'amiral Rosa Coutinho, ancien haut commissaire.

Le général de brigade Pezarat Correia, le lieutenant-colonel Costa Neves, les commandants Martins Guerreiro et Vasco Lourenço, ainsi que le capitaine Marques Junior, veulent retourner dans les casernes. « *Il faut y renforcer l'esprit du 25 avril* », affirment-ils. Leur ambition se révèle pourtant difficile à concrétiser, car la loi sur la réorganisation des forces armées, votée par le Parlement le 12 octobre, restreint sévèrement les droits des militaires. Ceux-ci ne pourront pas faire de déclarations politiques. Ils ne pourront pas, non plus, se prononcer publiquement sur des sujets « *susceptibles de mettre en danger la cohésion et la discipline des forces armées* ». On leur interdit de participer à des « *réunions à caractère politique ou syndical* », ainsi que de signer des pétitions adressées « *aux pouvoirs publics, à la hiérarchie militaire ou à n'importe quelle autre autorité* ». On leur interdit, enfin, de créer des associations, même « *exclusivement réservées à des militaires* », sans une autorisation du conseil des chefs d'état-major.

La dissolution du Conseil de la révolution était prévue dans le pacte signé par les représentants des forces armées et des partis politiques en mars 1976. Aussi les conseillers ne contestent-ils pas cette mesure. En revanche, ils s'insurgent contre la façon dont leur départ a été organisé : sans attendre la formation du Conseil d'Etat ni celle du tribunal constitutionnel qui, selon la nouvelle Constitution, assumeront leurs pouvoirs.

« *L'empressement manifesté par le P.S. et par les partis de l'Alliance démocratique fait de notre départ une sorte d'exclusion,* s'exclame le lieutenant-colonel Costa Neves. *Et pourtant, c'est nous qui avons libéré le pays de la dictature.*

Amers plutôt que révoltés, ces militaires assistent, impuissants, à une situation que certains d'entre eux attribuent à leur excessif souci démocratique. Dans le but d'instaurer la démocratie, ils ont fait la révolution d'avril. Un an et demi après, le 25 novembre 1975, ils prenaient à nouveau les armes pour « *éviter une dictature communiste* ». Aujourd'hui, ils sont accusés d'être communistes, et le seul parti qui, publiquement, prend leur défense est justement le P.C.

Le programme du Mouvement des forces armées annonçait des élections libres. Celles-ci ont amené au Parlement une majorité où abondent des personnalités qui, lors de la révolution, se trouvaient de l'autre côté des barricades. Promesse avait été faite de « *donner le pouvoir au peuple* ». Mais la situation économique est telle que les conditions de vie du peuple n'ont fait que s'aggraver : le déficit de la balance des transactions courantes atteint trois milliards de dollars; la dette extérieure qui dépasse dix milliards n'est plus couverte par les réserves en or — 698 tonnes — de la Banque centrale; l'inflation approche les 26 %, et le chômage ne cesse d'augmenter. En outre, le gouvernement annonce son intention de rendre au secteur privé les industries du ciment. On prévoit le démantèlement de plusieurs entreprises publiques, notamment dans la construction navale, la sidérurgie et les transports.

Très critiques à l'égard du parti socialiste qu'ils accusent de « *trahison* », la plupart des officiers du Conseil de la révolution attendaient une intervention décisive du président de la République. Mais, petit à petit, ce dernier espoir s'est, lui aussi, évanoui.

Autour d'une table, dans un petit restaurant situé juste derrière l'immeuble du Conseil de la révolution, quelques-uns d'entre eux dévident leurs souvenirs. A haute voix, sans aucune précaution : « *Il faut saisir l'occasion,* disent-ils, *car d'ici peu de temps on ne pourra plus le faire.* » Ils racontent : « *C'est nous qui, en 1975, avons découvert celui qui n'était à l'époque qu'un simple lieutenant-colonel. Certes, sa participation au mouvement des capitaines avait été relativement effacée. Son honnêteté et son apparente détermination nous ont pourtant convaincus. Aussi avons-nous fait de lui le chef d'état-major de l'armée de terre. Et, quand le P.S. nous a demandé d'indiquer un nom pour les présidentielles de 1976, c'est celui de Eanes que nous avons choisi.* »

Le retour des salazaristes

Huit ans après, la majorité des officiers du Conseil de la révolution dressent un bilan négatif de l'action du président de la République. Ils affirment que, sous prétexte de réorganiser l'armée, il a réintégré à des postes-clés de la hiérarchie militaire un certain nombre de généraux et de colonels liés à l'ancien régime. « *Mais ce même esprit d'ouverture ne s'est pas manifesté à l'égard de beaucoup de nos camarades qui, ayant poussé très loin leur enthousiasme révolutionnaire en 1974 et en 1975, ont été soumis à des procès disciplinaires et écartés de l'armée.* »

Une déclaration du porte-parole de la présidence de la République semait en mars la confusion dans les milieux politiques portugais : en cas de réduction de ses pouvoirs constitutionnels le général Eanes donnerait sa démission et prendrait la tête d'un mouvement politique.

Voté le 12 août, le texte final de la révision de la Constitution a retiré au président de la République la possibilité de désigner librement les chefs militaires. Il devra les nommer sur proposition du gouvernement. De plus, la nouvelle loi sur les forces armées attribue à un Conseil supérieur de la défense nationale d'importantes responsabilités en matière de législation militaire et de définition des grands objectifs pour les forces armées. Présidé par le chef de l'Etat, ce conseil sera composé du premier ministre, du vice-premier ministre, des ministres des affaires étrangères, de la défense, de l'intérieur, des finances, de l'industrie et des transports, du chef d'état-major général des forces armées ainsi que des chefs d'états-majors de l'armée de terre, de l'air et de la marine. Pour la première fois depuis la chute du régime de Salazar, l'armée passera sous le contrôle du gouvernement. Mais le président de la République n'a pas donné sa démission.

Dans une interview accordée le dimanche 10 octobre à la radio portugaise, le général Eanes s'est montré, d'autre part, hostile à tout projet « présidentialiste » : « *Je ne crois pas aux partis politiques qui, au lieu de s'appuyer sur un programme clair et une base sociale stable et informée, cherchent à se développer autour d'une personnalité, fût-ce le président de la République* », a-t-il dit.

De tels propos découragent ceux qu'on appelle les « eanistes ». A en croire certains membres du Conseil de la révolution, le général Eanes *manque de courage. D'autres pensent* qu'il veut conserver à n'importe quel prix ses fonctions présidentielles, même si elles deviennent purement honorifiques. Jugement trop sévère ? C'est qu'il est le fruit du désenchantement.

Les œillets sont décidément bien fanés. Le 5 avril 1982, le tribunal militaire de Lisbonne déclarait innocent le général Schulz, ministre de l'intérieur sous le gouvernement de Salazar. Selon le texte du jugement, l'accusé avait exercé ses fonctions ministérielles avec « *zèle, intelligence et un profond patriotisme* », cherchant à établir parmi les Portugais un « *climat de confiance* ». En tant que responsable de la police politique, la PIDE, il aurait cessé de recommander le « *respect scrupuleux de la loi* » afin d'éviter les réclamations. Par la même occasion, le tribunal décidait d'ouvrir une enquête sur la façon « *violente* » dont le général Schulz, avait été arrêté au lendemain de la révolution : chez lui, par deux officiers subalternes et cinq soldats. « *Cela va à l'encontre du code de justice militaire en vigueur depuis 1925* », précisait-on.

« *Un jour viendra où l'on sera accusé d'avoir illégalement abandonné les casernes aux premières heures du 25 avril 1974* », commente ironiquement le capitaine Marques Junior. Celui-ci quitte le Conseil de la révolution avec le même grade qu'il avait lorsqu'il y est entré. « *C'est un exemple que nous donnons. Nous n'avons rien voulu pour nous* », explique-t-il. Il cite le cas du lieutenant-colonel Fabiano, qui, en 1975, occupait le premier poste dans la hiérarchie de l'armée de terre et qui, lorsqu'on lui soumit une liste d'officiers à promouvoir accepta toutes les promotions sauf une, la sienne, pourtant justifiée par l'ancienneté.

Aujourd'hui, le lieutenant-colonel Fabiano végète dans un bureau chargé du recrutement des jeunes en âge d'accomplir leur service militaire. De même, le commandant Otelo de Carvalho, qui, après avoir fait la « une » des journaux du monde entier, travaille dans un petit service administratif dépendant de l'état-major.

Un mois avant la dissolution du Conseil de la révolution, le lieutenant-colonel Victor Alves déposait un projet permettant aux membres de cet organe politico-militaire d'accéder aux postes qu'ils avaient provisoirement occupés dans le passé. Ayant dirigé la région militaire de Lisbonne en 1975 et en 1976, le commandant Vasco Lourenço aurait pu ainsi recevoir les étoiles de général de brigade. Il les a refusées. « *Je sors commandant, mais la tête haute* », a-t-il déclaré. Amer, le capitaine Marques Junior regarde une photo publiée dans la première page d'un quotidien de Lisbonne. La photo montre le maire de la capitale et le vice-président de l'Assemblée nationale qui, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution républicaine du 5 octobre 1910, passent les troupes en revue.

Le maire appartient à un parti de droite. Le député, membre du parti communiste, a fait dix-sept ans de prison et passé vingt-deux ans dans la clandestinité. « *Notre lutte n'a pas été totalement vaine,* conclut le capitaine Marques Junior. *Il y a quand même des choses irréversibles* ».

JOSE REBELO.

EUROPE

Pologne

Un sombre rapport sur la situation économique a été présenté au comité central

Ouvert sur une minute de silence à la mémoire de l'ancien premier secrétaire, Wladyslaw Gomulka, mort le 31 août dernier, le dixième plénum du comité central polonais a entendu, mercredi 27 octobre, un sombre rapport du bureau politique sur la situation économique du pays.

Il ressort de ce texte que de nouvelles menaces pèsent sur le niveau de vie de la population, dont le pouvoir d'achat avait déjà été amputé de 40 % cette année par les augmentations de prix massives décrétées peu après l'instauration de l'état de guerre.

Parlant « *d'une récession et d'un effondrement sans précédent de l'équilibre économique* », le rapporteur, M. Manfred Gorywoda, n'a pas caché que la situation demeurait « *très difficile* » malgré « *certains succès* » qui auraient, selon lui, « *arrêté la chute de la production* ». Ces « *succès* » (augmentation de la production de 1 % en août et de 4 % en septembre) demeurent en effet assez limités ; il faut donc tout mettre en œuvre l'année prochaine afin de s'opposer « *à la baisse du niveau vital* » de la population. Ce ne serait, a indiqué M. Gorywoda, qu'au cours des années 1983-1985 que l'on pourrait s'attendre à une « *modeste amélioration* » des conditions d'existence.

Ce calendrier semble très optimiste à de nombreux économistes polonais qui fixent, eux, l'échéance du redressement à 1990. En tout état de cause, le rationnement des produits alimentaires et industriels en vigueur depuis près de deux ans ne sera pas levé avant longtemps. Il ne pourra l'être, a dit M. Gorywoda, que partiellement « *vers la fin de l'année prochaine* » et à condition toutefois que la production nationale suive une courbe ascendante.

Les prix devront « inévitablement augmenter »

Autre mauvaise nouvelle, encore qu'attendue : les prix devront « *inévitablement augmenter* » en raison, non seulement du coût des matières premières sur les marchés mondiaux, mais aussi de la très faible rentabilité de l'industrie polonaise, dont l'un des maux principaux est le gaspillage tant de l'énergie que des investissements et des matières premières. La situation est encore plus difficile, a poursuivi le secrétaire du comité central, dans le domaine du bâtiment, où le nombre de logements construits cette année est « *largement en deçà* » de celui des années précédentes. Il faut actuellement plus de dix ans à un jeune couple pour espérer obtenir un appartement.

Dans ces conditions, les tâches prioritaires à la réalisation desquelles le parti aura à veiller sont l'approvisionnement des populations en biens et denrées les plus indispensables, le ralentissement de la chute enregistrée dans la construction de logements, le respect des principes socialistes (à chacun selon son travail) en matières de salaires et de revenus, et enfin l'aide sociale aux plus défavorisés.

« *La crise économique pèse lourdement sur la vie de la société et sur son attitude vis-à-vis des autorités et du parti. La fatigue favorise l'apathie et la passivité et mine la confiance (...)* », a encore dit M. Gorywoda, tout en affirmant que « *la question aujourd'hui n'est pas de savoir si nous pouvons surmonter la crise, mais dans quels délais nous pouvons le faire* ».

Violentes attaques contre les anciens dirigeants

Dans son bref discours d'ouverture, le général Jaruzelski avait, quant à lui, déclaré que le but des débats était de « *dégager les voies par lesquelles aller au-devant des demandes de la population et de répondre à la question de savoir pourquoi de nombreux problèmes n'ont pas été résolus et comment les problèmes économiques pourront être réglés plus rapidement* ».

Au cours des débats — organisés mercredi après-midi par groupes de travail et qui se poursuivaient ce jeudi — de violentes attaques ont été lancées contre l'administration américaine et contre les anciens dirigeants du parti, considérés comme responsables de la crise. Après le dépôt mardi d'une pétition d'une centaine de députés demandant la mise en jugement de M. Gierek et de plusieurs des membres de son équipe, il n'est plus exclu maintenant que des procès soient ouverts contre ces hommes déjà placés en résidence surveillée et qui joueraient ainsi le rôle de boucs émissaires.

● *Le président Reagan* a signé mercredi le décret suspendant indéfiniment le bénéfice de la clause de la nation la plus défavorisée qui était accordée jusqu'à présent à la Pologne. Cette décision avait été prise à la suite de la mise hors la loi de Solidarité.

● *La Fédération internationale des ouvriers du transport*, rattachée à la C.I.S.L., a appelé ses membres à boycotter le 10 novembre, en signe de soutien à la grève que prépare Solidarité pour cette date, les avions et les navires polonais. — *(A.F.P.)*

● *L'ambassadeur de Pologne en France* nous précise que s'il a bien reçu, lundi 18 octobre, M. Hervé de Charette, délégué national du P.R., chargé des relations internationales, à la demande de celui-ci, il n'a « *ni pris connaissance ni reçu de documents de la part de son interlocuteur* » (*le Monde* du 20 juillet).

PROCHE-ORIENT

Israël

Une pièce satirique interdite par la censure suscite une vive polémique

De notre correspondant

Jérusalem. — Le Patriote, le personnage de la nouvelle pièce d'Hanoch Levyne interdite par la censure, est un Israélien qui décide d'émigrer aux Etats-Unis. C'est ce que l'on appelle en hébreu, avec un certain mépris, un « *yored* », quelqu'un qui « descend », par rapport à un « *oleh* », celui qui « monte », qui immigre en Israël. Dans la première scène, le Patriote fait la queue au consulat des Etats-Unis à Tel-Aviv. Pour recevoir son visa d'émigration, l'employé du consulat l'oblige à cracher au visage de sa mère. Dans la scène suivante, le Patriote rencontre un colon du Goush-Emounim qui lui vend une parcelle de terre en Judée-Samarie (Cisjordanie), à condition qu'il donne un grand coup de botte au visage d'un petit cireur de chaussures arabe. Finalement, au terme d'un long itinéraire à travers la société israélienne, le Patriote s'embarque enfin dans l'avion qui doit le mener aux Etats-Unis. Mais sur la passerelle, il reçoit un ordre de route de l'armée. Et au lieu de partir vers les Etats-Unis, il s'envole vers l'Albanie, où Tsahal a déclenché une guerre imaginaire. Là, il meurt d'une balle dans le dos. En arrivant au ciel, le Patriote déloge Dieu de son trône. Rideau.

Hanoch Levyne n'en est pas à sa première pièce à scandale. Après la guerre de six jours, il avait écrit toute une série de satires politiques dont la plus célèbre, *la Reine de la baignoire*, avait, en 1970, été retirée de l'affiche du Cameri, le théâtre municipal de Tel-Aviv, après avoir provoqué une sorte de bataille d'Hernani. Depuis, Hanoch Levyne avait renoncé au théâtre politique. Mais il n'avait pas abandonné le genre provocateur. Ses dernières pièces étaient habitées par des personnages dont la veulerie n'avait d'égal que leur cruauté et leur vulgarité. Avec *le Patriote*, Hanoch Levyne est revenu à son genre de prédilection, la satire politique. Mal lui en a pris. La commission de censure a interdit la pièce. Ce qui n'empêche pas le Théâtre Neveh-Tsedek de passer outre et de donner des représentations tous les soirs depuis lundi, devant une salle comble.

Pourquoi *le Patriote* a-t-il été interdit ? La pièce n'est ni très différente, ni plus virulente que d'autres satires politiques qui, depuis des années, sont présentées sur les scènes de Tel-Aviv. On y trouve les mêmes thèmes, les mêmes dénonciations des travers de la société israélienne : la « sacralisation » de l'armée, l'exploitation des ouvriers arabes des territoires, le nationalisme outrancier, certaines formes de cléricalisme... Tout cela n'est pas particulièrement novateur, ni au théâtre, ni dans la presse israélienne. Alors, pourquoi — décision rarissime — la commission de censure a-t-elle interdit la pièce ? Peut-être parce que les attaques contre la religion sont particulièrement virulentes. Mais surtout sans doute, parce que la guerre au Liban a exacerbé les passions en Israël et a créé parfois un climat d'intolérance.

Il n'empêche que *le Patriote* a trouvé un défenseur inattendu : le ministre de la défense, M. Ariel Sharon. « *Je suis contre l'interdiction de la pièce*, a-t-il déclaré. *Je pense, au contraire, que chaque Israélien devrait voir* le Patriote *afin de se rendre compte jusqu'à quel point nous avons dépassé les bornes, jusqu'à quel point les sentiments d'autodestruction et de haine de soi rongent notre société.* »

(Intérim.)

LA CRISE D'EL AL

Les dirigeants de l'Histadrout reprennent les négociations avec les autorités

Jérusalem *(A.F.P.)*. — Le conflit qui oppose depuis plus d'un mois les quatre mille neuf cents employés de la compagnie aérienne israélienne El Al à la direction s'est brusquement aggravé mercredi 27 octobre avec l'occupation des pistes de l'aéroport international de Tel-Aviv par un millier d'entre eux, paralysant le trafic aérien entre Israël et le reste du monde.

Tandis que les dirigeants de la centrale syndicale Histadrout reprenaient dans la soirée les négociations jusque-là interrompues avec les directeurs du ministère des finances et de celui des transports, les employés d'El Al dégageaient entièrement le pistes de l'aéroport. Le trafic international pourrait reprendre ce jeudi après-midi ou vendredi matin.

Dans la nuit, un émissaire de l'Histadrout avait rencontré les grévistes qui bloquaient les pistes d'envol avec l'aide de leurs familles. Il leur a demandé de mettre fin aux actions violentes qui ont fait mercredi huit blessés parmi les employés et six parmi les policiers qui tentaient de dégager les pistes. Le vice-premier ministre, M. David Levy, déclarait au même moment qu'on ne pouvait rejeter toutes les responsabilités de la crise sur les employés d'El Al et qu'il fallait s'engager dans des négociations « *qui permettront de remettre la compagnie sur pied* ».

Le ministre des transports, M. Haïm Corfou, en revanche, rappelait que le principe d'une mise en liquidation avait été acquis par le gouvernement et que le « *vandalisme* » des employés d'El Al justifiait la « *fermeté* » des forces de l'ordre. Selon la télévision israélienne, ces dernières ont conduit leurs opérations de mercredi à l'aéroport « *avec une particulière violence* ».

Au Sud-Liban

TROIS SOLDATS IRLANDAIS DE LA FINUL ONT ÉTÉ TUÉS PAR DES « ÉLÉMENTS NON-IDENTIFIÉS »

Jérusalem *(A.F.P.)*. — Trois soldats du contingent irlandais de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) ont été tués mercredi soir 27 octobre par des « éléments non identifiés » dans le secteur central du Sud-Liban, a annoncé le porte-parole de la FINUL à Jérusalem.

A 19 heures, un poste de la FINUL proche du village de Tidmine a été attaqué par un groupe armé, et trois des quatre soldats irlandais qui tenaient la position ont été abattus, a précisé le porte-parole. Des recherches ont été aussitôt lancées dans le secteur pour retrouver les auteurs de l'attaque, a-t-il ajouté.

Depuis la création de la FINUL, quatre-vingt-six de ses soldats ont trouvé la mort, dont seize du contingent irlandais. Il y a quatre jours, des incidents s'étaient produits entre des soldats norvégiens de la FINUL et des miliciens du commandant dissident libanais Saad Haddad, qui contrôlent l'enclave chrétienne du Sud-Liban.

DIPLOMATIE

M. Brejnev hausse le ton à l'égard de Washington

(Suite de la première page.)

« *Dans cette situation*, a-t-il poursuivi, *il est très important de savoir comment s'établiront nos rapports avec les autres pays. Nos relations avec la Chine ont une importance considérable. Nous recherchons sincèrement la normalisation de ces relations et faisons tout ce que nous pouvons dans ce sens. A Pékin également, on dit aujourd'hui que la normalisation est souhaitable. Pour l'instant, on ne voit pas de changements de principe dans la politique extérieure de la R.P.C. Cependant, nous ne devons pas négliger les nouveaux aspects qui apparaissent.* »

M. Brejnev a dit encore : « *Notre ligne, c'est la détente et la consolidation de la sécurité internationale. Nous ne nous en écarterons pas* », mais, a-t-il ajouté, l'efficacité de cette politique exige qu'elle prenne appui, entre autres, sur « *la puissance économique et militaire réelle de l'Etat* ». Le chef du parti a relevé qu'« *un important travail est en cours pour renoncer, à terme, aux achats de blé à l'étranger* ».

Parlant des problèmes militaires, dont M. Brejnev a tenu à dire qu'il est « *au courant* » et s'en « *occupe constamment* », l'orateur a dit : « *Nous traversons une période où le niveau de préparation au combat de l'armée et de la flotte doit être encore plus élevé (...). Il faut savoir agir compte tenu des progrès les plus récents de la science et de l'art militaires (...). L'armée soviétique doit être à la hauteur dans tous les domaines : équipement, structure et méthodes de préparation (...). La lutte sur le plan de la technique militaire s'est sensiblement intensifiée, et elle acquiert souvent un caractère foncièrement nouveau. Un retard dans ce combat est inadmissible. Nous comptons que nos savants, nos constructeurs, nos ingénieurs et techniciens feront tout leur possible pour mener à bien les tâches qui en découlent.* »

M. Brejnev a rendu, pour finir, un hommage remarqué à son ministre de la défense, se réjouissant de ce que les commandes de ce ministère sont « *entre les mains sûres du maréchal Oustinov, membre du bureau politique du P.C.U.S., fils fidèle du parti léniniste, notre compagnon d'armes et camarade* ».

● *Le prix Politique internationale*, créé en 1982 par la revue du même nom que dirige M. Patrick Wajsman, a été attribué à titre posthume au président Anouar el Sadate « *en hommage à sa lucidité politique et à son courage exceptionnel* », par un jury composé d'universitaires et de journalistes.

Le prix — une sculpture de Julian Snelling représentant une pyramide sur laquelle les hommes de l'espoir l'emportent sur les forces de la violence — a été remis, mardi 26 octobre, à Mme Sadate au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée à Paris en présence de nombreuses personnalités politiques et littéraires. La femme de l'ancien président égyptien a été reçue le même jour par Mme François Mitterrand.

AFRIQUE

Centrafrique

La fin de la visite du président Kolingba

Bangui juge assainies ses relations avec Paris mais regrette l'insuffisance de l'aide française

La visite « officielle de travail » en France du président Kolingba, qui devait quitter, ce jeudi 28 octobre, Paris pour Bangui, a largement contribué à assainir les relations *franco-centrafricaines*, bien qu'elle n'ait pas débouché sur l'accroissement substantiel de l'aide française souhaité par le Centrafrique.

En recevant à l'Elysée le général Kolingba, en louant les efforts de « *redressement* » et de « *rigueur* » des militaires centrafricains, en insistant sur la « *légitimité* » de leur autorité (l'expression est de M. Cheysson), les Français ont levé les doutes sur les réserves qu'on pouvait leur prêter à l'égard du gouvernement de Bangui. L'« *affaire Patasse* » (1) et les autres incidents qui ont pu émailler les relations *franco-centrafricaines*, depuis l'accession des militaires au pouvoir le 1er septembre 1981, appartiennent désormais au passé. De part et d'autre, on se comporte comme si le contentieux politique était clos.

Sur le plan de la coopération, en revanche, les Centrafricains avaient du mal, mercredi, à cacher une certaine déception. Ils ne pensaient, certes pas, que Paris leur accorderait l'enveloppe — un peu plus de 1 milliard de francs — qu'ils *souhaitaient négocier*. Par exemple, le gouvernement français se serait engagé à participer pour une somme de 28 millions de francs à la clôture de l'exercice budgétaire de 1982, *alors que le montant* avancé par Bangui s'élevait à 76 millions de francs. De même, la France devrait contribuer pour 100 millions de francs à la couverture de l'exercice budgétaire de 1983, dont le déficit envisagé est évalué, par les Centrafricains, à 160 millions de francs.

Tout en reconnaissant, au plus haut niveau, que la France a des contraintes financières, les Centrafricains se plaignent néanmoins de devoir « *négocier chaque mois l'aide budgétaire* » (la participation française à la paie des fonctionnaires), une obligation jugée « *humiliante* ». Certains officiels ont du mal à comprendre, en outre, que, dans un climat de *concordance politique rétablie* — ou, du moins affichée, — Paris ne fasse pas un geste supplémentaire, sur le plan de l'aide économique, comme preuve de bonne volonté.

Du côté français, on reconnaît qu'il ne s'agit pas seulement de disponibilités financières mais aussi de « *ne pas dire amen à toutes les demandes* » de Bangui. Les projets de développement, dit-on, doivent être négociés cas par cas. En outre, l'aide actuelle (440 millions en 1981, *dont* 100 millions au titre d'une subvention directe au budget centrafricain) est déjà jugée « *assez considérable* ».

En fait, le problème de l'aide au développement du Centrafrique demeure, mais il semble avoir, avec la visite du président Kolingba à Paris, de bonnes chances d'être traité dans une atmosphère *plus sereine*. On semble désormais juger, à Paris, que les militaires centrafricains ont *pris un bon départ*. Il reste peut-être à convaincre ces derniers que les limites d'une aide, au *demeurant assez consistante*, peuvent être tout simplement financières et ne traduisent pas forcément des réserves politiques.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) *Leader de l'opposition centrafricaine, M. Ange Patasse a tenté, sans succès, de s'emparer du pouvoir à Bangui, en mars dernier. Réfugié à l'ambassade de France le 3 mars, il quitta la chancellerie le 13 avril pour Lomé, à bord d'un avion militaire français. Depuis lors, il est toujours dans la capitale togolaise, où il a obtenu l'asile politique.*

Soudan

QUARANTE-CINQ MORTS DANS DES AFFRONTEMENTS TRIBAUX

Khartoum (*A.F.P.-U.P.I.*). — Quarante-cinq personnes ont été tuées au cours d'affrontements armés entre deux tribus du sud-ouest du Soudan, il y a une quinzaine de jours, a annoncé, *mercredi 27 octobre*, le Conseil national de sécurité du pays. Selon l'agence soudanaise de presse, les combats ont eu lieu entre les tribus Mesiriya et Rizaigat, dans la région de Faras (à la limite des deux provinces soudanaises du Kordofan et du Darfur). Trente-trois Mesiriyas et douze Rizaigats ont été tués.

Un communiqué du Conseil national de sécurité affirme que ces « *violents incidents font partie d'un plan criminel fomenté par les ennemis du Soudan pour miner la stabilité nationale* ». Le communiqué ajoute : « *Les simples citoyens ont malheureusement suivi les éléments maléfiques qui leur ont fourni des armes modernes et les ont incités à tuer leurs compatriotes. Les coupables seront sévèrement châtiés.* »

Algérie

AU COURS D'UN VOYAGE EN PROVINCE

Le président Chadli a assisté à une cérémonie sur le site du charnier de Khenchena

De notre correspondant

Khenchena. — *Debout dans le vent déjà froid des Aurès*, le président Chadli s'est incliné, au cours d'une brève cérémonie le mardi 26 octobre, devant *les sépultures* de plus de mille personnes dont les ossements ont été découverts au printemps dans l'enceinte de ce qui *fut un temps un casernement* de l'armée française à Khenchena (*le Monde* du 4 juin). Ces tombes viennent d'être creusées au *pied d'une colline*, à *proximité* de l'ancien charnier. Les vestiges militaires ne sont pratiquement plus visibles aux abords de *celui-ci*, *un terrain nu* dont on voulait faire une aire de sport. De profondes excavations témoignent du soin avec lequel le *macabre inventaire a été conduit*. Ces recherches sont maintenant achevées, mais, nous ont dit les autorités locales, d'autres vont être *entreprises sur les hauteurs* boisées environnantes. D'autres charniers moins importants ont été découverts récemment dans la région.

Le quotidien *El Moudjahid* a publié, à l'occasion de cette cérémonie, des accusations d'anciens détenus contre *l'armée française*. *Toutefois*, aucun discours officiel n'a été prononcé. « *Cette halte est placée sous le signe de la mémoire et du recueillement, mais nous considérons que la page doit être tournée* », nous a dit un proche collaborateur du *chef de l'Etat*.

De fait, les pages sombres de la guerre ont été évoquées avec discrétion à Khenchena, qui n'était qu'une étape parmi d'autres d'un *voyage présidentiel ayant pour* premier objectif le contrôle de la mise en œuvre de la nouvelle politique de développement régional.

Arrivé à Constantine le 24 octobre, le président Chadli y a installé un nouveau commandant de la Ve région militaire, le colonel Khaled Nezzar, *dont on dit que la présence à ce* poste consolide l'assise du chef de l'Etat parmi ses pairs. Les jours suivants ont été consacrés à la *visite de la willaya* d'Oum-El-Bouaghi. Située à moins d'une centaine de kilomètres au sud-est de Constantine, cette localité, *à l'origine peu importante dans une région* déshéritée, a été choisie en raison de sa situation géographique comme chef-lieu de ce qui équivaut à un *département français*. *Le président* Chadli y a posé la première pierre d'un institut universitaire et d'une cité administrative. Il a aussi inauguré, *à Oum-El-Bouaghi* et dans les autres agglomérations de la willaya, différentes unités de production.

Sur la nouvelle route d'Oum-El-Bouaghi à Khenchena, M. Brahimi, ministre de la planification et de l'aménagement du territoire, qui accompagnait le chef de l'Etat avec *d'autres membres du gouvernement*, nous a exposé les grandes lignes d'une politique dont il est l'un des instigateurs : réduire l'écart entre *les régions côtières et les régions* déshéritées du centre, créer un nouvel axe de développement sur les hauts plateaux, de Tlemcen à *Tebessa, par l'implantation de petites* et moyennes industries et la relance de l'agriculture grâce à des *investissements en matière hydraulique*.

On spécule parfois à Alger sur la signification de la rareté des *bains de foule du chef* de l'Etat, même à l'occasion des fêtes officielles. Si le climat est quelque peu morose dans la capitale, notamment *en raison de la flambée des prix* alimentaires, il est différent dans cette région qui avait été longtemps *l'enfant pauvre du pays*. Sans *grande protection* dans les rues étroites de chaque ville visitée, le président Chadli a fait de longs parcours à pied *sous des ovations* qui n'étaient pas seulement celles des écoliers.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

Nigéria

QUINZE POLICIERS ONT ÉTÉ TUÉS LORS DES ÉMEUTES DE MAIDUGURI

Lagos (A.F.P.). — Quinze corps de policiers ont été retrouvés à Maiduguri, dans le nord-est du Nigéria, par les forces de l'ordre, après les émeutes à caractère religieux qui se sont produites, mardi 26 octobre, dans cette ville. (« le Monde » du 28 octobre).

La police et l'armée procédaient mercredi, à l'enlèvement des corps des victimes civiles des affrontements, dont on ignore toujours le nombre. L'hôpital général de Maiduguri a été fermé aux consultations, pour permettre de soigner les blessés. Seuls les fourgons mortuaires et les ambulances de l'armée et de la police sont autorisés à franchir les grilles.

Les émeutes auraient été provoquées par les adeptes d'*Alhaji* Marwa Maitatsine, musulman fondamentaliste tué lors des affrontements similaires à la fin de l'année 1980, avec plus de quatre mille de ses fidèles, à Kano, métropole de plus d'un *million d'habitants* du nord du Nigéria.

Selon une source autorisée dans la capitale nigériane, la « *situation* est tout à fait comparable » à celle qui avait prévalu à Kano, lors de *la précédente émeute*. *Toutefois*, les conditions ne sont pas les mêmes à Maiduguri, aux confins du lac Tchad, *ville de deux cent cinquante* mille habitants, donc censée être plus aisément contrôlable par les forces de l'ordre.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Un document de l'épiscopat critique sévèrement la stratégie nucléaire officielle

De notre correspondant

Washington. — *Les évêques catholiques des Etats-Unis n'approuvent pas plusieurs aspects essentiels de la stratégie nucléaire américaine. Ils l'avaient fait savoir en juin dernier dans un projet de « lettre pastorale » qui provoqua des réactions assez vives de Washington. Une nouvelle version, publiée le 26 octobre, montre que leur position ne s'est guère modifiée, malgré les explications et les pressions gouvernementales. Si l'épiscopat apparaît plus compréhensif à l'égard du principe de la dissuasion, il est intransigeant dans d'autres domaines : « premier tir » nucléaire, possession de certaines armes, objectifs civils.*

Ce document de cent cinq pages a été établi par une commission de cinq membres, présidée par le cardinal Joseph Bernardin, archevêque de Chicago. Il ne s'agit, officiellement, que d'un brouillon sur lequel l'ensemble de la conférence épiscopale devra se prononcer à la mi-novembre. La publication de la « lettre pastorale » elle-même, n'est pas prévue avant le printemps prochain.

Mais les rédacteurs ont consacré trop de temps à ce travail et consulté trop de monde — aux Etats-Unis et à l'étranger — pour que leur texte ne reflète pas le point de vue majoritaire. La commission « Guerre et paix » semble assez représentative des trois cents membres de la conférence : elle compte aussi bien un pacifiste convaincu en la personne de Mgr *Thomas Gumbleton* (Detroit) qu'un responsable de l'aumônerie militaire, Mgr John O'Connor (New-York). On prévoit que le projet sera adopté, après un débat serré et quelques légères *modifications*.

Les évêques n'ont peut-être pas choisi, à dessein, la date du *26 octobre*. Toujours est-il que leur nouveau texte a été publié quelques jours avant les élections *du 2 novembre qui sont* accompagnées de plusieurs référendums locaux sur le « gel » des arsenaux nucléaires. Cela peut avoir une influence sur les scrutins.

Un tel langage prouve que les *cinquante millions de catholiques* américains n'ont plus du tout « le complexe de l'émigré ».

Les évêques soulignent qu'il est très difficile de fixer « *des limites morales ou politiques* » à une guerre nucléaire. Celle-ci ne peut donc être « légitimée ». Elle menacerait « *l'œuvre du créateur* » et serait « *le péché* » par excellence.

Le document épiscopal rejette l'un des éléments-clés de la dissuasion : le droit que se réservent *les occidentaux* de réagir par des moyens nucléaires à une attaque conventionnelle. « *Des attaques non nucléaires*, écrivent-ils, *doivent être repoussées par des moyens autres que nucléaires (...). L'initiative d'une guerre nucléaire, fût-elle limitée, ne peut être moralement justifiée en aucune circonstance.* »

En cas de conflit atomique déclenché par l'adversaire, toutes les ripostes ne sont pas bonnes. Les évêques condamnent notamment le bombardement nucléaire de zones où pourraient se trouver des civils (alors que la stratégie américaine prévoit des objectifs politiques ou militaires dans des secteurs urbains). Un tel bombardement ne serait qu'un « *acte de vengeance* », affirment les auteurs du document. « *Aucun chrétien ne peut légitimement exécuter des ordres ou des politiques délibérément destinées à tuer des non-combattants.* »

De même, toutes les armes nucléaires ne sont pas bonnes à posséder. Certaines, soulignent les évêques, sont susceptibles de provoquer une attaque, d'accréditer la thèse que les Etats-Unis cherchent à tirer les premiers. « *Le missile mobile MX pourrait entrer dans cette catégorie* ». Cette précision ne figurait pas dans la première version.

En revanche, les évêques ont assoupli leur opposition à la dissuasion nucléaire. Ils ont pris note de la remarque du secrétaire de la défense, M. Weinberger, qui leur faisait remarquer en juin dernier : « *La dissuasion a permis de sauvegarder la paix.* » Le texte épiscopal n'en est pas moins rempli de restrictions et de conditions : « *Nous ne pouvons, au nom de la dissuasion, approuver out système d'armement, toute doctrine stratégique, ou toute initiative politique.* » Ce principe n'est moralement acceptable, selon les évêques, que s'il sert « *un désarmement progressif* ». Pour dissuader, on doit donc s'en tenir au *minimum*, à « *la quantité suffisante* ». « *Il ne faut pas rechercher la supériorité.* » Et pour être tout à fait clair, le document souligne « *le besoin de repenser la politique de dissuasion de notre pays* ».

La commission épiscopale se prononce enfin pour « *des accords immédiats* » entre les deux superpuissances, visant à « *arrêter l'essai, la production et le déploiement de nouveaux systèmes stratégiques* ». Elle réclame, en somme, un « gel », des arsenaux existants en attendant de négocier « *des réductions profondes* » de part et d'autre. Or, l'administration Reagan *refuse* une telle hypothèse qui « *gèlerait un déséquilibre* » en faveur de l'U.R.S.S.

Après lecture de la première version, en juin, M. William Clark, conseiller national pour les affaires de sécurité, écrivait aux évêques : « *Je suis troublé de ne trouver dans ce projet de lettre pastorale aucun des efforts sérieux que nous faisons pour le contrôle et la réduction des armements.* » Sans doute a-t-il été troublé de nouveau, car ce deuxième texte est avare de compliments. Moscou a beaucoup plus de raisons de s'en féliciter que Washington. — R. S.

ASIE

Sri-Lanka

Le chef de l'État veut faire prolonger le mandat du Parlement par référendum

De notre correspondant

Trois policiers et deux civils ont été tués, mercredi 27 octobre, au cours de l'attaque d'un poste de police par un commando armé à Chavakachcheri, région de Jaffna, dans le nord du Sri-Lanka. Cette attaque s'est produite alors qu'il était procédé à une réduction des mesures de sécurité prises en pays tamoul, à l'occasion de l'élection présidentielle, il y a une semaine.

New-Delhi. — Confirmant sa *réputation de redoutable* tacticien, le président J. R. Jayewardene a annoncé, le 27 octobre, qu'il demanderait aux électeurs ceylanais de se prononcer, par référendum, sur *la prolongation* pour six ans du mandat de l'actuel Parlement, qui expire *normalement en juillet 1983*. La consultation pourrait avoir lieu à la mi-décembre. Reconduit dans *ses fonctions le 20 octobre* dernier (*le Monde* des 19, 22 et 23 octobre), le président Jayewardene, à qui on prêtait l'intention d'exploiter rapidement le courant populaire qui s'était ainsi manifesté en sa faveur, a finalement jugé préférable de solliciter directement du pays la *prolongation d'une chambre* où sa formation, le Parti de l'unité national (PUN), détient 142 des 168 sièges.

Constatant que l'électorat venait de lui confier un nouveau *mandat pour poursuivre* la politique menée depuis 1977, et observant que, ce faisant, il avait, au niveau des circonscriptions électorales, réaffirmé sa confiance à 139 députés du PUN, le chef de l'Etat a décidé de doubler la mise et de demander à l'opinion de lui confirmer, dans la foulée, la confortable majorité dont il dispose actuellement. *Cette voie* est *assurément moins* risquée que celle qui aurait consisté à dissoudre l'actuel *Parlement* et *à procéder à des* élections. Celles-ci, aux termes de la nouvelle Constitution, se seraient, en effet, déroulées au scrutin proportionnel. De l'avis des spécialistes, le PUN ne pouvait alors espérer emporter *plus* de 115 des 196 sièges du futur Parlement. De plus, son principal adversaire, le Parti de la liberté, a enregistré à l'élection présidentielle un gain de 9,3 points *par rapport* aux dernières élections générales.

Le recours au référendum illustre la « *présidentialisation* » d'un régime où « J. R. », chef d'orchestre incontesté et tout-*puissant*, mène le jeu à sa *guise*, quitte à appliquer les règles d'une manière quelque peu originale. Son interprétation des conséquences parlementaires d'un scrutin présidentiel lui vaudra certainement les critiques d'une opposition qui y verra une nouvelle preuve de ses « *tendances autoritaires* ». — P. F.

Chine

PLUS D'UN MILLIARD D'HABITANTS

Selon les premiers résultats du recensement, la population chinoise — y compris celle de Taiwan, Hongkong et Macao — s'élève à 1 031 882 511 habitants, dont 1 008 175 288 pour la Chine continentale. Elle s'est accrue de 313,5 millions depuis le dernier recensement, en 1964. La plus grande ville reste Shanghai (11 859 748 habitants), devant Pékin (9 230 687) et Tianjin — ou Tientsin — (7 764 006). Les résultats définitifs de ce recensement ne seront pas connus avant la fin de 1984. —

(A.F.P., UPI).

A TRAVERS LE MONDE

Benin

● DETENTIONS ARBITRAIRES. — Plusieurs sections d'Amnesty International attirent l'attention de l'opinion sur le sort de détenus politiques emprisonnés sans inculpation ni procès, dont MM. Elie Gangnido, Paul Iko, Simon Koudessi, Boniface Koundou, Adam Mama Yari, Urbain Sossouhounto, Mathias Dognon, Issoufou Alassane, Raphaël Agboton et Fulgence Afouda.

États-Unis

● UNE PROCHAINE VISITE DE M. SHULTZ EN EUROPE. — Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, fera, en décembre, *une tournée européenne*. Après le conseil ministériel de l'OTAN, à Bruxelles, du 8 au 10 décembre, le secrétaire d'Etat, dont ce sera la première visite officielle en Europe, se rendra en France, en Italie, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne, a-t-on appris, mercredi 27 octobre, au département d'Etat. Il n'est pas exclu que le chef de la diplomatie américaine se rende dans d'autres pays, tels l'Espagne et *le Portugal*, avant de regagner Washington vers la mi-décembre. — (*A.F.P.*)

Indonésie

● VIOLENCES POLICIERES. — Une *enquête* a été *ouverte* à Djakarta après la mort d'un lycéen de dix-neuf ans, décédé vendredi 22 octobre quelques heures après avoir été arrêté par la police pour détention de marijuana. Sa famille a retrouvé son corps couvert de brûlures de cigarettes et d'ecchymoses provoquées par des coups de crosse. — (*A.F.P.*)

Ouganda

● ASSASSINAT DE TROIS UNIVERSITAIRES. — Deux professeurs de lycée et un administrateur de l'université de Kampala ont été assassinés par des hommes armés non identifiés pendant la nuit de mardi 26 à mercredi 27 octobre. Un vigile de l'université a été grièvement blessé. — (*Reuter.*)

République d'Irlande

● DEUX NOUVEAUX MINISTRES ont été nommés par M. Charles Haughey en remplacement de MM. Desmond O'Malley et Martin O'Donoghue, qui avaient récemment quitté le cabinet en raison de *leur désaccord* avec la politique économique du premier ministre (*le Monde* des 7 et 16 octobre). Il s'agit de MM. Gerry Brady à l'éducation, et Padraig Flynn au commerce. Jusqu'alors ministre de la langue gaélique, M. Flynn sera remplacé à ce poste par M. Denis Gallagher. Ce léger remaniement gouvernemental a été approuvé, mercredi 27 octobre, par le Parlement. — (*A.F.P.*)

République Sud-Africaine

● DIX CONDAMNES A MORT POUR DES CRIMES DE DROIT COMMUN ont été exécutés par pendaison, en l'espace de quatre jours, dans l'enceinte de la prison centrale de Pretoria, a rapporté, mercredi 27 octobre, la presse sud-africaine. Selon l'Institut des relations raciales, cinquante-sept personnes ont *été exécutées* au cours du premier trimestre 1981 en Afrique du Sud, et cent trente *pendant l'année* 1980 : un Blanc, un Indien, quarante-trois métis et quatre-*vingt-cinq Noirs*. — (*A.F.P.*)

République démocratique du Yémen

● LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU SUD YÉMEN ET DU SULTANAT D'OMAN ont signé mercredi 27 octobre, à Koweït, une « *déclaration de principe* » devant présider à la normalisation entre les deux Etats, qui n'entretiennent aucune relation diplomatique depuis *leur* formation il y a près de quinze ans. Deux principes fondamentaux auraient été admis : la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'acceptation réciproque de la différence de régime politique. Cette première rencontre ministérielle entre les deux pays est le fruit d'une médiation menée par le Koweït et les Emirats arabes unis, sur recommandation du Conseil de coopération du *Golfe* (*C.C.G.*). (*A.F.P.*)

Turquie

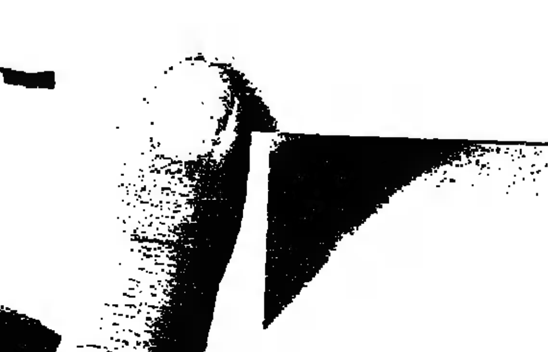
● M. CLAUDE SALOMON LIBERE SOUS CAUTION. — M. Claude Salomon, *conseiller* général du Doubs, emprisonné à Istanbul sous l'inculpation de « *vol* », a été libéré sous caution le 26 octobre, mais reste assigné à résidence en Turquie jusqu'à la *fin* de son procès. Incarcéré le 17 août dernier sur plainte de la propriétaire d'un *magasin* d'un grand *hôtel d'Istanbul*, qui l'accuse du « *vol d'un tapis en soie* » d'une valeur de 7 000 F, M. Claude Salomon avait fait l'objet, le 10 septembre, d'une décision de libération sous caution. Les délais nécessaires à la production de son extrait de casier judiciaire français n'ont permis sa libération que mardi, au troisième jour de son procès. — (*A.F.P.*)

Vietnam

● UNE CENTAINE DE BATEAUX chargés de réfugiés vietnamiens s'approcheraient des *côtes de Singapour*, et les autorités de l'île ont placé leur marine en état d'alerte, a *affirmé*, mercredi 27 octobre, l'agence Reuter. Cette flotte, qui serait formée de bateaux en bois capables d'emporter chacun au moins soixante passagers, est *la plus* importante à avoir quitté le Vietnam ces dernières années. *D'autre part*, le *Goelo*, navire affrété par Médecins du monde, et qui termine sa mission de sauvetage de « *boat people* », a recueilli ces derniers jours deux cent soixante-sept réfugiés vietnamiens qui avaient pris place à bord de cinq bateaux.

Yougoslavie

● DEUX ATTENTATS A L'EXPLOSIF ont eu lieu mardi 26 octobre à Pristina, capitale de la province yougoslave du Kosovo, a annoncé mercredi l'agence Tanjug. Il n'y a pas eu de victimes, indique l'agence. Peuplée en majorité d'Albanais, la province du Kosovo est depuis plus d'un an le théâtre d'une agitation nationaliste. — (*A.F.P.*)



AMÉRIQUES

États-Unis : les élections à mi-parcours

II. — *LES ESPOIRS DES DÉMOCRATES*

De notre correspondante NICOLE BERNHEIM

M. Reagan est monté en première ligne pour défendre sa politique économique face aux critiques démocrates. Les républicains sont en effet presque résignés à perdre des sièges à la Chambre des représentants le 2 novembre, mais espèrent que la popularité personnelle du président leur permettra de limiter les dégâts lors de cette « mid-term election » (*le Monde* du 28 octobre).

New-York. — Est-ce le retour du pendule ? C'est la question que l'on se pose d'un bout à l'autre de l'échiquier politique américain. *« Les libéraux arrivent »*, annonçait, fin septembre, le très conservateur éditorialiste du *New York Times*, William Safire. *« Nous n'en sommes pas là : la course du pendule américain dure généralement une vingtaine d'années »*, dit prudemment M. Mario Cuomo, « tombeur » du pétulant maire de New-York, M. Koch, dans la course à l'investiture démocrate pour l'élection du gouverneur de l'État, mais qui redoute que son étiquette « libérale » — quasiment synonyme de « rouge » pour les conservateurs américains — ne lui coûte la victoire.

Deux ans après leur déroute à l'élection présidentielle, les démocrates ont reçu un présent des dieux sans doute immérité : la déroute de la « reaganomie ». Les mauvais esprits soulignent qu'ils n'ont rien fait pour cela : ni campagne soutenue contre la politique économique et sociale de M. Reagan, ni programme cohérent de remplacement, ni personnalités nouvelles, si ce n'est le terne John Glenn que son glorieux passé d'astronaute est impuissant à transformer en leader charismatique.

Si les Américains réagissent à la crise économique comme la plupart des électeurs des démocraties occidentales, les républicains devront, en effet, « porter le chapeau », et céder du terrain à l'opposition. Les enjeux américains restent modestes puisqu'il s'agit seulement, cette fois, d'un certain nombre de sièges de gouverneurs et de congressistes, mais le verdict des urnes devrait être clair et inciter l'administration Reagan à infléchir encore un peu plus sa politique pour les deux ans qui viennent.

Onze millions de chômeurs

Les réactions de l'électorat américain sont cependant souvent imprévisibles : bon nombre de candidats républicains, comme M. Lewis Lehrman, l'adversaire de M. Cuomo, continuent à faire campagne pour des réductions d'impôts, deux mois après que le président Reagan eut fait voter par le Congrès une augmentation de près de 100 milliards de dollars d'impôts nouveaux en trois ans. Malgré le virage à 180 degrés pris ainsi par la Maison Blanche, la « théorie de l'offre » a toujours ses chantres et les voix qui s'élèvent pour glorifier la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt réussissent parfois à dominer celles des onze millions de chômeurs.

Les démocrates ont cependant trois terrains d'attaque en or : le chômage, les menaces contre la « sécurité sociale », qui concerne, ici, seulement le système des retraites et la couverture médicale des retraités, et la campagne d'opinion contre l'arme nucléaire.

Les chômeurs devraient, en bonne logique, voter massivement contre l'administration républicaine, mais nombre d'entre eux appartiennent aux catégories sociales qui, traditionnellement, votent peu, surtout dans des élections partielles : les Noirs, les « Hispaniques », sans compter tous les électeurs potentiels qui ont quitté leur domicile à la recherche d'un emploi hypothétique et qui ne pourront pas se rendre dans les bureaux de vote.

Pourtant, certains candidats ont réussi à tirer les électeurs de leur léthargie : si M. Cuomo a battu M. Koch dans la course à l'investiture démocrate pour l'Etat de New-York, c'est notamment parce que les noirs new-yorkais avaient décidé de témoigner leur mécontentement à un maire qu'ils accusent d'avoir livré la ville aux affairistes et aux spéculateurs immobiliers.

Les menaces que les réductions budgétaires de M. Reagan font peser sur la « sécurité sociale » inquiètent les trente-six millions d'Américains âgés de plus de soixante-cinq ans. Dans certains Etats, qui comptent de nombreux retraités, comme la Floride, des candidats républicains sont en position difficile : leur principal ennemi est un bouillant activiste du troisième âge, M. Claude Pepper, quatre-vingt-deux ans, représentant de Miami depuis vingt ans, après avoir siégé quinze ans au Sénat. Depuis des semaines, M. Pepper fait la tournée des « villages de retraités » qui se sont édifiés un peu partout à travers les Etats-Unis, pour inciter ses contemporains à voter contre le « reaganisme ».

La rentrée du sénateur Kennedy

La lutte contre la « menace nucléaire » est le cheval de bataille de M. Edward Kennedy, candidat au renouvellement de son mandat de sénateur du Massachusetts. M. Kennedy, que ses nombreux ennemis avaient, semble-t-il, « enterré » un peu vite après la victoire républicaine de novembre 1980, n'a pas annoncé publiquement qu'il serait candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1984, mais un sondage Gallup d'août le donnait gagnant à trois contre un, contre son principal concurrent, l'ancien vice-président de M. Carter, M. Mondale. Le mécontentement contre la « reaganomie » aidant, le « libéralisme », incarné par le sénateur Kennedy, ne paraît plus totalement démodé.

Le sénateur est d'ailleurs soigneusement resté fidèle à des positions que ses ennemis qualifient de « social-démocrates », c'est-à-dire « très » à gauche sur l'échiquier politique américain. Il a été ainsi l'un des onze sénateurs à avoir le courage de voter contre les réductions d'impôts demandées par M. Reagan au Congrès, en 1981. Il est l'auteur d'un programme économique en cinq points qui prévoit, notamment, la fin de l'« indépendance » de la Réserve fédérale et son rattachement au secrétariat au Trésor, afin d'assurer une politique financière compatible avec les intérêts généraux du pays.

En prenant la tête du mouvement antinucléaire, M. Kennedy devrait s'assurer un surcroît de popularité. Le mouvement rassemble des organisations passablement hétéroclites, mais si toutes ne sont pas d'inspiration « libérale », elles ont toutes un point commun : l'hostilité aux formidables augmentations du budget militaire décidées par l'administration Reagan.

La « menace Kennedy » a été suffisamment prise au sérieux par le Comité national d'action conservatrice pour qu'il ait déjà dépensé près de 600 000 dollars en propagande hostile au sénateur du Massachusetts. Un certain Comité pour l'Amérique moyenne l'accuse, en outre, froidement de *« violer les principes de la foi chrétienne »*.

Si la participation des électeurs appartenant aux minorités ethniques, traditionnellement favorables aux démocrates, reste, comme d'habitude, incertaine, tous les sondages indiquent que les femmes joueront un rôle important dans la consultation : elles sont, en général, plus hostiles que les hommes à la politique de M. Reagan. Le récent congrès de N.O.W. (National Organization of Women), la principale organisation féministe du pays, a été très clair sur ce point.

Il reste que les démocrates ont à tenir compte de deux formidables handicaps : la popularité que M. Reagan conserve même parmi les électeurs hostiles à sa politique, et les sommes d'argent considérables collectées pour financer la campagne républicaine, 160 millions de dollars contre 25 chez les démocrates, dit-on.

Deux tests : New-York et la Californie

Les démocrates les plus optimistes n'attendent pas de raz de marée le 2 novembre, mais ils espèrent voir apparaître les signes avant-coureurs de la fin du reaganisme. C'est dans l'Etat de New-York et en Californie que se dérouleront deux des confrontations les plus révélatrices.

La ville de New-York vote traditionnellement démocrate, mais le nord de l'Etat, plus conservateur, hésite souvent : en novembre 1980, la ville avait voté pour M. Carter, l'Etat pour M. Reagan. Le gouverneur sortant, M. Hugh Carey, était démocrate. Son successeur devrait être M. Cuomo, son « lieutenant-gouverneur » (adjoint). L'adversaire de M. Cuomo est un homme d'affaires milliardaire, M. Lewis Lehrman, peu connu jusqu'ici, mais qui s'est fait une gloire rapide en laissant filtrer la nouvelle qu'il avait dépensé 7 millions de dollars sur sa fortune personnelle pour sa campagne électorale. Partisan de la « reaganomie » pure et dure, M. Lehrman promet de remettre sur pied les finances de l'Etat grâce à des réductions draconiennes d'impôts. Il promet aussi de combattre la criminalité en rétablissant la peine de mort.

M. Cuomo, qui parvient péniblement à collecter çà et là quelques dizaines de milliers de dollars chez les militants démocrates, les syndicalistes, certaines communautés italiennes et polonaises, a pris des risques certains en s'opposant avec obstination au rétablissement de la peine de mort. Faute de moyens, il a dû renoncer à paraître aussi souvent à la télévision que son adversaire et tente de compenser ce handicap en multipliant les « réunions de préau » à travers l'Etat, accusant M. Lehrman de *« vouloir régler les problèmes des citoyens à coups de chaise électrique »* et d'*« acheter les électeurs à coups de dollars »*.

Une victoire de M. Cuomo, gêné financièrement et politiquement par son étiquette libérale, devrait être interprétée comme un avertissement sérieux aux partisans de M. Reagan.

En Californie, un autre « libéral », plus célèbre que M. Cuomo, est sur la sellette : le gouverneur Jerry Brown, aujourd'hui candidat au Sénat. Pendant des années, M. Jerry Brown passait pour l'archétype du « gauchiste » à l'américaine, avec un fort parfum d'écologie. Successeur de M. Reagan au poste de gouverneur de Californie, il n'en a pas pour autant ruiné l'Etat le plus riche et le plus peuplé des Etats-Unis.

Depuis le succès républicain de novembre 1980, M. Jerry Brown, qui avait fait alors une campagne électorale sans éclat, était plus ou moins considéré comme « fini ». Prompt à saisir le vent, il s'est lancé, en même temps qu'il annonçait sa candidature au Sénat, dans une vigoureuse campagne pour l'emploi, la protection sociale et l'interdiction de l'arme nucléaire.

La double chance de M. Brown tient à la récession économique qui frappe durement la Californie et à la médiocrité de son adversaire, M. Pete Wilson, un républicain modéré que M. Reagan ne soutient qu'à contrecœur. Prolixe, brillant, paradoxal, maniant à la fois dix idées souvent plus que contestables, M. Brown est-il sur la voie d'une nouvelle carrière ? Son élection-surprise pourrait en tout cas être un autre signe d'encouragement pour les démocrates.

Les résultats du 2 novembre donneront enfin une indication sur une grande inconnue : l'intention de M. Reagan de solliciter un second mandat. On estime, chez les démocrates, que le président n'y serait pas hostile si, en novembre, les pertes républicaines restent modérées. Mais, surtout, si la relance économique se précise en 1983. Le cours des taux d'intérêt va très vite fournir à ce propos des indications intéressantes : s'ils remontent au début de l'hiver, leur baisse n'était sans doute qu'un « gadget » de circonstance sans rapport avec les promesses de l'économie. C'est alors, estime-t-on chez les démocrates, que la colère des électeurs, dont la patience a été jusqu'ici surprenante, risque de s'éveiller et de se retourner massivement contre ceux qu'ils tiendront pour responsables d'une crise sans commune mesure avec celle qu'ils connaissent aujourd'hui.

Prochain article :

LA DÉMOCRATIE A L'ÉCHELLE D'UN PAYS-CONTINENT

Le Monde **politique**

LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'opposition dénonce la politique de l'indice et les promesses non tenues

Mercredi 27 octobre, l'Assemblée nationale poursuit la discussion du projet de loi de finances pour 1983. Dans la suite de la discussion générale, les porte-parole des quatre groupes prennent successivement la parole :

M. Goux (P.S., Var) souligne qu'il n'y a plus aujourd'hui de progrès économique possible sans de nouvelles avancées sociales, et rappelle qu'il ne peut y avoir de politique de croissance sans maintien du niveau de la consommation. Evoquant *« la situation d'incertitude élevée à laquelle doivent faire face les décideurs »*, le président de la commission des finances observe : *« La puissance publique doit donc prendre ses responsabilités et les risques que le capital privé ne peut pas prendre. »*

Le député socialiste parle ensuite des anticipations à la hausse des agents économiques pour 1983, soulignant : *« Pour que celle-ci se retourne vraiment, il est nécessaire de poursuivre pendant une durée assez longue le contrôle des prix. »* Il explique ensuite qu'il faudra *« d'une façon ou d'une autre, adapter les importations aux exportations »*. Sur ce sujet, M. Goux déclare : *« Il ne s'agit donc pas d'un choix entre le libéralisme et le repli sur soi. Mais plutôt d'une condition à la progression ultérieure des échanges. L'Europe ne peut exister si les deux principaux partenaires, l'Allemagne et la France, sont l'un excédentaire de plusieurs milliards de francs par mois, l'autre déficitaire du même montant. »*

M. CHIRAC : l'illusion de la rigueur

M. Chirac (R.P.R., Corrèze) commence son intervention en dressant le bilan de *« la première année de gestion budgétaire »* du gouvernement. L'ancien premier ministre observe : *« La croissance sera deux fois moins rapide que prévu et plafonnera à l'entour de 1,5 %. Notre déficit commercial atteint déjà des niveaux considérables, sans précédent sous la Ve République ; il risque même de dépasser 100 milliards, dans une période où le prix du baril de pétrole est pourtant resté stable, autour de 34 dollars, et où les cours mondiaux des matières premières ont connu un recul important : moins de 12 % en 1981, moins de 9 % en 1982. Et pourtant les circonstances internationales étaient moins contraignantes que les années passées. »*

M. Chirac poursuit : *« Quand on voit que vous faites aujourd'hui, peut-on imaginer plus grand décalage entre les intentions et les actes ? Il est pour le moins étonnant que vous vous félicitiez des effets des blocages que vous avez imposés, alors que le niveau des prix à la consommation continue de croître à un rythme de 0,4 % par mois. C'est considérable en période de blocage, où, théoriquement, la hausse devrait être de 0. C'est plus que chez nos principaux partenaires commerciaux qui, eux, n'ont pas renoncé à la liberté. »*

Après avoir affirmé que la politique de l'emploi du gouvernement *« se résume désormais à une politique de l'indice »*, l'ancien premier ministre déclare : *« En réalité, établir une distinction entre le marché intérieur et les marchés extérieurs est absurde. C'est la qualité et le prix de nos produits qui nous font gagner des marchés, à l'intérieur comme à l'extérieur. Et ce n'est pas à Poitiers que nous repousserons l'invasion japonaise ! »* Estimant que la loi de finances crée *« l'illusion de la rigueur »*, M. Chirac explique ensuite : *« Le déficit budgétaire ne peut en aucun cas s'apprécier par rapport au produit national, mais par rapport aux capacités de financement de l'économie. De ce point de vue, 3 % en France est très excessif, puisque cela représente l'équivalent de la totalité des ressources de notre marché financier. »*

Parlant de la débudgétisation de certains crédits, le député de la Corrèze indique : *« Sans doute des débudgétisations ont-elles été opérées dans le passé. Mais il est sans précédent qu'elles concernent le cœur même de l'action de l'Etat et contreviennent aussi ouvertement aux règles les mieux établies de l'unité et de l'universalité budgétaires. Il est sans exemple que leur seule raison d'être soit de justifier deux slogans politiques qui trahissent la vérité : celui de la stabilisation de la pression fiscale et celui de la moindre croissance du déficit budgétaire. »* M. Chirac souligne en conclusion : *« La révolution que nous devons faire est donc une révolution de la responsabilité. Responsabilité dans l'entreprise d'abord, où les travailleurs ne doivent pas être l'armée de réserve des syndicats marxistes, mais des citoyens libres de s'exprimer et de participer, avec l'encadrement et la maîtrise, à l'organisation de leur travail (...). Vous avez mis la France sous contrôle*, poursuit le député de la Corrèze, *et vous vous étonnez de ne pas susciter la confiance et le dynamisme économiques ! »*

M. LAJOINIE : globalement positif

M. Lajoinie (P.C., Allier), globalement, se félicite du budget et de la politique économique du gouvernement. Tout en souhaitant que soit appliquée sans tarder une majoration du SMIC, il constate notamment : *« Pour la première fois depuis 1974, le nombre des emplois créés dans l'industrie traduit un solde positif. »* Parlant des *« puissances d'argent »*, il indique : *« Elles veulent enfermer la politique de la France dans le schéma, célèbre mais faux, selon lequel le gonflement des profits permet l'investissement qui deviendra créateur d'emplois, c'est-à-dire la politique d'austérité qui va exactement à l'encontre de la lutte contre le chômage, l'inflation et le retard industriel. »* M. Lajoinie évoque ensuite la nécessité d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs, déclarant à ce sujet : *« La baisse ou la stagnation du pouvoir d'achat populaire va à l'encontre de la relance de la production et de l'emploi. L'augmentation du pouvoir d'achat et de la consommation populaires a rendu possible une reprise modérée. Elle doit donc — et je me permets d'insister là-dessus — être poursuivie au risque de faire avorter la reprise et d'aggraver le chômage. »*

Le député de l'Allier affirme d'autre part : *« Ce choix général de la rigueur, les députés communistes l'approuvent. La rigueur doit se traduire par la volonté d'orienter les fonds publics vers le développement de l'appareil productif. »* Il ajoute : *« Comment demander des efforts supplémentaires à des travailleurs dont les salaires varient entre une fois et deux fois le SMIC et accorder dans le même temps aux détenteurs de gros portefeuilles d'actions et d'obligations de nouveaux avantages ? »*

M. BARRE : une triste complainte

Pour M. Barre (apparenté U.D.F., Rhône), le projet de loi de finances s'inscrit *« dans une phase entièrement nouvelle »*. L'ancien premier ministre souligne qu'il veut éviter *« une critique gratuite et systématique »*, mais insiste sur *« un changement de cap complet de la politique gouvernementale »*. Il note à ce sujet : *« A la fanfare de la relance a succédé la triste complainte de la rigueur et de l'effort socialistes. »* Après avoir critiqué les annulations de crédits militaires dans le budget de 1982, assuré que la production industrielle est stagnante, il note : *« Hier, le gouvernement se vantait d'augmenter massivement les crédits ; aujourd'hui, il tire gloire de les comprimer sans ménagement. Hier, il n'était question que de déficit massif qualifié d'« actif » ; aujourd'hui, on évoque sobrement un déficit compatible avec la « maîtrise financière ». Le gouvernement*, poursuit l'ancien ministre, *a accru le déficit de 22 milliards de francs et il le porte, pour 1983, au record historique de 117,8 milliards ! »*. Parlant, d'autre part, de *« la transparence de l'évolution budgétaire »*, M. Barre déclare : *« Je ne conteste pas telle ou telle présentation comptable, qui peut avoir sa justification. Mais le Parlement et l'opinion ne disposent pas, avec les documents présentés par le gouvernement, d'une comparaison à structure constante du budget de 1983 et du budget de 1982. »* Le député du Rhône poursuit : *« Après la phase du blocage, un contrôle sévère et prolongé des prix risque de conduire à l'asphyxie des entreprises, qui doivent supporter des hausses antérieures de prix de produits importés et de charges sociales (...) Un tel déficit élevé ne peut être financé pour la plus large part que par la création de monnaie. C'est ce que le gouvernement fait depuis juin 1981. Le montant des bons du Trésor en circulation atteint maintenant 218 milliards de francs, contre 61 milliards de francs en avril 1981. C'est une mine inflationniste qui peut exploser à tout moment ! »*

Après avoir proposé plusieurs solutions pour, notamment, *« rétablir l'équilibre extérieur »* et *« défendre le franc »*, M. Barre souligne : *« Rendez-leur la liberté des prix et mettez un terme à la politique de l'indice. Il est préférable d'avoir des indices plus élevés, mais véridiques, que des indices bas, mais artificiels, qui ne trompent, de surcroît, personne. »* L'ancien premier ministre déclare ensuite : *« En mars 1979, M. Mauroy me disait dans cette enceinte :* « Votre ambition » constante, c'est l'amélioration » de la rentabilité des entreprises » considérée comme la clef de la » compétitivité sur les marchés extérieurs ». *Sans doute*, commente M. Barre, *mesure-t-il mieux aujourd'hui pourquoi j'avais ce souci. »* Il ajoute : *« Vous êtes le gouvernement de la France. Quelles que soient nos divergences politiques nous ne pouvons souhaiter votre échec ; ce serait aussi celui de notre pays. »* Définissant enfin les orientations qui lui semblent essentielles pour l'avenir, M. Barre cite notamment la nécessité de *« conserver à notre peuple le goût du travail et le sens de la réalité, au lieu de lui vanter les charmes des loisirs et de la retraite »*.

Répondant aux orateurs, M. Fabius se félicite tout d'abord du *« soutien sans faille »* des porte-parole de l'opposition. Indiquant qu'il a *« apprécié le ton »* de M. Barre, qui, ajoute-t-il, *« s'est livré une nouvelle fois à un exercice de pédagogie classique, à mon sens incapable — le passé l'a montré — de répondre au défi du présent »*, il note à propos de M. Chirac : *« J'ai trouvé que son intervention constituait une addition d'intolérance, de catastrophisme et d'amnésie. »* Réfutant les critiques de l'opposition, le ministre du budget observe : *« Sous la gestion de M. Chirac, le nombre des chômeurs a augmenté de 113 %. Même si nous connaissons aujourd'hui les difficultés monétaires, il est vrai qu'entre 1974 et 1976 le franc est d'abord sorti du serpent pour y rentrer en 1975 et pour en ressortir en 1976, et qu'il a perdu 50 % de sa valeur par rapport au deutschemark. »*

M. Chirac : *« C'est faux ! Vous êtes un ignorant ! »*

M. Fabius poursuit : *« De 1968 à 1981, le nombre annuel des brevets déposés en France par des Français — symbole de la créativité de notre économie — est passé de dix-sept mille à onze mille. »* Il ajoute : *« M. Barre a raison de dire qu'il ne faut pas recourir à une politique de l'indice. C'est exactement ce que je lui disais en 1981, quand j'ai vu que les dirigeants du septennat précédent avaient refusé toute hausse des tarifs publics au premier trimestre... »*

Après avoir affirmé que, à l'exception de la Grande-Bretagne, la France *« a le plus petit déficit budgétaire des pays industrialisés »*, M. Fabius affirme : *« Notre déficit, de 100 milliards cette année, devrait être de 118 milliards l'an prochain. En R.F.A., les chiffres — exprimés en francs — sont de 120 et de 150, en Italie de 320 et de 400 ; aux Etats-Unis de 750 et de 1 000 (...) Ceux qui nous font des reproches sur notre gestion des finances publiques ne sont peut-être pas les mieux placés. N'ont-ils pas soutenu l'initiative de l'emprunt d'Etat de 1973 ? Celui-ci a rapporté 6 milliards et demi ; la charge des intérêts aura représenté près de 14 milliards entre 1974 et 1982, et le remboursement coûtera à l'Etat environ 70 milliards en 1985 ! »*

M. Fabius indique d'autre part : *« Que ceux qui ne cessent de crier à la régression sociale fassent preuve d'un peu plus de retenue : ne sont-ils pas ceux qui ont inscrit dans leur futur et éventuel programme la suppression des nationalisations, y compris de celles qui ont été réalisées par le général de Gaulle, un retour en arrière en ce qui concerne les droits des travailleurs, la suspension de la cinquième semaine de congés payés ? N'est-ce pas les mêmes qui ne protestent pour défendre les libertés syndicales que lorsqu'elles sont menacées à l'étranger ? (...) En tout cas, ne sont guère qualifiés pour prêcher l'allègement des charges ceux qui ont inventé à la fois la Serisette, d'une complication telle qu'on ne l'a jamais appliquée, la taxe sur les plus-values et la taxe professionelle ! »*

La discussion des articles

● DEDUCTION POUR FRAIS DE GARDE

L'Assemblée commence ensuite la discussion des articles (voir *le Monde* du 3 septembre). Après avoir adopté l'article premier (autorisation de percevoir les impôts existants), le groupe U.D.F. votant pour et le groupe R.P.R. votant contre, les députés examinent l'article 2, qui concerne le barème de l'impôt sur le revenu et les mesures d'accompagnement. Un long débat s'engage à propos de la création d'une tranche d'imposition à 65 %, que prévoit cet article. L'opposition est contre.

L'Assemblée adopte un amendement présenté par MM. Pierret (P.S., Vosges), rapporteur général de la commission des finances, et Jans (P.C., Hauts-de-Seine), étendant le bénéfice de la déduction pour frais de garde (de 3 000 F par enfant), actuellement applicable à tout contribuable célibataire, veuf ou divorcé, dont le revenu imposable est inférieur au plafond de la neuvième tranche du barème, aux foyers fiscaux *« dont les deux conjoints justifient d'un emploi à plein temps »*. Cet amendement ne modifie ni le plafond de la déduction, ni la limite d'âge des enfants (moins de trois ans), ni le plafond applicable aux revenus des contribuables bénéficiaires. Cette disposition est financée par l'application du taux majoré de T.V.A. sur les opérations d'achat, d'importation, de vente, etc., portant sur les pelleteries tannées (à l'exclusion... du lapin et du mouton).

● LA SUPPRESSION DE LA NOTION DE CHEF DE FAMILLE

A l'initiative de Mme Toutain (P.S., Paris), l'Assemblée adopte — à l'unanimité — un amendement du groupe socialiste qui prévoit les dispositions suivantes :

« 1° La notion de chef de famille est supprimée du code général des impôts. Les époux sont soumis à une imposition commune en matière d'impôt sur le revenu, tant en raison de leurs bénéfices et revenus que de ceux de leurs enfants considérés comme à charge au sens de l'article 196 du code général des impôts.

» 2° Les époux doivent conjointement signer la déclaration d'ensemble des revenus de leur foyer. Chacun des époux a qualité pour suivre les procédures relatives à l'impôt dû à raison de l'ensemble des revenus du foyer. Les déclarations, les réponses, les actes de procédure faits par l'un des conjoints ou notifiés à l'un d'eux sont opposables de plein droit à l'autre. L'impôt est établi au nom de l'époux, précédé de la mention « Monsieur ou Madame ».

» Chacun des époux est tenu solidairement au paiement de l'impôt sur le revenu. Il peut demander à être déchargé de cette obligation (...).

» En cas de décès de l'un des conjoints, l'impôt afférent aux bénéfices et revenus non encore taxés est établi au nom des époux. Le conjoint survivant est personnellement imposable pour la période postérieure au décès.

» 3° Les dispositions du présent article entrent en vigueur pour l'imposition des revenus de 1983 en ce qui concerne le 1° et pour l'imposition des revenus de 1982 en ce qui concerne le 2° (...). »

● LES « PARADIS FISCAUX »

L'Assemblée adopte un amendement de la commission des finances soumettant à déclaration, dans des conditions uniformes, toutes les rémunérations n'ayant pas le caractère de salaires, versées par tout débiteur à l'occasion de l'exercice de sa profession, et ce quelle que soit la qualité du bénéficiaire de ces sommes. Sur proposition de M. Goux (P.S., Var), elle adopte également un amendement visant : 1° à assujettir à une taxe patrimoniale annuelle les sociétés installées dans des « paradis fiscaux » et qui possèdent des immeubles en France ; 2° à favoriser temporairement, moyennant le paiement d'une taxe forfaitaire libératoire, la disparition de l'écran juridique que constitue la société étrangère et le retour à une détention directe de l'immeuble par son propriétaire ; 3° à décourager, par un relèvement des droits d'enregistrement, l'acquisition d'immeubles en France par des sociétés établies dans des « paradis fiscaux ».

L'Assemblée adopte enfin un amendement du groupe communiste stipulant que le gouvernement déposera sur le bureau des Assemblées parlementaires, en 1983, un rapport relatif aux modalités fiscales de prise en compte des charges de famille dans le calcul de l'impôt sur le revenu.

La séance est levée, jeudi 28 octobre, à 1 h 40, la suite du débat étant renvoyée à 9 h 30.

L. Z.

Une double gêne

(Suite de la première page.)

A son tour, la majorité ne se sent guère à l'aise dans le nouveau discours gouvernemental. L'intervention de M. Christian Goux, député P.S. du Var et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a été révélateur à cet égard. *« Il ne peut y avoir de politique de croissance sans maintien du niveau de la consommation, et ce maintien passe lui-même par le maintien du pouvoir d'achat des revenus disponibles. »* M. Goux rappelait la primauté de la consommation comme il l'avait fait dans son article « Rester soi-même » paru dan *le Monde* du 11 septembre 1982 au moment où tout laisse à penser que le pouvoir d'achat va fléchir dans les prochains mois.

Il a été rejoint par M. Lajoinie, au nom du parti communiste. *« La baisse ou la stagnation du pouvoir d'achat populaire va à l'encontre de la relance de la production et de l'emploi. L'augmentation (de ce pouvoir d'achat) et de la consommation populaire ont rendu possible une reprise modérée. Elle doit donc — et je me permets d'insister là-dessus — être poursuivie, au risque de faire avorter la reprise et d'aggraver le chômage. »*

L'avertissement est clair au moment où M. Delors, ministre de l'économie et des finances, pour réduire un *déficit* commercial que tous s'accordent à juger catastrophique, parle de *« revenir au rythme de croissance de nos partenaires voisins »*. Dans son esprit, il s'agit de l'accroissement de la consommation française, générateur d'importations coûteuses, à rapprocher de celui, par exemple, de la consommation de la R.F.A. où, selon les experts, le rythme d'expansion pour 1983 devrait se situer entre 0 et 1 %. Sinistre perspective.

Dans ces conditions, on comprend que, *au-delà des empoignades* sur les « reniements » de la gauche, les « artifices » de présentation du budget, réels ou supposés, et le « catastrophique héritage » de la droite, plane sur l'Assemblée le spectre de l'austérité, voire de la récession.

C'est qu'un terrible juge de paix est en train de dicter sa loi, celle des échanges extérieurs dont le déséquilibre durable conduirait à une dépendance intolérable pour tous les partis, à gauche comme à droite. Mercredi soir, au Palais-Bourbon, *au-delà des* cris et des mots, cet enjeu paraissait briser les élans des adversaires comme si tout le monde finissait par être conscient du danger.

FRANÇOIS RENARD.

LE SÉNAT : non à la réforme des études médicales

Le Sénat a adopté jeudi, un peu avant une heure du matin, par 194 voix contre 104, le projet de réforme des *études médicales* présenté par MM. Savary, ministre de l'éducation nationale, et Ralite, ministre de la santé. Par un renversement de majorité (et de texte), c'est la gauche qui a repoussé le projet et la majorité *conservatrice qui l'a voté.*

Conservatrice, le terme s'applique bien, en effet, à cette majorité qui a préféré le *statu quo* au changement. Déjà, la veille, dans le débat sur les D.O.M., elle avait marqué la même préférence ; attitude qui devient la norme ici, et que M. Savary a déplorée avant le scrutin, déclarant notamment : *« Le gouvernement était venu avec le souci de discuter d'un texte important et éventuellement de l'amender de manière technique. La majorité sénatoriale a souhaité en rester à la loi de 1979. »*

Cette réforme du troisième cycle des études médicales prévoyait quatre filières, au lieu de deux créés par la loi de 1979 : médecine générale, médecine spécialisée, santé publique, recherche médicale. Tous les étudiants de ces filières devaient avoir la qualité et la formation d'interne des hôpitaux. *« L'ensemble de ces dispositions*, a souligné le ministre de l'éducation nationale, *marque la reconnaissance du caractère spécifique de la médecine générale (...). Quant à la création des deux filières* (santé publique et recherche médicale), *il s'agit d'une double innovation importante.*

» La première doit contribuer à combler le retard reconnu dans notre pays en ce qui concerne l'épidémiologie, l'économie et l'administration de la santé, la prise en charge des problèmes médicaux à l'échelle des communautés. Elle est destinée à former un nombre limité de médecins, qui auront un exercice exclusif dans les diverses professions relevant de ce domaine. (...)

» La recherche médicale est destinée à assurer la formation d'un nombre limité d'étudiants se destinant à la recherche dans les organismes publics ou dans le secteur industriel. L'individualisation de cette filière doit favoriser le recrutement, dans ces secteurs, de chercheurs de qualité, ayant acquis, grâce à leurs études médicales, les connaissances nécessaires pour un dialogue fructueux avec les cliniciens et pour une recherche orientée vers le domaine biomédical. »

M. Ralite souligne un point important de la réforme : des commissions régionales devront recenser les besoins en praticiens dans les différentes spécialités.

« Le troisième cycle, conclut le ministre de la santé, *débouchera sur un diplôme commun. Revalorisation du généraliste, ancrage du médecin dans la politique de santé, revalorisation de la formation du pharmacien, tels sont les objectifs essentiels de la réforme. »*

M. Gouteyron (R.P.R., Haute-Loire), rapporteur de la commission spéciale, considère qu'avant de discuter d'un nouveau texte il conviendrait d'appliquer totalement la législation de 1979. Il estime aussi déplorable que l'on veuille spécialiser les futurs chercheurs et les futurs médecins de santé publique au stade de leurs études : *« Qu'ils soient*, déclare-t-il, *d'abord médecins. »*

En définitive, le Sénat a repoussé la création des deux nouvelles filières. Il maintient les deux qui existent : celle du résidanat (filière de médecine générale) et celle de l'internat (filière de médecine spécialisée). — A. G.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres du mercredi 27 octobre a examiné les questions suivantes :

— Organisation du secteur public (*le Monde* du 28 octobre).

— Revalorisation des traitements et des retraites des fonctionnaires pour 1983 (*lire page 32*).

— Politique des prix.

Il a d'autre part étudié le mode de scrutin communal en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française, la ratification des ordonnances relatives à Mayotte et la situation internationale.

Le conseil a enfin entendu une communication sur l'amélioration du régime de l'adoption (*le Monde* du 28 octobre).

● *M. Roger-Gérard Schwartzenberg*, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui était l'invité, mercredi 27 octobre, de l'émission « Face au public » sur France-Inter, a insisté sur la nécessité de *« la rigueur économique pour réussir la justice sociale dans la tradition de Mendès France »*. Il a ajouté : *« Cette politique de rigueur, nous aurions souhaité la voir intervenir plus rapidement. »* Constatant l'*« alourdissement »* des prélèvements obligatoires, il a indiqué : *« Il y a un seuil de tolérance, une limite de l'effort contributif à ne pas dépasser, si l'on veut que subsistent et se développent l'esprit d'entreprise et la capacité d'épargne. Il faut stopper net cette progression (...). »*



LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

A L'EXTRÊME DROITE

• Le Front national envisage de constituer sa propre liste à Paris

• Le P.F.N. s'intégrera à des listes de l'opposition « là où ce sera possible »

Les deux principales formations d'extrême droite préparent dans la concurrence, comme d'habitude, la prochaine compétition électorale.

Le Front national organise, samedi 30 et dimanche 31 octobre, à Nice, des *« Assises nationales pour la victoire de la droite aux municipales »*. N'ayant reçu aucune réponse à la lettre que son président, M. Jean-Marie Le Pen, avait envoyée le 1er juillet dernier à MM. Jacques Chirac, Jean Lecanuet et Philippe Malaud (C.N.I.P.) pour leur proposer *« d'étudier les possibilités et les conditions d'une unité d'action »* contre *« la coalition marxiste »*, le Front national annoncera sans doute à Nice qu'il ira à la bataille tout seul et qu'il présentera notamment ses propres listes à Paris.

Le porte-parole du parti, M. Michel Collinot, a déjà fait savoir que, pour sa part, il fera acte de candidature dans le vingtième arrondissement.

De son côté, le Parti des forces nouvelles, dont le mot d'ordre est *« Pour en finir avec le socialisme »*, a organisé, mercredi 27 octobre à Paris, un meeting qui a rassemblé un peu plus d'une centaine de personnes. M. Jack Marschal, membre du comité central du P.F.N., après avoir dénoncé *« la nocivité totale et foncière »* du pouvoir actuel, qui pratique *« le mensonge en tout »*, a précisé :

« Nous n'appelons pas à l'émeute populaire. Nous nous bornons aux moyens légaux que nous laisse ce qui reste de démocratie dans le pays. Pour les élections municipales, nous présenterons des listes, en nous intégrant à celles de l'opposition là où ce sera possible (...).

Si le P.F.N. envisage dans certains cas une association avec les différents courants de l'opposition pour affronter les municipales, il n'en continue pas moins de la critiquer sévèrement. M. Roland Hélie, membre du bureau politique, a parlé de *« l'incompétence du R.P.R. et de l'U.D.F. »*, tandis que M. Roger Girard, porte-parole du P.F.N., a estimé : *« Le libéralisme avancé de M. Giscard d'Estaing mène tout droit au socialisme, tout comme le socialisme à la française de M. Mitterrand mène tout droit au communisme (...).*

Le P.F.N. tiendra les 13 et 14 novembre prochains, à Paris, son cinquième congrès. Depuis le 15 septembre, il organise une campagne afin de rassembler cinq cent mille signatures pour *« exiger un référendum sur l'immigration, le nucléaire et l'insécurité »*. A ce propos, M. Olivier Cazal, membre du comité central du P.F.N., a jugé qu'il *« est temps pour M. Defferre de faire valoir ses droits à la retraite, et pour M. Badinter de retourner à ses clients, responsables de la banalisation de la violence »*. — C.F.-M.

SITUATIONS

● LE MANS (Sarthe). — M. Jean-Claude Boullard, conseiller général de la Sarthe et directeur du cabinet de M. Louis Le Pensec, ministre de la mer, a été désigné par les socialistes du Mans comme tête de liste. Pour sa part, le maire de la ville, M. Robert Jarry (P.C.) a déjà fait savoir qu'il souhaitait *« reconduire une large liste d'union »* (*le Monde* daté 17-18 octobre).

● MONTLUÇON (Allier). — Le parti socialiste et le parti communiste revendiquent l'un et l'autre la direction de la liste de la majorité à Montluçon. La section socialiste de la ville propose M. Albert Chaubard, qui a ravi en juin 1981 le siège de député de la deuxième circonscription à M. Pierre Goldberg, communiste et maire de Montluçon. Dans une lettre adressée au P.C., et rendue publique le 25 octobre, les socialistes indiquent que, en cas de refus, ils constitueront leur propre liste.

La section communiste de la ville, selon laquelle la gestion municipale de M. Pierre Goldberg a été largement « positive », estime, pour sa part, que l'union doit se réaliser derrière le maire sortant. Elle fait observer que si les socialistes ont pris l'avantage sur les communistes aux élections législatives de juin 1981, M. Georges Marchais avait, au premier tour de l'élection présidentielle, devancé M. François Mitterrand de 1 125 voix pour 28 750 suffrages exprimés.

● STRASBOURG. — M. Marcel Rudloff, C.D.S., sénateur du Bas-Rhin, conduira une liste *Majorité alsacienne* à Strasbourg pour tenter de succéder à M. Pierre Pflimlin, qui a annoncé qu'il ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat (*le Monde* daté 26-27 septembre). M. Daniel Hoeffel, U.D.F., sénateur du Bas-Rhin, président du conseil général et ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, a apporté son soutien à M. Rudloff.

● TOULON (Var). — M. Guy Durbec, député socialiste de la troisième circonscription du Var, a été désigné par la section du P.S. de Toulon comme tête de liste, tandis que M. Maurice Arreckx (P.R.), maire de la ville depuis vingt-quatre ans, a manifesté l'intention de solliciter le renouvellement de son mandat.

[Élu maire d'Ollioules en 1977, M. Durbec avait succédé au Sénat à M. Perron après le décès de celui-ci en octobre 1978. Conseiller général depuis 1979, et conseiller régional, M. Durbec avait ravi, en juin 1981, son siège de député de la 3e circonscription, à M. Maurice Arreckx.]

VAL-DE-MARNE

● MAISONS-ALFORT. — La section socialiste de Maisons-Alfort a désigné à l'unanimité, comme tête de liste, M. Jacques Dehlinger, délégué national du parti socialiste pour les questions de fonction publique. L'actuel maire de Maisons-Alfort est M. René Nectoux, P.R., conseiller général et conseiller régional.

● SAINT-MANDÉ. — M. Jean Bertaud, R.P.R., maire de Saint-Mandé depuis 1944 et ancien sénateur, ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. C'est M. Robert-André Vivien, député R.P.R. de la septième circonscription du Val-de-Marne, qui conduira la liste de l'opposition.

● FONTENAY-SOUS-BOIS. — M. Marc Favas, CNIP, conseiller général du canton de Vincennes-Fontenay-Nord, conduira la liste de l'opposition. Le maire sortant de Fontenay-sous-Bois, est M. Louis Bayeurte, P.C.

Exclu « de fait » du P.C.F.

LE MAIRE DE SÈVRES SOLLICITERA LE RENOUVELLEMENT DE SON MANDAT

M. Roger Fajnzylberg, maire de Sèvres (Hauts-de-Seine), membre du collectif national de Rencontres communistes, a annoncé qu'il sollicitera le renouvellement de son mandat lors des élections municipales. Exclu « de fait » du P.C.F., en septembre 1981, avec M. Henri Fiszbin et les autres animateurs de Rencontres communistes, M. Fajnzylberg déclare à ce sujet : *« Je me suis strictement tenu, dans tous les domaines, à la ligne unitaire qui avait présidé à notre élection en 1977, et chacun sait que cela m'a amené à exprimer une politique communiste qui se distingue du P.C.F. sur des problèmes aussi décisifs que l'action unitaire et le rôle du P.C.F. dans la conduite du changement en France, la position sur l'U.R.S.S. et les pays socialistes, le fonctionnement du parti et la démocratie. »*

Le maire de Sèvres estime que cette attitude *« a reçu et recevra encore l'accord d'une partie importante des électeurs communistes et de gauche »* et que, pour cette raison, une liste de large union, autour du P.S. et du P.C.F., conduite par le maire sortant, *« se donnera des meilleures chances de l'emporter »*. M. Fajnzylberg attend donc du P.S. et du P.C.F. qu'*« ils prennent l'initiative d'un tel accord »*.

LE DIFFÉREND SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE

LES RAPATRIÉS ÉCRIVENT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

A l'initiative du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), les principales associations de rapatriés ont adressé une lettre au président de la République pour lui demander que le règlement des séquelles de la guerre d'Algérie soit général. Dans leur lettre, les associations notent que, compte tenu des *« conditions exceptionnelles du combat difficile que l'Algérie a connues dans ses derniers moments »*, le président de la République avait « su *comprendre* » que les rapatriés d'Afrique du Nord sont *« solidaires de tous ceux qui, ayant tout sacrifié, ont pris de graves responsabilités dans ces circonstances désespérées »*. Elles ajoutent : *« La réconciliation nationale se grandit d'autant plus qu'elle est totale, ne laissant subsister aucune amertume dans le cœur d'une communauté que* [M. Mitterrand] *a su rassurer. »*

Porte-parole du RECOURS, M. Jacques Roseau a affirmé, mercredi 27 octobre, que *« la quasi-totalité de la communauté des rapatriés d'Afrique du Nord fait de l'affaire de l'exclusion des généraux de la loi d'amnistie une question de principe intangible »*.

● *L'Association des anciens combattants de la Résistance*, dont M. Jacques Debû-Bridel est président délégué, tient à rappeler le message qu'elle avait adressé le 16 avril 1981 aux principaux candidats à l'élection présidentielle et dans lequel elle indiquait : *« La priorité à la résistance et à la victoire implique le refus définitif de toute mesure tendant à justifier la trahison et à réhabiliter, sous quelque forme que ce soit, l'ex-maréchal Pétain. »*

M. SCHWARTZENBERG (M.R.G.) : choisir l'apaisement

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président du M.R.G., a déclaré le 25 octobre : *« Pendant la guerre d'Algérie, la gauche radicale a toujours milité pour la paix et la négociation, à l'opposé donc de l'action qui a été celle des généraux auteurs du putsch de 1962. Cependant le M.R.G. considère comme sage et légitime le projet de loi conçu par le gouvernement dans un esprit de réconciliation nationale. Il ne s'agit évidemment pas d'admettre, et encore moins de justifier, des comportements condamnés en leur temps par la justice de notre pays. Mais, vingt années après, il s'agit pour la nation de tourner la page et de choisir l'apaisement, conformément d'ailleurs aux engagements pris devant le suffrage universel. C'est pourquoi les députés radicaux de gauche ont voté contre l'amendement parlementaire altérant le projet de loi initial sur l'effacement des dernières séquelles de la guerre d'Algérie et excluant de son bénéfice les anciens officiers généraux auteurs du putsch de 1962. »*

● *Le MRAP* (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) affirme que *« les officiers généraux exclus par la représentation nationale du bénéfice du projet de loi sont et demeurent, face à la nation, les principaux responsables d'une tentative de coup d'État caractérisée contre le gouvernement de la République ainsi que d'actes criminels contre les populations civiles en Algérie et en France. Leur réhabilitation, voire leur indemnisation, ne saurait être considérée*, ajoute-t-il, *comme un simple pardon mais comme un affront à toutes celles et à tous ceux qui ont souffert de leurs agissements »*.

● *M. Éric Hintermann*, président de l'Amicale social-démocrate, membre du P.S., a déclaré à propos de la constitution du parti social-démocrate de M. Lejeune :

« Vouloir faire la social-démocratie non seulement sans les socialistes, mais contre les socialistes, et qui plus est avec la droite, dont les leaders, MM. Giscard d'Estaing et Chirac, ont expressément repoussé toute forme de socialisme, y compris la social-démocratie, relève sans doute d'un nouvel art du comique en politique.

» Les Français de sensibilité social-démocrate et réformiste, qui se sont prononcés avec nous pour François Mitterrand dès le premier tour en 1981, ne se laisseront certainement pas séduire par un parti dont le titre relève de l'abus du vocabulaire et dont les responsables ont appelé à voter pour la droite à l'élection présidentielle. »

POLITIQUE

APRÈS L'« HOMMAGE SOLENNEL »

M. Mitterrand exalte l' « éveilleur des consciences »

« Il fut une part de notre honneur ; il fut une part de notre histoire. Le temps s'en souviendra. » Les derniers mots de l'hommage rendu par M. François Mitterrand à Pierre Mendès France, mercredi 27 octobre dans la cour d'honneur du Palais-Bourbon, furent prononcés avec émotion. Le dernier salut de la France à celui qui fut, selon le mot du président de la République, l'« éveilleur des consciences » fut empreint de solennité.

Le solo de violoncelle exécuté par M. Frédéric Lodéon — la *5e Suite* de Bach, — la retransmission d'extraits du « Message à la jeunesse » enregistré par l'ancien président du conseil en 1955, les chœurs de l'Orchestre de Paris qui, sous la direction de Daniel Barenboïm, interprétèrent *la Pièce sacrée*, de Verdi, concoururent à donner à cet instant une résonance historique, parce que tel était le souhait de M. Mitterrand.

La pluie avait cessé. Le gouvernement presque au complet était là. Les parlementaires étaient venus, ainsi que des représentants du corps diplomatique, les amis, la famille de Pierre Mendès France. Sur la place du Palais-Bourbon, une assistance peu nombreuse était présente.

Au premier rang de la tribune officielle, on remarquait, notamment, le fauteuil — vide — de M. Alain Poher, président du Sénat. On notait l'absence de MM. Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, Chirac, Barre, député (app. U.D.F.) du Rhône et ancien premier ministre, et celle de Mgr Lustiger, archevêque de Paris. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F., était présent, ainsi que, notamment, MM. Méhaignerie, Stasi, Chaban-Delmas, Couve de Murville, Messmer et Edgar Faure.

M. François Mitterrand a exalté la mémoire de l'ancien président du conseil en ces termes : « *Il est dans l'histoire des moments privilégiés où l'intégrité a un nom, la rigueur un visage, la conscience une voix. Mais dans la vie d'un homme, un instant, sa mort, où chacun, amis ou adversaires, perçoit l'écho d'un même message. Et voici que soudain, oui, pour un instant, tous se rejoignent.* »

Après avoir évoqué l'action de Pierre Mendès France, M. Mitterrand a rappelé : « *Quand je lui confiais que, sans lui, rien n'eût été possible, je pensais certes au rôle de chef de file qu'il avait joué auprès de ma génération, et à la confiance qu'il m'avait faite dès 1953 et 1954 en me comptant parmi les siens, mais je pensais surtout qu'il n'avait jamais cessé d'être lui, le compagnon inaliénable de ceux qui luttaient pour que tout redevînt possible en France.* »

Le chef de l'Etat a ajouté : « *Pierre Mendès France nous laisse une foi, une méthode, un exemple. Sa foi, la République ; sa méthode, la vérité ; son exemple, l'inlassable combat pour la paix et pour le progrès. Car la République, même ingrate, fut sa passion. Elle était pour lui la conquête des libertés, la mise en œuvre des droits de l'homme et des vertus civiques, la forme supérieure du développement des sociétés humaines, le lieu où le devoir de vérité, le respect de la parole donnée, les scrupules de l'esprit libre, l'amour du bien public, fondent le gouvernement des peuples.* »

Le chef de l'Etat a également salué l'engagement de Pierre Mendès France dans les Forces françaises libres et évoqué son appel pour un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Et M. Mitterrand a ajouté : « *Il a inspiré, suscité, favorisé l'éclosion d'idées, de réformes, de projets que le gouvernement de la France met aujourd'hui en œuvre.* »

Evoquant un domaine où « P.M.F. » s'est montré « *visionnaire* », celui des relations avec le tiers-monde, M. Mitterrand a indiqué : « *Il a vite dépassé sur ce sujet le sermon ou le prêche et n'a jamais évoqué ce problème en termes de charité. Il a simplement observé que sur cette planète les pauvres restaient pauvres, et qu'ils étaient de plus en plus nombreux, et que les riches qui, indéfiniment, croyaient pouvoir le demeurer, en assurant leur domination, préparaient leur propre ruine. Et lui, qui a si souvent proclamé notre dette, la dette de l'Europe et de l'Occident à l'égard des États-Unis d'Amérique, qu'il aimait comme je les aime, il devait être le premier à dénoncer ce que l'on nomme, par dérision ou bien par antiphrase, l'ordre monétaire international, et la suprématie du dollar source de tant de troubles et de dommages, dont les pays pauvres sont toujours les premières victimes.* »

Le président de la République a rappelé que P.M.F. appartenait, selon sa propre expression, « *au camp de ceux qui éprouvent la soif humaniste et socialiste.* » Il a précisé : « *Quant à la primauté donnée à la justice sociale dans le respect des lois de l'économie, cette conscience dure qu'il avait de considérer la réalité en face, oui cela doit rester la loi de notre société, celle du moins qu'on voulu et veulent bâtir la majorité des Français* ».

M. Mitterrand a également souligné que Pierre Mendès France se situe « *dans la lignée de Gambetta, Jaurès et Léon Blum* », et qu'il est mort « *sans avoir terminé sa tâche.* »

Le chef de l'État a conclu : « *Je cherche à définir ce que fut Pierre Mendès France et je n'ai pas trouvé d'autre définition que celle-ci : Pierre Mendès France, l'éveilleur des consciences. A sa femme, je dis : il fut votre tendresse et votre vie. A ses enfants, je dis : il fut votre conseil, votre ami le plus proche. Aux siens, à tous les siens, je dis : ce fut votre compagnon, votre guide, je suis l'un d'entre vous. Aux Français, à tous les Français, je dis : il fut une part de notre honneur, il fut une part de notre histoire le temps s'en souviendra* ».

L'ABSENCE DE M. ALAIN POHER : UNE LEÇON DE DIGNITÉ ?

Les invités et les téléspectateurs qui ont assisté, mercredi, à l'hommage rendu à Pierre Mendès France, dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale, ont remarqué le fauteuil vide à la droite de celui de M. Louis Mermaz. Beaucoup se sont interrogés sur les raisons d'une absence qui était celle du président du Sénat. Fallait-il y voir une simple et banale cause matérielle, un cas de force majeure, ou cette absence avait-elle une signification politique ?

La première interprétation est celle qui a été donnée par le cabinet du président du Sénat : « *Nous n'avons pas reçu d'invitation et le président a demandé une enquête pour en connaître la cause.* » La thèse du « carton » non reçu ou non adressé est difficilement crédible, et d'autant plus suspecte que MM. Poher et Mermaz s'étaient rencontrés mardi soir à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale, à l'occasion d'un dîner offert en l'honneur de l'Association des maires de France.

Les amis de M. Alain Poher, qui savent l'ardeur du combat qu'il mena naguère pour l'Europe « intégrée », pour la Communauté européenne de défense (CED), et contre la politique qui était celle du président du conseil Pierre Mendès France, préféreraient voir, dans cette absence, le choix d'une attitude de dignité et de cohérence. Attitude qui serait, au demeurant, une leçon de droiture et de pudeur (qu'eût appréciée P.M.F.) donnée à certains laudateurs de la dernière heure dont la sincérité est, au moins, douteuse. — A. G.

Une relation complexe

« On n'achète pas la confiance : on la gagne ; et pour cela, il faut convaincre ». Cette simple phrase montre à quel prix, au-delà du vibrant et émouvant hommage rendu à Pierre Mendès-France, M. François Mitterrand se parlait à lui-même, et, pensait à la difficulté — de convaincre — qu'il affronte aujourd'hui. *« La vie... semble ne réserver qu'à quelques-uns un sort privilégié ; en ceux-là, la vieillesse n'est pas l'état qui achemine à l'effacement, plutôt la transition qui le conduit à la place où l'Histoire les accueillera »* : comment ne pas croire qu'en prononçant cette autre phrase, le chef de l'État pensait aussi, et surtout, à lui-même ? De même lorsqu'il lisait délibérément l'action de l'ancien président du conseil dans la lignée de Gambetta, Jaurès et Blum, comment ne pas penser qu'il veut, lui aussi, prendre place dans ce Panthéon de la gauche radicale, républicaine puis socialiste.

Placer Mendès-France dans la lignée de Jaurès et Blum, c'est aussi placer l'ancien leader radical dans une filiation socialiste à laquelle ce dernier ne s'est rallié que sur le tard, en adhérant au P.S.U. Il est vrai, comme l'a rappelé M. Mitterrand, que Pierre Mendès-France lui-même se rangeait *« dans le camp de l'humanisme et du socialisme. »* Il y a donc là une part de vérité, mais aussi une part de captation de l'héritage mendésiste.

Celle-ci s'exprime plus nettement lorsque M. Mitterrand évoque *« l'éclosion d'idées, de réformes, de projets que le gouvernement de la France met aujourd'hui en œuvre. »* Elle apparaît encore lorsque M. Mitterrand affirme que *« la primauté de la justice sociale dans le respect des lois de l'économie »* doit rester *« la loi »*, *« celle du moins qu'ont voulu une majorité de Français. »*

On pourrait, à ce stade, suggérer que *« le respect des lois de l'économie »* n'est apparu qu'après une première année de pouvoir axée sur la justice sociale. On pourrait donc relever que le réalisme économique caractérise bien aujourd'hui l'action du gouvernement mais que cette façon de *« considérer la réalité en face »* est venue tardivement. Mieux vaut, pourtant, tenter d'évaluer dans quelle mesure M. Mitterrand est fondé à se prévaloir de cet héritage qu'il a lui-même évoqué en termes on ne peut plus chaleureux, et, dans quelle mesure M. Mitterrand peut se ranger *« parmi les siens. »*

Soutien et concurrent

Le discours présidentiel met en effet un point final à une relation complexe. Il ne s'agit pas de contester les liens qui existaient entre les deux hommes, et qui trouvent leur origine dans le fait, que, peut-être pour la seule fois de sa vie, M. Mitterrand s'est mis au service d'un autre que lui-même, en 1954 et 1955. Il n'est pas question non plus de contester que M. Mitterrand se soit toujours senti très proche de Pierre Mendès-France : le caractère très personnel du discours du chef de l'État suffit à le montrer.

Mais pendant un temps, qui fut long, on opposa Mendès à Mitterrand, sans que Mendès lui-même s'opposât à Mitterrand.

Les deux hommes avaient sans doute des divergences politiques. Trois furent importantes et continuent de les distinguer : l'acceptation progressive, par M. Mitterrand, des insitutions de la Ve République et de l'élection du président au suffrage universel, symbolisée par la candidature de 1965 ; l'acceptation et la volonté, d'introduire le P.C.F. dans une coalition gouvernementale ; enfin l'adhésion de M. Mitterrand à la construction européenne. Mais une « foi », une « passion » commune celles de la République les réunissait, de même que la primauté accentuée par ces deux avocats au « contrat » passé avec le peuple.

De là vient, entre autres facteurs, l fait que P.M.F. a été pour M. Mitterrand — et ce à partir de la première candidature du leader socialiste, — un soutien.

Beaucoup ont voulu en faire, pourtant, un concurrent, tant il est vrai que, à maints égards, le mendésisme a été une arme contre le candidat de la gauche. Dans son discours, M. Mitterrand a évoqué le colloque de Grenoble. Cette réunion, tenue en 1966, au lendemain de l'élection présidentielle, fut pourtant conçue comme l'amorce d'une alternative au processus, jugé trop classique, trop politicien pour tout dire, engagé par M. Mitterrandavec la F.G.D.S. L'un des participants d'alors, M. Michel Rocard, a ensuite représenté un courant malgré que *« l'esprit de Grenoble »*, avec notamment la C.F.D.T., s'est opposé à la stratégie politique de l'actuel chef de l'Etat. De 1965 à 1981, c'est peu de dire « mendésistes » et mitterrandistes s'opposèrent. On connaît le vainqueur.

Il incarne une gauche orpheline, certes, mais si peu héritière... Qui ne voit que l'on continue d'opposer la rigueur de l'ancien président du Conseil à l'habileté politique du président de la République. Le premier a refusé tout compromis avec les partis. Le second a été onze fois ministre sous la IVe République. De ce point de vus, M. Edmond Maire, qui taxait récemment le gouvernement *« d'hypocrisie » pour lui demander de parler le* langage de la *« sincérité »*, ne se déjuge pas. Mais l'habileté, ou l'art de la politique, de M. Mitterrand, n'ont-ils pas permis à la gauche d'être au pouvoir pour sept ans, et non plus pour sept mois ?

JEAN-MARIE COLOMBANI.

UN STADE MENDÈS FRANCE A GRENOBLE

Grenoble. — « *La France aime à se reconnaître dans ses hommes d'Etat même si les Français ne leur ont pas ménagé les épines. Il en fut ainsi du général de Gaulle. Il en est de même aujourd'hui pour Pierre Mendès France.* » C'est dans ces termes que le maire de Grenoble, M. Hubert Dubedout, député socialiste, a rendu, mardi 26 octobre, devant quatre cents personnes rassemblées à l'hôtel de ville, un hommage à l'ancien député de l'Isère, (mars 1967-juin 1968), dont le nom sera donné au stade de glace de la ville. — *(Corresp.)*

هكذا من الأصل

POLITIQUE

A PIERRE MENDÈS FRANCE

Un rival dangereux face au P.C.F.

Le parti communiste [redacted] rendu hommage à Pierre Mendès France, au lendemain de sa mort, en soulignant, à la fois, les divergences qui l'avaient séparé [redacted] l'ancien président du conseil et le [redacted] que, « [redacted] *plusieurs situations déterminantes pour* [redacted] *la* [redacted] », [redacted] communistes et lui s'étaient « *retrouvés dans les mêmes combats* » (*le Monde* du 20 octobre). Le communiqué du P.C.F. précisait quelles étaient ces situations : le Front populaire, [redacted] Résistance, [redacted] guerre d'Indochine [redacted] la victoire de la gauche, en [redacted]

On pourrait allonger la liste de ces circonstances, dans lesquelles les [redacted] Pierre Mendès France s'étaient trouvés du même côté. Ils siégèrent [redacted] effet ensemble au [redacted] français [redacted] libération nationale, puis dans les gouvernements provisoires d'Alger et de Paris, jusqu'à [redacted] démission du ministre de l'économie, en avril 1945. Neuf ans plus tard, ce dernier fut le premier président [redacted] conseil, depuis l'éviction [redacted] du gouvernement, [redacted] mai 1947, [redacted] être soutenu [redacted] le P.C.F. En 1956, les commu[redacted] soutiennent le gouvernement [redacted] Front républicain, dont Pierre Mendès France, ministre d'Etat, [redacted] la principale personnalité, derrière Guy Mollet, président [redacted] conseil.

En mai, Pierre Mendès France, [redacted] à la politique algérienne de Guy Mollet, donne sa démission ; en juin, le P.C.F., pour [redacted] mêmes raisons, [redacted] soutenir le [redacted]ment. En octobre, [redacted] P.C.F. [redacted] l'expédition de Suez, tandis que Pierre Mendès France s'abstient. En janvier 1957, communistes et mendésistes votent contre la Com[redacted]uté économique européenne. Ils sont [redacted] le même camp, encore, [redacted] le coup de force de mai [redacted] [redacted] nouvelle Constitution, et le [redacted]ront aussi, en 1965, pour soutenir la candidature [redacted] M. François Mitterrand, à [redacted] présidentielle, contre de Gaulle.

[redacted] proximité explique, précisément, la violence des conflits qui opposèrent les communistes et Pierre [redacted] L'ancien président du conseil s'étonnait, paraît-il, à [redacted] fin de sa vie, d'avoir [redacted] été en butte à l'hostilité des communistes, et [redacted] dès [redacted] première [redacted] l'Assemblée nationale, en 1932, à Louviers, [redacted] mutuelle : le projet *communiste était radicalement* étranger aux conceptions [redacted] Pierre Mendès France, en qui les communistes [redacted] vu, très tôt [redacted] doute, un modernisateur de la République parlementaire, un homme capable [redacted] une [redacted] sur les élites et sur la jeunesse, un politique peu sensible aux pressions d'appareil, c'est-à-dire, sous quelque aspect qu'on le [redacted], un dangereux rival.

[redacted] Mendès France n'a longtemps [redacted] de [redacted] de [redacted] côté, de faire en sorte que le P.C.F. ne fût [redacted] formule de juin 1954, « *l'arbitre de nos débats* ». Le candidat à la présidence du conseil répliquait, ainsi, [redacted] ceux qui lui reprochaient le soutien annoncé par les communistes. Il décidait – comme l'a rappelé, mercredi, M. Mitterrand – de ne pas tenir compte, dans les suffrages que lui apporteraient les députés, de ceux [redacted] quatre-vingt-dix-neuf commmunistes, pour réunir les [redacted] cent quatorze voix [redacted] l'investiture (il allait en obtenir quatre [redacted] dix-neuf). Jacques Duclos dénonçait alors, dans les couloirs de [redacted] nationale, le « *petit juif peureux... de* [redacted] *merde* [redacted] *bas* [redacted] ».

Du soutien à l'opposition

Le soutien du P.C.F. devait se muer en opposition, après le règlement des affaires d'Indochine et de Tunisie, [redacted] les [redacted] Londres et de Paris sur [redacted] réarmement allemand et contre l'établissement du scrutin d'arrondissement, condition, selon Pierre [redacted] France, d'un renouvellement [redacted] la gauche non communiste.

Après [redacted] chute du président du conseil, le débat continua sur le [redacted] économique, Maurice Thorez prenant la plume pour affirmer que [redacted] ouvriers [redacted] une « *paupé*[redacted] *relative et* [redacted] », tandis [redacted] Pierre [redacted] qu'il [redacted] possible, en régime capitaliste, [redacted] mieux répartir les fruits [redacted] l'expansion [redacted] que les ouvriers avaient [redacted] en bénéficier. Lorsqu'il reconnaît, aujourd'hui, qu'il n'avait pas compris les transformations qui s'effectuaient, au [redacted] de ces années, dans la [redacted] française, le P.C.F. ne donne-t-il [redacted] raison, *a posteriori*, [redacted] Mendès France plutôt qu'à Maurice Thorez [redacted]

La [redacted] telle qu'on [redacted] observer, [redacted] plus tard, un refroidissement de l'attitude [redacted] communistes vis-à-vis de leurs partenaires, chaque fois que ceux-ci paraîtront vouloir faire une place à Pierre [redacted] France. C'est [redacted] cas [redacted] prin[redacted] 1966, lorsque M. [redacted]rand [redacted] président du conseil, qui vient de mettre [redacted] garde les participants au [redacted]que de Grenoble contre les « *arran*[redacted] », du [redacted] de [redacted] F.G.D.S. semble [redacted] avec le P.C.F.

Quand deux ans plus tard, lors de la crise de [redacted] 1968, M. [redacted] se déclare [redacted] assumer la plus haute charge de l'Etat, avec [redacted] Mendès [redacted] comme premier ministre, M. [redacted] de cet engagement la condition de l'appui [redacted] P.C.F. Le 29 mai, le bureau politique met en garde contre « *les illusions d'un nouvel homme miracle* » et René Andrieu condamne, dans [redacted] « *tout recours à un homme providentiel* ».

L'ancien président du conseil participe, en avril 1969, à la [redacted] M. Gaston Defferre, [redacted] du cygne d'une vieille S.F.I.O. qui refuse l'idée d'un programme commun avec les communistes. Lorsque ce programme commun sera rompu, en 1978, M. Georges Marchais, dénoncera, dans une intervention [redacted] Pierre Mendès France, la réapparition de l'« *homme miracle* », qui chercherait [redacted] *faire gagner la gauche à la fois* [redacted] les communistes, [redacted] eux. Il appartenait [redacted] un autre de relever ce défi[redacted]

PATRICK JARREAU.

Le « député juif Mendès France »

« Arrestation [redacted] *juif Mendès France » :* [redacted] *le député* [redacted] *de l'Eure,* [redacted] *secrétaire d'Etat au Trésor, arrivé à Rabat à bord du* Massilia, *après avoir rejoint l'armée du Levant, est devenu, pour un journal de la France occupée, le* « député juif Mendès France ». *Comme des centaines de milliers d'autres citoyens, le futur président du conseil apprend qu'il n'est pas, aux yeux de ceux qui tiennent, alors, le haut du pavé, un Français comme les autres. C'est la seule explication de son arrestation, de son procès et de sa condamnation, à Clermont-Ferrand, en mai 1941.*

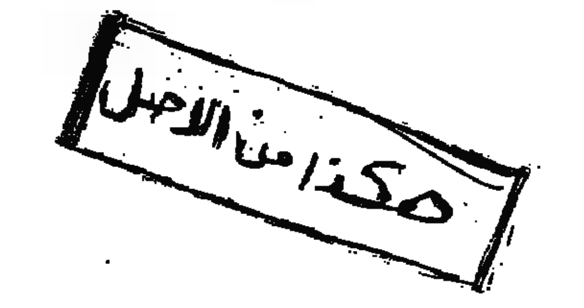
Pierre Mendès France décla[redacted] *1976, que le fait juif l'intriguait,* [redacted] *qu'il ne pouvait être identifié ni à une religion ni à une race. Il penchait pour l'analyse sartrienne : le juif se découvre tel dans le regard de l'antisémite.*

Pierre Mendès France devait faire cette expérience à plusieurs étapes de sa vie politique. En 1954, des cafards de couloirs et de salles de rédaction font courir le bruit qu'il s'appelle, en réalité, Cerf (prénom de son père). Voilà donc un homme qui se cache, et dont on peut tout redouter... Le dirigeant communiste Jacques Duclos ne finasse pas : « [redacted] juif peureux », *dit-il* (voir ci-dessus).

[redacted] *dirigeant* [redacted] *M.R.P., M.* [redacted] *Teitgen,* [redacted] *Blum, pour dénoncer* « un demi-traître », *qui* [redacted] « six balles dans la peau ». *En janvier 1956, vainqueur* [redacted] *législatives à la tête du Front ré*[redacted]*, Pierre* [redacted] *se* [redacted] *préférer Guy* [redacted] *comme chef du gouvernement, par René Coty, président de la République.* [redacted] *pouvait* [redacted] *le règlement de* [redacted] *algérienne à un juif...*

[redacted] *d'une de ces* [redacted] *juives qui* [redacted] *d'autre part que la République* [redacted] *la France fut aussi mis au ban de* [redacted] *l'autre* [redacted] *qu'il avait le tort* [redacted] *certain Luis Mendes de França, né à Lisbonne et installé à Bordeaux au dix-septième siècle.*

P. J.



مكذا من الاجل

Le Monde

société

JUSTICE

L'AFFAIRE DE MŒURS DU CORAL

Le drôle de jeu des frères Krief

Le procureur [redacted] la République [redacted] de Paris [redacted] une information pour vol, faux [redacted] en écritures privées [redacted] M. [redacted], qui [redacted] à l'origine [redacted] engagées [redacted] teur [redacted] d'Aimargues (Gard) [redacted] plusieurs personnes accusées [redacted] pédophilie. Le [redacted] M^{me} Francine Caron, juge d'instruction.

Interrogé [redacted] la demande [redacted] parquet par d[redacted] fonctionnaires [redacted] l'inspection générale [redacted] services [redacted] la préfecture [redacted] police, M. Jean-Claude Krief a fini par avouer, [redacted] effet, qu'il était lui-même l'auteur du faux procès-verbal [redacted] police reproduit par le numéro [redacted] *Minute*, [redacted] 23-29 octobre. Il [redacted] reconnu avoir dérobé [redacted] préalable, dans un service [redacted] police, le formulaire de procès-verbal vierge qui lui a permis [redacted] rédiger [redacted] faux.

Ce document, [redacted] en-tête [redacted] préfecture [redacted] police [redacted] (direction [redacted] la police judiciaire), [redacted] en [redacted] un ministre [redacted] exercice et M. [redacted] Schérer, professeur à l'université Paris-VIII. C'est le frère de M. Jean-Claude Krief, Michel Krief, qui avait cherché [redacted] monnayer [redacted] faux procès-verbal auprès [redacted] plusieurs journaux parisiens, dont l'hebdomadaire *Minute*. Par [redacted] même moyen, M. Michel Krief avait tenté [redacted] faire chanter [redacted] chef du cabinet [redacted] ministre cité [redacted] faux procès-verbal.

Le [redacted] passablement trouble [redacted] frères Krief dans cette affaire [redacted] confirmé par *le Canard enchaîné* qui, dans [redacted] numéro du 27 octobre, affirme que le premier, Jean-Claude, était un indicateur [redacted] Renseignements généraux parisiens. *« Grâce à deux numéros de téléphone réservés aux indics des R.G.,* écrit l'hebdomadaire, *Jean-Claude Joignait, [redacted] la préfecture, [redacted] « contact », prénommé « Pascal » et fournissait régulièrement des informations sur les milieux homosexuels parisiens qu'il fréquentait. »* Quant à Michel, affirme l'hebdomadaire, *« il avait ses entrées à la préfecture [redacted] s'était [redacted] charger d'espionner les milieux autonomes proches d'Action directe »*. Ces contacts entre les deux frères [redacted] la police expliquent peut-être [redacted] Jean-Claude Krief [redacted] pu [redacted] pro[redacted] le formulaire de procès-verbal et rédiger [redacted] faux.

Mis [redacted] par ce faux, M. René Schérer, qui [redacted] été inculpé le 19 octobre, d'excitation [redacted] mineurs [redacted] la [redacted] d'attentats [redacted] la pudeur, a [redacted] entendu, mercredi 27, par [redacted] Salzmann, le juge d'instruction parisien chargé [redacted] l'affaire [redacted] Coral.

Accompagné [redacted] défenseur, M^e Dominique Jourdain, M. [redacted] déclaré [redacted] sa sortie [redacted] bureau de M. [redacted] : *« Ce qui m'arrive est déconcertant, hallucinant. Ce que cherche le juge, je l'ai compris [redacted]jourd'hui, c'est [redacted] établir l'existence d'un réseau international de pédophilie. [redacted] il n'a pas [redacted] de me dire [redacted] qu'il me reprochait exactement. Il [redacted] évident [redacted] mon inculpation repose, en l'absence d'accusations quelconques [redacted] mineurs, [redacted] celles [redacted] Jean-Claude Krief [redacted] j'ai [redacted] pour la première fois [redacted] les locaux [redacted] police.*

« Je n'ai jamais contesté avoir rencontré Jean-Claude Sigala, le di[redacted] du [redacted] d'Aimargues, soit dans des colloques [redacted] la pédopsychiatrie, [redacted] au Coral même, [redacted] plusieurs reprises, [redacted] je n'ai toutefois jamais séjourné. [redacted] s'agissait de [redacted] intellectuels, [redacted]tre deux écrivains.

« Il est clair que le juge [redacted] fonde [redacted] le contenu de mes écrits et de [redacted] enseignement pour me poursuivre [redacted] raison d'idées qu'il trouve suspectes, mais non [redacted] des faits précis. Ainsi, [redacted] charge de [redacted] preuve [redacted] renversée : c'est à moi de démon[redacted] que je [redacted] suis pas coupable d'actes répréhensibles [redacted] les mineurs ! (...) Le malheur, c'est qu'on ne semble pas se rendre compte du préjudice moral considérable causé de ce fait [redacted] des ennuis familiaux qui peuvent [redacted] résulter. »

[redacted] MARCELLIN :

M. Franceschi se trompe

M. Raymond Marcellin, ancien ministre de l'intérieur, député (U.D.F.) du Morbihan, [redacted] les propos [redacted] du « Club [redacted] la presse » d'Europe 1 [redacted] Joseph Franceschi, secrétaire d'État [redacted] la sécurité publique, [redacted] l'existence, depuis 1971, d'un groupe dit [redacted] « enquêtes réservées », [redacted] sein des Renseignements généraux (*le Monde* du 26 [redacted]bre). M. Franceschi avait présenté [redacted] auditoire des photographies [redacted] dossiers de membres de l'ancienne opposition, dont celui [redacted] M. François Mitterrand, issus, disait-il, des archives [redacted] section spéciale.

M. Marcellin affirme que ces dossiers proviennent en fait de la « [redacted]tion 1 » des Renseignements géné[redacted] de la préfecture [redacted] police, chargée [redacted] enquêtes de routine [redacted] vie politique. Le groupe des « enquêtes réservées », selon l'ancien ministre, [redacted] créé [redacted] 1944 [redacted] a [redacted] maintenu sous l'autorité [redacted] les ministres [redacted] l'intérieur successifs. Il n'aurait jamais suivi, selon M. Marcellin, [redacted] activités [redacted] personnalités du parti socialiste.

Un couple de bijoutiers tué par un malfaiteur

Un couple de bijoutiers de Choisy-le Roi (Val-de-Marne), [redacted] et [redacted] Lucile Deschamps, [redacted] respectivement de soixante [redacted] cinquante-neuf ans, a été [redacted] magasin, 25, boulevard Anatole-France, mercredi 27 octobre, au cours d'une tentative de hold-up commise [redacted] un malfaiteur. Les deux [redacted] tellement [redacted] après que [redacted] Deschamps [redacted] saisi un pistolet de calibre 6,35 [redacted] et tiré [redacted] quatre reprises, atteignant le gangster. Celui-ci, Christian Bernard, vingt-deux [redacted] Orly, [redacted] au cou [redacted] l'abdomen, s'est présenté [redacted] temps après chez un médecin de [redacted] qui l'a [redacted] hospitaliser à l'hôpital Henri-Mondor [redacted] Créteil, [redacted] il a [redacted] placé [redacted] surveillance. Les policiers de [redacted] brigade de répression du banditisme [redacted] déterminer [redacted] Christian Bernard, qui n'a pu [redacted] entendu, avait [redacted] complices qui l'attendaient [redacted] le trottoir, [redacted] l'ont [redacted] témoins. La scène [redacted] hold-up manqué a été entièrement [redacted] une caméra

FONDÉE A BREST

Une association de faillis soutient le projet de réforme de la profession de syndic

De [redacted] envoyée spéciale

[redacted] – [redacted] association [redacted] voir le jour. Dénommée [redacted] nationale [redacted] débiteurs [redacted] de leurs créanciers, cet organisme s'est [redacted] pour but [redacted] *« [redacted] au point [redacted] défense utile face au monopole [redacted] syndics »*, ainsi que l'affirme [redacted] président, M. François Nedelec, ancien failli. *« Nous [redacted] constaté,* [redacted] M. Nedelec, [redacted] syndics vendent [redacted] biens [redacted] débiteurs à vil prix alors qu'ils [redacted] chargés [redacted] défendre les [redacted] société [redacted] faillite [redacted] des créanciers. D'autre part, [redacted] acquis par [redacted] personnes ou [redacted] auxquelles les syndics sont liés ou dont ils deviennent l'avocat. Ces syndics enfreignent la loi en représentant des intérêts contradictoires ». « Qui peut s'opposer à [redacted] pratiques ?*, demande le président de l'association. *« Certainement pas le tribunal [redacted] siègent des [redacted]merçants sans formation juridique. »*

L'association a trouvé un « [redacted] » inattendu en l'Union [redacted]teurs [redacted] Finistère. C'est après [redacted] faillite d'un entrepreneur chargé [redacted] travaux [redacted] un lotissement [redacted] l'Union s'est intéressée [redacted] question. *« L'expert envoyé par le syndic a tenté de [redacted] intimider,* [redacted] André Le Meur. *Il voulait [redacted] faire payer [redacted] logements [redacted] francs supplémentaires. Nous sommes aussi consommateurs de justice et nous [redacted] engagé depuis lors un certain nombre d'actions pour [redacted] en échec [redacted] pratiques. »*

[redacted] le procureur [redacted] la République [redacted] Brest, M. André Couilleau, *« [redacted] réforme de l'institution des syndics [redacted] souhaitable, [redacted] la loi [redacted] 13 juillet 1967 [redacted] insuffisante [redacted] elle [redacted] prévoit qu'un contrôle a posteriori. Depuis [redacted] 15 octobre 1981, [redacted] des pouvoirs d'intervention a priori. »* Le [redacted] public peut [redacted] solliciter [redacted] remplacement [redacted] syndic ou d'un curateur. Le syndic, [redacted] l'autorisation [redacted] tribunal [redacted] le [redacted] au procureur [redacted] observ[redacted]. Enfin, il [redacted] faire état de toutes les solutions dont il [redacted] saisi par [redacted] de sauvegarder [redacted] de [redacted] entreprises [redacted].

Les [redacted] plus seuls [redacted] être pris en compte dans les [redacted]. Désormais, [redacted] voix [redacted] débiteurs, [redacted] salariés, [redacted] entendre. Chacun attend la « réforme [redacted] syndics » qui [redacted] tenir compte [redacted] cette situation, limiter et contrôler les pouvoirs [redacted] auxiliaires de justice. Mais, d'ores [redacted] déjà, [redacted] se voit attribuer [redacted] rôle d'arbitre : *« Nous n'avons,* remarque M. Couilleau, *[redacted] compétence économique [redacted] commerciale ni le temps [redacted] pour [redacted] ces dossiers [redacted] le souhaiterions ».*

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

BIBLIOGRAPHIE

UN LIVRE DE [redacted] SOULEZ LARIVIÈRE

L'avocat devant ses miroirs

La quarantaine, dix-sept ans [redacted] barreau à Paris, un [redacted] qui « tourne 5 », comme on dit dans le jargon des palais. Daniel Soulez Larivière aurait pu se satisfaire de cette réussite honnête. Tant de ses confrères ont déjà écrit sur ce métier et ses paradoxes avec des fortunes diverses. Le voilà qui s'y met à son tour. Mais sous un titre qui est volontairement un barbarisme, *l'Avocature*, il livre bien autre chose que des souvenirs [redacted] réflexion sur la condition d'avocat, qu'il soumet à ses pairs et tout autant au [redacted] judiciaire et au public, ne se [redacted] d'une expérience personnelle déjà grande. Il a voulu, tel un enquêteur, écouter aussi des confrères, connaître leurs réponses aux interrogations qu'il se posait. Il a même élargi sa quête aux États-Unis et à la République fédérale d'Allemagne.

Quête scrupuleuse, ardente, pour une tentative de réponse à cette interpellation de plus en plus répan[redacted] : *« Maître, [redacted] pouvez-vous défendre ? »* Quête passionnante aussi, qui [redacted] l'assurance tranquille des uns aux [redacted] et à l'inconfort [redacted]tellectuel des autres. Et, [redacted] le livre sort des sentiers battus, [redacted] d'une richesse nouvelle, interpelle une situation contemporaine comme bien peu avant lui.

Qu'est-ce qui fait courir l'avocat, qu'il plaide un divorce ou une affaire politique, un dossier de baux ruraux ou l'affaire d'assises attendue par les foules [redacted] L'argent, la jouissance, le plaisir ? [redacted] psychanalyse n'aurait-elle pas son mot [redacted] dire ? Daniel [redacted]lez Larivière a écouté, un peu ébahi, Jean-Pierre Winter lui expliquer que, entre la loi et le juge, l'avocat serait un peu pareil [redacted] l'enfant d'un inceste. *Mais c'est aussi en interrogeant pêle-mêle* Klaus Croissant, l'avocat emprisonné de la Fraction armée rouge allemande et ceux qui furent défenseurs, en France, des militants du F.L.N. algérien, comme ceux qui plaidèrent pour l'O.A.S., qu'il [redacted] pu constater que *« les [redacted] défense dépendent bien [redacted] ce [redacted] l'on défend »*.

Ainsi sont posées les questions majeures à la lumière de quelques points d'orgue judiciaires, *mais aussi* les questions ordinaires, quotidiennes, pour tenter de fixer le [redacted] de l'avocat qui, de toute façon, [redacted] dispose, quel que soit le régime, que d'un pouvoir limité que lui [redacted] consenti l'État. L'ambiguïté naît de ce constat fondamental. *« Contre-pouvoir [redacted] service [redacted] citoyens,* écrit Daniel Soulez Larivière, *l'avocat, par son action, gêne l'État et son appareil répressif. Mais, inversement, ou complémentairement, sa présence rend possible l'adhésion des citoyens au système social. »* Ainsi, serait-il, selon les causes et les sociétés, tout [redacted] la fois *« l'huile dans le moteur »* et *« le sable dans les engrenages »*. Il [redacted] pour lui de bien mesurer cette difficulté. *« Si l'État lui concède quelques privilèges destinés [redacted] consolider l'ordre public »*, l'avocat doit en [redacted] la force, [redacted] ligne de [redacted] le permis et le [redacted]. Si l'avocat [redacted] *« trop en-deçà, [redacted] n'est qu'une canaille. S'il [redacted] trop [redacted]delà, il peut être un proscrit ».*

Cette thèse de l'avocat « agent de l'ordre public », [redacted] réponse [redacted] l'agaçant *« Maître, [redacted] défendre ? »*, [redacted] Larivière [redacted] plus aisément que son propos ne remet pas en cause l'institution judiciaire et ses fondements. Observateur lucide, autant de lui-même que des [redacted] d'un [redacted] où, au [redacted], il n'oublie [redacted] Georges Izard, [redacted] *« l'on [redacted] l'avocat [redacted] in[redacted] for-tunés »*, il en perçoit [redacted] vanités, [redacted] au[redacted]. Comme d'autres [redacted] qui ne prétendent [redacted] intemporels, *l'Avocature* [redacted] sans doute, [redacted] d'être un témoignage [redacted] *l'époque [redacted] laquelle il [redacted]*, dont il [redacted] imprégné, [redacted] qui [redacted] raison d'écrire [redacted]. En [redacted]tendant, [redacted] parler [redacted], debout devant le zinc ou dans la quiétude des dîners en ville, *l'Avocature* [redacted] aider.

[redacted] THEOLLERE.

★ *L'Avocature*, de Daniel Soulez Larivière, Ramsay, 400 pages, 78 [redacted].

AU TRIBUNAL DE PARIS

Les enfants-acteurs d'Alain Delon

L'acteur et producteur Alain Delon [redacted] cité, le mercredi 27 octobre, devant la trente et unième chambre correctionnelle de Paris, pour *« infraction au code du travail »*. Il lui était reproché d'avoir [redacted] tour[redacted], en 1977, quatre en[redacted] d'âge [redacted] sans [redacted] reçu l'autorisation [redacted] obligatoire [redacted] pareil [redacted] dira, le 17 novembre, si sa négligence mérite sanction.

Lorsqu'on n'est rien moins qu'une *« institution nationale »*, pour reprendre les termes choisis par le ministère public afin de qualifier le prévenu, absent de l'audience pour cause de tour[redacted] l'étranger, on [redacted] montrer l'exemple... Or, lorsqu'est donné [redacted] premier [redacted] manivelle, en septem[redacted] 1977, de [redacted] *fants regardent*, un film réalisé [redacted] Serge Leroy sur [redacted] de Christopher Frank, adapté d'un roman noir [redacted] de [redacted] Koenig, [redacted] producteur — [redacted] ce seul titre qu'il était cité — et acteur, n'a pas en poche les autorisations préalables obligatoires à quiconque veut employer dans un spectacle des enfants d'âge scolaire. Ils sont quatre, Sophie Renoir, alors âgée de treize ans, Richard constantini, son cadet de six mois, Thierry Turchet, neuf ans et Tiphaine Leroux, cinq ans.

Le [redacted] août 1977, la commission [redacted] *hoc* prévue [redacted] (1) a émis, à l'unanimité, un premier [redacted] défavorable, jugeant *« très morbide »* l'atmosphère du film, dont elle estime les dialogues *« vulgaires et choquants »*. Alain Delon demande un deuxième examen, mais, le 5 septembre suivant, avant que la commission se soit prononcée de nouveau, il décide de donner le feu vert et le tournage commence. Le jour même, la commission rend un second avis, *identique au premier*.

Le ministère public a estimé [redacted] le producteur avait *« fait bien peu de cas de la loi »*, donnant ainsi *« un très mauvais exemple »*, et que la désinvolture d'Alain Delon devait être sanctionnée par une amende de 15 000 francs. Pour M^e Georges Kiejman, avocat de l'acteur et producteur, il y a malentendu, et il va insister sur le fait que *« ce que ressent le spectateur ne saurait ressembler en rien à ce que [redacted] les [redacted] au moment du tournage »*, seraient-ils de jeunes enfants.

Et puis, si ce film était *« nocif »* [redacted] Claude Renoir, qui en a été l'opérateur, aurait-il laissé Sophie, sa propre fille, y participer ? Non, conclura M^e Kiejman, *ces enfants-acteurs n'ont « en rien souffert de leur participation »*, ce que prouve sans conteste les expertises qui ont été faites par la suite. *« Une peine extrêmement symbolique »*, voilà ce que souhaite la défense. Le tribunal s'est donné trois semaines pour y réfléchir.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Sont représentés à cette commission [redacted] préfet, le président du tribunal pour enfants, la direction de l'enseignement, la direction du travail, la [redacted] de [redacted] sanitaire et sociale, ainsi que les mi[redacted] affaires culturelles et de l'information.

CORRESPONDANCE

Le différend Han Suyin-Claude Roy

Usant de son droit de réponse, [redacted] Suyin, écrivain, nous a adressé la lettre suivante :

Dans le numéro du 8 octobre, du journal *le Monde*, vous avez cru pouvoir indiquer que M. Claude Roy avait gagné le procès en diffamation que je lui avais intenté, à raison des écrits qu'il avait publiés dans *le Nouvel Observateur*.

Il m'apparaît nécessaire que vous portiez à la connaissance du public les termes exacts de la décision rendue par la cour d'appel de Paris. La cour d'appel de Paris a, en effet, constaté que Claude Roy m'avait diffamée en écrivant que je n'aurais pas dit la vérité sur la Chine et la révolution culturelle.

La cour [redacted] Paris a, également, constaté que Claude Roy ne rapportait [redacted] la preuve de ses imputations. Si la cour de Paris m'a débou[redacted] de ma demande, c'est [redacted] qu'elle a estimé que Claude Roy avait exercé un droit de critique et aurait donc agi avec sincérité. Je compte, bien évidemment, soumettre ce point à la Cour de cassation.

Par contre, la cour de Paris a jugé que si je devais supporter les dépens, c'est-à-dire les frais de procédure du procès, il n'était nullement inéquitable de laisser à la charge de Claude Roy les sommes qu'il avait dû exposer pour sa défense. Claude Roy a donc été débouté de sa demande reconventionnelle, la cour ayant pris le soin de préciser que le ton adopté par Claude Roy était *« particulièrement brutal et déplaisant »*.

Faits et jugements

■ *Au Conseil supérieur du notariat*, [redacted] Paul Chardon, de [redacted] a été élu président le 26 octobre en remplacement de M^e Jacques Bernard.

■ *M. Alain Plantey a été réintégré au Conseil d'État* par décision du conseil des ministres du 27 octobre. Il était secrétaire général adjoint de l'Union de l'Europe occidentale, poste où il vient d'être remplacé par M. Eric Hinterman (*le Monde* daté 10-11 octobre).

● *Avis favorable à l'extradition d'un Suisse.* La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mercredi 27 octobre, un avis favorable à l'extradition de M. Jacques Fasel, trente ans, réclamé par les autorités helvétiques. La décision appartient désormais au gouvernement français, qui dispose d'un mois pour la prendre. La justice helvétique reproche à M. Fasel quelque soixante-seize infractions — parmi lesquelles [redacted] nombreux vols [redacted] vols qualifiés — pour lesquelles il a été condamné par défaut à vingt [redacted] d'emprisonnement. La cour a estimé que, contrairement aux déclarations de M. Fasel, militant anarchiste qui affirme que ses actes ont un [redacted] politique (*le Monde* [redacted] 1^{er} octobre), cette affaire était de pur droit commun.

● *Auteur présumé de détournement de fonds publics*, M. Michel Jacquelet, quarante et un ans, secrétaire du Syndicat mixte d'aménagement rural de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), a été inculpé et écroué à la maison d'arrêt de Lisieux, mercredi 27 octobre. L'ampleur des prélèvements reprochés à M. Jacquelet et opérés sur les fonds du syndicat, se situerait autour d'un million de francs. — (*Corresp.*)

■ *Attentat contre un local du P.C.F. [redacted] l'Aube.* — Plusieurs [redacted] touches de chevrotines ont été tirées, le mardi 26 octobre, vers [redacted] heures, contre la fenêtre d'un local commun à la *fédération departeme*[redacted] P.C. de l'Aube et au journal [redacted] *pêche de l'Aube*, à Troyes. Les dégâts sont peu importants et les coups de feu n'ont fait aucun blessé, le local comme la rue étant [redacted] à cette heure tardive.

● *Une ressortissante française*, Mme Chantal Sitruk, vingt-neuf ans, a été tuée, samedi [redacted] octobre, [redacted] Jérusalem, au cours d'un épisode [redacted] la guerre des gangs. La jeune femme, originaire de Courbevoie (Hauts-de-Seine), avait é[redacted] arrêtée en Israël il y a deux mois pour détention de drogue, puis relâchée. Son compagnon, M. Zion Dahan, est, selon la formule consacrée, *« bien connu des services de police israéliens. »* — (*A.F.P.*)

Le Monde

LIVRES

La dernière prouesse de Jacques Laurent

● *L'insolite au cœur du quotidien*

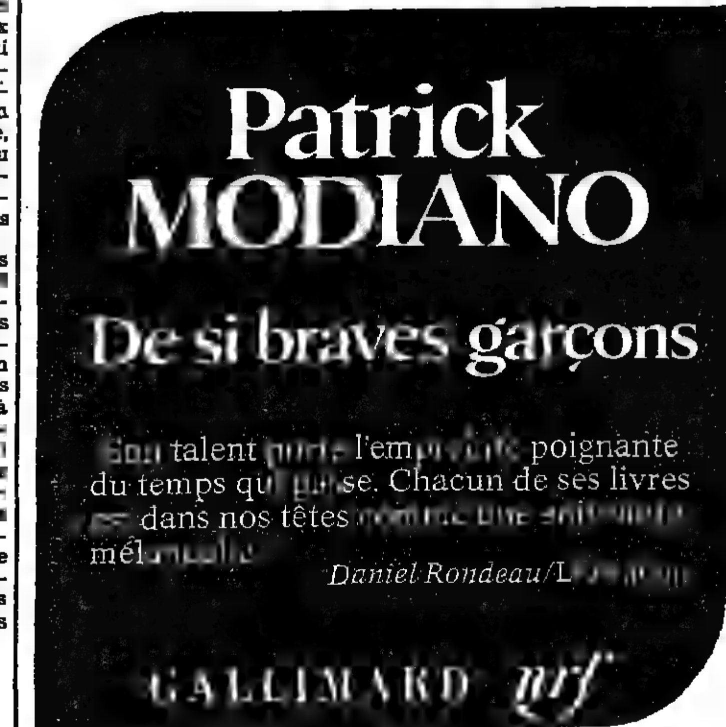
LA plus délicieuse des fantaisies préside au dernier roman de Jacques Laurent, qui enchaîne avec une grâce parfaite, tant elle est libre et désinvolte, [redacted] motifs, les situations, les sentiments, les objets, les réflexions, les digressions, les rebondissements de l'action, les plus inattendus et les plus hétéroclites, autour d'un personnage féminin, hautement insolite, qu'on verrait bien appartenir au monde de Giraudoux.

Pour que vous jugiez tout de suite de l'art du magicien, sachez qu'on glisse, dans ce livre, des sculptures de Rodin et de leur érotisme aux vitrines esthétiques des charcutiers, des rues de Paris aux vieilles demeures de Touraine, des figurines d'animaux qu'on dispose à son gré aux chatons bien vivants qui vous imposent leur loi, des aventures délicatement épicées de la drague à l'amour absolu, de l'indifférence parisienne à la férocité campagnarde, de l'art à la vie, de l'ordre froid à la passion. L'arabesque qui relie ces pôles opposés témoigne d'un tel naturel que ce petit roman tout entier coulé dans l'humour, l'ironie, la tendresse, me paraît une grande réussite.

Les Dimanches de Mlle Beaunon sont une bouture des *Sous-ensembles flous*, foisonnant et pathétique massif romanesque où Jacques Laurent, à la poursuite de lui-même, s'affrontait à la mort. Il en est la version courte et rose. L'ironie commence à cette greffe-là. C'est le personnage le plus anodin des *Sous-ensembles flous* que l'auteur a choisi d'exhiber. Mlle Beaunon — Beaucon avant que le Conseil d'État intervienne — était la secrétaire de ce Paul Bâche que nous avons vu mourir d'un rarissime cancer du cœur dans l'avion qui le ramenait de Tahiti en France. Elle passait inaperçue entre toutes les femmes, hautes en couleur, qui accompagnaient le héros dans sa marche à la mort. Mais on connaissait déjà son goût pour les reproductions d'animaux. Au cours de son dernier voyage, Paul Bâche avait acheté pour elle, à l'aéroport de Montréal, un caribou en [redacted] que nous [redacted] installer ici, quelques jours après les obsèques de son patron bien-aimé, sur un piédestal pour le distinguer [redacted] l'arche [redacted] qu'en pierre ou en plastique elle possède déjà.

L'autre sourire, [redacted] insistant, [redacted] la contradiction [redacted] les apparences de Mlle Beaunon et sa vérité intime. Tout le monde, dans sa famille, [redacted] bureau, [redacted] l'immeuble, [redacted] croit [redacted] cinquante ans et aussi transparente qu'irréprochable dans sa conduite. Or Mlle Beaunon, méthodique et froide, est une fabulatrice et une sensuelle : le dimanche, sans rien abdiquer de sa dignité ni de son indépendance, elle racole dans les musées. Si tout va bien, elle se [redacted] bras d'un inconnu [redacted] la [redacted] et qu'elle s'interdit [redacted] l'avoir abusé [redacted] Mlle Beaunon [redacted] séparé, une fois pour toutes, [redacted] exigences du [redacted] l'esprit et [redacted] cœur. Elle ne mélange [redacted] Elle [redacted] vit [redacted]

Le premier dimanche après [redacted] funérailles [redacted] Paul Bâche, avec [redacted] n'a eu [redacted] complicité [redacted] le travail, [redacted] drague [redacted] un amant de rencontre qui, ma foi, fait très bien son affaire. Elle [redacted] liquide néanmoins [redacted] lui racontant des balivernes, quitte [redacted] le regretter plus tard. De leur échange sans lendemain, lui est resté frappé.



● Dessin [redacted]

[redacted] suivants sont [redacted] au [redacted] du défunt : par [redacted] vol [redacted] transaction, Mlle Beaunon se [redacted] qui [redacted] d'elle la présence [redacted] son patron. Le quatrième dimanche, [redacted] fidé[redacted] au disparu [redacted] condamne [redacted] une [redacted] Paul Bâche adorait. Elle [redacted] prénomme Agnès, ce qui depuis [redacted] les petits [redacted] la mort.

[redacted] lors, [redacted] péripéties commencent. [redacted] calme [redacted] si organisée [redacted] Mlle Beaunon [redacted] trouver bouleversée. A [redacted] Agnès [redacted] bientôt Miaouche — [redacted] un [redacted] l'autre, — [redacted] passion, les affres, la jalousie, la socia[redacted] insurmontables, [redacted] changements [redacted] vie, [redacted] transplantations, les échecs, [redacted] victoires, [redacted] drame. [redacted] deux [redacted] finiront crucifiées [redacted] porte [redacted] la [redacted] Paul [redacted] Mlle Beaunon [redacted] achetée pour les faire vivre en paix. [redacted] la Tiffauge, [redacted] paysanne, qui [redacted] responsable [redacted] forfait.

De [redacted] qui [redacted] Mlle [redacted] désespoir [redacted] l'incite au [redacted] — un [redacted] plus — [redacted] fin [redacted] partenaire [redacted] Rodin, [redacted] fois, [redacted] appris [redacted] de ses chattes, elle le garde. Il [redacted] jamais hâter [redacted] décision irrémédiable.

Cette [redacted] femme qui s'enroule autour d'une histoire [redacted] chats, parce qu'elle leur ressemble, tient d'un conte [redacted] merveilleux [redacted] contre[redacted] réalisme [redacted] récit. [redacted] quotidien d'aujourd'hui, [redacted] jusqu'à ses [redacted] langage, [redacted] nous [redacted] montré, [redacted] que la même [redacted] d'observation capte [redacted] comportements [redacted] déconcertantes conduites humaines. La douce ironie qui irise ce [redacted] vient aussi de cette [redacted]

Et [redacted] s'accomplit [redacted] l'art qu'a [redacted] de [redacted] du [redacted] à [redacted] légèreté. L'amour, [redacted] mort, la [redacted] ce texte enjoué qui vagabonde et [redacted] nous [redacted] qu'il est toujours [redacted] tôt [redacted] se [redacted].

JACQUELINE PIATIER.

★ LES DIMANCHES DE Mlle [redacted], par Jacques Lau[redacted] 246 pages, [redacted]

Le bon roi Henri

● *Toute une époque à travers un homme.*

HENRI IV, bizarrement, me fait penser à tel personnage des romans de Dashiell Hammett ou de Raymond Chandler, bref à ces détectives miteux dont l'imperméable est râpé ; séparés d'épouses qui vivent à l'autre bout du pays ; poursuivant avec des dames qui les trompent quelques galanteries minables ; généralement sans le sou ; rossés par leur adversaire ou par leur client ; et qui pour[redacted] à force d'ingéniosité, d'astuce, de courage physique, de chance, d'énergie, d'intuition, [redacted] la partie, voire raflent la mise.

Tallemant des Réaux avait décrit, dès le dix-septième siècle, un Henri IV coureur, cocu, humain, puant, bienveillant, larron, kleptomane et mal lavé ; cet auteur avait déjà senti la dimension épique et dérisoire du personnage. Babelon, dans un gros livre d'impeccable savoir, est proche, sur [redacted] point, du Tallemant [redacted] mais il n'entretient pas [redacted] Vert-Galant [redacted] préventions huguenotes que [redacted] un prince renégat [redacted] protestant qu'était [redacted] mille[redacted] sa « brique », [redacted] le premier monarque [redacted] Ainsi se [redacted] le vieil [redacted] de [redacted] biographie, en sa formule usée mais toujours topique : « *Faire revivre une époque à* [redacted] »

Et quelle époque ! Sur ce point Babelon, [redacted] puissants dépouillements d'archives et bibliographiques, n'a [redacted] lésiné. J'aurais trouvé mesquin de ramener le temps d'Henri IV à cette [redacted] vingtaine d'années qui [redacted] de l'assassinat d'Henri III [redacted] la [redacted] violente [redacted] Béarnais (1610). En fait, le « règne » symbolique du héros commence avec son [redacted] navarraise, au milieu du sei[redacted] siècle : [redacted] lors, on nous mène au petit trot jusqu'au [redacted] régicide de Ravaillac, « *qui avait la barbe rousse et les* [redacted] *dorés, espèce* [redacted] *fainéant* [redacted] *flamande, qui* [redacted] *toujours une épée,* [redacted] *mélancolique* [redacted] *conversation* » (Tallemant [redacted] Réaux, *[redacted]riettes*, Éd. [redacted] la [redacted] I, p. 9).

Un petit Gascon tiré [redacted] hue et à dia

Le destin d'Henri IV est improbable. [redacted] milieu [redacted] seizième [redacted] comme [redacted] que [redacted] lointain cousin [redacted] régnants. [redacted] un petit [redacted] Occitan comme [redacted] aujourd'hui, bilingue et bien [redacted] (contrairement à tel préjugé, son expression française comporte peu de gasconnismes involontaires). Déjà les hasards de l'enfance l'on rendu velours à deux poils, dédoublé d'oc et d'oïl, de la cour de Blois et de celle de Navarre, en attendant que les avatars des deux religions fassent plus complexe encore sa personnalité puis son devenir.

L'enfant a vu briller [redacted] derniers [redacted] du « beau seizième siècle », [redacted] époque superbe [redacted] déjà difficile du règne d'Henri II, aux années 1550 ; la France était pleine comme un œuf, peut-être vingt millions d'habitants ; elle était forte de ses blés, de ses draps, de ses laboureurs et artisans ; mais dès cette paix finissante, le royaume était en proie à la paupérisation des petites gens ; leur entassement démographique, comme aujourd'hui dans une portion du tiers-monde, effondrait le niveau de vie populaire.

Surgissent [redacted] guerres de religion dont [redacted] nous [redacted] l'[redacted] des [redacted] « pavé », l'intelligente, intelligible [redacted] pourtant difficile chronologie. [redacted] tiraillé [redacted] hue [redacted] fanatiquement protestante ; [redacted] partie du Béarn ; il [redacted] dia [redacted] papistes de la cour de Valois [redacted] premier [redacted] desquels figure [redacted] Médicis, matrone longtemps [redacted] Le jeune prince change donc plusieurs [redacted] de religion [redacted] catholique ou [redacted] hugenot qui [redacted] sa résidence.

Ces variations d'Églises peuvent paraître *a priori* déconcer[redacted] ou même ridicules ; mais [redacted] (pour *me* permettre, une fois [redacted] expression grandiloquente) [redacted] *chance* [redacted] *la France* ». Dans un royaume [redacted] vit, [redacted] 1560, à [redacted] quinze à dix-huit millions [redacted] catholiques, une indéracinable minorité de plus d'un million de protestants, il n'est pas mauvais que [redacted] futur monarque ait [redacted] allégeances ; d'autant plus — et sur ce point les affirmations de Babelon paraissent pertinentes — que la foi de ce prince ne s'est pas affaiblie mais plutôt renforcée [redacted] la suite de [redacted] d'imprégna[redacted] religieuses, [redacted] contra[redacted]

Les mal-contents [redacted] Saint-Barthélemy

Henri passe [redacted] plusieurs reprises de la créance de Genève à celle de Rome et vice versa ; il en devient, somme toute, doublement chrétien, « roi très-chrétien », et cela quel que soit par ailleurs le caractère sautillant de ses mœurs, [redacted] qu'il [redacted] Corisande, Marie, Gabrielle, Henriette, [redacted]

[redacted] tout cela, un grand tour[redacted] : la Saint-Barthélemy. L'événement est abominable, mais [redacted] son époque ; il faut lui rendre ses dimensions, [redacted] pourtant limitées. L'unité [redacted] du trépas violent, [redacted] temps-là, c'est [redacted] dizaine [redacted] milliers [redacted] tués, ce n'est [redacted] encore [redacted] ou davantage, [redacted] *Mégamort*, comme il arrivera trop souvent, hélas ! [redacted] vingtième siècle. [redacted] Saint-Barthélemy [redacted] un parti [redacted] déçus [redacted] mal-contents ; ils n'aiment ni [redacted] outrances du papisme dur [redacted] la huguenoterie : celle-ci [redacted] d'un certain [redacted]nir mais n'a [redacted] conquis [redacted] majorité [redacted]

[redacted] « centrisme » [redacted] pendant [redacted] années 1570 ; il porte en creux [redacted] Henri qui n'a jamais confondu [redacted] foi pro[redacted] idéologique. De ce point de vue, Babelon évoque, [redacted] d'une phrase, [redacted] personne « gaullienne » du Béarnais. La [redacted] au président-connétable [redacted] 1960, malgré son anachronisme, n'est pas déplacée. [redacted] oblige...

[redacted] contraste, [redacted] ligueurs catholiques des années [redacted] apparaissent populistes et fanatiques, voire [redacted] Ils accomplissent à merveille l'organisation [redacted] passion jaillie [redacted] foules [redacted] croyances mobilisatrices en un au-delà rédempteur. Babelon, autre [redacted] que [redacted] me gard[redacted] lui reprocher, [redacted] à ce [redacted] à la décharge [redacted] ligue parisienne, qu'elle engen[redacted] aussi [redacted] Contre-Réforme acculturante d'un proche dix-septième [redacted] autour [redacted] figures bourgeoises, urbaines [redacted] pieuses comme [redacted] de Mme Acarie...

EMMANUEL LE ROY-LADURIE.

(Lire la [redacted] 19.)

le feuilleton

« EN HAINE DU ROMAN »

de Marthe Robert

Flaubert, bâtard ou enfant trouvé ?

TOUT [redacted] dit [redacted] Flaubert. Marthe [redacted] a jugé que non. *En* [redacted] montre qu'elle n'avait [redacted] tort ; et que, [redacted] lieu [redacted] cultiver [redacted] ou paradoxes, la recherche [redacted] piocher [redacted]

L'ermite de Croisset [redacted] tellement répété [redacted] prouvé qu'il se [redacted] l'art par haine [redacted] vie qu'on a [redacted] doce harassant [redacted] simple trait [redacted] caractère, d'époque, [redacted] négligé [redacted] causes profondes [redacted] l'œuvre [redacted] trahit [redacted] subit. C'est [redacted] lacune que l'auteur [redacted] *origines* tend [redacted] combler, en appliquant [redacted] grille familière du [redacted] familial » selon Freud aux [redacted] jeunesse [redacted] la [redacted]pondance — de préférence [redacted] romans de la maturité, [redacted] l'écrivain met [redacted] point d'honneur à se dissimuler, autant [redacted] Dieu [redacted] Création.

LE dégoût [redacted] Flaubert [redacted] la vie [redacted] treize à cinquante ans. Il explique [redacted] « *embêtement radical* », [redacted] englobe [redacted] procréation. L'idée [redacted] père, quand Louise [redacted] l'en [redacted] lui [redacted] horreur. Il [redacted] parents [redacted] l'avoir engendré. C'est toute [redacted] qu'il maudit. Il a songé [redacted] châtrer, adolescent, [redacted] approcher [redacted] femme. L'ascète lyrique ne [redacted] bon vivant [redacted] blagueur que par bouffées. C'est [redacted] pour ne [redacted] vivre qu'il [redacted] réfugie [redacted] la littérature.

Cette répugnance, où Sartre voyait un « *trucage* [redacted] » délibéré, procéderait d'une [redacted] insurmontable. En [redacted] comme on [redacted] un patient sur le divan, notamment [redacted] rapprochant [redacted] rêves [redacted] fantasmes [redacted] d'avant [redacted] dix-septième année — *Voyage* [redacted] *enfer, Prélude* [redacted] *Smarh,* [redacted] *parfum* [redacted] *sentir, Quidquid volueris,* [redacted] *Marguerite* [redacted] *Bourgogne, Mémoires d'un fou,* — Marthe [redacted] croit pouvoir établir un diagnostic précis.

[redacted] qu'il apprend le [redacted] de [redacted] naissance, le petit Gustave [redacted] bouder [redacted] vie, détrône [redacted] parents du ciel [redacted] avait installés, les [redacted] d'avoir [redacted] lui un [redacted] physiquement et [redacted] taré, [redacted]

par Bertrand Poirot-Delpech

stupeur, [redacted] lourdes rêveries, d'absence prolongée. Les moque[redacted] que lui valent ces prostrations l'affermissent dans [redacted] conviction secrète, déjà bien [redacted] que l' « ailleurs » de l'écriture le [redacted] et le [redacted] en lui assurant la possession du monde et une puissance inégalée ; [redacted] que l'amour [redacted] pour la [redacted] Elsa Schlesinger vaut [redacted] les accomplis[redacted] et l'accouplement, « *la plus* [redacted] *des bêtises* ».

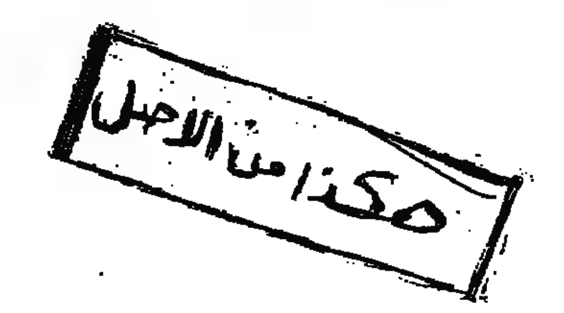
MARTHE ROBERT développe, à [redacted] de Flaubert, la [redacted] « roman familial » qu'elle [redacted] exposée [redacted] *origines*, et qui peut [redacted] résumer ainsi : pour [redacted] la déception [redacted] voir ses parents tels qu'ils sont, [redacted] enfant [redacted] à [redacted] fantasmes, [redacted] de se croire [redacted] *trouvé*, c'est-à-dire sans père ni [redacted] connus, et celui de s'imaginer [redacted] c'est-à-dire issu [redacted] mère, abandonnée, et [redacted] par l'adultère.

Il en découle [redacted] l'existence. L'enfant trouvé boude la vie, les [redacted] la sexualité, il croit [redacted] la toute-puissance de [redacted] pensée, vise l'infini, [redacted] pour l'idée, croit [redacted] surhumain ; en littérature, [redacted] Don Quichotte [redacted] le rêve au-dessus du réel, [redacted] huriade métaphysique au-dessus [redacted] choses [redacted] la vie. Le bâtard, [redacted] contraire, entend régner [redacted] réalité, conquérir [redacted] femmes [redacted] les pouvoirs, agir [redacted] l'histoire [redacted] le monde, prosaïquement, en rêveur sec.

Il arrive qu'un même être cultive, [redacted] ou [redacted] alternance, [redacted] deux [redacted] contradictoires. C'est le [redacted] Flaubert. Avant [redacted] s'illustrer respectivement [redacted] *Tentation* [redacted] *Antoine* et dans *l'Education sentimentale* ou *Bovary*, l'enfant trouvé [redacted] le [redacted] coexistent, non [redacted] peine, [redacted] personnage [redacted] Djalioh [redacted] Monsieur Paul. Aucun d'eux [redacted] viendra jamais à bout [redacted] l'autre. Leur [redacted] ouvert [redacted] cœur du tourment [redacted] Flaubert, [redacted] du [redacted] créateur par lequel il espère [redacted] délivrer.

CETTE explication par [redacted] névrose n'exclut pas que l'écrivain [redacted] souffert d'affections organiques. Contrairement à Sartre, qui prête [redacted] dons [redacted] comédien, lors [redacted] 1844, Marthe [redacted] croit [redacted] l'existence [redacted] *symptômes épileptiques* aussi objectifs, sinon [redacted] graves, que [redacted] : idéation [redacted] dans un corps puissant, [redacted] caractéristiques, recours [redacted] saignées [redacted] l'huile de ricin...

(Lire la [redacted] page 15.)



la vie littéraire

Planant !

Les Anglo-Saxons [redacted] « [redacted] » (baratin) le texte que nous [redacted] lions autrefois « prière [redacted] » [redacted] qui, [redacted] en quatrième de couverture, [redacted] supposé [redacted] de lire. Les PUF, [redacted] d'Emmanuel [redacted] (collection « Epiméthée »), donnent un bel exemple de « blurb » philosophique :

« La [redacted] merveilles [redacted] plus que l'étant soit, c'est que le monde soit comme nous, [redacted] nature comme la liberté, et inversement. [redacted] un [redacted] il y a principalement l'homme, disait Sartre ; sur quoi Heidegger : nous sommes sur un plan où [redacted] a principalement [redacted] —, l'être est le plan ; mais je demande : avant toute nomination du plan, même et surtout du nom [redacted] de [redacted], ce nom [redacted] complè[redacted] transmué, ne s'impose-t-il [redacted] s'enquérir de la planéité du plan lui-même ?

» Et la finitude propre au présent peut-elle, hic et nunc, *dépasser le « niveau » de cette question préalable ? Non : [redacted], dans [redacted] modernité,* sur un plan où il y a principalement le plan ; *le plan est le tableau.*

» [redacted] : [redacted] « *tragique* ». Incipit *Van Gogh.* » — M. C.

Miller écartelé

[redacted] plus [redacted] œuvres [redacted] Henry Miller en [redacted]. On en [redacted] Gallimard, [redacted] Losfeld, Christian Bourgois, [redacted] Buchet-Chastel, P.-J. [redacted] il semblait, naguère, [redacted] l'on [redacted] félicitait, que [redacted] allait [redacted] groupé [redacted] : Hachette [redacted] tout remis en cause. Et voici que [redacted] publie [redacted] le titre *l'Œil qui voyage*, un [redacted] de récits divers, [redacted] par Martine Leroy [redacted] inédits. [redacted] nous [redacted] depuis longtemps, l'un [redacted] : [redacted] *Dieppe-Newhaven*, qui fait partie de *Max and the White* [redacted], publié en 1938 par [redacted] Press, traduit chez nous en 1947 par Jan-[redacted] Lefaure pour les Editions [redacted] Chêne, puis en [redacted] dans la version de Georges Belmont, l'un [redacted] meilleurs traducteurs [redacted] Miller, [redacted]. Tout cela [redacted] l'incohérence [redacted] désordre. — F.-J. TEMPLE.

Une biographie de Thomas Hardy

Une énorme biographie consacrée [redacted] Thomas Hardy [redacted] paraître [redacted] University [redacted]. Son auteur, [redacted] est, [redacted] Richard [redacted] Purdy, [redacted] meilleur spécialiste de [redacted] anglais.

Millgate [redacted] pour ce [redacted] biographiques [redacted] connus [redacted] *Correspond*[redacted] la « biographie » de [redacted] Emily Hardy). Mais il nous [redacted] inédits [redacted] ce jour : des lettres, des témoi[redacted] journaux. Bref, un [redacted] travail [redacted] fourmi ! L'autre [redacted] travail concerne [redacted] qui, [redacted] proche du récit, évoque [redacted] points [redacted] Hardy. Ici, [redacted] par l'environnement [redacted] quelques personnages-clés apparaît [redacted]

La [redacted] singulier [redacted] celui [redacted] romancier, Jemina Hand : [redacted] que [redacted] restent [redacted] Thomas [redacted] suivra [redacted] ses recom[redacted] sera [redacted] comme nous l'apprend [redacted] Millgate. Mais le [redacted] renard » du [redacted] d'autres plaisirs !

Certes, [redacted] ne peut s'empêcher d'émettre quelques [redacted] sur les *interprétations qu'avance Millgate* [redacted] personnage du romancier (notamment [redacted] vie intime). Mais [redacted] point [redacted] secondaire — [redacted] toujours sujet à [redacted] dans [redacted] *biographies* — en [redacted] de la somme [redacted] que nous pro[redacted] Michael Millgate. — BERNARD GENIES.

★ THOMAS HARDY, A BIOGRAPHY, [redacted] Michael Millgate, Oxford University Press, 642 pages.

Mille [redacted] une femmes.

« Encore une ! », dira-t-on. [redacted] une col[redacted] *romans*, [redacted] femmes, pour [redacted]

[redacted] se tromperait. [redacted] qu'Anne-[redacted] s'apprêtent à *publier au Mercure* [redacted] *ne prétendent* [redacted] un [redacted] regard, une [redacted], à [redacted] ou [redacted] *raison, comme propres au deuxième* [redacted]. Il s'agit [redacted] un [redacted] son [redacted] cloche, celui [redacted] majorité, [redacted] aujourd'hui impatiente [redacted] loguer. [redacted] ou [redacted] parallèle, [redacted] hommes [redacted] qui [redacted] rapports, aspirent à en [redacted]

[redacted] paraître : [redacted] *sol*, [redacted] Wajsbrot, une fiction [redacted] Virginia [redacted] la principale héroïne.

A [redacted] : [redacted] *Pseudo-Mémoires* [redacted] Mme d'Epinay, [redacted] Badinter ; *Edouard*, [redacted] Mme [redacted] Duras, [redacted] *la Ma*[redacted] *croisée*, essai d'anthropologie [redacted] Martha I. [redacted] — [redacted] R.

vient de paraître

Romans

BEATRICE CANOUI : *Plume de plomb.* — Deux Indiens, Nina et Somba, s'aiment passionnément jusqu'au jour où les Blancs envahis[redacted] leur paradis... [redacted] l'auteur [redacted] *Pour-Mouche*, prix [redacted] 1980. (France-Empire, [redacted] p., [redacted] F.)

CAMILLE BOURNIQUEL : [redacted] — En s'emparant d'une sta[redacted] dans la remise d'un brocanteur, un jeune homme, Bara, va renouer les fils de son passé et découvrir le sens de la vie. Par l'auteur du *Tempo*, grand prix du roman de [redacted] française 1977. [redacted]land, 154 p., 39 F.)

LOUIS PAUWELS : [redacted]. — Quatre romans de l'auteur du *Matin des magiciens*, réunis en un volume : *Saint Quelqu'un, le* [redacted] *sous de dessous,* [redacted] *monstre* [redacted] *Blumroch l'admirable ou le déjeuner du surhomme.* (Albin Michel, 416 p., 90 [redacted])

JEAN-CLAUDE BARREAU : *Les Innocents de Pigalle.* — Cassiopée, jeune et belle bourgeoise, s'éprend d'un [redacted] charge des dizaines de [redacted] qui hantent les [redacted] de Pigalle. [redacted] la jalousie d'un de [redacted] enfants perdus naîtra [redacted] drame. Par l'auteur [redacted] *Vent* [redacted] *désert.* (J.-C. Lattès, [redacted] p., [redacted] F.)

Nouvelles

[redacted] : *Table d'hôte.* — [redacted] l'auteur [redacted] *cocher !* réunie en un volume où l'on retrouve la finesse, l'humour et la tendresse [redacted] Boulanger. (Gallimard, 274 p., 60 F.) Du même auteur, paraît [redacted] de poèmes : [redacted] *l'image.* (Gallimard, 140 p., 72 F.)

[redacted]

HENRI QUEFFELEC : *François d'Assise, le jongleur de* [redacted] — Le rôle historique [redacted] saint François d'Assise et l'influence [redacted] message [redacted] évoqués par l'auteur [redacted] *l'île de Sein.* (Calmann-Lévy, [redacted] p., [redacted] F.)

LAURE MOULIN : *Jean* [redacted] — [redacted] biographie [redacted] héros [redacted] la [redacted] écrite par sa sœur, qui [redacted] sa [redacted] sa secrétaire. En préface, [redacted] discours d'André Malraux prononcé au Panthéon, [redacted] 1964. *(Presses* [redacted] Cité, 392 p., [redacted])

Document

[redacted] HAMON, [redacted] ROTMAN : *la Deuxième Gauche.* — Une « *histoire intellectuelle et politique de la C.F.D.T.* », retracée par [redacted] et [redacted] say, [redacted] p., 73 F.)

Essai

PIERRE-FRANÇOIS MOREAU : *le* [redacted] *utopique.* — Une interprétation historique des présupposés idéologiques qui [redacted] « le roman de l'Etat » tel que le socialisme l'a cherché dans l'utopie classique, puis [redacted] la critique [redacted] l'utopisme. (PUF, « Pratique théoriques », [redacted] pages, 58 [redacted])

FRIEDRICH [redacted] *Fragments posthumes.* — [redacted] dixième tome, qui paraît après [redacted] onzième, de la nouvelle [redacted] des [redacted] philosophiques complètes [redacted] sche. Il [redacted] fragments [redacted] par [redacted] publication abusive [redacted] *Volonté* [redacted] *puissance.* (Gallimard, 386 pages, 110 F.)

Philosophie

PIERRE GUIRAL et GUY THUILLIER : *la Vie quotidienne* [redacted] *professeurs* [redacted] *France* [redacted] *1870* [redacted] *1940.* — [redacted] et [redacted] d'une catégorie sociale. (Hachette, 315 p., [redacted] F.)

TANINE GARRISSON-ESTEBE, MARC FERRO ET COLLABORATEURS : *Une histoire de la Garonne*, un ouvrage collectif sur [redacted] rapports d'un fleuve et d'une société. (Ramsay, 622 p., 140 F.)

PHILIPP MANSEL : *Louis XVIII.* — La biographie [redacted] de [redacted] de France peut-être le plus pénétré d'influences et de culture anglaise par un jeune historien britannique, ou comment un bon vieux gros prince remplaça Napoléon sans [redacted] son [redacted] (Pygmalion-Gérard [redacted], [redacted] pages.)

Histoire

JEAN-JULIEN FONDE : *les Loups de Leclerc.* — L'auteur, qui fut officier de la 2e DB, fait revivre l'épopée des volontaires de Leclerc, du Maroc en Allemagne nazie, de France en Extrême-Orient. Préface de la *maréchale* Leclerc. (Plon, [redacted] p., [redacted])

HILARION, AMIRAL [redacted] : *la Royale et le Roi.* — Dans cet ouvrage, l'amiral évoque ses commandements, en mer [redacted] ses postes auprès du général de Gaulle et commente la politique navale de la France d'alors. (France-Empire, 396 p., [redacted] F.)

JOHN CASTELLO : *la Guerre du Pacifique.* — Une nouvelle histoire de la guerre du Pacifique retracée en deux volumes à partir d'« archives restées jusqu'ici secrètes ». [redacted] tome : [redacted] à Midway [redacted] Guadalcanal ; second tome : Des prémices de la victoire à l'apocalypse de Hiroshima. Traduit de l'anglais par Claude Bernanose. (Pygmalion, [redacted] et 440 p., chaque volume : 89 F.)

en poche

Une œuvre de jeunesse de Balzac

AVANT [redacted] livre, [redacted] à ce qu'il [redacted] *opérations* [redacted] grand public, l'atteignirent imparfaitement [redacted] aujourd'hui [redacted] Sous le pseudonyme du [redacted] Saint-Aubin, [redacted] *du roman* [redacted] (façon [redacted] Maturin) [redacted] fabrique, non [redacted] souffle ni poigne, [redacted] *« trilogie* [redacted] *» : le* [redacted] et, [redacted] voici, [redacted]

[redacted] allégoriques, [redacted] la [redacted] d'une intrigue [redacted] et palpitante. [redacted] religieuse [redacted] la spiritualité mélancolique [redacted] *», la préparent* [redacted] et [redacted] qu'elle [redacted] Argow, qui, [redacted] », s'empare de son cœur [redacted] élu, comme il est écrit sur *le livre de prières, son « époux de gloire ».* [redacted] l'innocence à [redacted] la perdition [redacted] un hardi renversement : [redacted] va [redacted] l'injustice [redacted] *social »,* [redacted] *qu'Argow* [redacted] à [redacted] par [redacted] chemin [redacted] la [redacted] expiatoire.

[redacted] paroxystique, [redacted] du temps et [redacted] l'écrivain, [redacted] d'organiser, chargé [redacted] signes [redacted] figures « reparaissantes », un [redacted] *romanesques dont les œuvres de jeunesse* [redacted] sont nullement indignes.

SERGE KOSTER.

★ ANNETTE ET LE CRIMINEL, [redacted] Ed. [redacted] Coll. « Garnier-Flammarion ». [redacted] d'André Lorant. — 440 pages, 19 francs.

⁂

● [redacted] à l'édition *originale* [redacted] Plon, [redacted] ouvrages [redacted] remarquable [redacted] dirigée [redacted] Malaurie, « Terre humaine », sont [redacted] de poche [redacted] Presses Pocket. *Les deux premiers ouvrages repris en poche* [redacted] d'une typographie [redacted] présentation [redacted] : il [redacted] *Thulé*, [redacted] Malaurie, [redacted] *comme un classique* [redacted] la [redacted] *polaire*, [redacted] *d'orgueil*, [redacted] Pierre-Jakez Hélias, [redacted] « Mémoires d'un [redacted] du pays bigouden ». (Lire [redacted] un [redacted] P.-J. [redacted]

● [redacted] l'*historien* [redacted] *maintenant jusqu'au* domaine de la [redacted] privée. [redacted] femmes, reléguées [redacted] familiale, [redacted] l'histoire. La condi[redacted] du Moyen Age [redacted] nos jours, par [redacted] a été *étudié par* Yvonne Knibielher et Catherine Fouquet, et a fait l'objet d'un ouvrage publié en [redacted] le [redacted] repris [redacted] « Pluriel ».

● Les Editions Spartacus (5, rue [redacted] nerie, [redacted] *Paris*), *qui ont publié* [redacted] *Luxemburg*, [redacted] de Daniel Guérin, [redacted] titre [redacted] *Luxemburg* [redacted] *la* [redacted] *révolutionnaire.*

en bref

● « LE PERSONNALISME D'EMMANUEL MOUNIER HIER ET [redacted] » [redacted] le thème [redacted] loque [redacted] 30 [redacted] au 1er novembre, au Normont, à Dourdan, à l'occasion du cinquantenaire de [redacted] revue « Esprit ». Une [redacted] R. [redacted]mond, J. Lacroix, A. Dumas, J. Hellman, A. Mandouze, E. Borne, J.-M. Domenach, M. Desroches, H. Bartoli, F. Carrigue, A. Grosser, P. Thibaud et P. [redacted]

● « *DU COTE DES* [redacted] LA CRÉATION LITTÉRAIRE DEPUIS 1903 », année d'a[redacted] du premier prix, est [redacted] d'une grande rétrospective que la FNAC présentera à la Pergola de la Coupole, 102, bd [redacted] à Paris, du 10 au 29 novembre. Une [redacted] dressera le bilan de quatre-vingts ans de prix littéraires. Seront présentées les œuvres des lauréats des six grands jurys, ainsi que les grands livres de chaque année qui n'ont pas reçu de couronne. Seront proposés aussi les romans de cinquante auteurs à découvrir ou à redécouvrir et ceux des trente plus grands écrivains vivants choisis par des critiques littéraires.

Des « mini-expositions » thématiques, des documents audiovisuels et des rencontres quotidiennes conduites par Pierre Boncenne et Antoine Spire, animeront cette décade.

● L'ACADEMIE FRANÇAISE a retenu trois noms dans sa dernière sélection pour son Grand Prix du roman qui sera décerné le 4 novembre à midi : Alexandre [redacted] (« le Permissionnaire », la Table ronde); Henri Pollès (« Sur le fleuve de sang vient parfois un beau navire », Julliard, « l'Age d'homme ») et Vladimir Volkoff (« le Montage », Julliard).

● [redacted] PRIX DE L'AMITIE FRANCO-ARABE [redacted] décer[redacted] prix récompensant un [redacted] française [redacted] allé à Michel [redacted] pour [redacted] spirituels de l'émir Abdel Kader », [redacted] Seuil (« le [redacted] » du [redacted] janvier). [redacted] prix couronnant un auteur [redacted] a [redacted] à [redacted] el Saadaoui pour « Ferdaous, [redacted] voix en enfer » (« le [redacted] mars) et « la Face cachée d'Eve » (éd. [redacted] Femmes). Le prix Mahmoud Hamchari est allé à Ilan Halévi [redacted] « Question juive » [redacted] de Minuit), et le [redacted] du jury à Georges Montaron, auteur de « Jérusalem en Palestine » (éd. T.C.).

● [redacted] DES ECRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE (ADELF) a remis à Paris [redacted] Prix européen [redacted] l'ADELF [redacted] Hanska-Parizeau [redacted] son roman [redacted] lilas [redacted] à [redacted] P. [redacted] à Montréal) et le Prix France-Québec Jean Hamelin à Louis Caron pour [redacted] livre [redacted] liberté » [redacted]

● HERVE [redacted] a reçu dans la [redacted] bulgare [redacted] prix littéraire [redacted] la [redacted] de [redacted] pour son [redacted]vité au sein du Mouvement [redacted] la paix [redacted] sa contribution au [redacted]loppement [redacted] relations culturelles [redacted]-bulgares. [redacted] Bazin a [redacted] le [redacted] Lénine de [redacted] paix, en mai 1980 à Moscou.

● LES EDITIONS DES DEUX OCEANS, qui viennent [redacted] publier [redacted] sur [redacted] absolue », [redacted] Balyâni, [redacted] trouvent [redacted] rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris, [redacted] non pas 19, [redacted] Saint-Jacques, comme nous l'avons indiqué par erreur dans « le [redacted] des livres » du 22 octobre.

critique littéraire

Flaubert bâtard ou enfant trouvé ?

(Suite [redacted] la page 13.)

Mais [redacted] « haut mal » [redacted] à l'origine du [redacted] littéraire comme pour l'auteur [redacted] l'Idiot ; ce [redacted] bien [redacted] contradictions [redacted] l'enfant [redacted] le [redacted] qui figurent les [redacted] de toute l'œuvre, et ses [redacted]

Quand triomphe [redacted] trouvé épris [redacted] lyrisme [redacted] — dans [redacted] Tentation de [redacted] Antoine, — [redacted] supplice. C'est plus fréquemment l'inverse. [redacted] ne compte [redacted] lettres où [redacted] qui écrit pour [redacted] vivre et [redacted] d'un livre sur rien [redacted] plaint [redacted] compromis [redacted] vivant qu'a [redacted] bâtard en entreprenant l'interminable *Bovary*. Celle-ci lui [redacted] beaucoup [redacted] de temps et d'[redacted] que [redacted] *Tentation*, [redacted] et dans un jaillissement voluptueux.

LES deux idéaux [redacted] retrouvent chez [redacted] des romans, purs ou mêlés : Rodolphe [redacted] un [redacted] classique, Léon un bâtard raté, Deslauriers une [redacted] triviale telle que Flaubert l'a enviée et [redacted] Maxime du Camp. Frédéric Moreau [redacted] répulsion [redacted] l'enfant [redacted] l'égard de [redacted] qui l'on engendré, et il n'a pas encore, tout arriviste qu'il soit, [redacted] audaces [redacted] qui lui feraient surmonter l'effroi [redacted] l'inceste, [redacted] Marie Arnoux. Il [redacted] parfait exemple du [redacted] œdipien qui [redacted] ce qu'il ne peut posséder, et possède [redacted] qu'il ne [redacted] aimer : l'image [redacted] l'éducation sentimentale... inaccomplie.

Les deux bonshommes que Flaubert [redacted] en lui [redacted] partagent [redacted] besogne d'écrivain. [redacted] inspire [redacted] raisonnables et [redacted] — *l'Education, Bovary, Un* [redacted] *simple* ; l'enfant [redacted] patronne [redacted] épopées mystico-fantastiques — [redacted] *Tentation, Salammbô,* [redacted] *l'hospitalier, Bouvard* [redacted] *Pécuchet*. L'un [redacted] responsable [redacted] choses, l'autre ambitionne d'aligner [redacted] phrases [redacted]

[redacted] un même livre, on [redacted] qu'ils [redacted] répartissent [redacted] tâches. Le [redacted] empile [redacted] plans, [redacted] intrigues [redacted] cœur [redacted] d'argent ; l'enfant trouvé ne désespère [redacted] tous les conflits [redacted] l'auteur, [redacted] lui acquérir [redacted] monde, [redacted] lui [redacted] l'humanité présente [redacted] future, [redacted] violence apparente, par la [redacted] grâce d'une pure idée, d'une phrase parfaite, proprement divine. Par [redacted] d'une œuvre sans sujet [redacted] éternelle, [redacted] son [redacted] n'être plus [redacted] tout en dédommageant [redacted] parents [redacted] dont il [redacted] a frustrés [redacted] pensée.

S'IL [redacted] ses livres [redacted] qu'il [redacted] drait infinies, [redacted] hommage [redacted] père, en qui il [redacted] reproche [redacted] vu un grand [redacted] à donner [redacted] image juste [redacted] nature, qu'il déteste, [redacted] l'immortalité, [redacted] pour se [redacted] pardonner d'avoir rompu, en [redacted] procréer, [redacted] générations.

A [redacted] imaginaire, donc improuvable, expiation impossible. [redacted] ne cessera [redacted] trimer pour prouver son sérieux [redacted] compenser [redacted] refus de vivre, [redacted] en craignant [redacted] ne s'être [redacted]. Jusqu'à sa [redacted] phrase, il [redacted] sûr d'avoir [redacted] style [redacted] « *qui* [redacted] *un* [redacted] *stylet* »...

[redacted] peut [redacted] raconter [redacted] Robert. On ne lui reproche que [redacted] notes en bas [redacted] page et [redacted] auto-citations, [redacted] justifiables [redacted] un texte [redacted] court. On [redacted] pouvoir le lire d'une [redacted] et sans référence, [redacted] dense, d'une portée qui dépasse [redacted] cas Flaubert, et étin[redacted] d'intelligence.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ EN HAINE DU [redacted], ÉTUDE [redacted], de Marthe [redacted], Balland, 154 pages, 59 F.

Les « Caractères » de Robert Poulet

● *« L'abstrait, le por[redacted] et [redacted] ».*

SON art, Robert Poulet le partage en trois « degrés » : « L'abstrait, le portrait, [redacted] le [redacted] » L'abstrait, c'est, chaque semaine, son feuilleton de *Rivarol* et *quelques* [redacted] *la Lanterne magique*, [redacted] *pris*, [redacted] critiques [redacted] qu'elles [redacted] « *très fatigantes* » « Le trait », à son âge, il peut [redacted] livrer [redacted] d'épi[redacted] qu'il décoche. [redacted]

[redacted] jeu, [redacted] bref, supportant donc moins [redacted] l'à-peu-près, la facilité, le dérapage. Il faut un œil sur [redacted] — [redacted] possible, donc, [redacted] comme [redacted] le [redacted] parmi [redacted] trente-neuf écrivains [redacted] ce « kaléidoscope », — être un familier [redacted] son œuvre, disposer d'un suffisant recul. La lucidité, ici, prime [redacted] l'indulgence, laquelle est toujours un correctif à la vérité. La vérité ? Celle du peintre autant [redacted] celle du modèle : l'art [redacted] d'interprétation.

« L'art », [redacted] qu'il s'agit. Il y [redacted] sa galerie, met au point l'objec[redacted], fignole [redacted] cadrage. [redacted] l'éclairage. [redacted] à quelque [redacted] figé, comme [redacted] photos trop po[redacted] principal [redacted] effacé. [redacted] contraire, la vie est maîtresse, ici, et la fraîcheur et l'allégresse, allégresse dans la rosserie, fraîcheur [redacted] couleurs, [redacted] vie [redacted] formules qui font [redacted] sauter, [redacted]

Voici Jouhandeau, [redacted] *précieux, campagnard* [redacted] *à* [redacted] *sabots* », [redacted] Céline, sur sa fin, pareil à « *un fauve* [redacted] *qui* [redacted] *plus* [redacted] *fait* [redacted] *disposition* [redacted] *griffes* » ; [redacted] *du* [redacted] *qui aurait* [redacted] *technique* [redacted] *Flaubert* », Cocteau [redacted] « *le* [redacted] *poudre aux yeux, mais c'est de la poudre d'or* », et Marcel Aymé, avec [redacted] *figure* [redacted] *deuil,* [redacted] *mépris...* ».

[redacted] quatre au maximum, et un homme est là, mis à nu [redacted] vif. [redacted] reconnaîtront-ils, tous, et tout entiers ? C'est une autre histoire... Il reste [redacted] dans ses combinaisons les plus réussies, [redacted] *Kaléidoscope* fait songer à [redacted] Bruyère et à ses *Caractères*.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ LE KALEIDOSCOPE, [redacted] Poulet. L'Age [redacted], 120 [redacted] 63 francs.

Gérald Antoine, avocat de la vieille « stylistique »

● *Une démonstration séduisante.*

POURQUOI, paraphrasant [redacted] connue, ne dirait-on pas de la critique [redacted] qu'elle est un hommage que la lecture, ce vice, rend à l'écriture, [redacted] vertu, en [redacted] force quasi magique, comme l'on parle de la [redacted] drogue ? Mais [redacted] hommages sont bien divers.

Il y a vingt [redacted], donc naguère, on parlait tout platement du « style » d'un écrivain ou, plus particulièrement, [redacted] La lecture attentive et critique qu'on en [redacted] tout uniment de la « stylistique ». C'était le bon temps.

[redacted] de « style » aujourd'hui, [redacted] qu'on débarque [redacted]. C'est « [redacted] » qu'il [redacted] dire pour « style » et « [redacted] » [redacted] « composi[redacted] ».

[redacted] Antoine affronte avec malice [redacted] d'écrire que ce Landerneau de la stylistique mérite encore d'être visité, et au besoin découvert. Il dénonce au passage, sans aigreur mais fermement, « *les pièges d'une critique unidimensionnelle, autoritaire,* [redacted] », et [redacted] danger qu'il y a à passer sans précaution [redacted] structuralisme linguistique à un système d'analyse du même [redacted] plaqué sur des textes litté[redacted]

En fait, l'accusé est [redacted] ici, tel mécanisme d'interprétation ou le vocabulaire ésotérique qui l'[redacted] « *l'esprit* [redacted] *système* [redacted] *les ravages,* [redacted] *jours inquiétants, prennent* [redacted] *franchement meurtrier lorsque le structuralisme se pique d'imposer* [redacted] *grille* [redacted] *schémas aux complexités multiformes* [redacted] ».

[redacted] querelle n'est [redacted] d'hier. Elle naît de malentendus et de confusions et s'alimente de sectarismes opposés. Confusions, par exemple, entre ce que (se) proposent, chacune [redacted] son côté, l'analyse universitaire [redacted] exercice rigoureux et presque ascétique, [redacted] critique [redacted] journal, de [redacted] ou [redacted] télévision, toute d'humeur, qui n'a jamais prétendu à aucune exactitude scientifique.

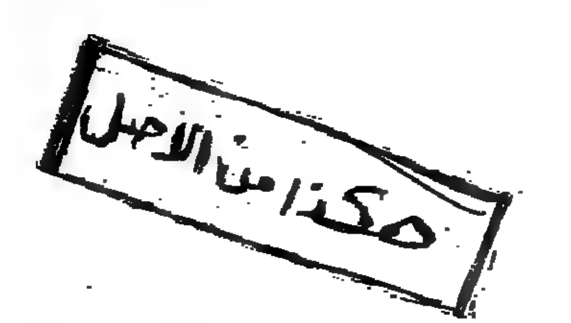
Quant aux sectari[redacted] opposés de la sur-explication et [redacted] refus d'explication, [redacted] pensée de [redacted] Antoine que de les voir objectivement alliés pour obscurcir, les uns par [redacted] précisions, les [redacted] [redacted] peut dire, d'imprécisions ?

« *Stylistique pas* [redacted] » affirme donc G. Antoine. « *Etudes suivent* », ajouterons-nous. Une dizaine, qui s'organisent dans la démonstration que le style est ce qui fait indéfiniment la navette entre la forme et le sens. Les substances et les thèmes d'une œuvre, et la variété de langage qui [redacted] sont [redacted]

L'ensemble, considérations théoriques [redacted] pratiques, vaut [redacted] solidité [redacted] la [redacted] et par clarté fluide du... style justement. Ces qualités ne sont [redacted] des surprises pour quicon[redacted] a suivi [redacted] recherches et les publications [redacted]

JACQUES CELLARD.

★ VIS-A-VIS, [redacted] LE DOUBLE REGARD [redacted] de Gérald [redacted] Collection « P.U.F. [redacted]ture », 286 [redacted] 140 [redacted]



récits

Roger Grenier au seuil du mystère

TOUS [illegible] grands [illegible] qu'il convient de baisser la [illegible] l'on [illegible] l'attention. Il [illegible] de [illegible] qui [illegible] leur souffle [illegible] style pour [illegible] glisser jusqu'au [illegible] Voyez Roger Grenier : il nous parle [illegible] près qu'il [illegible] ses [illegible] mêler aux [illegible] Par pudeur [illegible] par pru[illegible] il s'arrête [illegible] mystère [illegible] attend, immobile, [illegible] que [illegible] vérité s'apprivoise. Elle n'a [illegible] à craindre, il [illegible] violera [illegible] ni [illegible] mobilisera au service [illegible] quel[illegible] noble [illegible] Il ne lui demandera [illegible] belle. Il l'aime [illegible] ses plaies, [illegible] larme à l'œil [illegible] son petit [illegible] coin. Et comme il a [illegible] à revendre, il [illegible] en prête un peu, juste [illegible] qu'il [illegible] pour [illegible] réchauffer.

[illegible] treize [illegible] à l'enseigne [illegible] La Fiancée [illegible] Fragonard [illegible] l'inflexible trajectoire [illegible] la vie. [illegible] départ, [illegible] guigne [illegible] inter[illegible] sur [illegible] sucreries. L'adolescent lui [illegible] qui [illegible] dans [illegible] pièges, [illegible] plumes [illegible] repart pour rejoindre [illegible] per[illegible] ralentissent [illegible] marche. Enfin, voici [illegible] vieillard pour qui [illegible] raisins sont trop verts. Pourtant, il [illegible] la main [illegible] promesses inaccessibles, [illegible] qui [illegible] jamais « à l'intérieur ? » [illegible] soit-on, comment [illegible] heu[illegible] Tendant [illegible] vers l'avenir, un petit [illegible] s'interroge : « Pourquoi les gens [illegible] ils ? Ou pas ». Avec l'âge, [illegible] des aventures [illegible] aucune [illegible] paraîtra à la [illegible] de ses [illegible] ni ne répondra [illegible] sa question. Il [illegible] de l'espoir à l'amertume, de la [illegible] à la résignation, pour [illegible] à nouveau l'espoir, [illegible] terme du [illegible] un dernier mensonge [illegible] « la [illegible] qui se [illegible] du [illegible] ».

[illegible] en [illegible] ou en pleurer ? [illegible] l'un ni l'autre ou les deux à la fois, puisque chaque émotion contient [illegible] contraire, [illegible] le comique gri[illegible] l'ombre du chagrin et que [illegible] ailes [illegible] la joie. [illegible] Roger [illegible] mélange-t-il [illegible] noir [illegible] un [illegible] nacré, [illegible] d'air du [illegible] de souvenirs. [illegible] en [illegible] chronologique, comme [illegible] photos [illegible] le montrent, [illegible] à tour, en jeune pion [illegible] de [illegible] éperdu [illegible] solitude, [illegible] quadragé[illegible] aux [illegible] de mal. Parfois, il [illegible] déguise, se [illegible] d'un fonc[illegible] victime [illegible] passion [illegible] femmes, ou d'une superbe pécheresse, « miraculeuse » [illegible] son [illegible] Mais un [illegible] sans [illegible] à [illegible] ma[illegible] plier [illegible] dos [illegible] du sort, [illegible] l'adver[illegible] par sa patience, voire [illegible] la [illegible] poussant [illegible] grâce [illegible] passive. [illegible] technique de [illegible] qui, lui aussi, glissait [illegible] peaux [illegible] banane, poursuivait [illegible] couleuvres, [illegible] gnait [illegible] angles [illegible] la vie, et, l'épreuve [illegible], repar[illegible] son pantalon.

Honneur [illegible] qui en trois pas accomplissent plus de [illegible] romans ! Roger Grenier [illegible] genres (ce qui lui [illegible] récolter [illegible] Femina et [illegible] Grand [illegible] française). [illegible] son [illegible] bonde, [illegible] touche [illegible] sûre ou ce qu'il appelle « son [illegible] talent pour faire parler les [illegible] », s'épanouissent [illegible] lorsqu'il saute [illegible] sujet à [illegible] Et [illegible] conquis par [illegible] perfection si transparente, si [illegible] en [illegible] qu'elle est le [illegible] de l'art.

GABRIELLE ROLIN.

★ LA [illegible] DE FRAGONARD, de Roger [illegible] Edit. [illegible], 218 pages, 57 [illegible]

Un drame ordinaire

● *Les interrogations de Raymond Jean [illegible] le suicide d'un jeune homme.*

SOUVENT, [illegible] parcourant [illegible] journaux, [illegible] qu'un homme, jeune [illegible] suicidé. Parfois, il [illegible] chômeur ; parfois, [illegible] Parfois, il se « [illegible] » ; parfois [illegible] Lorsque la passion n'est [illegible] jeu, [illegible] plus [illegible] à expliquer l'inexplicable, l'into[illegible], le ratage d'une vie, par le chômage ou [illegible] drogue. [illegible] ne pardonne [illegible] aux [illegible] : il [illegible] prix qu'ils [illegible] pourquoi [illegible] pourquoi ils nous [illegible] per[illegible] éprouvons, [illegible] aussi, [illegible] à [illegible] métier [illegible] vivre trop dur, trop injuste, trop sordide.

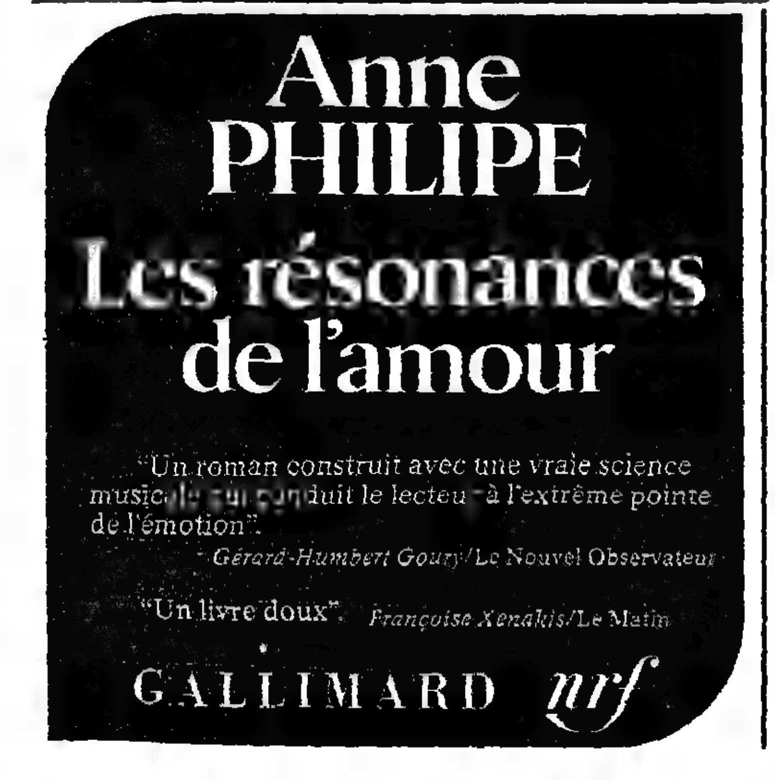
Laurent J. [illegible] drogué [illegible] Le [illegible] il [illegible] tiré [illegible] tard, après une longue réanimation [illegible] il mourait. [illegible] mois [illegible] Dany, [illegible] petite amie, prenait [illegible] d'un monde [illegible] vide. [illegible] deux reposent [illegible] la même terre, [illegible] la [illegible] tombe, au [illegible] Grand-Saint-Jean, [illegible] d'Aix.

[illegible] qu'il [illegible] comprendre, [illegible] qu'il [illegible] quelque [illegible] du [illegible], lamen[illegible] tragiquement commun, [illegible] Raymond [illegible] a prêté sa voix. « [illegible] moyen, écrit-il, [illegible] lui permettre [illegible] s'exprimer [illegible] de l'inexprimable. » [illegible] plus [illegible] ajouter, une [illegible] faire le deuil d'un être qui lui [illegible] particulièrement cher, en [illegible] à lui jusque dans [illegible] qui allait [illegible] à [illegible]

[illegible] livre, [illegible] incapable [illegible] juger, [illegible] [illegible] déprécier. [illegible] envie de marcher longtemps en silence, les poings serrés, en rete[illegible] en maudis[illegible] le jour qui nous a vu naître.

ROLAND JACCARD.

★ « L. », par Raymond [illegible] Le Seuil, 95 pages, 39 francs.



romans

Les navigations de Pierre Jakez Hélias

[illegible] Hélias n'est pas Breton pour rien. S'il [illegible] fier [illegible] de son « Cheval d'orgueil », il [illegible] le montre [illegible] Si la quinzaine de livres qu'il avait publiés auparavant n'ont pas [illegible] un tel engouement, jamais il ne laisse poin[illegible] une quelconque amertume. L'essentiel [illegible] le prodigieux travail qu'il [illegible] accompli. Pendant trente ans, il [illegible] parcouru les routes et [illegible] chemins de Bretagne pour collecter [illegible] expressions d'une étonnante culture orale. Ses livres sont [illegible] la mémoire. Et aussi l'avenir.

Aujourd'hui, [illegible] soixante-huit ans, il vient de publier [illegible] Julliard [illegible] mier roman, intitulé « l'Herbe d'or ». [illegible] une [illegible] moderne, l'histoire d'un navire perdu [illegible] la tempête. Suspendus entre « la peau de la mer [illegible] la langue [illegible] vent », les marins, de même que [illegible] familles [illegible] le continent, attendent. Mais en cette nuit de Noël, qui sait où ira le navire « l'Herbe d'or » ? [illegible] Hélias nous propose ici un superbe roman, envoûtant, fascinant. Le secret de cette réussite ne tient pas seulement à l'aspect merveilleux du récit : il faut aussi compter avec la plume et la langue d'un romancier qui a su incarner les racines et l'âme d'un peuple. Jakez Hélias nous précise comment s'est formée sa vocation d'écrivain.

« [illegible] commencé [illegible] attaquant aux [illegible] plus difficiles [illegible] littérature : la poésie [illegible] théâtre.

— Il [illegible] vrai [illegible] j'ai [illegible] pièces de théâtre. J'ai commencé en 1936, à l'époque [illegible] Lagrange [illegible] fonder [illegible] Auberges [illegible] jeu[illegible] m'a [illegible] demandé [illegible] petites pièces [illegible] puisse jouer [illegible] Auberges. [illegible] j'ai appris le [illegible] Par la suite, lorsque [illegible] créés [illegible] dramatiques régionaux, je [illegible] devenu [illegible] « fournisseur » [illegible] dramatique [illegible] y a joué quatre [illegible] pièces, [illegible] Valet qui a [illegible] plus [illegible] cinq [illegible] représentations. C'est mon [illegible] d'orgueil dramatique ! [illegible] pièce a [illegible] en Belgique, [illegible] jamais à Paris (1). Quand je suis [illegible] à Radio-Bretagne, [illegible] je [illegible] en langue bretonne, j'ai [illegible] pièces radiophoniques. [illegible] à l'origine [illegible] d'or.

» Pour [illegible] qui est de la poésie, j'ai publié [illegible] premier recueil, en [illegible] bilingue, [illegible] les [illegible] J'en [illegible] écrit trois [illegible] depuis, [illegible] je n'ai [illegible] en français. [illegible] impossible [illegible] que ces poèmes sont [illegible] des [illegible] J'ai [illegible] de créer des harmonies imitatives pour signifier la tempête qui approche, la tempête qui se déchaîne et le calme qui revient. En breton, on peut rendre cela très facilement ; en français, c'est moins évident, les mots ne sonnent pas de la même façon.

— Vous êtes né et vous vivez dans un [illegible] conteurs. Cela a dû contribuer à vous donner le goût du théâtre.

— [illegible] mon avis, il n'y a jamais [illegible] beaucoup [illegible] mais plutôt des raconteurs d'histoires. Le conteur, c'était quelqu'un qui possédait [illegible] un répertoire. [illegible] grand-père, par exemple, commençait [illegible] vers la Toussaint et il finissait avant Mardi-Gras. Avant de reprendre sa saison, il était obligé de se remettre les contes en mémoire. Il répétait aussi ses effets, ses silences, ses montées de timbre, comme un comédien. Lorqu'il se produisait, il faisait un véritable *one man show* qui pouvait durer quatre ou cinq heures.

» [illegible] me rappelle que je voyais sa chemise de chanvre devenir [illegible] : c'était la [illegible] Il bougeait beaucoup, et, de son banc, il [illegible] effets de mise en scène possibles, avec des gestes, des ombres portées sur le fond de la cheminée. Comme tous les conteurs, il réa[illegible] en fonction de son auditoire. Quand le public avait du talent, comme on dit, un conte pouvait durer presque une heure. C'était une forme de théâtre, si l'on veut.

— Vous disiez tout à l'heure que vous avez tiré l'Herbe d'or d'une pièce pour la radio.

— [illegible] que j'étais responsable des émissions en langue bretonne, on m'a informé que je pourrais disposer de quatre soirées entières dans l'année [illegible] réaliser des [illegible] dramatiques. [illegible] le répertoire breton n'est pas très brillant, je me suis mis [illegible] écrire trois pièces. La [illegible] les Morts et les Autres : c'est celle-là que j'ai reprise pour en faire un roman. Malheureusement, elle n'a jamais été jouée. A l'époque, tout ce qui était breton faisait un peu peur ! A partir des dialogues que j'avais rédigés en breton, j'ai élaboré une partie narrative. Le plus difficile pour moi a été d'intégrer là-dedans les grands mythes indo-européens que je connaissais : celui de Gilgamesh, celui d'Orphée, les navigations de saint Brendan et de Tristan en mer d'Irlande.

» J'estime que ces mythes font partie d'un inconscient collectif, il y a entre eux des courants de circulation souterrains. Et puis je travaille toujours sur documents : ici, comme j'évoque le raz de marée de 1925, j'ai dû faire des recherches, car je n'en gardais qu'un souvenir imprécis. Je me rappelle quand même avoir vu le lendemain des bateaux dans les champs de pommes de terre, à 500 mètres de la côte. C'était quelque chose !

— Dans vos précédents livres, vous avez surtout évoqué les paysans et beaucoup moins les marins.

— Il est vrai que je les connais moins bien, encore que j'ai des amis et des parents qui exercent ce métier. Ce sont des [illegible] pas très loquaces. Par contre, lorsqu'il se produit une catastrophe — un naufrage par exemple, et Dieu sait s'il y en [illegible] Cet été [illegible] pays bigouden, nous avons perdu le *Galv-ar-mor* avec tous ses [illegible] d'équipage : c'est terrible, — ils commencent [illegible] sortir leurs tripes. D'ailleurs, je dis toujours aux jeunes ethnographes d'aller [illegible] voir au moment de la Toussaint, si le temps est mauvais.

» A ce moment-là, tous leurs vieux fantasmes réapparaissent. Remarquez, une [illegible] j'ai demandé à un marin après une grosse tempête : « *Alors, ça a dû être dur dans la mer d'Irlande, hein ?* » Il m'a regardé et m'a répondu : « *Ah ! [illegible] parle pas, j'ai perdu mon couteau !* » Cela veut tout dire.

— Vous dites travailler sur documents pour ce qui est des faits. Est-ce que vos personnages sont inspirés de la réalité ?

— Oui, je les ai tous connus. Mais chacun d'eux est la synthèse de plusieurs autres. En somme, j'ai fabriqué des personnages fictifs, composés des traits dominants de trois ou quatre personnages réels. Le seul que je n'ai jamais connu, c'est Corentin. Un commandant de cargo m'a raconté l'histoire de ce marin qui recevait des lettres de sa femme qu'il n'ouvrait jamais. Il ne savait pas lire. Quand il rentrait chez lui, il sortait son paquet de lettres et il demandait à sa femme de les lui lire. Si j'ai écrit sur les marins, c'est parce que je crois que ce sont encore de véritables aventuriers. Et puis, la mer, c'est vraiment l'élément premier, avant la terre, avant le ciel. »

Propos recueillis par BERNARD GÉNÈS.

(1) Signalons que le Théâtre de P.-J. Hélias a été édité chez Galilée.

★ L'HERBE D'OR, de Pierre Jaquez Hélias. Ed. Julliard, 232 p., 59 F.

Quand Daniel Apruz détraque le temps

● *Les [illegible] d'une bizarre petite ville.*

OUVRIR un nouveau roman de Daniel Apruz, [illegible] toujours la [illegible] fête : imagination, [illegible] sensibilité, liberté de [illegible] concourt à faire de [illegible] lecture un voyage revigorant. Avec *les [illegible] de Malac*, [illegible] les secrets d'une [illegible] petite ville, [illegible] dix-sept pendules s'amusent à détraquer [illegible] temps. [illegible] employé [illegible] la mairie, [illegible] chaque jour la [illegible] des cadrans, qu'il [illegible] chargé [illegible] à l'heure. Mais sa tâche le dépasse, et quand il arrive [illegible] dix-septième horloge, les seize autres ne sont [illegible] plus en accord. [illegible] décou[illegible] Combien d'entre [illegible] ont pour tâche de régler les pen[illegible] brave[illegible] impossible ?

[illegible] la pendule de Bougival, d'Alphonse Daudet, qui [illegible] un vent de gaieté et [illegible] folie : le pouvoir magique [illegible] pendules [illegible] à [illegible] façon [illegible] ville, [illegible] « hors [illegible] gonds ». Les désordres se multiplient. Le pâtissier voit ses gâteaux s'effondrer lamentablement ; on entend brailler, la nuit, les frères Mochet, qui se sont enfermés dans l'usine désaffectée ; la belle Vida se cache parce qu'il lui est poussé quatre jolis seins sur le dos et qu'elle en est toute honteuse ; Julie, pendant ce temps, gonfle à vue d'œil tout en devenant de plus en plus légère, comme une baudruche.

Daniel Apruz laisse au lecteur le soin de décrypter les symboles qu'il met lui en jeu, et c'est un plaisir de le suivre d'une parabole à une autre, jusqu'à ces caves de Malac, qui communiquent entre elles, et où certains ont su s'aménager une existence paisible, à [illegible] du temps que [illegible] pendules [illegible] Il [illegible] déplorer que [illegible] Apruz, [illegible] pleine [illegible] trouvé [illegible] qu'elle [illegible] réjouir. [illegible] sera-t-il [illegible] ?

[illegible] DURANTEAU.

★ LES [illegible] MALAC, [illegible] Daniel Apruz, Calmann-Lévy, 268 pages, 69 francs.

Michel Haas, peintre de la tauromachie

● *[illegible] morceaux [illegible] bravoure [illegible] une riche palette.*

IL saute aux yeux qu'on aurait dû [illegible] au [illegible] cinquante pages dans [illegible] gros roman, où il y a trop de ruptures de ton sans bénéfice pour personne : parties dialoguées comme au théâtre, incorporées [illegible] récit, on [illegible] deman[illegible] pourquoi, reproduction fastidieuse de trop longs articles, digressions [illegible] indispensables [illegible] un peu complaisantes... Tel quel, pour un coup d'essai, [illegible] vigoureux, plein [illegible] sève, le lyrisme [illegible] plus romantique [illegible] fines [illegible] psychologiques, la cruauté à la tendresse, sous l'implacable soleil andalou.

Il faut entrer sans idée pré[illegible] le monde [illegible] la tauromachie où se déroule l'action : un monde « à côté » de l'autre et intimement [illegible] à l'au[illegible], ses servitudes, sa gloire, ses secrets, un monde où règne le taureau, cette énorme brute de 600 kilos, incompréhensible même à ceux qui [illegible] avec elle pendant les quatre à six ans de sa [illegible] et [illegible] du fait même de ses réactions imprévisibles, d'une immense [illegible] mythique. Je n'ai jamais mis les pieds dans une *plaza de toros* et compte bien ne jamais le faire. J'ai lu ce roman sans désemparer, fascinée par une aventure où, pour une fois, ce n'est pas le courage du torero qu'on exalte, mais celui du taureau et, plus encore peut-être, le talent des éleveurs, ces artisans-artistes qui obtiennent des bêtes « nobles » à force de sélections rigoureuses et savantes.

Le comte Alonso de Villanueva est un de ces *ganaderos* qui perpétuent les traditions et la race, de génération en génération. Dans son domaine, au fil des jours, son hôte, José-Fernando Esteban, découvre que, à l'arrière-plan de ses activités et de sa vie familiale, une tragédie est enfouie. La dernière mise à mort sera le dernier acte du drame, quelque chose de grandiose et d'affreux en même temps, à la mesure d'un pays où le contraste règne partout et sur tout.

Il y a là des morceaux de bravoure qu'on n'oubliera pas : la scène d'amour en pleine campagne, par [illegible] nuit accablante ; l'assassinat d'un [illegible] par ses congénères, un soir d'orage ; la tuerie, horrible épisode de la guerre civile, qui a marqué Alonso [illegible] jamais. L'auteur a du souffle, une riche palette, de la sensibilité.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ LA DERNIÈRE MISE A MORT, de Michel Haas, Olivier Orban, 616 pages, 85 francs.

poésie

Yves Martin, piéton de Paris

D[illegible] *Je fais bouillir mon vin*, paru en [illegible] Yves Martin est, [illegible] centaines de lecteurs, un poète à contre-courant, d'une singulière intensité humaine. Indifférent aux modes intellectuelles, il [illegible] créé un vocabulaire à lui, [illegible] populaire et les formules lyriques, dignes d'un Laforgue ou d'un Fargue. Tel il apparaît encore, aujourd'hui, dans ce qui est sans doute le livre le plus riche et le plus étonnant de cette année, en poésie, *De la rue elle crie.*

Il est rare qu'un poète mette si peu de distance entre sa vie toute crue et ses écrits : il n'est plus dans nos habitudes de simultanément nous raconter et de nous forger un art tout de suite reconnaissable à ses tournures, à ses rythmes, à ses fulgurances. Yves Martin, peu soucieux de plaire ou de déplaire, a ce courage et cette saine naïveté. Il se traduit horreur et ravissement mêlés. On peut, en le lisant, deviner un être, le reconstituer, l'identifier sans se tromper.

Son premier signe distinctif est une sorte de souffrance du corps : il se traîne, mal à l'aise dans sa peau, et divorcé en quelque sorte de sa carcasse. Ce n'est pas de l'indiscrétion : l'aveu d'une malédiction, à laquelle il lui faut bien se faire. Les gens qu'il fréquente sont de passage : amitié qui ne dure pas. On boit ensemble, on respire de conserve, on est banal à plusieurs, on devient interchangeable, et les ombres valent bien, à la fin, les chairs ou les esprits. Chacun a sa part d'étreintes ou de méfiances : la misère des autres est un pain quotidien. L'intensité, à ce compte, est toujours éphémère : c'est dans les bistrots, les gares, les halls, les relents suspects, que Yves Martin trouve ses églises.

Le piéton de Paris est nocturne : les petites âmes ne sont fraîches qu'aux [illegible] Et les amours, souvent [illegible] bles, s'accommodent de l'insomnie. Le vin, la bière, la suie, la Seine, un visage presque sans peau, une anatomie presque sans visage : on se perd, on se retrouve et, au bout du périple, que trouve-t-on ? Sans doute une Lune fatiguée, un nuage qui tousse et la honte de soi. Il va toujours falloir, au sortir du poème, se dégriser.

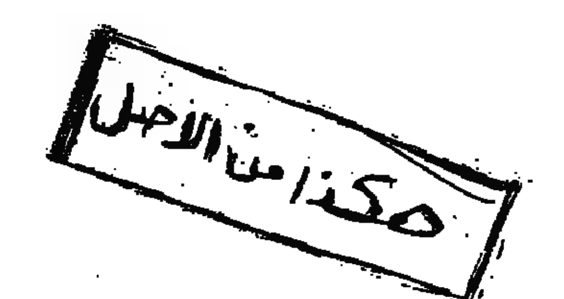
Là où d'autres réfléchissent avec trop de pudeur ou de prétention, Yves Martin est direct, désarmant et, dirait-on, tendre avec violence. Il parle dru, court, concentré. Il nie et il célèbre en même temps, par des phrases d'éclair mais de caresse, un désespoir haut et maigre. Des télégrammes à l'affection manquée. Une tension comparable à ses deux formules : « *J'ai perdu mon dernier fantôme. Pensez donc, ni bière ni argent* », et : « *Au fond un miroir où je surprends/Le visage que j'aurai/ Si un jour j'existe.* »

C'est elle. Petite fille.
Je lui tendis les balançoires
[aiguës,
Les histoires désinvoltes.
La nuit, elle frappait à ma
[fenêtre.
Je ne lui ouvrais qu'après.
De longues minutes. Plaisir.
C'est elle, piste, percutante.
Rose, noire, tulipe
Des météores.
Malicieuse profondeur.
Un genou au jet des sables,
Un autre piloté par les mouettes,
La mer avec tout plein de petites
[oreilles,
Jambes crues, aubépines...
Je l'ai suivie dans beaucoup de
[ses allures,
Midinette sur des piquants,
Chevelure aux étoiles de
[mescaline.
Cygnes noirs. Cuirs. Parc
[Monceau... »

ALAIN BOSQUET.

★ « De la rue elle crie », d'Yves Martin, 184 p. Le Pont de l'Epée. (23, rue Racine, Paris-6e.)

e Jakez Hélias



histoire littéraire

Quand José Pierre rêve de Gauguin

● *Un éloge de l'amour.*

VENU des Landes, où il est né en 1927, José Pierre a rencontré le Surréalisme en [redacted] Cette illumination [redacted] caractère très *moral* devait le marquer durablement. Amoureux de peinture, on lui doit de nombreux textes sur des peintres de [redacted] modernité : [redacted] va de [redacted] Moreau (dont le [redacted] un [redacted] lieux [redacted] plus [redacted] et les plus illuminants de Paris) à Max Walter Svanberg et [redacted] Wolfgang [redacted] : [redacted] l'érotisme [redacted] la magie. C'est peut-être en ce creuset qu'a pris forme le livre [redacted] : *Gauguin aux Marquises*. Il y [redacted] d'abord, [redacted] palpable, [redacted] cination que Gauguin exerce sur José Pierre.

[redacted] attrait, quasiment « magique », [redacted] source dans l'inquiétante [redacted] que s'arrogeait Gauguin : son opposition aux entreprises du [redacted] par exemple, ou bien le fait d'avoir nommé [redacted] maison « La maison du jouir ». Bref ! le petit-fils de Flora Tristan devient, [redacted] pour l'écrivain [redacted] Pierre de libérer ses fantasmes, et de faire paraître insidieusement sa [redacted] : la [redacted] qui, par [redacted] d'un autre, mesure [redacted] pare les forces du désir des [redacted]

[redacted] qu'il mélange les [redacted] Nous [redacted] au tournage d'un film, *aux Marquises, sur les dernières* années de [redacted] Gauguin. Trois écritures s'y confondent : le scénario, scène par scène, livré dans le décousu du tournage ; le journal de la scripte, qui va la conduire du compte rendu du spectacle [redacted] sa propre mise en scène, et elle passe insensiblement de la condition de témoin à celle d'actrice ; enfin, les propos d'un Gauguin fantomatique.

Deux personnages se dégagent très vite de ces heurts étranges : Gauguin, mais par l'entremise de l'acteur [redacted] qui l'incarne, [redacted] la scripte, qui, elle, va découvrir, [redacted] les [redacted] tournage, sa dimension érotique. Car *Gauguin aux Marquises* est essentiellement un livre érotique. Il veut démontrer la présence et les exigences du corps. Il veut illustrer « La maison du jouir », qui [redacted] maison [redacted] Gauguin. Il prétend illuminer Gauguin [redacted] même temps, libérer la *scripte*, c'est-à-dire la femme. Dans [redacted]

Dès lors, le *plaidoyer* de José Pierre s'éclaire : l'art et la vie ne [redacted] disjoindre, contrairement à ce que pensait la [redacted] Critique. Rien ne sépare, dans ce Gauguin que l'écrivain fait paraître, le pinceau du sexe. Le « jouir » [redacted] l'inscription picturale [redacted] possession [redacted] admirables vahinés. [redacted] partir de là, il reste [redacted] l'art [redacted] soumis [redacted] une pratique érotique [redacted] leçon [redacted] scripte, héroïne réelle de *Gauguin aux Marquises*, rapportera de son séjour. Il [redacted] faudrait pas oublier pour autant les derniers mots du livre : « *Paul Gauguin... le plus grand peintre du monde...* »

Le plus grand parce que « La [redacted] du jouir » [redacted] incluait sa pratique libertaire, son [redacted] éperdu, [redacted] fulgurante de ses œuvres.

HUBERT JUIN.

★ GAUGUIN AUX [redacted] José Pierre, 253 pages, 65 francs. [redacted] Flammarion, Collection « Textes ».

Le surréalisme sous tous ses aspects

Promenade à travers un dictionnaire

LE *dictionnaire ne se contente pas d'être un* Who's who *du surréalisme, mais considère les événements, les œuvres marquantes, les listes de revues, de groupes, de manifestes, de tracts, etc. — et les concepts, — comme des entrées aussi nécessaires que celles des personnes.* » Dans leur avant-propos, Adam Biro et [redacted] l'ouvrage [redacted] *qu'ils* [redacted] avec la collaboration de critiques et [redacted] dont certains, Noël Arnaud, Edouard Jaguer, Gérard Legrand et Jean-Louis Bédouin, ont [redacted] un [redacted] le mouvement surréaliste.

[redacted] a [redacted] d'explorer [redacted] « environs » [redacted] avec [redacted] jazz, le pop'art, etc.) et de faire un sort [redacted] des groupes tout à fait [redacted] comme l'abjectionniste du Portugais [redacted] Il [redacted] la présence [redacted] le passage de personnalités trop négligées. C'est [redacted] première fois, *par exemple*, que l'on signale le [redacted] Bree [redacted] compagne Mary Low, auteurs d'un *Red* [redacted] *Notebook*, que [redacted] ghetti vient de rééditer à San-Francisco.

Les « techniques » surréalistes, [redacted] automatique, *l'écrémage*, [redacted] *frottage et le fumage*, [redacted] l'inspiration », [redacted] exposées *en termes précis. Les grands* [redacted] l'amour, la [redacted] le rêve, [redacted] des *articles documentés*. Jean-Clarence Lambert tente une définition de la révolution surréaliste, « *totale, matérielle et mentale* », entre le « *fidéisme d'Aragon* » et l' « *aliénation métaphysique d'Artaud* ».

Ainsi en partant des hommes et de leurs actes, des œuvres et de *leur contenu*, les auteurs explorent un immense continent. Le mouvement a pu, jusqu'à la guerre, réunir des peintres et des poètes enracinés dans des lieux aussi différents que Prague et les Canaries. La formule du dictionnaire, en éloignant le pathos, retrouve une certaine allure, un langage « *dépouillé de tout ce qui pouvait lui prêter un caractère ornemental* » (Breton).

On pourra regretter cependant que des personnages aussi importants que Pierre Mabille ou Arshile Gorky n'aient droit qu'à quelques lignes plutôt hâtives. On se demande aussi pourquoi Charles Duits, Pierre Morhange et Léon Pierre-Quint sont oubliés. Avec son iconographie et la masse d'informations fournie, *le Dictionnaire général* n'en reste pas moins un ouvrage essentiel où tous les aspects du surréalisme sont représentés.

★ DICTIONNAIRE GENERAL DU SURREALISME ET DE SES ENVIRONS. Presses universitaires de France, 461 ill., dont 41 en couleurs, 350 francs.

RAPHAEL SORIN.

Alain Jouffroy réinvente les années 20

● *Un historien du cœur.*

IL est manifeste que le bouleversement qui s'est accompli dans les domaines de la pensée et des arts, dès que fut achevée la grande tuerie de la pre[redacted] choses. A bien voir, [redacted] bien examiner, [redacted] scruter les faits, force [redacted] d'avouer [redacted] ce [redacted] de quelques-uns [redacted] pour scène un espace limité : [redacted] parnasse. Alain Jouffroy, nostalgique de mai [redacted] a entrepris une remontée aux sources, une enquête strictement « passionnelle », un compte rendu qui serait également un « roman ». [redacted] se nomme [redacted] *Vie réinventée*.

C'est un livre précieux à divers [redacted] et qui exige trois lectures. D'abord, il est vrai qu'Alain Jouffroy a été [redacted] l'intimité de Breton, d'Aragon, de Soupault, de Miro, de Masson, j'en passe, [redacted] que, jeune homme avide d'être enseig[redacted] et renseigné, il tira de ces fréquentations parfois cont[redacted]toires des souvenirs précieux. Ensuite, dès lors qu'il se mit dans l'idée d'écrire *la Vie* [redacted] Alain Jouffroy poursuivit les survivants, les survivantes, et compléta ainsi, et pré[redacted] renseignements initiaux. Cela ne suffisait pas : donc, il se mit dans son livre, qui d'historique devint romanesque.

C'est un texte qui est traversé, labouré, par un vocable, lequel couvre d'un même manteau des *destinées aussi disparates que* celles de Drieu, de Breton, de Doriot, de Sadoul... Ce mot, c'est [redacted] utile, sinon nécessaire, de savoir ce que ce mot autorise, et, de la *même façon, ce qu'il dissimule*, car il [redacted] a, dans la démarche d'Alain Jouffroy, [redacted] pathétique. [redacted] *dit-il*, [redacted] *j'avais été là...* A l'évidence, ce qui le fascine, c'est [redacted]

[redacted] bien beau livre. Il y là des informations inédites, un emportement [redacted] une grande nostalgie. Alain Jouffroy, dans ces pages, se montre historien [redacted] cœur. Sans doute veut-il prouver, et il y réussit, [redacted] l'avenir est devant nous parce qu'il [redacted] pour garant. Et, enfin, que le désordre est fertile. Alain Jouffroy [redacted] des années 20 (avec le Bœuf sur le toit, avec les voitures de Picabia, avec la révolution surréa[redacted] Sans doute s'agit-il, aujourd'hui [redacted] vie [redacted] une imitation de ces modèles.

H. J.

★ LA VIE REINVENTEE (L'EXPLOSION DES ANNEES 20 [redacted] PARIS), d'Alain [redacted] Laffont, [redacted] pages, 95 francs.

LE « SCANDALEUX » BENJAMIN PÉRET

Approche plurielle, de Benjamin Péret, le livre que présente Jean-[redacted] Goutier, doit [redacted] ceux qui, encore séduits par le bric-à-brac surréaliste, négligent un homme dont la présence heurte toujours les conformistes. En disant ses liens avec la politique, la peinture et le Mexique, les contributions de Jean Schuster, José Pierre ou Dominique Rabourdin, suivies, chacune, de textes de Péret, montrent l'unité de sa vie et de son œuvre.

Sans préméditer ses coups, aussi imperturbable que le mécanisme d'une machine infernale, il a suivi sa pente vers le scandale. En mai 1921, au procès Barrès, il incarne le « soldat inconnu » et porte déjà la dérision à son comble. Engagé dans une milice anarchiste pendant la guerre d'Espagne, il crache sur la « scalinaille ». Enfin, *le Déshonneur des poètes*, publié après la guerre, vitupère les professionnels de la résistance des lettres.

Mais cet « *être allé, hors d'atteinte* » (Simone Kahn-Breton) a su porter dans les mots, à force de refrains détournés, de proverbes « mis au goût du jour » et de délire verbal contrôlé, une révolte encore plus noire et plus profonde. — R. S.

★ BENJAMIN PÉRET. Ouvrage collectif, dirigé par *Jean-Michel Goutier*. Ed. Henri Veyrier, 188 p., 128 F.

LES ALLURES DE JACQUES BARON

Les rides épargnent les poèmes de Jacques Baron, comme si celui qui fut le benjamin du surréalisme devait conserver toujours les allures de sa jeunesse. Les textes de *la Vie lavable*, un recueil qui court de 1924 à 1981, ont une fraîcheur qui *s'éloigne* de la poésie savante. Ils ont l'air de couler de source. Leurs éléments sont simples : un *souci*, un ciel sans nuages, une eau dormante, suffisent à créer l'émotion.

Guetteur sans inquiétude, Baron est un poète du bonheur de vivre. Depuis *l'Allure poétique*, son premier livre, il cultive un art de respirer communicatif, il fait son miel avec ce que les autres ne daignent même pas retenir.

Sans doute parce qu'il est de Nantes, comme Vaché, l'ange du bizarre vient-il encore lui rendre souvent visite. L'insolite, Baron le trouve au coin des rues, dans la parenthèse d'un dimanche comme tous les dimanches. « *Et les poèmes se présentent / Un à un la main dans la main / Le premier c'est le percepteur / Un autre l'employé du gaz / Et le troisième vient couper / Ce qui me reste de lumière.* »

R. S.

★ *La Vie lavable*, de Jacques Baron, Editions Belfond, 77 pages, [redacted]

LA MALICE DE MAURICE FOURRÉ

L'occultation de Maurice Fourré *(1876-1959) comme celles de Michel* [redacted]-Lagrange ou de Jean-Marie-Amédée Paroutaud, semble profonde, *sinon définitive*. Ses trois romans, [redacted] *la Nuit du Rose-Hôtel, la Marraine du sel et Tête-de-Nègre* ont fini au pilon et l'étude de Philippe Audoin (1), parue en 1978, est déjà [redacted]

En publiant *le Caméléon mystique* qu'il écrivit à quatre-vingts ans, les Editions Calligrammes de Quimper défient donc la guigne qui poursuit cet écrivain trop singulier. Dans ce livre posthume, qui restait presque entièrement inédit, la pensée tournoie avec une sorte de malice digne, et les mots tracent un labyrinthe quasi magique. [redacted] proximité de sa fin apporte à Fourré le don unique de tout prendre de haut, de renverser les apparences. Alors, [redacted] aventures [redacted] héros, [redacted] double, [redacted] « *un charmant produit anachronique* », se déroulent [redacted]ans un territoi[redacted] où les objets les plus ordinaires, les anecdotes, les rencontres, les conversations prennent un autre tour et deviennent des signes. Fourré donne à ces riens [redacted] la grandeur, comme Chirico à un mannequin ou à une paire de gants.

R. S.

★ *Le Caméléon mystic*[redacted] Maurice Fourré, Editions Calligrammes (18, [redacted] Elie-Fréron, 29000 Quimper). [redacted] pages, 68 F.

(1) *Maurice Fourré, rêveur définitif*, le Soleil Noir.

LES VIBRATIONS DOULOUREUSES D'ANTONIN ARTAUD

Antonin Artaud demeure celui qui poussa son refus de la « *réalité* [redacted] *choses* » jusqu'à s'enivrer du bonheur de perdre. Il avait découvert, avec horreur, la dictature du corps. Jacques Garelli, malgré quelques jugements superflus sur l'état mental du poète, a étudié, avec passion, les vibrations douloureuses de cet homme [redacted] n'accepta jamais de s'asseoir à [redacted] table de l' « *obscène repas* » du monde.

[redacted] travers cet essai, on peut mesurer combien est encore choquante et troublante la parole de cet « *incarcéré vivant* » qui n'abdiqua jamais la liberté de souffrir.

PIERRE DRACHLINE.

★ *Artaud et la question du lieu*, de Jacques Garelli, Editions José Corti, 148 pages, 70 F.

L'ART DE L'INSULTE

On sait que, dans l'insulte ou l'apologie, le surréalisme n'a pas été dépassé. Le premier tome [redacted] *surréalistes et déclarations collectives* (1922-1939), *présentés et commentés* par José Pierre, confirme l'aptitude qu'avaient les membres du mouvement à *détruire un adversaire en quelques* mots ou à créer des légendes.

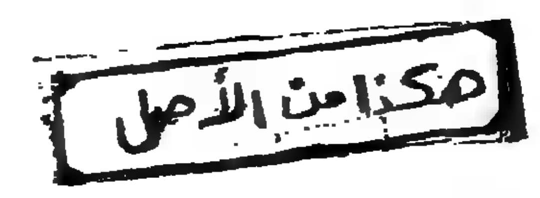
D' « Un cadavre », démolition de la *mémoire* d'Anatole France, à « Paillasse ! » qui enfonça Aragon, de la défense de Violette Nozières, [redacted] parricide, à celle de Freud, André Breton et ses amis, malgré les crises et leurs divisions, ont souvent fait *mouche*.

Le second tome des *Tracts* [redacted] *listes*, qui va de 1940 à 1969, se ferme sur une *déclaration d'adieu*, « Sas », où le dernier carré (Radovan Ivsic, Annie Le Brun, Toyen, etc.) [redacted] de *suspendre les activités* du mouvement. Ainsi s'achevait une aventure collective dont les manifestations, *sous peine de ressembler à des redites*, allaient redevenir occultes.

La déclaration de Breton, en 1940 — « *Il est inutile de vouloir se survivre* », — n'avait pas résisté à la [redacted] des événements, guerre, expé[redacted] *coloniales*, *mai* 68. Brûlants encore de se signaler, les surréalistes ont failli se perdre et liquider avec eux le « *contre-courant éternel* » dont leur action fut l'un des ultimes scintillements.

R. S.

★ *Tracts surréalistes et déclarations collectives*, 1922-1939 et 1940-1969. Présentation et commentaires de José Pierre. Deux volumes de 320 et 340 pages, 265 F [redacted] 190 F. Ed. Eric Losfeld.



histoire

LE RETOUR DE TALLEYRAND

Les superbes « Mémoires » d'un tricheur

« *VOLEUR ! [redacted] êtes un voleur ! Vous [redacted] lâche, un homme sans foi, vous [redacted] croyez pas en Dieu ; vous avez toute votre vie manqué à vos devoirs ; vous avez trompé, trahi tout le monde. Il n'y a pour vous rien de sacré ; vous vendriez votre père. Je vous ai comblé de biens, et il n'y a rien dont vous ne soyez capable contre moi... Que voulez-vous ? Qu'espérez-vous ? Osez le dire ! Vous mériteriez que je vous brisasse comme verre [redacted] J'en ai le pouvoir, mais je vous méprise trop pour en prendre la peine ! Ah ! tenez, vous êtes de la merde dans un bas de soie.* »

Ces outrages lancés d'une voix de stentor [redacted] un Napoléon livide, devant la cour assemblée aux Tuileries pendant l'hiver 1809, quel expert en dissimulation pouvait en recevoir l'effroyable flétrissure sans perdre une seule seconde son plus parfait sang-froid ? Talleyrand, bien sûr, l'ancien abbé coureur de jupons, jadis client des tripots du Palais-Royal ; le prélat traître à son Eglise ; le grand aristocrate complice du meurtre d'un prince, après l'abandon de sa soutane aux orties. De ses métamorphoses comme de l'usage intime des feintes nécessaires aux grandes ambitions, lui seul tenait cet absolu mépris des hommes qu'il faut pour ne plus s'offusquer de rien.

Dans le secret de son cœur, cependant, « *ce sceptique si profond et si complet en apparence se préoccupait avec une anxiété presque puérile du jugement que porterait sur lui la postérité* », rapporte son contemporain Louis Blanc, si déplorablement oublié. Assez vite, la seconde Restauration confina dans des charges honorifiques l'équivoque serviteur hérité de l'Empire, tellement soucieux des souvenirs qu'il laisserait après sa mort. Il utilisa donc sa retraite au somptueux château de Valençay pour les charpenter comme une plaidoirie dans de volumineux *Mémoires* conçus pour rendre exemplaire une existence douteuse. Comment concilia-t-il ce nouveau mensonge avec le désir de se fabriquer une réputation irréprochable ? L'incohérence procéda [redacted] d'une [redacted] « *ces bizarreries de l'esprit humain dont [redacted] est toujours bon de prendre note* », comme le conseille un des mille aphorismes perspicaces dont il a, justement, parsemé son livre.

Presque entièrement disparus des librairies depuis la première édition publiée par le duc de Broglie à la fin du dix-neuvième siècle, l'ouvrage nous revient complété par des documents d'époque du plus haut intérêt, [redacted] aux soins attentifs [redacted] M. Jean-Paul Couchoud.

Par une heureuse coïncidence, M. Michel Poniatowski apporte un complément à cette publication avec une étude approfondie des rapports entre Talleyrand et le Directoire.

Dans sa brutale mais intéressante biographie [redacted] Talleyrand



— [redacted] pour [redacted] taux en français dès 1958, [redacted] la [redacted] allemande parue quatorze ans plus tard, comme le croit M. Couchoud, — l'historien soviétique Eugène Tarlé reproche à juste titre aux *Mémoires* de passer « *tout simplement sous silence tous les cas où il ne pouvait mentir* ». Malgré sa considération pour ce maître fourbe, un autre de ses grands biographes, Jean Orieux, partage à peu près cet avis. Sans doute ! Sans doute ! Mais prenez donc sa place, puis efforcez-vous d'agir plus habilement !

Sa prodigieuse carrière étonne d'abord par sa durée, puisqu'elle s'ouvre en 1780, sous Louis XVI, à la très officielle Agence du clergé, et rebondit ensuite avec Mirabeau, Danton, Barras, Bonaparte, Louis XVIII, Louis-Philippe et quelques autres sur autant d'années qu'il s'en écoula entre l'installation de Hitler au pouvoir et nos jours. Pour situer ce stupéfiant parcours d'un demi-siècle d'après quelques comparaisons contemporaines, imaginons qu'un jeune radical remarqué par Edouard Herriot en 1932 siège aujourd'hui au Conseil [redacted] de M. François Mitterrand, après une élection triomphale à la Chambre du Front populaire en 1936, un secrétariat d'Etat sous Vichy, des fonctions ministérielles remarquées dans les gouvernements de la IVe République, un ralliement spectaculaire à de Gaulle en 1958, puis d'importants services rendus à MM. Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, avant un atterrissage en beauté chez les socialistes pendant l'état de grâce de 1981. Un caméléon de cette envergure époustouflerait le monde par sa trajectoire. Mais, [redacted] moment où il va raconter ses passages dans quelques carrefours dangereux, comment ne considérerait-il pas l'omission comme le seul refuge possible ?

Le [redacted] ou [redacted] de Talleyrand sur son activité dans la confiscation des biens d'Eglise, la Constitution civile du clergé, ses glissades sur le meurtre du duc d'Enghien, sur ses responsabilités dans la catastrophique guerre d'Espagne, illustrent d'abord son génie personnel de brouiller les pistes. Afin d'y mieux réussir, le personnage profita même de deux invasions étrangères, en 1814 et 1815, pour faire détruire des archives compromettantes, comme le signale M. Michel Poniatowski. Le lecteur averti consultera donc très prudemment ces souvenirs truqués, mais néanmoins intéressants, comme un traité d'escamotage. Cette précaution prise, ils ménagent le plaisir un peu pervers qu'offre malgré soi un tricheur lorsqu'il laisse voir ses tours aux passants penchés par-dessus son épaule.

Première entorse colossale à la vérité, l'ancien évêque d'Autun ne parle pour ainsi dire jamais de l'argent, sauf dans un aimable et bref aveu où il déclare les finances et l'économie avoir été pour lui, dans sa jeunesse, une matière d'étude « *pleine de charme* ». Pourtant, aucun maître ne domina plus despotiquement sa vie, et il lui [redacted] sans hésitation tous les autres. « *Voyez-vous*, conseillait-il un jour au vertueux Vitrolles, *il ne faut [redacted] être un pauvre [redacted] ble ; moi, [redacted] riche !* » Et [redacted] mon prince ! Déjà couvert de revenus par ses charges, prébendes, dotations diverses, il monnayait pour son compte personnel les accords diplomatiques [redacted] commerciaux, conclus au nom de la France, auprès des souverains ou ministres étrangers.

M. Michel Poniatowski raconte en détail comment il tenta d'extorquer une commission substantielle aux Américains. Par millions, il arracha de l'or à l'Autriche, à la Prusse, à l'Espagne, préleva son dû sur la vente de la Louisiane aux Etats-Unis, sans négliger la bourse des Turcs ni le trésor des Perses. Quand Napoléon remania les frontières du Saint-Empire germanique, il pressura impitoyablement ses princes. En 1817, il vendit pour 500 000 francs or, à la cour de Vienne, des pièces diplomatiques subrepticement dérobées aux archives des affaires étrangères. Ces précautions prises, dans une époque où le braconnage envoyait n'importe quel pauvre diable aux galères, l'onctueux, l'irremplaçable courtisan de la fortune vagabonde pouvait bien ne manquer de rien.

Si l'intérêt des *Mémoires* se réduisait à leurs cachotteries artistiques, le lecteur se fatiguerait vite, car le mensonge distrait quelquefois par inadvertance, mais finit toujours par lasser. Curieusement, la douleur d'une enfance meurtrie saigna jusqu'à la fin de son existence dans le cœur glacé de l'impitoyable opportuniste et ajoute à ses souvenirs une étonnante humanité. Abandonné dès le plus bas âge à l'insouciance des serviteurs, il ne connaissait toujours pas son père à huit ans et vécu, en tout, chez lui, moins d'une semaine. Ce délaissement lui légua une amertume lucide. « *La manière dont se passe nos premières années influe sur toute la vie* », écrit-il ainsi au soir de la sienne. La psychologie moderne se bâtira plus tard sur cette évidence.

Chez sa grand-mère, la bonne princesse de Chalais, il assiste aux soins médicaux charitablement prodigués par son aïeule aux paysans, après la messe, et retire du spectacle l'une de ces conclusions simples mais pénétrantes qu'il érige en lois générales, sans se prétendre pour autant théoricien. « *L'homme est composé d'une âme et d'un corps, et c'est la première qui gouverne l'autre. Les blessés sur la plaie desquels on a versé des consolations, les malades à qui on a montré de l'espérance, sont tout disposés à la guérison... Rien n'est aussi efficace que la confiance ; et elle est dans toute sa plénitude quand elle émane des soins d'une grande dame autour de laquelle se rallient toutes les idées de puissance et de protection.* » Le diplomate le plus retors de son temps se transforme ici en précurseur du fameux environnement hospitalier, cher à la médecine psychosomatique.

Les réflexions judicieuses, sur des sujets inattendus, fourmillent sous sa plume et donnent à certaines pages des *Mémoires* la séduction irrésistible qu'une intelligence supérieure exerce toujours autour d'elle. D'un bref séjour dans l'Amérique de George Washington, il tire sur les rapports entre l'Europe et le Nouveau Monde quelques avertissements encore d'actualité.

Remarquablement doué pour l'étude sociologique et l'introspection individuelle, Talleyrand porte une responsabilité d'autant plus terrible dans chacune de ses trahisons qu'il voyait aussi parfaitement clair en lui que dans les autres. Mais « *l'art de ne montrer qu'une partie de sa vie, de sa pensée, de ses sentiments, de ses impressions... était, à ses yeux, la première de toutes les qualités* », et il confiait dans une conversation familière : « *Il faut en politique, comme ailleurs, ne pas trop engager son cœur, ne pas trop aimer ; cela embrouille, cela nuit à la clarté des vues et n'est pas toujours compté à bien.* »

Cette morale de vautour attisa contre lui, chez les belles âmes de son siècle, un mépris sans borne. « *L'homme de France qui a l'esprit le plus vif et les passions les plus viles* », ricanait Stendhal à son sujet. Chateaubriand, Louis Blanc, l'accablèrent aussi d'un dégoût digne des imprécations napoléoniennes. Vers 1825, cependant, de jeunes ambitieux viendront recueillir auprès de lui, dans son hôtel de la rue Saint-Florentin, quelques recettes sur les moyens d'arriver. Parmi eux, il appréciait particulièrement le petit Marseillais Adolphe Thiers. Chaque fois qu'ils se rencontraient, les siècles se serraient la main, puisque, de ces deux hommes, l'un avait connu Louis XVI et l'autre allait [redacted] travers ce rapprochement vertigineux, les *Mémoires* rappellent combien M. de Talleyrand demeure, pour nous, un contemporain détestable et proche.

GILBERT COMTE.

[redacted] MEMOIRES [redacted] Talleyrand, 827 pages, [redacted] « [redacted] mémorables », Plon, 130 F.

[redacted] TALLEYRAND ET LE DIRECTOIRE, [redacted] Michel Poniatowski, [redacted] — [redacted] Librairie académique Perrin, 145 F.

Le bon roi Henri

(Suite de la page 13.)

L'époque henricienne correspond également au désastre économique des années 1580-1590, obérées par la guerre ; elles sont suivies d'une superbe reprise après 1600 ; celle-ci facilite les ponctions fiscales de la décennie 1600-1610 quand culmine la grandeur de notre monarque. Majesté trop aisément monnayée ; Henri, sans oublier les devoirs de son poste, sombre après 1600 dans l'érotomanie ; il n'en sera que mieux trompé par ses maîtresses. Là aussi, ne jugeons pas un dirigeant à l'aune du vingtième siècle ; notre époque, malgré les « révolutions des mœurs » demeure rigoriste et victorienne quant à l'exigence morale, voire hypocrite, vis-à-vis des hommes politiques. Philippe d'Orléans, Louis XIV en ses belles années, Louis XV et quelques autres, disposeront eux aussi d'un palmarès d'amies sensibles au prestige du roi ou du régent. Il ne semble pas, dans le cas d'Henri, de Philippe ou de Louis que ces performances multiples et parfois contestables aient été spécialement nuisibles à l'administration du royaume.

Le livre de Babelon s'appesantit sur la fin en politique extérieure. Voyez Saint-Simon, de même, obsédé au tard de son grand ouvrage par les souvenirs du diplomate Torcy, ce raseur. Mais ce défaut est mince. Babelon presque constamment domine son sujet ; il peint Henri en détrempe par évocation d'un arrière-plan français, gascon, navarrais. De toutes les biographies royales ou para-royales qui, ces temps-ci, fleurissent comme champignons couronnés, celle-ci est l'une des plus convaincantes parce qu'érudite et pourtant de bonne compagnie.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ HENRI IV, de Jean-Pierre Babelon. Fayard, 1 104 pages, 145 F.

histoire

L'étrange destin des Arméniens

● *Du génocide au terrorisme.*

ON a beaucoup parlé, au cours de ces dernier mois, du mensonge ou de la vérité des analogies. Génocide, holocauste, Oradour, ces noms ont fait l'objet de toutes les discussions. Cela n'est pas [illegible]. Il est cependant un précédent à l'immense crime commis par les nazis dont on a un peu, mais peut-être pas assez, parlé : l'extermination, en 1915, de plus d'un million d'Arméniens. Hitler avait un jour posé la question : qui se souvient aujourd'hui des Arméniens ? Une actualité terroriste nous remet pourtant ceux-ci en mémoire. Le fallait-il vraiment pour comprendre l'étrange destin de ce peuple, partagé aujourd'hui entre un centre, l'étroite Arménie *soviétique*, et deux diasporas : celle qui, de ce centre, s'est répandue à travers l'espace russe ou russifié, et celle qui, de Beyrouth à New-York en passant par Marseille, Lyon et Paris, s'est installée là où on a bien voulu d'elle ? Cette dernière diaspora, tout comme la diaspora juive, s'est prise aux jeux du commerce et de l'intelligence. Elle a ses Rothschild qui s'appellent Gulbenkian, elle a ses *sionistes* qui réclament des terres aujourd'hui cultivées par des paysans turcs et rêvent d'y rebâtir la grande Arménie du roi Tigrane. De leur côté, nombre d'Arméniens soviétiques, venus de Turquie après le grand massacre, contemplent la ligne bleue du mont Ararat, comme d'autres, depuis la Jordanie, contemplent le Jourdain. Mais voici que les destins se mêlent : un terrorisme à la palestinienne a fait son apparition en Occident, en France et en Suisse ; des diplomates turcs en sont les victimes, mais aussi des passants.

Deux livres nous procurent sur ce difficile sujet une réflexion honnête. Celui de Jean-Pierre [illegible], *Arméniens quoi qu'il en coûte*, est une sorte de portrait-robot du peuple arménien — celui qui vit en France et celui qui vit en Union soviétique — fait, comme il se doit, à coups [illegible] et d'images [illegible]. On apprend à y connaître les angoisses et les fantasmes d'une communauté qui n'a pas oublié d'où elle vient, mais qui se sent guettée par l'assimilation — est-ce toujours une catastrophe ? — qui compte ceux qui parlent encore sa langue et qui ne savent pas toujours s'ils doivent faire appel à la France éternelle ou à la révolution. Un mot typique d'un Arménien de vingt ans, habitant le quartier du Sentier : « *La plus forte menace qui pèse sur nous, Arméniens, c'est que tout le monde ici est chrétien.* » Un détail saisissant : le cinéaste arménien-soviétique Paradjanov a bien été condamné dans son pays pour propagande nationaliste, mais il s'agissait du nationalisme ukrainien.

Décadence du terrorisme

Un des personnages du livre de Jean-Pierre Richardot est un terroriste. Il nous dit avoir fait feu sur un homme, parce que, le voyant sortir du consulat turc à Genève, il lui avait paru être, dans le groupe dont il faisait partie, le plus important. Voilà qui illustre remarquablement ce qu'on pourrait appeler la décadence du terrorisme contemporain. Il suffira, pour s'en rendre compte, de lire l'ouvrage d'Archavir Chiragian, *la Dette de* [illegible], que Gérard Cha[illegible] de présenter et de faire conn[illegible].

Arménien de Constantinople, né en 1900, Chiragian a connu dans la capitale turque une forme atténuée du génocide. Il est mort aux Etats-Unis, en 1973, dans la peau d'un honorable homme d'affaires. Entre-temps, de 1919 à 1922, il a été un terroriste professionnel, abattant à Constantinople, à Rome et à Berlin, un traître arménien et des dirigeants du parti Jeune Turc, notamment à Rome, l'ancien premier ministre du gouvernement ottoman, Saïd Halim Pacha. Imaginons, comme le dit Challand, que, au lendemain de la seconde guerre mondiale, Hitler, Goebbels et Himmler, se soient tranquillement installés dans des palaces de Rome ou de Constantinople... La suite se devine aisément.

Déclin de la morale

Le récit de Chiragian, à la fois haletant et froid, sera lu avec passion par les amateurs de *thrillers* et par ceux qui réfléchissent sur les rapports entre morale et politique. Nous vivons bien, comme le dit Challand, le temps des assassins, mais, en l'espèce, qui sont les assassins ? Chiragian nous montre qu'il existe une morale au terrorisme comme il existe une morale de la guerre, et l'on ne peut mieux résumer la leçon de ce livre qu'en citant ce passage que l'éditeur a fort justement placé en épigraphe : « *En fait, à Rome et à Constantinople, plus tard à Berlin, alors que la foule me menaçait, la pensée de me servir de mon arme contre des innocents ne m'avait pas une seule fois effleuré. La police m'avait souvent traqué, mais jamais je n'avais tiré sur un agent, pas même turc. Je ne voulais pas devenir un assassin. Et le jour de l'exécution de Saïd Halim, je n'avais pas un instant songé à tuer le garde du corps, Tevfik Azmi, sauf en cas de nécessité absolue. Nombre de personnes, informées de mes activités et de mon comportement, se sont demandé pourquoi je n'avais pas liquidé Azmi ou d'autres. La réponse me paraît évidente : Azmi n'avait eu aucune part à la préparation et à l'exécution du massacre du peuple arménien. Il avait combattu au rang de colonel dans la campagne de Gallipoli et, en récompense de son courage, on l'avait promu, puis nommé secrétaire et garde du corps de Saïd Halim. Notre organisation n'avait pas de plan d'extermination. Elle distribuait leur châtiment aux individus qui avaient été jugés par défaut et reconnus coupables d'assassinats en masse. En tête de notre liste, il y avait d'ailleurs des traîtres arméniens.* »

Quelle décadence, vous dis-je.

PIERRE VIDAL-NAQUET.

★ ARMÉNIENS QUOI QU'IL EN COUTE, de Jean-Pierre Richardot. Fayard, 270 pages, [illegible] francs.

★ [illegible] DETTE [illegible], d'Archavir Chiragian, traduction d'Annick Pélissier, précédé de « le Temps des assassins », par Gérard Challand. Ramsay, 308 pages, 75 francs.

Staliniens et sociologues

● *Dans la Pologne rurale d'après-guerre.*

LE détonateur des grands soulèvements polonais contre l'ordre stalinien ou post-stalinien fut le plus souvent une hausse des prix alimentaires mettant en péril le niveau de vie de la classe ouvrière. Ce mécanisme n'est pas sans rappeler celui des révolutions françaises de 1789 et de 1848, également déclenchées par des crises de subsistance qui se manifestaient par des élévations brutales du prix des céréales.

Les origines de ces deux types de crise agricole sont cependant distinctes. En France, de mauvaises conditions climatiques conduisent aux pénuries de 1788 et 1847. En Pologne, une gestion déplorable mène au délabrement structurel de l'économie rurale et pousse le gouvernement à augmenter brusquement, par décision administrative, le prix des denrées de première nécessité.

L'échec polonais n'est pas vraiment une surprise : depuis l'expérience soviétique de la collectivisation, la destruction de l'agriculture est devenue une tradition des pays communistes. Ce qui rend le cas polonais particulièrement intéressant, c'est que la mise en pièces de la paysannerie — moins radicale qu'ailleurs puisqu'elle ne prit pas la forme d'une collectivisation forcée — n'empêcha pas l'émergence d'une excellente école de sociologie rurale, aujourd'hui très respectée par les milieux spécialisés de pays comme la France ou l'Angleterre. C'est l'histoire de ce groupe de chercheurs, de ses démêlés avec le pouvoir et avec sa conscience, que trace Jean-Charles Szurek dans un livre très original, *Aux frontières paysannes de la crise polonaise*.

Dans l'immédiat après-guerre, Jerzy Tepicht, savant et militant, veut trouver dans la réalité sociale des campagnes polonaises une illustration de la pensée de Lénine sur le développement du capitalisme agraire. Tâche difficile : après une réforme foncière radicale, l'exploitation familiale domine de façon écrasante le système de production agricole. La recherche des capitalistes ruraux, les koulaks — pour les éliminer, — [illegible] de définition et d'investigation insolubles, mais qui mènent paradoxalement le dogmatisme stalinien à la rencontre de l'empirisme sociologique. L'Institut d'économie agricole se lance dans de vastes enquêtes, couvrant un échantillon de cent vingt villages, et qui n'ont nulle part leur équivalent dans le monde.

Les présupposés léninistes du projet ne l'empêchent pas d'aboutir à des conclusions totalement opposées à l'esprit du dogme. L'enquête identifie, dans l'espace polonais, plusieurs types de structures agraires, d'origine culturelle différente, semble-t-il, puisque les grandes zones rurales coïncident avec celles définies par le partage de la Pologne entre les empires russe, autrichien et prussien au dix-huitième siècle.

Les sociologues de Varsovie ne deviennent pas immédiatement des rebelles, idéologiques ou politiques. En 1956, leur évolution retarde même plutôt sur celle du parti communiste. Ils sont attaqués pour dogmatisme. Ils ne sont pas les premiers à réclamer la cessation des livraisons obligatoires de produits agricoles par les paysans, et l'augmentation des crédits et fournitures aux exploitants individuels. Mais, par la suite, les plus staliniens d'entre eux, comme Tepicht, élaborent une nouvelle et globale interprétation du changement agraire en période d'industrialisation, qui remet en question le schéma présenté par Marx dans *le Capital* (et fidèlement repris par Lénine).

Des études comparatives sur l'évolution des agricultures polonaise, socialistes en général, américaine et française, soulignent la vitalité persistante de l'exploitation familiale, sa capacité de progrès et d'innovation. Le capitalisme agraire britannique, analysé par Marx, et que s'efforce de singer la collectivisation agraire soviétique, apparaît finalement comme une exception plutôt qu'une règle. La concentration des moyens de production et la prolétarisation rurale ne sont pas le destin commun des paysanneries du monde.

On pourrait généraliser [illegible] conclusions de Tepicht. Les [illegible] collages économiques les plus spectaculaires, réalisés entre 1880 et 1980, en Suède, au Japon, en Corée, s'accompagnent toujours d'un renforcement de l'exploitation familiale dans le domaine agricole, d'un triomphe des paysans moyens, de ces petits entrepreneurs, travailleurs et compétents, que Lénine s'obstinait à appeler les *koulaks*.

EMMANUEL TODD.

★ AUX ORIGINES PAYSANNES DE [illegible] CRISE POLONAISE, de M. Jean-Charles Szurek. Actes-Sud. [illegible] pages, [illegible] francs (Le Paradou, [illegible]).

Une histoire de la dissidence

IL y a, depuis Marx, deux façons principales [illegible] l'histoire. La première, traditionnelle, [illegible] et ce qui [illegible] les [illegible]. La deuxième met, au contraire, l'accent sur les tensions, entre groupes et classes, et s'efforce de percevoir des signes de rupture et de désagrégation dans les systèmes qu'elle étudie. On croyait [illegible] au capitalisme [illegible] d'organisation qui [illegible] le [illegible] par [illegible] ple. [illegible] au grand [illegible] rival, le [illegible] de l'Est, [illegible] soixante-cinq années, [illegible] tant une mise en perspective de phénomènes qui paraissaient autrefois anecdotiques [illegible] occidentals.

L'[illegible] de la [illegible] Jean-François Soulet, qui s'intéresse aux [illegible] la mort [illegible] à nos jours) [illegible] la continuité des phénomènes d'opposition au [illegible] soviétique. La [illegible] par [illegible] raître comme [illegible] au [illegible] au capitalisme [illegible] paysanne au féodalisme.

Dans ce livre précis, complet, bien équilibré, Chiama [illegible] let montrent que l'omniprésence du pouvoir d'Etat — qui [illegible] de contrôler [illegible] les processus [illegible] — aboutit à une [illegible] tiplication et à un fractionnement, simultanés, de la contestation. Les formes prises par le refus du système vont de la basse productivité du travail à la dissidence idéologique proprement dite, de l'alcoolisme de fuite à la croyance religieuse. Et n'oublions pas le *hooliga*[illegible] qui englobe tous les délits inexpliqués, inexplicables dans une [illegible] qui [illegible] comme parfaits.

La continuité dans le temps de la dissidence n'exclut pas des changements de rythme et d'intensité, des accès de fièvre : vers 1956, à la fin des années 60, entre 1975 et 1980. [illegible] à [illegible] terme, [illegible] ou [illegible] ne [illegible] cependant. Le [illegible] François [illegible] son [illegible] *populaires*, le [illegible] cyclique [illegible] de reprise en main dans les pays satellites. [illegible] la puissance dominante, de l'Union [illegible] elle-même.

On ne peut [illegible] pas [illegible] le même plan [illegible] l'opposition [illegible] populaires et la [illegible] proprement [illegible] confondre [illegible] un [illegible] inter[illegible] unique [illegible]. La [illegible] polo[illegible] un système [illegible] lui [illegible] imposé de l'extérieur. En U.R.S.S., au contraire, la d[illegible] ne peut affirmer [illegible] qu'elle est majoritaire, se heurte à un totalitarisme indigène, dont la dynamique, on l'a vu à plusieurs [illegible] est [illegible] d'être négligeable.

E. T.

★ HISTOIRE DE LA DISSIDENCE, de Jean Chiama et Jean-François Soulet. Oppositions et révoltes en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours. Le Seuil, 500 pages, 120 francs.

lettres étrangères

La porte magique au pied des Carpates

● Une féerie de Mircea Eliade

UN autre univers, hors de l'histoire. Déjà les contes *Minuit à Serampore* et *le Secret du docteur Honigberger* (Stock) trahissaient, au-delà de leur exotisme, la préoccupation de l'écrivain concernant l'entrée dans une dimension différente, le voyage dans le temps. Le romancier continue sa recherche avec un bonheur inégal. S'il nous piège dans son monde [redacted] *et* [redacted] (Gallimard), *Mademoiselle Chris*[redacted] *Andronic* [redacted] *Serpent* (L'Herne), [redacted] fantastique qui sous-tend ses récits ultérieurs, *le Temps d'un centenaire* suivi de *Dayan* (Gallimard), semblait avoir été plaqué pour illustrer la pensée et/ou l'idéologie de l'auteur. C'est un fantastique artificiel qui n'émeut pas, qui ne vient pas du cœur.

En revanche, *les Dix-Neuf Roses*, roman qu'Eliade a terminé il y a trois années, est sûrement une de ses œuvres les plus achevées. La philosophie de l'historien des mythes et des religions s'articule remarquablement avec l'imagination du conteur.

Nous sommes en Roumanie vers 1966. La crise [redacted] la pénurie ne se font pas sentir, la population jouit de quelques libertés, et même les flics restent polis car le « printemps de Prague » n'est pas loin. Le personnage principal, Anghel D. Pandele, romancier important, peut même prendre ses distances [redacted] rapport [redacted] « [redacted] »; méditer, [redacted] Ses amis les plus proches sont Eusebiu, son secrétaire, qui nous raconte [redacted] la [redacted] personne la féerie, Ghiţă Horia, l'éditeur qui se plie aux impératifs d'un dirigisme culturel chancelant, le cinéaste Ieronim Thanase, découvreur d'une sortie hors de l'espace et du temps, enfin Vladimir et Niculina, qui se prétendent son fils et sa bru. Mais l'inquiétude gagne l'écrivain et son secrétaire.

D'étranges amnésies

Pandele subit d'étranges amnésies, la mémoire des événements essentiels de sa vie s'efface plusieurs fois. Qui est la mère de Vladimir ? Est-il vraiment son enfant ? Pandele finit par comprendre que, [redacted] faveur des circonstances [redacted] — représentations théâtrales ressus[redacted] révolus, spectacles magiques, rituels mystérieux [redacted] — il [redacted] « *liberté absolue* ». Il [redacted] s'agit pas cette fois-ci d'un privilège factuel permettant de s'opposer à un régime politique peu aimé ou d'affirmer la condition d'un surhomme « *au-delà du bien et du mal* » mais d'une sorte de clef ouvrant la voie d'un infini primordial d'où la géographie et l'histoire seraient évacuées, l'infini que chacun porte en soi.

Le trou noir

Insensiblement, les incidences d'un totalitarisme feutré commencent à se faire sentir. L'inspecteur Albini, de la police secrète, la redoutable Securitate, s'inquiète. L'accès à cette liberté intérieure n'est-il pas une menace pour la société nouvelle que le parti est en train de bâtir ? Et la réflexion transcendante du célèbre romancier ne risque-t-elle pas de porter préjudice aux conquêtes révolutionnaires des paysans et des ouvriers ? Comme son entourage, Pandele est mis en observation. C'est trop tard. Il disparaît avec son fils et sa bru dans une forêt ensorcelée au pied des Carpates enneigées, [redacted] une porte [redacted]gique, ou par un trou noir, vers [redacted] autre espace-temps, [redacted] oublié, imprévisible [redacted].

Seules dix-neuf superbes [redacted] le secrétaire reçoit [redacted] rares [redacted] de son [redacted] employeur rappellent [redacted] qu'il est, lui [redacted], condamné [redacted] liberté absolue. [redacted] n'aura droit qu'à une réponse [redacted] mais polie : « *A* [redacted] *entendeur, salut !* »

Mircea Eliade tente-t-il d'exorciser [redacted] mort [redacted] hante depuis ses premiers écrits ? Peut-être n'envisage-t-il que d'échapper aux seules issues proposées par l'histoire aujourd'hui : l'anéantissement nucléaire, sinon la grisaille d'une société orwélienne et hiérarchisée d'où toute liberté aura disparu. Comme ses autres œuvres de fiction, Eliade à écrit ce texte en roumain. Le traducteur, Alain Paruit, a parfaitement respecté la fausse banalité du style linéaire, gardant ainsi en français une sorte d'innocence qui nous envoûte.

EDGAR [redacted].

[redacted] LES DIX-NEUF [redacted] de Mircea Eliade. Traduit [redacted] roumain par [redacted] Coll. « Du monde entier », 195 [redacted] F.

lettres étrangères

Le confusionnisme de Tom Wolfe

● ***A lire [redacted] des pin[redacted], pour réfléchir [redacted] l'architecture américaine***

LA [redacted] verso [redacted] la [redacted] montre un [redacted] jambes croisées, [redacted] bras droit négligemment appuyé contre un mur, la main [redacted] poche. Tom Wolfe [redacted] les yeux qui tombent, [redacted] long [redacted] peut-être droit, des joues plutôt flasques, un sourire plus constipé qu'ironique, des cheveux courts séparés par une raie mal placée : des cheveux à problème. Il porte un costume croisé blanc ou crème (la photo est en noir), très nouveau riche ; des chaussures molles, une cravate sombre. Tom Wolfe est pamphlétaire. A suivre ses méthodes, on déduirait de pareille photo que c'est un imbécile. Erreur.

Tom Wolfe est un confusionniste. C'est [redacted] la fois plus drôle et plus grave qu'un imbécile, plus propice aux vérités oubliées ou cachées, mais plus favorable aux contre-sens, aux contre-vérités pour dire comme les Anglais polis qui préfèrent ce mot à celui de mensonge. Jusque-là tout irait bien comme on voit, si *From Bauhaus to our house*, piteusement traduit en *Il court, il court le Bauhaus*, ne prétendait en outre à la démonstration, à la thèse historique. Résumons, à [redacted] manière bien sûr : les Etats-Unis, terre promise au cœur et à l'esprit sains, pays plein de bon sens et d'intelligence naturelle, ont vu un jour leur belle architecture colonisée par quelques transfuges hypocrites et gauchistes de l'Europe décadente. Depuis, l'architecture américaine souffrirait d'un esprit anti-bourgeois désastreux. Et l'honnête, fier et courageux Américain serait désormais obligé de vivre dans des casemates *infectées* par d'infâmes relents ouvriéristes. Cocasse, non ?

La dénonciation de l'esprit de chapelle

Ce que prennent ainsi Gropius, Le Corbusier, Mies van der Rohe, Kahn ou Johnson relève dans tel contexte de la boucherie. Et de l'équarrissage ce que supportent les Venturi, Meier, Rossi, Bofill, Graves, tous en vrac, pour la période récente. Ne trouveront grâce, présentés comme les victimes du mouvement moderne, que Sullivan, Wright, Saarinen, E. D. Stone ou Portman. Les critères de choix sont à peu près aussi flous, que les arguments avancés sont volontiers inexacts. Et pourtant... Pourtant nos victimes ont en effet [redacted] elles-mêmes les verges [redacted] se [redacted] battre.

D'Eisenman, Tom Wolfe donne la citation suivante : « *Le sens syntactique, tel qu'il est défini ici, ne se préoccupe pas de la signification donnée à des éléments ou à des relations effectives entre éléments mais plutôt de la relation entre relations.* » Certes, nous sommes ici au paroxysme de la cuistrerie.

C'est cependant caractéristique du jargon qui depuis quelques décennies a crû et embelli dans les sphères de l'architecture, troublant les pistes et les valeurs. Et c'est dans la dénonciation de ce jargon, de l'esprit de chapelle, du comportement intolérant de certains architectes, que le pamphlet de Tom Wolfe trouve sa seule justification.



A lire avec des pincettes pour quelques anecdotes ou citations savoureuses. A ne pas lire pour s'instruire. Quant à [redacted] ture elle-même, [redacted] fait l'objet d'un curieux partage entre droite (bon) et gauche (mauvais). Tom Wolfe peut toujours se moquer [redacted] lunettes [redacted] Le Corbusier : au moins celui-ci en portait-il.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ IL COURT, IL COURT LE [redacted], de Tom Wolfe. Edi[redacted] Mazarine, 56 francs.

Un poker avec la mort

T[redacted] WOLFE [redacted] partie [redacted] journa[redacted] *qui, depuis une* quinzaine [redacted] la [redacted] en [redacted] plus [redacted] me [redacted] de Rolling [redacted] lyrique et [redacted] Hunter Thompson, comme Harlan Ellison [redacted] ses [redacted] barons [redacted] Brooklyn, Tom [redacted] che, au long [redacted] chroniques, [redacted] le [redacted] « *made in U.S.A.* ».

Tom [redacted] quitte, [redacted] psychédéliques de [redacted] en [redacted] présenté comme un « roman », [redacted] des évé[redacted] ce qui [redacted] de [redacted]

[redacted] l'imaginaire, de [redacted] reconstruction, [redacted] fait organisé ? A nous de nous [redacted]. En fait, cette enquête-chronique qui porte sur [redacted] l'exploration spatiale [redacted] Unis, [redacted] à [redacted] ce qu'il [redacted] est [redacted] « héros » [redacted] ce qu'on en [redacted] une [redacted] au service [redacted] cause [redacted] le lit comme un [redacted] document, porté par la langue [redacted], narquoise, décapante [redacted] Wolfe, au [redacted] d'anti-épopée.

Que [redacted] « héros », pilotes d'engins capables [redacted] l'espace ? [redacted] *qui* fait un pionnier, un « dépasseur » [redacted] limites humaines ? [redacted] l'« étoffe ». [redacted] qui [redacted] qui n'a [redacted] Tout [redacted] autour : l'avoir ou pas ! [redacted] *part ça, une vie simple* : vol, alcool, bagnole. L'alcool pour [redacted] après [redacted] vol, la bagnole [redacted] à jouer avec [redacted] mort. [redacted] ont [redacted] maison, [redacted] femme, [redacted] leur [redacted] désir, leur [redacted] plaisir, [redacted] leur [redacted] avec [redacted] mort. [redacted] ne [redacted] paient [redacted] ou [redacted] qu'ils [redacted] c'est [redacted] une [redacted]

[redacted] là, [redacted] sûr, [redacted] le [redacted] *au* [redacted] : [redacted] *il y a* [redacted] que [redacted] pilotes n'ont [redacted] confi[redacted] : ce [redacted] cynisme amical de [redacted] qui [redacted] faits ; et les faits disent, à qui veut les [redacted] cette folie [redacted] épardu. [redacted] meilleur.

Quand [redacted] projet Mercury, [redacted] rattraper l'U.R.S.S., [redacted] *sur ces pilotes* ; on [redacted] lar[redacted] mes, [redacted] « p'tits gars » qui [redacted] à [redacted] mort [redacted] pour la [redacted] du drapeau [redacted] preux chevaliers, [redacted] ne [redacted] grimper [redacted] plus [redacted] qui [redacted] Et ils [redacted] représenter, [redacted] que [redacted] américain.

[redacted] y en [redacted] parmi [redacted] qui [redacted] aura pas [redacted] se forcer : c'est [redacted] sé[redacted] rieux, [redacted] l'effort, Glenn, [redacted] va [redacted] Héros. [redacted] chargent [redacted] épopée. [redacted] que le [redacted] l'espace [redacted] binaison, que [redacted] « *paniqué* » [redacted] l'amerrissage, que [redacted] endormi [redacted] le [redacted] Ce qui [redacted] l'image d'eux qu'on crée. [redacted] le [redacted] qu'ils [redacted] : la nation [redacted] pour se croire [redacted] et mer[redacted]

T[redacted] Wolfe montre [redacted] ces « héros », [redacted] l'Amérique [redacted] mais [redacted] façonnés pour les besoins [redacted] la [redacted] politique. En [redacted] le mythe, Wolfe [redacted] l'exagération ironique, la [redacted] déconcertante, [redacted] nous place [redacted] cœur [redacted] grand [redacted] en [redacted] en [redacted] un Wolfe [redacted] en [redacted] correctifs, [redacted] maître en [redacted]

EVELYNE PIEILLER.

★ [redacted] DES HEROS, T[redacted] Wolfe. [redacted] de l'américain [redacted] F. Guivarch. Gallimard, 358 [redacted]

Une tornade littéraire : Joyce Carol Oates

● ***Une caricature au vitriol [redacted] la colonie enseignante.***

JOYCE CAROL OATES [redacted] litté[redacted]. En [redacted] ans [redacted] carrière, [redacted] une douzaine de [redacted] nouvelles, [redacted] critique, des pièces de [redacted] quantité de poèmes et un [redacted] impressionnant [redacted]. Côté [redacted] production demeure [redacted] : son quatorzième, [redacted] *moor* [redacted] (1), [redacted] paraître aux [redacted]. Il [redacted] encore d'un pavé de [redacted] par conséquent [redacted] le précédent, *Bellefleur* (2). Il [redacted] pas [redacted] que la critique [redacted] à Dickens : [redacted] chose, [redacted] la prolificité !

[redacted] de [redacted] singulière [redacted] ici par le soin [redacted] s'y ajouter [redacted] *Amours* [redacted] de [redacted] roman se déroule de nos jours dans une petite université américaine. La colonie enseignante est en émoi. Elle doit en effet accueillir parmi les siens, le temps d'une année universitaire, le célèbre (mais imaginaire) poète anglais Albert St. Dennis. *Malheureusement*, le personnage qui se manifeste est loin de coller à l'image du dieu-poète espéré. St. Dennis se révèle être un individu peu soigneux de sa personne, grossier et, qui plus est, alcoolique. Pire encore, il refuse de jouer le jeu des mondanités. A la compagnie de l'encombrante cohorte de ses admirateurs il préfère celle des livres de la bibliothèque locale. St. Dennis est loin d'être un personnage *antipathique*. *Dans l'arène de* cirque — et le mot n'est pas trop fort — où il vient de mettre les pieds, il ferait même plutôt figure de sage.

Dérisoires universitaires !

Joyce Carol Oates doit en avoir gros sur le cœur pour se permettre de caricaturer à ce point les universitaires américains (rappelons que la romancière a notamment enseigné à Princeton). Côté cour, elle nous présente des individus prêts à toutes les mesquineries pour s'arroger une parcelle de pouvoir. Côté jardin, dans l'intimité, elle nous décrit des êtres complètement perdus, des désespérés presque. Sortis des *valeurs de leurs* échelons universitaires, ils se révèlent incapables de prendre leur vie en main. Leur brillant vernis culturel est plaqué sur une immense coquille vide. On comprend dès lors la fascination qu'exerce St. Dennis à leurs yeux : ce demi-dieu leur propose par le biais de sa poésie une représentation du monde, donc une création. Eux ne sont que des tubes digestifs, de simples *dépositaires du savoir*. Ce n'est pas pour autant que Carol Oates donne raison à l'artiste. A preuve le sanglant destin qu'elle lui inflige, à preuve encore l'échec de la relation amoureuse qui unissait ses deux amis Alexis et Brigit.

Visiblement, Joyce Carol Oates a pris goût à son sujet. *Amours profanes* est un torrent de lave auxquels certains lecteurs se brûleront peut-être les doigts. La romancière donne l'impression de céder, sous l'enthousiasme, à une certaine désinvolture. A l'évidence, les questions relatives au style ne l'intéressent pas. Son récit est truffé de tirets, de parenthèses, de parenthèses entre parenthèses, de retours en arrière souvent superflus, d'une montagne de détails, inutiles pour la plupart.

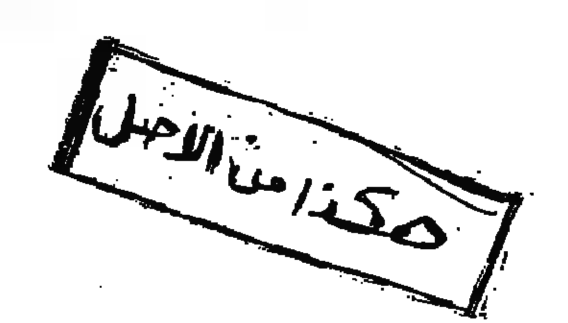
Malgré cela, on ne saurait pourtant rester indifférent au regard acide, et parfois humoristique, que pose l'auteur sur cette micro-société. Insatiable fouineuse, Carol Oates retourne la réalité sous toutes ses faces. Dans son esprit, il lui faut rendre « *le pluralisme de la nature et de l'existence humaine* », comme l'a écrit Ellen G. Friedman dans un ouvrage (3) consacré à l'œuvre de la romancière américaine. Certes, on peut reprocher à Joyce Carol Oates son éternel pessimisme. Mais après tout, le monde ne lui donne-t-il pas raison tous les jours ?

BERNARD GÉNIÈS.

★ AMOURS PROFANES, de Joyce Carol Oates. Traduit de l'américain par Michel-Courtois Fourcy. Ed. Stock, 344 p., 69 F.

(1) Ed. E.P. Dutton.
(2) Publié l'an dernier chez Stock.
(3) Ellen G. Friedman, *Joyce Carol Oates*. Ed. Frederick Ungar, New-York, 1980.

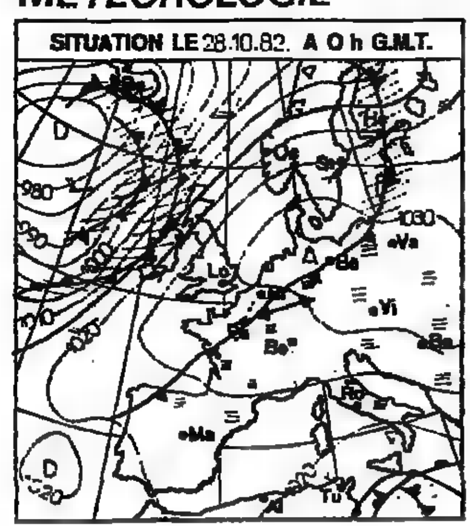
Publicité



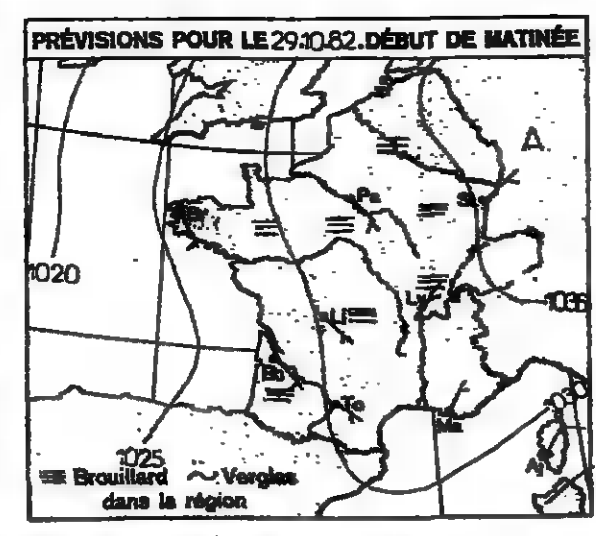
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28.10.82. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29.10.82. DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 28 octobre à 0 heure et le vendredi 29 octobre à minuit :

Une énorme zone de hautes pressions s'étend sur l'Europe. Centrée en Pologne, elle déborde jusqu'à l'Irlande et jusqu'au Portugal. La France sera donc bien protégée contre toute offensive du mauvais temps.

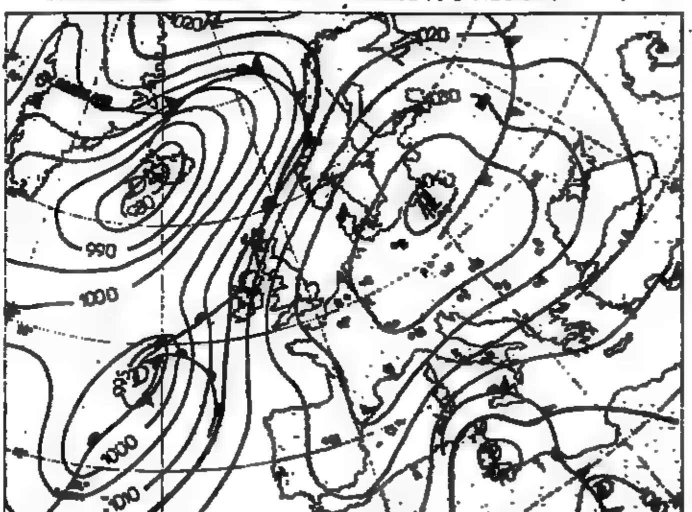
Vendredi, une belle journée sur toute la France. En cette saison il est bien normal, avec une telle situation, que le matin des nappes de brumes ou de brouillard se forment. Ces brumes auront un peu de mal à se dissiper de l'Alsace et de la Franche-Comté au Morvan et au Limousin. Partout, ailleurs, dès le milieu de la matinée, on aura du soleil.

En toutes régions l'après-midi sera bien ensoleillé, tout juste quelques nuages d'instabilité sur la Corse. Le matin 5 à 7 °C sur la plupart des régions, 12 à 15 °C en bordure de la Méditerranée. L'après-midi, 14 à 16 °C sur la moitié nord, 18 à 20 °C sur la moitié sud. Le vent soufflera du sud, il sera modéré.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 28 octobre, à 7 heures, de 1 029,1 millibars, soit 771,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 octobre ; le second le minimum de la nuit du 27 au 28 octobre) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 19 et 11 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Bourges, 15 et 9 ; Brest, 15 et [redacted] ; Caen, 15 et 4 ; Cherbourg, 15 et 6 ; Clermont-Ferrand, 15 et 7 ; Dijon, 15 et [redacted] ; Grenoble, 16 et 3 ; Lille, 14 [redacted] 7 ; Lyon, 16 et 9 ; Marseille-Marignane, 20 et 8 ; Nancy, 16 et 9 ; Nantes, 16 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, [redacted] 12 ; [redacted] Bourget, 13 et 8 ; Pau, 20 et 12 ; Perpignan, 22 et 8 ; Rennes, [redacted] et 6 ; Strasbourg, 15 et 9 ; Tours, [redacted] et 12 ; Toulouse, 17 et 10.

PRÉVISIONS POUR LE 29 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 8 degrés ; Amsterdam, 14 et 2 ; Athènes, 21 et 16 ; Berlin, 13 et 9 ; Bonn, 13 et 6 ; Bruxelles, 14 et 8 ; Le Caire, 29 et 19 ; îles Canaries, 27 et 19 ; Copenhague, 14 et 1 ; Dakar, 30 et 23 ; Djerba, 22 et 16 ; Genève, 13 et 6 ; Jérusalem, 23 et 13 ; Lisbonne, 24 et 11 ; Londres, 14 et 4 ; Luxembourg, 17 et 9 ; Madrid, 21 et 9 ; Moscou, 6 et 3 ; Nairobi, 28 et 16 ; New-York, 18 et 12 ; Palma-de-Majorque, 22 et 10 ; Rome, 22 et 12 ; Stockholm, 11 et 3 ; Tozeur, 24 et 17 ; Tunis, [redacted] et 18.

(Document établi [redacted] technique spécial [redacted] Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES



SAMEDI 30 OCTOBRE

« Le Panthéon », 15 h 30, devant les grilles, Mlle Brossais.

« La Tour Eiffel », 14 h 30, [redacted] nord, Mme Vermeersch.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennec.

« Musée de [redacted] 15 heures, gare de Marly-le-Roy, Mme Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

« [redacted] Oudry », 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art).

« Le Panthéon », 15 heures, devant les grilles (Arcus).

« Hôtel d'Evreux », 15 heures, 19, place Vendôme (L'Art pour tous).

« Exposition Oudry », 11 heures, Grand Palais (Visages [redacted] Paris).

CONFÉRENCES

14 heures : Palais des Congrès, salle 31, 37e étage ; Maître Pir Vilayat Ilayat Khan : « Vers une spiritualité libérée » (Association Omega).

14 h 45 : Théâtre Tristan Bernard, 64, rue [redacted] Rocher, [redacted] R. Barjavel : « La Tempête » M. P. Dehay : « Faut-il accepter de baisser notre niveau de vie ? » ; M. R. Lazada : « L'Amérique est-elle vraiment le grand méchant loup [redacted] mondiale ? » (Club du Faubourg).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 28 octobre :

DES ARRÊTÉS

● Relatif aux prix et tarifs des services de transport public de voyageurs.

● Portant fixation du prix du quintal de blé-fermage pour la campagne 1982-1983.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3 308

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALEMENT

I. Le rêve de l'écrivain ou du jockey. – II. Lit douillet apprécié des femmes quand il est bien garni. Pour coudre ou en découdre. – III. Guerriers versés dans la réserve chez Ronald Reagan. Point commun entre Gide et Giraudoux. – IV. Moujik inspiré, il chanta la Révolution, mais déchanta par la suite. – V. Précieux, mais pas ridicules. – VI. Ses colonnes montent jusqu'au ciel. Écho aviné. – VII. Louis XIV, jadis ; princesse aujourd'hui. Copulative. – VIII. Ne tient pas à rester libre. Le dernier des pieds. – IX. Explosion à Grenade. Capitaine courageux. – X. Négation. Interjection. Bien ou mal, selon les effets. – XI. Oui se forme à l'intérieur.

VERTICALEMENT

1. Portion de canard laissant sur la faim. – 2. On le couche en le dressant. A sa place à Paris et ses natifs leur boulevard. – 3. Consommés [redacted] nos [redacted] remise est nécessaire pour qu'une voiture en soit à l'abri. – 4. Ne devient complet qu'après avoir été taillé. Symbole d'un dur. Dans un sens pour Salvador et dans l'autre pour Dali. – 5. Préposition. Il en a mis plus d'un sur le sable. Naturaliste finlandais. – 6. Grand ensemble régenté par le grand architecte. – 7. Un futur comte y mena une vie de château. État dans lequel le père Grandet tenait sa famille. – 8. Réglée comme du papier à musique. Certains aiment ses coups par charité, [redacted] masochisme. – 9. Dépôts de fonds en liquide. Affaire de chœur pour des gens soignant leur foi.

Solution du problème n° 3 307

Horizontalement

I. Féminin. – II. Éperon. Dr. – III. Moraliser. – IV. Mue. Atome. – V. E.V. Ilot. – VI. Salera. Io. – VII. Nopal. Si. – VIII. Étui. Eger. – IX. Rapt. Sol. – X. Rie. Glu. – XI. Alsace. Et.

Verticalement

1. Femmes. Erra. – 2. Épouvantail. – 3. Mère. Loupes. – 4. Ira. Dépit. – 5. Nola. Râ. Oc. – 6. Initiales. – 7. Sol. Gog. – 8. Demoiselle (cf. « hie »). – 9. Arrêtoir. Ut.

GUY BROUTY.

ANNIVERSAIRE

IL Y A CENT ANS, JANSON-DE-SAILLY. – Les anciens élèves de Janson-de-Sailly préparent, dès à présent, le centenaire de leur lycée, qui sera célébré au cours du quatrième trimestre de 1984. Un appel est lancé à tous ceux qui veulent venir apporter leur concours dans l'organisation des futures cérémonies. On estime à trente mille le nombre des anciens élèves.

★ Amicale des anciens élèves du lycée Janson-de-Sailly, 106, rue de la Pompe, 75016 Paris.

FÊTES DU 1er NOVEMBRE

Les services ouverts ou fermés

GRANDS MAGASINS. – Les grands magasins parisiens seront fermés lundi 1er (à l'exception du Bazar de l'Hôtel de Ville et de la [redacted] ouverts l'après-midi seulement).

PRESSE. – Les quotidiens paraîtront normalement lundi 1er no-[redacted]

BANQUE. – Elles [redacted] mées les lundi 1er et mardi 2 novembre.

[redacted] – Les bureaux de poste seront fermés. Il n'y aura pas de distribution de courrier [redacted] lundi 1er. Toutefois resteront ouverts les bureaux qui le sont [redacted] ment le dimanche. Ces bureaux assureront les services téléphonique et [redacted]que, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, [redacted] 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés [redacted] poste restante, soit aux abonnés des [redacted] postales.

R.A.T.P. – [redacted] dimanches et jours fériés lundi 1er.

[redacted] **FAMILIALES.** – Les services d'accueil et guichets du siège et des unités de gestion [redacted] public [redacted] vendredi 29 octobre [redacted] 12 heures au mardi 2 novembre au matin. Cependant le vendredi 29 octobre, les centres de diagnostic et de soins resteront ouverts aux heures habituelles, et les cliniques dentaires jusqu'à 15 heures.

SÉCURITÉ SOCIALE. – Les guichets resteront ouverts le vendredi 29 octobre dans les [redacted] de paiement ou dans les services chargés de régler les prestations au public jusqu'à 14 heures. Pour les prises en charge et les renseignements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h 30. Les centres et [redacted] ouverts au public mardi 2 novembre.

MUSÉES. – Les musées nationaux seront ouverts le 1er novembre : Musée des arts et traditions populaires (partiellement), musée Delacroix, Grand Palais, musée Jean-Jacques-Henner, Musée des [redacted] français, musée de Blérancourt, château [redacted]

Le Palais de la découverte et le musée Marmottan [redacted] fermés lundi 1er.

Le [redacted] Claude-Monet [redacted] Giverny sera fermé lundi 1er, mais ouvert [redacted] 31 octobre.

[redacted] : les [redacted] de lecture [redacted] les samedi 30 et dimanche 31 octobre ainsi que le lundi 1er [redacted] Le vendredi 29, ne seront communiqués que les documents ayant fait l'objet d'une demande préalable déposée au plus tard le jeudi 28 octobre avant 16 heures. Le Musée de l'histoire de [redacted] fermé [redacted] 1er [redacted] novembre, mais ouvert [redacted] samedi 30 [redacted] dimanche 31 octobre (14 h/17 h).

[redacted] l'exposition « Roy [redacted] 1970-1980 » sera [redacted] 11 heures à [redacted] heures (tandis que les salles [redacted] du musée [redacted] fermées). Au Musée de [redacted] (18, rue [redacted] 10e), [redacted] expositions « Grapus » et « L'apartheid [redacted] 12 h à [redacted] Le [redacted] sera fermé. Le Centre Georges-Pompidou sera [redacted] 1er [redacted] à 22 [redacted]

[redacted] fermés le 1er no-[redacted] pour permettre au [redacted] (messes à 9 [redacted] 11 heures).

SPECTACLES. – Voir « Le Monde des arts et des spectacles » du 28 [redacted]

[redacted] – On peut [redacted] une [redacted] des loisirs à Paris durant la semaine en appelant à l'Office de tourisme de Paris le 720-[redacted] (informations en français), le [redacted] (informations [redacted] (informations en allemand).

CIRCULATION

Comment contourner les embouteillages du retour des vacances

La [redacted] de la sécurité [redacted] la circulation routières prévoit, du 29 octobre au 2 novembre, [redacted] circulation très difficile sur les grands axes routiers. Cette période coïncide avec la fin des congés scolaires, les retours de week-end prolongé et les déplacements du jour de Toussaint.

Les prévisions de circulation sont les suivantes :

– Vendredi 29 octobre : [redacted] tion dense en Ile-de-France dans un rayon de 200 kilomètres autour de la capitale (difficultés [redacted] autoroutes de dégagement A 6, B 6, ainsi que sur les autoroutes A 12, A 13, et sur la RN 18). Les encombrements se produiront entre 15 h. et 21 h., avec une pointe entre [redacted] h. et 20 h. Aux sorties [redacted] Lyon, [redacted] grandes agglomérations, la circulation sera dense entre 18 h. et 20 h.

– Samedi 30 octobre : [redacted] de circulation sur les autoroutes A 6 et [redacted] 13, entre 10 h. et 13 h., en Ile-[redacted]

– [redacted] 31 [redacted] : [redacted] circu-[redacted] sera fluide sur l'ensemble [redacted] réseau routier.

– [redacted] 1er [redacted] : pour l'en-[redacted] de la France, les [redacted] 4,5 [redacted] de personnes ; pour la seule agglomération parisienne, 1,8 million de per-[redacted]

Pour la rentrée dans Paris par [redacted] autoroutes de l'Ouest et du Sud, il est [redacted] d'emprunter les itinéraires de dégagement :

– Autoroute de l'Ouest : sortir au premier échangeur après Porcheville (sortie Gargenville) et suivre les panneaux Meulan-Pontoise-Paris ;

– Autoroute du Sud : sortir à l'échangeur de Courtenay (à 100 kilomètres de Paris) et emprunter l'itinéraire bis fléché en vert et indiquant Lille-Paris Est. Quinze kilomètres après Maison-Rouge, cet itinéraire rejoint la RN [redacted] carrefour de [redacted] Suivre alors les pan-[redacted] indiquant Paris.

● Service d'information Bison Futé. Tél. : [redacted]

VIVRE A [redacted]

LE MOIS DE LA PHOTO. – Le [redacted] de la photo sera organisé [redacted] Paris en novembre prochain. Il comportera quatre-vingts expositions en soixante-cinq [redacted] Plus de quatre cent cinquante photographes seront [redacted] présentés.

loterie nationale

LISTE [redacted] DES [redacted]
TOUS CUMULS [redacted] BILLETS [redacted]

TRANCHE DES ORCHIDEES

TIRAGE N° 67 DU 27 [redacted] 1982

TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER F.
1	271 331 731 821 1 321 7 421 9 321 267 961	300 300 300 300 2 000 2 000 2 000 1 000 000
2	72 912 0 452 06 022	200 500 2 000 10 000
3	023 183 5 303 90 613 76 433 996 823	700 700 2 000 10 000 10 000 4 000 000
4	6 056 0 286 6 736 26 666	100 600 2 100 2 100 10 100
5	435 395	500 500

TERMINAISONS	[redacted] ET [redacted]	SOMMES A PAYER F.
5	835 5 965	500 2 000
6	6 676 326 736 776 876 9 726 26 466	100 600 600 600 600 600 2 100 10 100
7	027	500
8	038 818 63 728	500 500 10 000
9	99 35 129 82 349	200 10 000 10 000
0	00 30 40 300 2 120 12 340 20 910	200 200 200 700 2 000 10 200 10 000

[redacted] LE JEUDI [redacted]
[redacted] (Hauts-de-Seine)

LOTO [redacted] 43

17 25 30 38 39 40

[redacted] 28

Prochain Tirage le Jeudi 4 Novembre 1982 Validation Jusqu'au 3 Novembre Après-Midi

[redacted] - TRANCHE [redacted]

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois [redacted] 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F [redacted]

TOUS PAYS [redacted]
PAR VOIE NORMALE
[redacted] 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par messageries)

I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
313 F 522 F [redacted] 940 F

II. – SUISSE, TUNISIE
[redacted] 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

[redacted] la [redacted] bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez [redacted] l'obligeance [redacted] rédiger [redacted] propres en [redacted] d'imprimerie.

CARNET

BREF

ANIMAUX

GOLF POUR LA S.P.A. – La Société protectrice des animaux annonce qu'une compétition de golf sera organisée à son profit au Golf de Fourqueux, 36, rue Saint-Nom, 78112 FOURQUEUX. Tél. : 451-41-47, le lundi 1er novembre et sera renouvelée chaque année.

ASSOCIATIONS

L'université du 13e. – Les cycles [redacted] l'université de quartier du [redacted] arrondissement de Paris recommencent à partir du 2 novembre (atelier mécanique ; cours de langues : anglais, italien, [redacted] gnol ; atelier de peinture ; initiation au jazz, [redacted] l'astrologie ; rencontre-débat [redacted] l'emploi). D'autres cycles commenceront en janvier et en février.

★ B.P. 339, 75624 Paris [redacted] 13.

FORMATION PERMANENTE

ARTS ET MÉTIERS. – Le Conservatoire national des arts et mé[redacted] organise un programme d'enseignement, en cours du soir, sur les relations science, technologie et société. Cette formation multidisciplinaire, qui s'adresse à des titulaires d'une maîtrise ou d'un D.E.A., regroupe six cours : technologie et société, méthodes d'aide [redacted] décision, politique de l'environnement, méthodes de gestion de la recherche et du développement, [redacted] socio-économiques des techniques spatiales et prospective et stratégies [redacted]

[redacted] 292, rue Saint-Martin, 75141 Paris, [redacted] Tél. : (1) 271-24-14, poste 366.

HANDICAPÉS

LES JOURNÉES DU SPORT ADAPTÉ. – La Fédération française d'éducation par le sport des personnes handicapées mentales organise des journées du « sport adapté » [redacted] au 6 [redacted] dans plus de vingt grandes villes de France.

En Ile-de-France, la journée du sport adapté aura lieu le samedi [redacted] novembre de 9 h à 18 h au Complexe sportif de la Plaine, 13, rue [redacted] Général-Guillaumet, 75015 PARIS.

[redacted] F.F.E.S.P.H.M., [redacted] Mademoiselle, 75015 [redacted] Tél. : [redacted]

Réceptions

– A l'occasion de la [redacted] nationale, M. Otto Eiselberg, ambassadeur d'Autriche, a donné une réception, mardi, dans les salons de sa résidence.

Naissances

– M. Jean-Marc FONTAINE et Mme, [redacted] Florence Galichet-Galli, Yvan-Alexandre, Léa-Sophie,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Jehan-Philippe.

Vincennes, le 26 octobre.
5, allée Bainville,
94300 Vincennes.

Adoptions

– M. Jacques BONNOT et Mme, née Régine de Jouennes, ont la très grande joie de faire part de la venue dans leur foyer de leur fils

Jacques-Emmanuel,

né le 4 mai 1982.

Décès

– Nous apprenons la mort de notre confrère

Dominique AMBROSI,

décédé à Marseille le samedi 23 octobre, à l'âge de soixante-treize ans.

[redacted] obsèques [redacted] Valle-di-Rostino (Haute-Corse), son village natal.

[Dominique Ambrosi avait commencé sa carrière journalistique à « Combat », à « la Bataille », puis avait collaboré au « [redacted] » pendant dix-huit années, avant de prendre sa retraite.]

– On nous prie d'annoncer le rappel [redacted] Dieu de

Mme Gabrielle BONNAFOUS-PIERRARD,
veuve de M. Max Bonnafous,
ancien ministre,

pieusement [redacted] le 14 [redacted] Paris.

[redacted] religieuse [redacted] l'inhuma[redacted] ont [redacted] lieu dans l'intimité, le [redacted] 1982, [redacted] Saint-Antoine-[redacted] (Alpes-Maritimes).

[redacted] lieu [redacted] faire-part.

38, avenue Victor-Hugo, Paris-16e.
La Ramure,
avenue des Bois, 06000 Nice.

– On nous prie d'annoncer le [redacted] de

Mlle Yvonne GOUVERNÉ,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien chef des chœurs
de l'Orchestre national
de la Radiodiffusion française,

survenu à Paris le 26 octobre 1982, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

De la part du Père Bernard Aubertin

Et des familles Aubertin, Aubry, Boissinot, Boulet, Cart, Delachambre, Gregy, Hamoir, Martin, Maugey, Meyer, Porcheur, [redacted]

Les [redacted] seront célébrées [redacted] dredi [redacted] octobre [redacted] 14 heures, [redacted] l'église Saint-Honoré-d'Eylau (66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e), [redacted] l'on se réunira, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Montparnasse.

94, avenue Raymond-Poincaré,
[redacted] Paris.

– Laurence et Agnès Henry, ses filles,

[redacted] et Romano Zanotti, sa fille [redacted] son gendre,

Charlotte et [redacted] Zanotti, ses petites-filles,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Charles HENRY,

survenu le 27 octobre 1982 en son domicile, 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

L'inhumation [redacted] lieu [redacted] samedi 30 octobre.

On se réunira à 14 h 15 [redacted] l'entrée principale [redacted] Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. André LAZAREVITCH,

survenu le 19 octobre 1982, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le 2 novembre dans l'intimité familiale.

De la part de Mme Christiane Lazarevitch, son épouse, ses enfants et toute sa famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

« Car ce que vous aimez le plus en lui peut être clair en son absence. »
K. Gibran.

– Le docteur Alain Wahl,

Le docteur M. Leoni et Mme,

M. J. Colmant et Mme le [redacted] A. Colmant-Créton,

Armelle Piteux-Leoni, Jean-Baptiste et Lætitia,

Geneviève Leoni,

Arno Leoni,

Les familles Leoni, Créton, Colmant, Macouin, Toulas,

ont la douleur de faire part du décès de

Dominique LEONI,
docteur en médecine,

survenu le 22 octobre 1982, à Paris.

Une messe sera célébrée le mercredi [redacted] novembre, [redacted] 16 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13e.

L'inhumation [redacted] Saint-Nicolas-de-Véroce (Haute-Savoie).

[redacted] avenue [redacted] Motte-Picquet,
[redacted] Paris.
Tour Béryl,
40, avenue d'Italie,
75003 Paris.

– Pour le sixième anniversaire de la mort de

Serge CHAMBELLANT de MAILLY

et le décès de

Alice de MAILLY,

sa tante, le 17 septembre 1982, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, une pensée émue est demandée à tous ceux qui les ont connues et aimées.

– Volonne, Cotonou (Bénin), Soissons.

Mme Poindron Paul et ses enfants,

M. et Mme Veillon Eric,

M. et Mme Dobrowolsky Ignace,

Les familles Dobrowolsky, Dupret, Poindron, Dehu-Bar, Paquerland, Kronek, Dubreuil, parents et [redacted]

ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Paul-Henri POINDRON,

survenu dans sa cinquante-quatrième année à Volonne (04) le jeudi 21 octobre 1982.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Volonne (04) le vendredi 22 octobre 1982.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du [redacted] », [redacted] priés de joindre à leur envoi de [redacted] une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Jean-Marie Pontevia, [redacted] épouse,

Mathias et Judith, ses enfants,

M. et [redacted] Gabriel Pontevia et leurs enfants,

Les familles Pontevia, Barde, Kettrer, parents et alliés,

ont [redacted] douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie PONTEVIA,
agrégé de l'Université,

survenu, le [redacted] octobre 1982, [redacted] Bordeaux.

Ses amis croyants pourront se réunir [redacted] basilique Saint-Seurin à Bordeaux, le vendredi 29 octobre 1982, à 9 h 15.

Cette prière sera suivie d'un ultime adieu [redacted]

Jean-Marie,

à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Talence, après ces cérémonies, le même jour à 11 heures.

38, rue Pradas,
33700 Mérignac.

Remerciements

– Mme Jacques Ollier,

M. [redacted] Mme Jean-Pierre Ollier et leurs enfants,

M. et Mme Guy [redacted] et leurs enfants,

M. Philippe Ollier et ses enfants,

M. Daniel Ollier,

Et [redacted] la famille,

profondément touchés de la sympathie que vous leur avez témoignée dans leur douloureuse épreuve, [redacted] adressent leurs [redacted] remerciements.

– Les [redacted] Grossol et Budi et leur personnel, profondément [redacted] sympathie que [redacted] leur [redacted] témoignée lors du décès de

M. Jacques OLLIER,

[redacted] expriment leurs [redacted] remerciements.

Messes anniversaires

– Pour le quatrième anniversaire du rappel à Dieu de

Raymond KOURILSKY,

une pensée affectueuse est demandée [redacted] ses amis, en union avec la messe dite [redacted] intention, le dimanche 31 [redacted] 1982, [redacted] 11 h 30, en l'église Saint-André de l'Europe, sa paroisse.

Communications diverses

– Commémorant l'anniversaire [redacted] l'armistice, l'Amicale libre du [redacted] B.M.N.A. invite tous les représen[redacted] et les porte-drapeaux des régiments des tirailleurs, des zouaves et des spahis à assister [redacted] une prière œcuménique le vendredi [redacted] novembre, à 17 heures, [redacted] grande mosquée, place du Puits-de-l'Ermite, [redacted] Paris. Métro Monge, [redacted] 67.

ARLEQUIN [redacted] DU [redacted] DU 27 [redacted]

Finales et numéros	Les sommes à payer sont indiquées tous cumuls compris pour un billet entier					
8	Tous les billets terminés par 8 gagnent 70 [redacted] toutes les séries					
88	Tous les billets terminés par 88 gagnent 570 F dans toutes les séries					
	Numéros gagnants dans toutes les séries					Sommes à payer
004	0004	1004	2004	3004	4004	4 400
	5004	6004	7004	8004	9004	4 400
	0040	1040	2040	3040	4040	800
	5040	6040	7040	8040	9040	800
	0400	1400	2400	3400	4400	800
	5400	6400	7400	8400	9400	800
477	0477	1477	2477	3477	4477	4 400
	5477	6477	7477	8477	9477	4 400
	0747	1747	2747	3747	4747	800
	5747	6747	7747	8747	9747	800
	0774	1774	2774	3774	4774	800
	5774	6774	7774	8774	9774	800

	Numéros gagnants	Sommes à payer série 32	Sommes à payer Autres séries	Numéros gagnants	Sommes à payer série 32	Sommes à payer Autres séries
2819	1289	10 000	2 000	8129	10 000	2 000
	1298	10 070	2 070	8192	10 000	2 000
	1829	10 000	2 000	8219	10 000	2 000
	1892	10 000	2 000	8291	10 000	2 000
	1928	10 070	2 070	8912	10 000	2 000
	1982	10 000	2 000	8921	10 000	2 000
	2189	10 000	2 000	9128	10 070	2 070
	2198	10 070	2 070	9182	10 000	2 000
	2819	3 000 000	30 000	9218	10 070	2 070
	2891	10 000	2 000	9281	10 000	2 000
	2918	10 070	2 070	9812	10 000	2 000
	2981	10 000	2 000	9821	10 000	2 000

PROCHAIN ARLEQUIN LE 10 [redacted] 1982 - TIRAGE TELEVISE [redacted] 19 h 50

LOTERIE NATIONALE - TIRAGE DU 27 OCTOBRE 1982

MÉDECINE

Les fonds du Haut Comité de lutte contre le cancer seront dévolus [illegible] la Fondation pour la recherche médicale

Lors d'une assemblée générale extraordinaire réunie à Paris le 27 octobre, les [illegible] du conseil d'administration [illegible] Haut Comité français d'aide à la lutte contre le cancer ont décidé la dissolution de cette association.

Les pouvoirs publics n'étaient pas opposés à une telle décision, prévue depuis quelques semaines (*le Monde* du 2 octobre).

S'il n'a pu remplir le rôle qui lui était dévolu, le Haut Comité soulève, en disparaissant, de nombreuses questions concernant l'harmonisation des questions privées et publiques en matière de financement des programmes de recherche sur le cancer.

Il reste maintenant à savoir quelles mesures entendent prendre, dans ce domaine, les deux ministères concernés : celui de la recherche et de l'industrie et celui de la santé.

Cette « autodissolution » témoigne des tensions particulièrement [illegible] qui agitent, depuis plusieurs années, les milieux associatifs dont l'objectif principal est de collecter des fonds privés pour financer une part de la recherche en cancérologie. Elle démontre aussi qu'il était illusoire de penser qu'une « super-associa[illegible] » parviendrait à faire taire les volontés hégémoniques des deux principales associations adhérentes : la Ligue nationale française contre le [illegible] et l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer à Villejuif (1). [illegible] elles seules, ces deux associations font état, pour l'année 1981, d'un peu plus de 220 millions de francs de crédit (collectes, dons et legs), soit plus que les fonds publics destinés [illegible] ce même domaine.

Elles sont, d'autre part, engagées dans une [illegible] vive compétition qui rendait impossible tout arbitrage du Haut Comité, contraint, de par ses statuts, de respecter l'autonomie des associations [illegible] n'ayant qu'un droit de regard *a posteriori* sur leurs gestions.

Certaines critiques avaient, d'autre part, été [illegible] dans les milieux [illegible] scientifiques sur la manière dont le Haut [illegible] utilisé ses [illegible] fonds (une [illegible] de 5 millions [illegible] accordée par [illegible] pouvoirs publics sur un crédit initialement destiné [illegible] prévention). En [illegible], le Haut Comité n'est jamais parvenu [illegible] obtenir des deux principales associations certains détails sur leurs gestion à propos desquelles un rapport officiel (2) estimait, en 1979, qu'elles étaient pour le [illegible] *« passibles [illegible] réserves »*. Il n'est [illegible] total parvenu qu'à [illegible] une coopération de façade.

La disparition du Haut [illegible] survient [illegible] après la démission de son président M. Roger Grégoire, [illegible] président, [illegible] section au Conseil d'État. Les fonds dont disposait encore le Haut Comité (environ 1 million de [illegible] d'actif, auquel il faut [illegible] les sommes qui devront [illegible] versées durant quelques années dans le cadre de contrats de recherche, [illegible] la Fondation [illegible] la recherche [illegible] et non, comme la demande en avait été faite, à l'association récemmment [illegible] pour [illegible] la concertation nationale sur le cancer lancée il y a quelques mois par M. Jack Ralite, ministre de la [illegible] (*le Monde* du 8 septembre 1982).

Le m[illegible]re de la sant[illegible] devra, d'autre part, [illegible] prononcer, prochainement sur la liste [illegible] propositions faites par M. Grégoire dans le but d'harmoniser les actions publiques [illegible] privées [illegible] domaine. Quel sera l'apport de la concertation nationale qui a inclu parmi de nombreux sujets ce thème de réflexion [illegible] Comment l'opinion publique pourra-[illegible] comprendre que [illegible] collecte répétée de fonds privés pour la recherche sur le cancer n'est pas suivie d'un minimum de cohérence [illegible] de complémentarité [illegible] En d'autres termes, si l'échec du Haut Comité n'est pas rapidement surmonté par la volonté politique clairemen[illegible] affirmée de clarifier cette situation et de remédier aux incohérences actuelles — quitte [illegible] limiter la marge de manœuvre de certaines associations — la menace majeure, celle du dis[illegible] jeté sur les campagnes d'appel [illegible] publique, pourrait bien, [illegible] terme, se réaliser. Faute de ne pas avoir été mieux utilisés les *« fruits de la générosité du public »* — pour reprendre [illegible] termes [illegible] rapport [illegible] — se feraient alors de plus en plus rares.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le Haut Comité [illegible] d'aide à la lutte contre le cancer avait la [illegible] juridique d'une association type loi de [illegible] à laquelle adhéraient plusieurs autres associations souvent reconnues d'utilité publique.

(2) Il [illegible] rapport établi en 1979 [illegible] la demande de M. Raymond Barre, [illegible] premier ministre, par M. Roger Goetze, gouverneur honoraire du Crédit foncier de [illegible]

■ *Le prix Grand [illegible] 1982, d'un [illegible] 50 000 francs, vient d'être attribué, sur proposi[illegible] du professeur Jean Bernard, à quatre journalistes scientifiques : d'une part [illegible] collaboratrice le docteur [illegible] Escoffier-Lambiotte ; d'autre [illegible] à [illegible] Des-graupes, [illegible] Lalou et Igor Barrère. Le jury [illegible] estimé que* « ces quatre journalistes (...) [illegible] de recevoir ce prix qui met [illegible] l'honneur, à travers eux, les journalistes de la presse scientifique, [illegible] pro[illegible] l'information médicale auprès du grand public ».

DÉFENSE

APRÈS L'ANNULATION D'IMPORTANTS CRÉDITS MILITAIRES EN 1982

M. Mauroy annonce que les armées bénéficieront du collectif budgétaire de fin d'année

M. Méhaignerie (U.D.F., Ille-et-Vilaine) [illegible] évoqué, mercredi 27 octobre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, la parution, au *Journal officiel* des lundi 18 octobre et mardi 19 octobre, d'un arrêté [illegible] ministre [illegible] budget, annulant 22 milliards de francs d'autorisations de programme et 7 milliards de crédits de paiement. Il a indiqué [illegible] ce sujet : *« De quel droit le gouvernement s'est-il autorisé [illegible] prendre de telles mesures sans consulter le Parlement ? En fonction de quels [illegible] a-t-il choisi [illegible] de quelque 25 % en volume les [illegible] d'investissement de certains ministères ? »*

M. Mauroy a répliqué : *« L'existence d'une réserve [illegible] 15 milliards, prise sur les crédits du budget de 1982, est publique depuis [illegible] conseil des ministres du 7 octobre. Le ministre du budget a informé le Parlement à plusieurs reprises de l'usage qui en serait fait. La décision que vous évoquez ne peut donc surpren[illegible]. Elle est, au surplus, parfaitement légale. Je comprends mal [illegible] après nous [illegible] de laxisme, on vienne nous reprocher de modérer les dépenses publiques. »*

[illegible] premier ministre [illegible] ajouté : *« Et, s'il est vrai que les autorisations de programme militaires sont en baisse, c'est à cause de la mauvaise gestion de 1980 et 1981. [illegible] prédécesseurs avaient pris, en effet, la mauvaise habitude de majorer les autorisations de programme militaires, sans toujours mettre en regard les crédits de paiement correspondants. C'était d[illegible] trompe-l'œil ! Pour juger valablement, ce sont donc les crédits de paiement qu'il faut examiner : or ils ont progressé cette année de 11,3 % par rapport à 1981, et nous espérons porter leur croissance à 12 % grâce au collectif de fin d'année* (1). *C'est dire que [illegible] procès que vous nous faites est mal fondé. »*

Répondant ensuite à M. Hamel (U.D.F., Rhône) sur l'annulation de crédits du ministère de la défense, M. Mauroy a souligné : *« Le budget de [illegible] défense pour [illegible], tel que vous l'avez voté, devait représenter 3,895 % du P.I.B. prévisionnel ; après [illegible] de crédits que vous incriminez, son exécution représentera 3,90 % du P.I.B. réalisé. C'est dire que [illegible] part des ressources [illegible] affectées à la défense est au moins égale [illegible] ce que le Parlement a voulu et que nous respectons intégralement nos engagements. Les 3 200 [illegible] de francs de crédits [illegible] paiement annulés équivalent à 2,25 % du budget de la défense pour 1982, lequel aura finalement progressé de 14,5 % par rapport à 1981, au lieu d[illegible] 17 % prévus initialement. Quant [illegible] la force nucléaire stratégique, loin d'être affectée, [illegible] conserve la priorité avec [illegible] % [illegible] crédits budgétaires. »*

Pour M. Mauroy, *« Il est normal que tous les ministères participent à l'effort [illegible] rigueur budgétaire et concourent à l'objectif [illegible] du déficit à 3 % [illegible] P.I.B., auquel nous nous tiendrons rigoureusement. Cependant, nous [illegible] de ne pas mettre en difficulté notre industrie aéronautique militaire. Le [illegible] défense [illegible] vient de l'Inde où un contrat vient d'être passé pour l'achat de quarante Mirage-2000. Dès le premier semestre de 1983, notre armée de l'air commandera à son tour des appareils [illegible] même type. Nous ne renonçons à rien, nous étalons seulement dans le temps des commandes [illegible] des livraisons qui, du reste, [illegible] pris du retard avant [illegible] En fin de période, la loi-programme aura été exécutée à 99 % en termes de livraison, au prix de la substitution [illegible] Mirage-F 1 au Mirage-2000 décidée avant le 10 mai. Je rappelle qu'en 198, le programme d'acquisition de véhicules tactiques avait déjà pris trois ans de retard, le programme d'artillerie lourde cinq ans. Il ne faudrait pas oublier certaines responsabilités. »*

(1) N.D.L.R. — Le collectif budgétaire de fin d'année est un document, soumis à l'approbation parlementaire, qui rectifie les crédits affectés [illegible] certains ministères et qui propose de financer [illegible] dépenses supplémentaires en [illegible]t des ressources nouvelles.

Le bureau exécutif du P.S. souhaite « [illegible] réforme rapide [illegible] globale » du service national

« Pour les socialistes, les citoyens doivent redevenir les maîtres de leur destin dans tous [illegible] domaines, y compris celui de la défense : seule la conscription peut faire appel à la participation du peuple [illegible] entier », [illegible] déclaré, mercredi [illegible] octobre, le bureau exécutif du parti socialite qui ajoute : *« Notre pays, qui élargit son espace de liberté dans le monde, [illegible] besoin d'une défense capable de dissuader toute agression. La dissuasion nucléaire, ultime [illegible] peut suffire. [illegible] élément d'une dissuasion globale, fondée sur une volonté [illegible] qu'atteste l'existence [illegible] armée de citoyens. »*

« Trop souvent, le service national est synonyme d'ennui, de passivité et de soumission. Seule, une réforme en profondeur permettra de rendre au soldat sa pleine citoyenneté et de faire [illegible] passage sous les drapeaux un apprentissage de la responsabilité. Les trente premières mesures prises par Charles Hernu, ministre de [illegible] défense, illustrent bien cette volonté [illegible] changement . La modification du contenu du service par voie réglementaire et par voie législative est engagée. Solidaires de l'action gouvernementale, nous sommes persuadés que seule une réforme rapide et globale du service national permettra [illegible] réconcilier [illegible] jeunesse et le service national. »

Après avoir énuméré diverses mesures — dont certaines sont [illegible] pliquées — destinées à améliorer le contenu et le style du service national, le bureau exécutif du P.S. rappelle l'attachement des [illegible] *« à une organisation nouvelle de [illegible] conscription permettant, par la mise en [illegible] préparation militaire efficace et de périodes [illegible] réserves effectives, d'aboutir [illegible] la réduction du service militaire à six mois dans le cadre d'un service national de durée différenciée »*.

ÉDUCATION

MISE EN GARDE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES

(Suite de [illegible] première page.)

« L'Université n'est pas une garderie en attendant le service militaire », souligne l'adresse des académiciens. Ils préconisent donc la mise en place d'une évaluation à deux degrés : un diplôme de sortie reconnu par les conventions collectives, distinct du certificat d'accès au cycle suivant (*« on ne choisit pas le but [illegible] son voyage après, mais avant la sortie de l'autoroute »*).

L'Académie suggère, pour éviter les *« séries de propédeutique [illegible] deux cents étudiants »* qui sont *« absurdes »* la création de *« collèges d'enseignement du premier cycle avec un [illegible], un responsable pour chaque DEUG (diplôme d'études universitaires générales), un responsable par discipline et des équipes pédagogiques »*. Elle recommande le maintien de la [illegible] diplôme national-diplôme d'université, mais souhaite l'institution d'un doctorat unique *« dont la préparation durerait de trois à cinq ans, y compris le [illegible] »* (1) et qui serait l'équivalent du « Ph. D » anglo-saxon.

Les académiciens rappellent que *« la majorité des diplômes à carac[illegible] fondamental [illegible] professionnelle »* et demandent qu'on ne les oppose pas aux autres (D.U.T., M.S.T., D.E.S.S., etc. (2).

L'adresse [illegible] que la recherche scientifique pendant [illegible] dernières années a été *« [illegible] aliénée »*, en raison de l'inflation du nombre des [illegible] et des enseignants chercheurs, d'une part, et, de l'autre, de la diminution d'un quart des crédits de recherche. Les académiciens demandent que les nominations et promotions [illegible] faites exclusivement au choix, en fonction du talent, et du *« talent seul »*, ce qui exclut les scrutins de liste et les tirages au [illegible]

Le texte de l'Académie s'en prend particulièrement au rapport Peretti sur la formation des enseignants (*le [illegible] du 23 mars 1982*), en soulignant que *« l'[illegible] pédagogique et l'ancienneté ne garantissent pas la compétence scientifique »*, qui doit rester *« l'exigence préalable et premi[illegible] »*. Elle [illegible]haite le maintien de [illegible] concours de recrutement (CAPES, agrégation) et recommande que les professeurs de classes préparatoires aux grandes [illegible] titulaires du doctorat. Elle suggère aux universités d'organiser des cycles de préparation aux concours des écoles d'ingénieurs.

[illegible] supplie enfin le ministre de respecter la spécificité des grands [illegible] scientifiques comme le Collège de France, le Mu[illegible] d'histoire naturelle, le [illegible]vatoire national des arts [illegible] métiers, ainsi que les écoles normales supérieures. *« Si d'aventure, la singularité de l'un d'entre eux était entamée, ce n'est pas seulement son avenir qui [illegible], c'est une des plus heureuses [illegible] du génie de notre peuple qui disparaîtrait ; la communauté scientifique française [illegible] se trouverait affaiblie »*, a averti solennellement l'Académie.

(1) D.E.A. : diplôme d'études approfondies ; Ph. D : doctorat d'université.

(2) Diplôme universitaire de technologie ; maîtrise de [illegible] et techniques ; diplôme d'études supérieures spécialisées.

SPORTS

RUGBY

RADIÉ A VIE DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE

La guerre de M. Elie Pebeyre contre la « république des béni-oui-oui »

Ancien vice-président [illegible] la Fédération française de rugby (F.F.R.), M. Elie Pebeyre n'est plus le même homme, depuis sa radiation [illegible] vie, prononcée le 18 septembre par le comité-directeur de la F.F.R., sous la pression de son président, M. Albert Ferrasse. Longtemps cité en exemple pour sa discrétion, il a déclaré la guerre au maître de la F.F.R. et bombarde aujourd'hui de mots cruels ses anciens amis de la « république des béni-oui-oui ». Son fils, l'ancien international, Michel Pebeyre, a été nettement battu, le 26 octobre, aux élections du comité de rugby du Limousin, où les dirigeants brivistes ont voté contre lui. A Brive, où vit M. Pebeyre, ces affaires provoquent une certaine agitation.

Correspondance

Brive. — Des amis de longue date. Il occupait une place de choix dans le clan depuis 1966. Il aida M. Albert Ferrasse à prendre le pouvoir. Ce dernier vient de le faire exclure de la F.F.R. Saura-t-on vraiment pourquoi un jour ? Au-delà des questions d'honneur avancées devant les tribunaux, s'agissait-il simplement de l'aboutissement [illegible] de chefs autour du fauteuil présidentiel ? En tout cas, dans le bureau cossu de son commerce de vêtements, installé dans l'une des rues les plus animées de Brive, le vaincu de la veille présente les symptômes d'un homme qui veut gagner demain. A l'en croire, le dossier d'Auxerre (1) [illegible] serait que le préambule d'un grand baroud : *« D'autres suivront. Je réintégrerai la F.F.R. par la grande porte, non pas pour me venger, mais pour réformer tout le rugby que les spectateurs désertent à cause d'une politique délirante. »*

Depuis des mois, les dirigeants du club local voient partir ces fusées vers le ciel agenais. Au départ de l'affaire, lorsque M. Pebeyre commença à parler à haute voix de *« la trahison à doses homéopathiques »* de son ami Albert, les hommes du [illegible] athlétique [illegible] se réunirent en conclave pour décréter un soutien total [illegible] leur concitoyen. Depuis cette réunion, en mars 1981, ils ont payé pour leur acte de solidarité. Si cher, qu'aujourd'hui, parfaitement pénétrés des réalités de l'autocratie fédérale, ils multiplient les contacts avec le maître de la cité d'Autin.

M. Roland Guinjard, le président du club, est longtemps resté assis [illegible] deux chaises, partagé entre son amitié pour l'homme déchu, qui l'avait coopté, et l'intérêt du C.A. briviste. En [illegible] du [illegible] directeur, le 7 octobre, M. Pebeyre lui a rendu service. Cet industriel, âgé [illegible] quarante-neuf ans, [illegible] à rétablir [illegible]ment perturbées.

Mal [illegible] l'aise pour dévoiler tout le [illegible] passes [illegible] dos faites par M. [illegible] au club, M. Guinjard évoque rapidement quelques *« petites anomalies d'arbitrage impossibles à prouver »*. Il s'attarde, en revanche, sur d'autres préjudices : *« Sur le plan du recrutement, la gêne a [illegible] formidable. A [illegible] idiot, un garçon qui a de l'avenir sait pertinemment qu'il vaut mieux pour lui ne pas venir dans un club qui n'est pas en odeur de sainteté. »* Mais il y a eu pire pour la fierté de cette ville de 50 000 habitants dominée par des hommes de commerce et d'industrie très attachés au quatrième pouvoir que représente le rugby.

M. Albert Ferrasse l'a déclaré publiquement : *« Je sers d'abord mes amis. »* Il voulait parler de la désignation des terrains pour la phase finale du championnat. Celui de Brive, habituellement transformé deux fois par an en arène bouillonnante par la grâce de M. Pebeyre, alors bien placé, a été *« oublié »* aux printemps 81 et 82. Conséquence : 50 000 francs à 60 000 francs perdus pour les caisses du club qui tourne sur un budget annuel de 2,80 millions de francs.

Fâcheuse coïncidence aux yeux de la mairie qui venait d'investir, à la [illegible] du club, 5 millions de [illegible] l'agrandissement du stade, dont la capacité se [illegible] maintenant portée à 20 000 places.

Brive semble en avoir maintenant [illegible] de [illegible] guerre Pebeyre-Ferrasse. Comme par hasard aussi, cinq matches de championnat mettent directement en concurence, cette saison, le club de la sous-préfecture corrézienne avec celui de *la préfecture, Tulle. Malgré les déné*gations fédérales, les supporters évoquent le complot. Les joueurs... jouent en pensant inévitablement à la même chose dès la plus petite faute d'arbitrage. L'ambiance est empoisonnée [illegible] par [illegible] tenue, [illegible] 1983, d'élections générales. [illegible] n'avaient pas eu lieu depuis quatre ans. La mise [illegible] l'écart forcée d'Élie Pebeyre aiguise les appétits. [illegible] on [illegible] que ce dirigeant, rompu aux manœuvres électorales, laisse faire. Des listes et des [illegible] circulent en ville, parfois appuyés par des courriers insolites.

M. [illegible], qui avait annoncé *urbi et orbi* son départ pour 1983, entend *« rempiler »* de crainte de voir *« [illegible] cassés tout détruire »*. Il [illegible] d'anciens joueurs eux-mêmes divisés. Le poste de président du C.A. [illegible] place l'heureux élu parmi les hauts notables de la ville. C'est aussi cela, le rugby !

LLIBERT TARRAGO.

(1) Un prêt de 700 000 F, accordé par l'Etat, a été fait au Rugby-Club d'Auxerre, ville dont M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre de la jeunesse et des sports, est maire, après avoir transité de septembre 1980 à avril 1981 par la Fédération française de rugby.

RELIGION

L'ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES FRANÇAIS A LOURDES

L'Eglise prépare une révision de son enseignement sur la souffrance

De notre envoyé spécial

Lourdes. — Pour la troisième fois, au moins, l'assemblée plénière de l'épiscopat français, réunie [illegible] Lourdes, s'est préoccupée du dossier de la santé. Bien que l'Eglise ne soit plus [illegible] l'époque d'une [illegible] où elle organisait [illegible] les services sanitaires et sociaux, elle [illegible] conservé un penchant naturel pour le monde des malades et leurs diffi[illegible] propres. Dans ce domaine, elle estime pouvoir [illegible] davantage [illegible] d'une [illegible] plus cohérente.

Le rapport présenté [illegible] l'assemblée affirme, [illegible] sans raison, que la [illegible] symbolique de l'amour et que tout malade — pourtant [illegible] à l'ennui et à l'absurde de sa condition — est en quête du sens de la vie. Tout être humain rencontre, tôt ou tard, la souffrance du corps et de l'esprit, la révolte, l'incompréhension.

Le problème majeur est celui de la souffrance. Plus personne ne nie le côté « doloriste » d'une certaine théologie. L'Eglise traîne un [illegible]table passif à cet égard et il lui est bien difficile [illegible] remonter cette pente de Sisyphe.

« On a dit, on a trop dit, on [illegible] mal dit, [illegible] l'abbé Christian Montfal[illegible] (Lyon), *que la souffrance est rédemptrice. On [illegible] laissé entendre que le seul fait de souffrir était [illegible]ritoire : [illegible] affirmation n'est pas convenable. Le vrai [illegible] que la souffrance taraude, qu'[illegible] fait éclater [illegible] cohérence, qu'elle disjoint. Elle pourfend [illegible] laisse pantelant. Il existe [illegible] désespoirs terribles, [illegible] suicides affectifs, qui acheminent à la mort sociale ou à la [illegible] physique [illegible] un complet isolement. »*

Récemment, [illegible] catholiques ont suggéré à Jean-Paul II de mettre en chantier une encyclique sur la souffrance. De son côté, l'épiscopat français est tenté par ce sujet qui requiert bien des élucidations.

L'épiscopat a sérieusement préparé des dossiers à usage interne, [illegible] que l'[illegible] peut se procurer, 106, rue du Bac à [illegible] (7e). Ils traitent des divers aspects de ces questions brûlantes : la [illegible] spirituelle dans le monde de la santé, la mort, [illegible] Un de ces dossiers est consacré aux disciplines psychologiques et psychanalytiques. Élaboré par le Père Émile Granger (Saint-Étienne), ce dossier frappe par sa rigueur après toutes les sottises trop longtemps proférées par l'Église romaine.

Encore que *« la psychanalyse ne soit ni pour, ni contre la religion »* (Freud), elle peut contribuer à purifier la foi en éclairant le sens des [illegible] et [illegible] symboles, [illegible] apprenant à se mieux connaître soi-même, à mieux comprendre son prochain et même, en incitant à briser les idoles, ce qui est consti[illegible]tif de mouvement même de la foi.

HENRI FESQUET.

Le Monde

culture

THÉATRE

« LE CIRQUE », de Claude Mauriac

Les chimères du trapèze volant

Une bonne chose, de la part de Claude Mauriac, que d'imaginer une suite de songeries, de courts examens de conscience, sur les [redacted] méros [redacted] d'un cirque forain.

Le spectacle, rythmé par Nicolas Bataille, [redacted] coloré, chantant, drôle et attachant autant qu'un soir de cirque, et cela passe à toute vitesse, et néanmoins le spectateur est promené en pleine poésie, car ces saynètes qu'invente Claude Ma[redacted] sont du même esprit, de la [redacted] eau de source, que les courts poèmes de Mallarmé sur un éventail, sur un rideau blanc, que [redacted] notes de Francis Ponge sur une lessiveuse ou une pomme de terre.

Il s'agit d'indiquer doucement ce qu'une chose a d'invisible, dans son évidence, ce qu'elle a de tu, d'inavoué, dans sa franchise.

Jongleur, dresseur de tigre, acrobate, clown blanc, et les autres, viennent ainsi à tour de rôle exercer leurs magies, comme dans un vrai chapiteau, pour les rires des enfants, et, ce faisant, quelques paroles leur échappent, qui ont le mérite de n'être pas tristes, pas « faciles », mais qui expriment à quel point le jeu et la vie de chaque jour mènent une drôle de contredanse.

C'est souvent très beau, et Claude Mauriac est décidément un écrivain inclassable, très personnel, très pénétrant, et modeste : il fait penser à ces courants, violents,froids ou chauds, qui quadrillent l'eau de mer, là-devant, pas loin de la plage, que l'on ne voit pas à l'œil nu, et qui vous emportent en traîtres dès que les jambes nagent dedans.

Ce passage d'un petit cirque familial [redacted] la scopie, plutôt [redacted] la lanterne magique, défile sous nos yeux, je l'ai dit, comme un vol de courlis, en un éclair. Et la gaieté du cirque est là, et, si l'on ose dire, son calcium vitaminé.

Que [redacted] remerciements [redacted] faire [redacted] tous, [redacted] metteur en scène Ni[redacted] Bataille (autre [redacted] artiste pas crâneur, comme Mauriac), [redacted] décorateur Jacques Noël, [redacted] comédiens, Bruno Raina et Jean-Marc Montel (frères siamois, chevaux, jongleurs), à Sophie Fontaine (trapéziste), à Didier Rousset (clown Auguste) et Jérôme Keen (clown blanc), [redacted] Luc Bernard, Valérie Jeannet, Laurent Meda.

MICHEL COURNOT.

[redacted] Théâtre de la Huchette, 22 h 30.

« LILI LAMONT » AU FONTAINE

Terne star

Depuis que [redacted] dieux se sont tus et que l'on ne décapite plus [redacted] reines, la déchéance des stars [redacted] tient une place de choix dans la mythologie populaire – on peut dire [redacted] selle. [redacted] idoles fanées, rongées d'alcool et [redacted] exercent une fascination plutôt morbide d'où [redacted] quelques superbes mélodrames : [redacted] née, *Boulevard du crépuscule*, *The Rose*, [redacted] *Voss*, entre autres, mais pas *Lili Lamont*.

Pourtant la pièce d'Arthur Whitney-platement adaptée par [redacted] André Lacour – accumule [redacted] les ingrédients : un [redacted] de [redacted] peu nombreux [redacted] pittoresques – dont l'inévitable [redacted] – et la [redacted] qui n'a pas tourné depuis vingt ans. Elle craque, brise son image et le rêve [redacted] admirateurs. Scène de saoulographie, vengeance des cloportes. La star récupère la situation [redacted] faisant pleurer [redacted] tirade [redacted] Marie Stuart allant à l'échaffaud, puis [redacted] repart [redacted] vers son destin.

L'histoire [redacted] surprise, le spectacle aussi : [redacted] première réplique, [redacted] comédiens attaquent fort [redacted] faux, et ça continue jusqu'à [redacted] dernière. Ce n'est plus un mélodrame, mais une farce. Leur scène [redacted] vengeance devient franchement [redacted]sante. Quant [redacted] Micheline Presle, elle [redacted] une Lili Lamont resplendissante, [redacted] Elle respire la joie [redacted] vivre et la gentillesse. [redacted] s'est trompée [redacted] pièce, [redacted] souffrir [redacted] dans [redacted] galère. La mise en [redacted] de [redacted] Dupuy.

COLETTE GODARD.

* Théâtre Fontaine – 20 [redacted] 30

CINÉMA

« UNE CHAMBRE EN VILLE », de Jacques Demy

Mythologie [redacted] la passion

Dix ans d'absence, [redacted] du [redacted] français. [redacted] non [redacted]. En 1978, un film [redacted] tumes, *Lady Oscar*, production japo[redacted], en langue anglaise (d'après une [redacted] dessinée célèbre [redacted] Japon), tournée en France, [redacted] jamais distribuée [redacted] du marché [redacted] tique. En [redacted], [redacted] *du jour*, adaptation d'un roman [redacted] Colette pour la [redacted]. Et puis, enfin, ce magnifique retour à Nantes où, [redacted], Lola, chanteuse [redacted] cabaret, [redacted] l'homme qu'elle aimait.

[redacted] donc Jacques Demy retrouvé, [redacted] un trop [redacted] de purgatoire. Demy [redacted] Nantes, [redacted] natale, [redacted] – [redacted] en [redacted] – par une grève d'ouvriers [redacted]. Une histoire d'amour qui tourne mal, un [redacted] comme [redacted] *Parapluies* [redacted] *Cherbourg* : [redacted] *chambre en ville* [redacted] un [redacted] brillant [redacted] du [redacted] [redacted] paraître d'aujourd'hui, [redacted] allusions précises [redacted] lutte [redacted] cœur [redacted] gauche ? [redacted]tion, [redacted] dérapons [redacted] !

[redacted] sujet, Jacques Demy le portait, [redacted] lui depuis [redacted] commença d'écrire un roman, [redacted] en [redacted] les [redacted] 60, [redacted] d'en [redacted] un film dans [redacted] 70, fut [redacted] d'y parvenir, [redacted] puis cela ne marcha pas. S'il est vrai qu'*Une chambre* [redacted] doit, finalement, [redacted] Gouze-Rénal, [redacted] président [redacted] République, [redacted] productrice a pris autant de risques avec ce film [redacted] Bodard, [redacted] 1963, avec [redacted] *Parapluies* [redacted] *Cherbourg*. On ne réduit pas Demy [redacted] une mode ou une option politique. Le [redacted] qu'il [redacted] mûri pendant ses [redacted] une œuvre portant, [redacted] la marque des [redacted] ouvrières qu'il connut à [redacted], renvoyant, par [redacted] flux, toujours [redacted] lui, [redacted] sentiments, [redacted] mythologie [redacted] de la passion, [redacted] jeux [redacted].

Lorsque, [redacted] une [redacted] de [redacted] entre [redacted] et [redacted] cathédrale, [redacted] manifestants [redacted] C.R.S. casqués [redacted] armés de boucliers, deux [redacted] d'opéra [redacted] répondent [redacted] une tragédie [redacted] au [redacted] laquelle [redacted] se déterminer [redacted] tragédie [redacted]. Les [redacted] d'extérieurs, [redacted] belles, [redacted] et, sur [redacted] fin, violentes, sont [redacted]. Tout [redacted] vers cet appartement [redacted] rue du Prince-Albert où Margot Lan[redacted] (Danielle Darrieux), [redacted] baronne [redacted] d'un colonel, [redacted] une [redacted] à Guilbaud (Richard Berry), [redacted] métallurgiste [redacted] grève.

[redacted] (Fabienne Guyon), une [redacted] magasin, aime Guilbaud. Il lui laisse [redacted] qu'il l'aime, mais il est pris d'un coup de foudre [redacted] Edith (Dominique [redacted] qui, [redacted] Leroyer, un [redacted] impuissant (Mi[redacted] Piccoli), [redacted] promène [redacted] sous un [redacted] vison, [redacted] qui [redacted] la prendre.

[redacted] mélodramatiques, [redacted] Demy [redacted] mise [redacted] ondoyante, [redacted] dialogues [redacted] quotidien [redacted] toujours, [redacted] grève [redacted] Margot Langlois ne [redacted] jamais.

Margot [redacted] fatalité

[redacted] elle le point central, le per[redacted] principal [redacted] film, femme mûre, synthèse bourgeoise [redacted] Mme Desnoyers (*Lola*), [redacted] Mme Emery (*les Parapluies* [redacted] *bourg*) [redacted] *Rochefort*). Vêtue [redacted] ou [redacted] rouge [redacted] son appartement [redacted] où dominent [redacted] pourpre [redacted] bleu sombre, elle [redacted] venir, partir, [redacted] elle [redacted] mise en [redacted] Demy tient, en somme, en [redacted] juste assez [redacted] jeu à [redacted] pour qu'ils se [redacted]. La chambre d'hôtel où Edith fait l'amour avec Guilbaud, [redacted] du passage Pommeraye où Leroyer, ce demi-fou, vend des postes de [redacted] logement [redacted] vit avec [redacted] mère, sont des lieux accessoires à [redacted] entre ses meubles Napoléon III, se [redacted] au vin blanc [redacted] fume [redacted] sur cigarette, entourée des photographies [redacted].

Parfois, [redacted] regarde par [redacted] fenêtre ce qui se passe dans la rue. Elle attend. Danielle Darrieux, qui garde tout son charme, [redacted] quetterie [redacted] d'humour, devient ainsi, [redacted] comédienne géniale, une image de la [redacted] dont [redacted] s'est [redacted] quelque peu,incarné en elle. Margot [redacted] – on s'en rend compte lorsqu'elle [redacted] Edith, lui chantant [redacted] passion [redacted] Guilbaud, un « Tu [redacted] » [redacted] démasque son expérience [redacted] vie – qu'on ne retient jamais les [redacted] qu'on [redacted] lorsqu'ils [redacted] veulent plus de [redacted] en robe mauve, en[redacted] par Guilbaud), [redacted] qu'on peut se détruire, détruire [redacted] relation amoureuse, érotique, où [redacted] du [redacted] l'oubli éphémère [redacted] la réalité.

Danielle Darrieux [redacted] avec Fabienne Guyon [redacted] Marie-France [redacted] (la [redacted] qui semble venir de *Cléo de* [redacted] *à 7* d'Agnès [redacted] sa [redacted] voix. [redacted] interprètes (sauf [redacted] Berry, un peu bridé dans ses mouvements) s'accommodent parfaitement du *play-back*, [redacted] musique de Michel Colombier (1), tantôt chœurs d'opéra, on l'a dit, [redacted] musique [redacted] modelant superbement (rien [redacted] Michel Legrand) [redacted] du quotidien, [redacted] nals, [redacted] expressions triviales, semble faite, avant tout, [redacted] Darrieux, qui prend [redacted] brusquement [redacted] anti-bourgeoise qui ne passerait pas [redacted] simple [redacted] parlé.

Il n'y [redacted] plus d'amour heureux, [redacted] Demy, [redacted] pas [redacted] qui condamne l'amour fou [redacted] Dominique Sanda, [redacted] de [redacted] sualité, [redacted] de Richard Berry, [redacted] prolo [redacted] l'impossibilité [redacted] passion. [redacted] clôt [redacted] film sur [redacted] tapis d'un salon [redacted] comme au [redacted] acte [redacted] de Bizet, [redacted] porte [redacted] arènes. Margot continuera [redacted] et [redacted] regarder par [redacted] fenêtre. Jacques Demy nous racontera, [redacted] jour peut-être, l'histoire [redacted] l'enfant [redacted] père de Violette. Non, il n'a pas refait [redacted] *Cherbourg*. Il nous [redacted] livré, par [redacted] rigueur [redacted] réalisation, [redacted] de conflits [redacted]viduels dans une [redacted] collective, quelque [redacted] de très profond, de douloureux, [redacted] à l'homme autant qu'au [redacted]. On l'imagine, maintenant, marchant [redacted] une autre inspiration. [redacted] souhaite [redacted] lui [redacted] pour [redacted] santé [redacted] français, [redacted] éclatant [redacted] à [redacted] œuvre [redacted].

JACQUES SICLIER.

★ Voir « les films [redacted] ».

(1) La bande originale et intégrale du film [redacted] éditée, en [redacted] disques, [redacted] Trema 310 126/27.

MUSIQUE

GOUNOD A NANCY

Une éblouissante Juliette

Certaines œuvres lyriques disparaissent soudainement du répertoire, comme si elles avaient besoin de reprendre force et jeunesse dans le silence. Ainsi du *Roméo et Juliette* de Charles Gounod qui, après avoir été joué mille trente-deux fois à Paris, entre sa création en 1867 et 1963, tombe dans la même léthargie que son héroïne, mais pendant près de vingt ans. Les amants célèbres, réveillés au printemps dernier (1) par Alain Lombard et Georges Lavaudant à l'Opéra de Paris, semblent repartis pour une belle carrière : Jean-Claude Auvray les attend à Bâle en mars prochain et Nicolas Joël les accueille actuellement à l'Opéra-théâtre de Nancy.

La production de ce dernier, pleine de charme et d'intelligence, non dénuée d'humour, dans de jolis décors stylisés de la Renaissance italienne dus à Pet Halmen, souligne légèrement, par un certain schématisme des mouvements et les gesticulations des groupes, les côtés assez superficiels du drame d'action, car Gounod n'était vraiment pas très doué en ce domaine et s'appliqua à imiter assez banalement Meyerbeer et consorts, sans jamais trouver l'accent intense et vrai d'un Verdi. Au contraire, le jeune metteur en scène traite avec une infinie tendresse, une science des attitudes, une vérité profonde et un réalisme dignes du Chéreau de Bayreuth les quatre merveilleux duos d'amour où Gounod, d'un coup d'aile, rejoint Shakespeare, qu'il a si mal servi par ailleurs.

Catherine Malfitano est une des plus grandes Juliette qu'on puisse entendre et voir aujourd'hui. La voix superbe, riche en couleurs subtiles, puissante dans tous les registres, avec des demi-teintes bouleversantes, des vocalises d'une fermeté et d'une souplesse rares, une prononciation française qui reflète son admirable exigence de vigueur expressive, s'accorde avec ce personnage d'une exceptionnelle pureté où se lit la mue soudaine d'une jeune fille, presque une enfant, en une amoureuse éblouissante aux gestes innocents et sensuels d'une grâce exquise. Dès que le nom de Roméo est prononcé par Tybalt, elle se sait perdue, mais son amour marqué par la mort atteint en quelques heures à sa plénitude comme une rose trop tôt épanouie. En vérité, Catherine Malfitano renouvelle ce personnage et cette musique qui semble monter du plus profond d'elle-même.

John Sandor a la silhouette svelte de Roméo et une voix dorée d'une belle vaillance, malheureusement un peu fatiguée et trop raide pour lutter de tendresse avec cette Juliette. Dans une distribution assez inégale, on remarque surtout le page charmant de Danielle Borst et l'excellent Mercutio de François Roux. Et Reynald Giovaninetti, secondé par des chœurs et un orchestre honorables, donne à la représentation son élan, sa fraîcheur et sa poésie, en parfait accord avec cette réalisation très jeune où [redacted] les tableaux émouvants [redacted] savoureux et les [redacted] éclairages.

[redacted] Jean-Albert Cartier, André [redacted] a ainsi [redacted] sa première saison nancéienne, qui sera [redacted] la reprise [redacted] sa *Carmen*, l'*Orlando* [redacted] Carpentras, *Eugène Onéguine* mis en [redacted] par Andrei Serban, *Attila* de [redacted] *la Bohème* [redacted] par Jean-Claude Auvray.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Après quelques apparitions fugaces comme à Nantes en 1976 et, en 1979, [redacted] Festival de Carpentras.

★ Prochaines représentations les 29 et 31 octobre.

JAZZ

LE ONZTET DE PATRICE CARATINI AU FESTIVAL DE PARIS

Le dernier concert

Onze musiciens, une [redacted] concerts [redacted] trente mois d'exercice, juste le temps d'exister et [redacted] se [redacted] connaître, trois séjours en [redacted] parisiens, un disque collectivement produit par les membres du groupe, [redacted] commande du Festival de Paris, un dernier concert le 28 octobre, et c'en [redacted] fini [redacted] Patrice Caratini. Ce scénario, amateurs et professionnels le connaissent par cœur : « [redacted] *grand orchestre en France ne peut* [redacted] *que tel*, dit Caratini. *C'est, au mieux, la réunion épisodique de musiciens, d'excellents professionnels.* [redacted] *autre* [redacted] *qu'amical, l'orchestre n'existe que pendant le concert, et ne dure que le temps de l'enthousiasme.*

» *Il* [redacted] *inévitable, à la lon*[redacted] *les gens s'usent, que des tensions naissent, que les difficultés l'emportent. Les festivals d'envergure internationale* [redacted] *et* [redacted] *défi*[redacted] *au dernier* [redacted]. *Tout, pour un grand orchestre, coûte très cher,* [redacted] *par la copie (9 000 F pour* [redacted] *heure de musique)*, [redacted] *très vite* [redacted] *déséquilibre se crée, une renommée qui ne profite pas également... »*

[redacted] solutions, Caratini en imagine : [redacted] retirer de l'alternative « culture ou commerce » (soit un orchestre subventionné, [redacted] une formation [redacted] à sa réputation [redacted] aux [redacted] du marché). « *Qu'au lieu de subventionner* [redacted] *personnes on crée* [redacted] *orchestres –* [redacted] *radio, dans les régions – et qu'on* [redacted] *mette à* [redacted] *disposition d'artistes, d'arrangeurs, de compositeurs,* [redacted] *périodes de travail limitées mais justement rémunérées.* » Faute de quoi, les musiciens ne s'engagent que par un plaisir trop [redacted] frotté [redacted] embûches et aux déceptions.

Pour [redacted] Festival [redacted] Paris, [redacted] Onztet, [redacted] l'orgue [redacted] Barbarie de Jean Piero, créait une pièce consacrée à la capitale : [redacted] devait être son dernier concert.

FRANCIS MARMANDE.

■ Au Théâtre [redacted] Paris, 15, rue Blanche, 75009, à [redacted] h 30, ce jeudi 28.

■ Discographie : [redacted] distri[redacted]

La mort de Valerio Zurlini

Le cinéaste italien Valerio Zurlini est mort le 27 octobre des suites d'une hémorragie intestinale. Il était âgé de cinquante-six ans (nos dernières éditions du 28 octobre).

Le réalisme romanesque

[redacted] exactement un [redacted] « maudit », [redacted] Zurlini n'a [redacted] – en dehors d'un public de cinéphiles – [redacted] France, où la [redacted] fut, d'ailleurs, [redacted]vent confuse, anarchique, apprécié [redacted] sa juste valeur. [redacted] Boulogne, [redacted] 1926, il débute, [redacted] 1950, [redacted] court métrage, puis réalise, en 1954, son premier [redacted] métrage, [redacted] *Frediano*, [redacted] d'un [redacted]. Cinq [redacted] plus tard, il se situe, [redacted] film, [redacted] *violent*, [redacted] peloton [redacted] d'une [redacted] génération [redacted] chroniques chères au néo-réalisme d'après-guerre. Un style [redacted] dans la peinture [redacted] et le rapport avec l'histoire.

[redacted] film [redacted] important [redacted] nous presque inaperçu, comme *la* [redacted] (1960), étrange [redacted] rapports amoureux où [redacted] mystère [redacted] s'inscrit [redacted] intimiste de la [redacted] quoti[redacted]. Le Lion d'or [redacted] 1962 accordé à *Journal intime* (autre adaptation d'un [redacted] de Pratolini) attire, enfin, l'attention sur un [redacted] cultivé, raffiné, [redacted] attentif à la [redacted] humaine [redacted] de ses [redacted] travaillant [redacted] couleur pour traduire [redacted] d'âme, [redacted] ambiguïtés psychologi[redacted]

[redacted] Zurlini connaît [redacted] difficultés, [redacted] qui ajoute [redacted] méconnaissance. En [redacted] il revient [redacted] guerre (1942, [redacted] prosti[redacted] ita[redacted] Grèce) [redacted] qui devient, pour l'exploitation française, [redacted] *l'armée*. Parabole religieuse en Afrique, [redacted] n'aura [redacted] (1972) [redacted] d'une brève redécouverte, [redacted] l'on [redacted]luera, [redacted] même, l'ambition du [redacted] *(1976)*, adaptation réputée [redacted] roman métaphysique [redacted] Buzzati, que Zurlini put réaliser grâce [redacted] la [redacted] Jacques Perrin, qui [redacted] son interprète [redacted] *la valise* et *Journal intime*. – J. S.

EN BREF

■ DOC, association internationale d'informations et de services culturels, créée [redacted] Paris, [redacted] propose de favoriser la circulation d'informations aux niveaux national et international et de coordonner les efforts artistiques des individus et des institutions dans les domaines du théâtre, de la danse, des musiques, de la vidéo, des arts plastiques. DOC dispose de bureaux en Allemagne, Angleterre, Italie, Grèce, Algérie, Autriche, Hollande, Espagne et d'une banque de données qui sera opérationnelle en 1983.

★ Renseignements : DOC, 13, rue Lagrange, 75005 Paris.

■ Sept toiles de Le Corbusier qui avaient été volées au début de l'année à la Fondation de la rue du Docteur-Blanche à Paris (*Le Monde* du 21 janvier) viennent d'être retrouvées par la police, mais pas les auteurs du vol, qui ont échoué dans leur tentative de chantage auprès de la Fondation et de la compagnie d'assurances en vue d'une « restitution négociée ». Six des toiles, qui avaient été démontées et roulées, devront être restaurées avant de pouvoir être à nouveau exposées.

■ La première représentation de *Madame Butterfly*, qui devait ouvrir la saison de l'Opéra du Rhin le 29 octobre, est reportée au 2 novembre, Alain Lombard ayant renoncé à dirigé l'orchestre. Il sera remplacé par Yoshinori Kikushi, chef d'orchestre à l'Opéra de Wiesbaden depuis 1979. La mise en scène, les costumes et les décors sont assurés par Jean-Pierre Ponnelle.

■ Dans un livre qui va certainement soulever bien des controverses, une équipe d'historiens d'art néerlandais affirme que près de la moitié des tableaux attribués aux années de jeunesse de Rembrandt sont l'œuvre de ses élèves ou d'imitateurs : il y aurait ainsi de par le monde quarante-quatre œuvres de la période 1625-1631 qui ne seraient pas du maître hollandais.

هكذا من الاصل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE RETOUR DU HÉROS. — Tristan-Bernard (522-08-40), 20 h 30.
LORENZACCIO. — Théâtre 13 (588-16-30), 20 h 30.
SUR UNE ILE FLOTTANTE. — Beaubourgeois (272-08-51), 19 h 30.
PLATONOV. — Athénée (742-67-27), 21 h.
LE MARIAGE DE FIGARO. — Espace Marais (271-10-19), 20 h 30.
REGARDE LES FEMMES PASSER. — Tai, Théâtre [illegible] (278-10-79), 22 h.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : La vie est un songe.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer 18 h 30 : les Petites Filles modèles ; 20 h 30 : Entretien avec M. Saïd Hammadi, ouvrier algérien : Théâtre Gémier, 20 h 30 : Instructions aux domestiques.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Arlequin, serviteur de deux maîtres.
LE PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : le [illegible] à [illegible]
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Brecht, concert : Nicole et Oswald d'Andréa.
BEAUBOURG (277-1[illegible]3), Cinéma : 13 h, 16 h, 19 h : Nouveaux films B.P.I. : Arroyo : renvoi cinématographique ; à 19 h : Joseph Cornell. Concerts : Musiques européennes : 18 h 30 : Hector Zazou (France) : 21 h : Œuvres de M. Nyman, M. Fabres.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) (au Théâtre de Paris), Petite salle : 20 h 30 : la Fuite en Chine ; Grande salle : Jazz : 18 h 30, Paul Bley ; à 20 h 30 : le Ouztet + 1 de Caratini. Le groupe Pau Brasil de N. Ayes.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 21 h : Carré magique.

Les [illegible] salles

[illegible] DEJAZET (887-97-34), [illegible] h 30 : Verieta, par les clowns Macloma ; 22 h 30 : passage hagard par les Mirabelles.
ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : Coup de [illegible]
ASTELLE - THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu.
ATELIER (606-49-24), 21 h : [illegible]
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : [illegible]moiselle Else.
BOUFFES DU NORD [illegible], 20 h 30 : la [illegible] de [illegible]
BOUFFES PARISIENS (296-97-03), 20 h 30 : En [illegible] les [illegible]
CARTOUCHERIE. — Atelier du [illegible]dron (328-97-04), 20 h 30 : Le bruit de l'eau dit ce que je pense. — [illegible] du Soleil (374-24-08), [illegible] h 30 : Richard II.
CENTRE MANDAPA [illegible], 20 h 45 [illegible] d'un fou.
CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâ[illegible] 20 h 30 : Don Quichotte ; Galerie, 20 h 30 : Oncle Vania ; Resserre, 20 h [illegible] : Trois cases blanches.
COMÉDIE CAUMARTIN, (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), [illegible] h [illegible] : Mamma Marcia.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Ici et là ; 20 h 30 : Elle lui dirait dans l'île.
CONSTANCE (258-97-62), 20 h 30 : Le bonhomme qui avait un lion.
[illegible] (261-69-14), [illegible] h : [illegible] est trop courte.
ÉCOLE DES BEAUX-ARTS (372-27-60), 20 h 30 : Dom Juan.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : [illegible] Nuit de l'été.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Diableries amoureuses.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 18 h 30 : le Funambule unijambiste ; 22 h : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 22 h [illegible] Une [illegible] sur un [illegible] tortue nommée Dostoïevski.
FONDATION DEUTSCHE [illegible] LA MEURTHE (805-03-23), [illegible] h 30 : Tambours dans la nuit.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 45 : Lili Lamont.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), [illegible] h 30 : l'Île de Tulipatan ; 20 h 15 : Vive les femmes ; 22 h : Michel Lagueyrie.
GALERIE [illegible] (326-65-51), 20 h 30 : A view from a bridge.
[illegible] MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Artaud et la peste.
HUCHETTE (326-38-99), [illegible] h 15 : la [illegible] chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : le Cirque.
LA BRUYÈRE (874-76-99), [illegible] h : [illegible] bois lacté.
LUCERNAIRE (544-57-34), 18 h 30 : l'Homme lige ; 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 : le Cri dans la chapelle. — II. 18 h 30 : Noces de sang ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Tchoufa. — Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : Sodome et [illegible]
MARIGNY (256-04-41), [illegible] h : Amadeus. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : l'Avantage d'être constant.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), [illegible] h 30 : Joyeuses Pâques.
MONTPARNASSE (320-89-90), Grande salle : 21 h : R. Devos ; Petite salle, [illegible] h : Rupalinos.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah et le [illegible] langouste.
PALAIS DES [illegible] (607-49-93), 20 h 30 : Rond comme un cube, Compagnie Philippe Genty.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : Pauvre France.
PÉNICHE-THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : Nuit de rêve [illegible]
PLAISANCE [illegible], [illegible] : [illegible] Jaloux.
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : Flock.
POTINIÈRE [illegible]1-44-16), 20 h 45 : Sol : Je [illegible] à moi-même.

Jeudi 28 octobre

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : les Enfants du silence.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos ; 20 h 30 : Maison de poupée.
[illegible] (272-17-78), 20 h [illegible] : les [illegible] de la [illegible]
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉÂTRE EN ROND (387-88-14), 21 h : Complet [illegible] sur [illegible] en [illegible] essayages.
THÉÂTRE DE L'ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : Un amour.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 21 h : Voyage en Dualie.
THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h [illegible] le Misanthrope.
THÉÂTRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h 30 : la Nuit suspendue.
THÉÂTRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Bruissements d'elles ; 22 h : Liberté d'action.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h [illegible] : 1929 ou le Rêve américain.
THÉÂTRE DES 400 COUPS (633-01-21), 20 h 30 : Ma vie en vrac ; [illegible] h [illegible] : [illegible] Zavatars [illegible]zantiques.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : les Straus. — II. 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉÂTRE STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : la Marmite.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un [illegible] de ménage ; 20 h [illegible]0 : Le mal court ; 22 h 30 : le Radeau d'asphalte.
VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : Chéri.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), [illegible] heures : A la courte-paye.
THÉÂTRE [illegible] (606-10-26), 21 heures : A vos ronds... fisc.

La danse

ALLIANCE FRANÇAISE (544-41-42), à 20 h 30 : Ramakien de Thaïlande.
THÉÂTRE DES 400 COUPS [illegible]01-21), 18 h 30 : Ballet Théâtre national du Zaïre.
FACULTÉ DE DROIT (589-01-60), [illegible] 20 h 30 : Madhavi Mudgal.

Le music-hall

BOBINO [illegible] ([illegible] L.) : [illegible] h 30 : [illegible] Tachan.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (296-88-32), [illegible]
ELDORADO (208-45-22), 20 h 30 : Fantasias do Brasil.
GYMNASE (246-79-79), 21 [illegible] : le Grand Orchestre du Splendid.
LUCERNAIRE (544-57-34), 21 heures : Hussein el Mari.
OLYMPIA (742-25-49), 21 [illegible] : [illegible]
TH. DE POCHE (548-92-97), 19 heures : R. Dyens.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : Café concert.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : B. et G. [illegible] (Beethoven, Fauré, Debussy).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : B. Ringeissen (Haydn, Rachmaninov, Liszt).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : D. Mc Intosh, B. Riske, D. Marcuse (McIn[illegible] Papineau-Couture, McDonald).
CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX, 20 h 30 : S. Rao (Musique de l'Inde du Sud).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : G. Otvos (Rachmaninov, Tchaikovsky).
PLEYEL, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. R. Kubelik (Martinu, Mahler).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 21 heures : G. Fumet, J. Galard (Albinoni, Marcello, Pergolèse...).
ÉGLISE DE LA MADELEINE, 21 h : Ensemble vocal de La Celle-Saint-Cloud, dir. : M. Rousseau ; Ensemble d'Archets Français, dir. : J.-F. Gonzales (Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.
CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : P. Quirni.
CHAPELLE DES LOMBARDS (35[illegible]-24-24), 22 h : Bess ; II, 22 h 30 : les Diplomates.
CHEVALIERS DU TEMPLE (277-40-21), 22 h et 24 h : les Etoiles.
DEPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 : B. Band, R. Guérin.
ELYSEE-MONTMARTRE (606-38-79), 20 h 30 : [illegible]
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : S. Getz.
PALACE (246-10-87), 20 h : K. Blow.
PALAIS DES [illegible] (828-40-90), 20 h 30 : J. Hallyday.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Watergate Seven + [illegible]
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Steckar Tuba Pack.
SLOW [illegible] (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.

En région parisienne

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Commune (833-16-16), à 20 h 30 : Purgatoire à Ingolstadt.
BAGNOLET, ATEM (364-77-18), 20 h 30 : Récitations.
CHOISY-LE ROI, Th. P.-Eluard (890-89-79), 20 h 30 : l'Enéide.
CLICHY, Th. Rutebeuf (731-11-53), 20 h 30 : Délire à deux.
COURBEVOIE, Maison pour Tous (333-63-52), 21 [illegible] : D.-P. Longuet, N. Rivière (Monteverdi, Debussy, Poulenc).
CRÉTEIL, Maison des Arts A.-Malraux ([illegible]-94-50), 20 h 30 : Mère Courage et ses [illegible]
GENNEVILLIERS : [illegible] E. Manet (794-10-86), 20 h 30 : la Croisade des enfants.
IVRY, Théâtre des Quartiers (672-37-43), 20 h 30 : le Voyage immobile.
VINCENNES, Th. D.-Sorano (374-73-74) 21 heures : Dom Juan.
VITRY, Théâtre J.-Vilar [illegible] 21 heures : Bettine.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h : Pontcarral, colonel d'empire, de J. Delannoy ; 19 h : Fox (1915-1935) : The black watch, de J. Ford ; 21 h : In old Arizona, de R. Walsh et I. Cummings.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Vania, de V. Pronine ; 17 h : Hommage à Miklos Rosza : Quo Vadis, de M. Le Roy ; 20 h : Cinéma bul[illegible]re (1958-1982) : le Soleil et l'Ombre, de [illegible]. Valcha[illegible]

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rex, [illegible] (236-83-93) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, [illegible] (359-41-18) ; U.G.C. Marbeuf, [illegible] (225-18-45) ; U.G.C. [illegible] 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTEUR (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. [illegible] 9e (770-10-41) ; U.G.C. Gare [illegible] Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, [illegible] (327-52-37).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e [illegible]41-46). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e, (359-92-82) ; — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e, (322-19-23).
LES [illegible] PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e ([illegible]) ; Marignan, 8e ([illegible]) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e [illegible]42-27).
CLASS 1984 (A., v.o.) (**) : U.G.C. [illegible] 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. [illegible] 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
[illegible] ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Publicis Élysées, 8e (720-76-23) ; [illegible] Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; [illegible] Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ;
LA COTE D'AMOUR (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82), Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), soirée.
COUP DE [illegible] (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; — V.f. ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, [illegible] (233-56-70) ; [illegible] (354-07-76) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; [illegible] 9e (770-72-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pa[illegible] 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Sud, [illegible] (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DIVA (Fr.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
LE DRAGON DU LAC DE FEU (A.,v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) soirée. V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) [illegible] U.G.C. Gare de Lyon, [illegible] (343-01-59) ; [illegible]lins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e [illegible]20-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. Français, [illegible] (770-33-88).
LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FEMME TATOUÉE (Jap., v.o.) (*) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA FIÈVRE DE L'OR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Rex, 2e (2[illegible]3-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Biarritz, [illegible] (723-69-23) ; U.G.C. [illegible] (246-66-44) ; [illegible] Gare [illegible] Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94). Secrétan, 19e (241-77-99).
LE GRAND FRÈRE (Fr.) (*) : Montparnasse [illegible] (544-14-27) ; Ambassade, [illegible] (359-19-08).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, [illegible] (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Pa[illegible] Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).
LÉGITIME VIOLENCE ([illegible] Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LETTRE A FREDDY BUACHE (Suis.) : Studio 43, 9e (770-63-40).
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) H. Sp.
LA LOTERIE DE LA VIE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
MAD MAX II (Austr., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Marbœuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
MAMAN IXE (Fr.) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
MAMAN (QUE MAN) (**) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LE MARQUIS S'AMUSE (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
MAYA L'ABEILLLE (Autr., v.f.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) [illegible] ; Ambassade, [illegible] (359-19-08) mat. ; Gaumont-Convention, 15e (828-20-64) mat.
MEURTRES A DOMICILE (Fr.-Bel.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Montparnasse [illegible] 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-[illegible] ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MOURIR A TRENTE ANS (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet-Racine, 6e (633-43-71) ; 14 juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e [illegible] ; [illegible] 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
PASSION (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
PETIT JOSEPH (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : [illegible] 5e (326-79-17). Marignan, 8e (3[illegible]
POLENTA (Suis.) : Marais, [illegible] (278-47-86).
POLTERGEIST (A., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, [illegible] (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, [illegible] (651-99-75) ; Paramount Maillot, [illegible]7e (758-24-24) ; [illegible] Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
QUERELLE (All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
STAR TREK II : LA COLÈRE DE KHAN (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; [illegible] Pathé, 522-46-01).
TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, [illegible] (580-18-03) ; Paramount M[illegible] 14e (329-90-10) ; Tourelle[illegible]51-98).
LA TRUITE (Fr.) : Hautefeuille, [illegible] (633-79-38) ; [illegible] (359-29-46).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Coli[illegible] (359-29-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — (V.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, [illegible] (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
UNE HISTOIRE SANS IMPORTANCE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
YOL (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Biarritz, [illegible] (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; [illegible] Montparnasse, 15e (544-25-02).

LES FILMS NOUVEAUX

ALEXANDRE LE GRAND, film grec de Theo Angelopoulos. V.o. : Action Rive Gauche, 6e (354-47-62) ; Escurial, [illegible] (707-28-04) ([illegible] partir de vendredi).
L'AS DES AS, film français de Gérard Oury. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; [illegible] 5e (633-[illegible]) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, [illegible] (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Le [illegible] 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; [illegible] (343-04-67) ; Paramount-Bastille, [illegible] (343-79-17) ; [illegible] 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, [illegible] (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
DOUCE ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE, film français de Gérard Guérin. Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
MÊME LES MOULES ONT DU VAGUE A L'AME, courts métrages français. Studio-43, 9e (770-63-40).
LE NOTRE PARMI LES AUTRES, film inédit soviétique de Nikita Mikhalkov. Cosmos, 6e (544-28-80).
TOUTE UNE NUIT, film belge de Chantal Akerman. Hautefeuille, 5e (633-79-38) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; [illegible] 7e (705-12-15) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (442-67-42).
UNE CHAMBRE EN VILLE, film français de Jacques Demy. Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; 14-Juillet-Bastille, 12e (357-90-81) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétans, 19e (241-77-99).

Les séances spéciales

L'ARNAQUEUR (A., v.o.) : Templiers (272-94-56), 19 h 30.
AU-DELA DU RÉEL (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
CHINATOWN (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.
LE CRI (It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, [illegible] (542-67-42), 18 h.
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), t.l.j., 20 h.
L'ENFER EST A LUI (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
EN ROUTE VERS LE SUD (Holl., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 55.
HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20.
LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h.
[illegible] T'AIME MOI NON [illegible] (Fr.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 10.
MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 10.
MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
MALICIA (It., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 14 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.
NOS PLUS BELLES ANNÉES (A. v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 30.
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.
RAGTIME (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er [illegible], 17 h 40.
RETOUR (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 40.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : [illegible] 6e (633-10-82), 14 h, 15 h 40.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (**) : Studio [illegible]lande, 5e (354-72-71), 22 h 35.
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15 ; Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h 15.

RADIO-TÉLÉVISION

DEUX NOUVEAUX RÉDACTEURS EN CHEF [redacted] TF 1

M. Michel May, P.-D. G. de TF 1, a procédé, le mercredi 27 octobre, [redacted] la nomination de M. François Lanzenberg, en qualité de rédacteur en chef des journaux quotidiens – sur proposition de M. Jean-Pierre Guérin, directeur de l'information – [redacted] à celle de M. Alain Denvers, comme rédacteur en chef des magazines d'information. Ce dernier remplace M. Michel Thoulouze, qui a quitté TF 1 pour Antenne 2.

[Né en 1947, [redacted] François Lanzenberg, diplômé [redacted] sociologie politique, est entré au service politique de TF 1 en 1977, réalisant en 1978 une série d'émissions – dont on vient de revoir l'essentiel – sur Pierre Mendès France. [redacted] 1981, il devenait rédacteur en chef de *Soir-3*, qu'il quittait [redacted] 28 janvier dernier, en désaccord avec M. Maurice Séveno sur [redacted] nouvelle formule de ce journal.]

[Né en 1946, M. Alain Denvers, diplômé de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, est entré [redacted] service politique de R.T.L. (1970-1972), avant d'assurer des chroniques politiques [redacted] France-Inter (1973-1975). Nommé ensuite grand reporter à TF 1, il devenait, en 1981, rédacteur en chef adjoint de la première chaîne, chargé du journal de 23 heures. Il est le fils de M. Albert Denvers, député socialiste du Nord.]

Jeudi 28 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 [redacted] 35 Téléfilm : Mozart.
Deuxième partie : Réal. M. Bluwal avec C. Bantzer, F. Dichamp, J.-C. Brialy.
1769 : Le divin Mozart et son père entreprennent le voyage qui les entraîne de concert en concert. Commence le triomphe du compositeur du « Don Juan ». Une belle réalisation, bien jouée, à laquelle il manque peut-[redacted] l'audace qui fait les œuvres indiscutables.

22 h 5 Histoire de la vie : D'une vie à l'autre.
Emission de P. Desgraupes, avec E. Lalou et I. Barrère et la participation du ministère de la culture.
De Lamarck à Darwin : l'histoire de l'évolution [redacted] travers les théories évolutionnistes ; de la vieille télévision.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : [redacted]

20 [redacted] L'Histoire en question : Le mur.
De A. Decaux.
Il y a vingt ans, on construisait le mur de Berlin pour éviter le courant d'immigration de l'Allemagne de l'Est à l'Allemagne de l'Ouest : toute l'histoire de cette ligne par un talentueux historien du petit écran.

21 h 55 Magazine : Les enfants du rock.
D'Antoine de Caunes.
Avec Kid Creole, Miami Steve Zandt, Little Steven ; Magazine l'impeccable ; spécial chat, etc.

23 [redacted] Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR [redacted]

20 h 35 Cinéma : le Dieu noir et le Diable blond.
[redacted] G. Rocha (1964), avec [redacted] del Rey, I. Magalhaes, O. Bastos, L. Silva, M. do Valle (v.o., sous-titrée (N.).
Un vacher du Sertao (Nord-est brésilien) tue son patron qui l'exploite, se joint aux disciples d'un prophète noir illuminé puis à la troupe d'un hors-la-loi qui fait justice par la violence. Eclatant manifeste du « cinema novo » que Rocha voulait, à la fois, politique et profondément brésilien. Ce film, qui fait revivre des héros mythiques, appelle [redacted] la révolte, au changement historique, avec des images flamboyantes [redacted]

22 [redacted] 25 Débat.
Avec C. Detrez, M. Niedergang, C. Plas, A. Stewart.

23 h 5 Journal.

23 h 40 Prélude à la nuit.
Récital Arturo Benedetti [redacted] Lugano *Sonate posthume*, opus 164 D 537 en la mineur, de Schubert.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, *Les progrès de la biologie et de la médecine* : L'architecture hospitalière.
20 h, La première enquête de Maigret, [redacted] Simenon. [redacted] M. Biraud, D. Gélin, M. Marcadier, J. Rochefort...
[redacted] Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) « Concerto pour piano et orchestre », de Rachmaninov ; « Symphonie n° 5 », de Chostakovitch », par le Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. : E. Mata ; sol. : B.L. Gelber, piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h, Studio de recherche radiophonique ; 0 h 5, Nocturnes ; œuvres de Johnson, Mozart, Wagner, Puccini.

Vendredi 29 octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Météorologie.
12 h 10 Juge Box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Cinéma : Pavillon noir.
Film américain de F. Borzage (1945), avec P. Henreid, M. O'Hara, W. Slezack, B. Barnes, J. Emery.
Un capitaine de vaisseau hollandais, dépossédé de son navire et mis en prison par le gouverneur espagnol de Carthagène, s'évade cinq ans plus tard et devient un redoutable pirate. Bien que ces aventures hollywoodiennes, semblables à tant d'autres, ne lui aient pas permis de donner la mesure de son vrai talent, Borzage les a mises en scène avec suffisamment de panache et d'humour pour que les amateurs ne s[redacted] pas déçus.

15 h 25 Royal Command Circus.
16 h 20 Croque-vacances.
En direct de la Martinique.
18 h [redacted] à vous.
[redacted] h 25 Le village dans les nuages.
18 [redacted] 50 Histoire d'en rire.
[redacted] 05 A la une.
[redacted] h 20 Émissions régionales.
19 [redacted] 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Le grand [redacted]
Emission de M. Legrand et J. Bardin. Réal. G. Seligman.
Avec Catherine Lara, Didier Lockwood, François Rabbath, Ray Brown... Enfin des musiciens qu'on ne voyait pas « [redacted] » !

21 h 35 Série : L'Esprit de famille.
Réal. R. Bernard, avec M. Biraud.
C'est la grande fête à la Marette pour le [redacted] mariage [redacted] Claire et Antoine, Bernadette et Stéphane. Tout le monde est heureux, sauf Pauline qui aime Paul en secret. Pauvre Pauline ! A quand la fin de cette sérénade familiale ?

22 h 30 Documentaire : Les couleurs de l'irréel.
Emission de Ch. Kimmerlin et E. Calmel.
Fouillant et agrandissant les œuvres de trois Anglais – Patrick Woodroffe, Peter Jones et Tim White, – la caméra explore des images de cauchemar, semées de réminiscences allant de Jérôme Bosch à René Magritte : étrange allégresse du dessin et de la couleur.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

[redacted] h [redacted] A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
[redacted] h 45 Journal.
[redacted] h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
Histoire de l'aliment, du goût et de la faim
15 h Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin.
[redacted] h 45 Reprise : L'histoire en question.
Le mur de Berlin (diffusée le 28 octobre à 20 h 35.
16 [redacted] 55 Itinéraires.
De Sophie Richard.
[redacted] *la série « Agenda » pour une petite planète, tourné par* [redacted] *Pays-Bas, consacré à l'Indonésie ; cent cinquante millions d'habitants répartis sur trois mille îles.*

[redacted] Récré A 2.
18 [redacted] Série : Les légendes indiennes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 [redacted] 35 Feuilleton : Toutes griffes dehors.
De M. Boisrond. Avec S. Desmarets, J. Holt, J. François, etc.
Deuxième épisode : Fanny vient de démissionner avec éclat de la boîte de haute couture où elle travaillait ; s'ennuyant trop chez elle, elle décide d'ouvrir une boutique contre l'avis de tout le monde... Ce feuilleton, où tout le monde s'esquinte gaiement, ne dépasse pas le niveau du théâtre de boulevard (il y a de bonnes reparties) avec une idéologie un peu poujadiste

21 h 35 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
En jacter des vertes et des pas mûres.
Avec P. [redacted] *(Ce que parler veut dire)*, J. Cellard *(Ça mange pas de pain)*, J. [redacted] *sez le Dobermann)*, A. Le Breton *(Fortif's)*, P. [redacted] *(le Petit Perret illustré par l'exemple)*, L. Sebbar *(Shérazade)*.

22 h 55 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle Marguerite Duras) : [redacted] journées [redacted] dans les arbres.
Film français [redacted] Duras (1976), avec M. [redacted] J.-P. Aumont, B. Ogier, Y [redacted] (redif.).
Une vieille dame vient à Paris pour revoir, avant de mourir, le fils qu'elle a toujours préféré. Celui-ci vit d'expédients, n'aime rien ni personne. La mère va tenter de le ramener [redacted] elle.
L'enfer d'un monde vide et sans amour. Marguerite Duras a mis en film une nouvelle qu'elle avait publiée en 1954 et dont elle avait tiré une pièce en 1965. On y retrouve toute l'origi[redacted] de sa démarche cinématographique. [redacted] Renaud est bouleversante.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

[redacted] h 30 Pour les jeunes.
18 h [redacted] Tribune libre.
[redacted]T. (Confédération française démocratique du travail.)
18 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
Loi Quilliot : la durée du bail.
20 h 35 Le nouveau vendredi : Bruits de guerre.
Enquête réalisée par G. Brousmiche et J. Radiguet, avec R. Barnet.
Dix millions de morts au cours de la première guerre mondiale, quarante millions au cours de la seconde. Quel sera le prix de la troisième ? Richard Barnet, auteur de nombreux ouvrages sur les rapports Est-Ouest a interrogé des spécialistes : MM. Paul Warnke, ancien chef des négociations sur SALT 2, Ronald Dellums, député de Californie, Patricia Schroeder, député du Colorado, Earl Revenal, expert politique et militaire, John Marks, leader d'un mouvement antinucléaire.

21 h 30 Erik Satie : La rêverie du pauvre.
Emission de G. Saint-Bris et G. Taverna.
Un compositeur du vingtième siècle aux thèmes nostalgiques, sautillants, par un familier des médias, Gonzague Saint-Bris.

22 h 30 Journal.
23 h Prélude à la nuit.
Récital Arturo Benedetti Michelangeli, piano : *Sonate en la bémol majeur, opus 26*, de Beethoven.

FRANCE-CULTURE

9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h 45, *Le texte et la marge* : « La Méduse », de J.-Y. Blot.
11 h 2, En marge du congrès de musicologie de Strasbourg.
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama avec E. Mendel.
13 h 30, Musiques extra-européennes : Afrique.
14 h, Sons : Marseille.
14 h 5, Un livre, des voix : « Un cannibale très convenable », d'O. Todd.
14 h 45, [redacted] *après-midi de France-Culture :* [redacted] *inconnus* [redacted] l'histoire (Jean Jouvenel).
16 h, Pouvoirs de la musique : « Discours sur quelque chose », J. Cage ; portrait de Bruno Walter.
18 h 30, Feuilleton : Cerisette.
19 h, Actualités magazine.
19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : congrès international de l'histoire de la physique.
20 h, Emission médicale : acupuncture et vertébrothérapie (en liaison avec l'émission de TF 1 diffusée le 25 octobre).
21 h 30, Black and blue : l'âge d'or de Commodore.
[redacted] Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, *Le matin des musiciens* : œuvres de Haydn, K.P.E. Bach, Winter, [redacted]
12 h, Equivalences : œuvres de J.-S. Bach, Tournemire, Litaize.
12 [redacted] 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Beethoven, Messiaen, Schumann, Coff ; J.-C. Chevaley, piano.
14 h 4, Boîte à musique : œuvres de Borodine.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Emissions d'auteur : œuvres de Harty ; 15 h 30, Il y a deux cents ans naissait Paganini ; œuvres de Paganini, Liszt, Brahms, Rachmaninov.
17 h 2, L'histoire de la musique.
18 h 30, Concert (en direct du Théâtre musical de Paris), III[e] Festival de jazz de Paris.
19 h 38, Boîte à musique.
20 h, Musiques contemporaines.
20 h 30, Concert (donné le 12 janvier au Théâtre des Champs-Élysées) : « Passacaille » de Webern ; « Concerto pour piano et orchestre n° 2 » de Liszt ; « Ainsi parlait Zarathoustra » de Strauss par l'Orchestre national de France, dir. G. Bertini ; sol., K. Zimmerman, piano.
22 h 15, *La nuit sur France-Musique* : Les mots de Françoise Xenakis ; 23 h 5, Ecrans ; 0 h 5, Musiques traditionnelles.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 29 OCTOBRE

– *M. Evan Galbraith*, ambassadeur des Etats-Unis en France, [redacted] invité du journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

L'INTERSYNDICALE DES JOURNALISTES CRITIQUE LA HAUTE AUTORITÉ

L'intersyndicale des journalistes de l'audiovisuel (C.F.D.T., C.G.T., F.O., S.N.J.) « *condamne* » la prise de position de la H[redacted] Autorité de la communication audiovisuelle à propos [redacted] radio et télévisées contestées par [redacted] Jacques Chirac, maire [redacted] Paris (*le* [redacted] du 28 octobre). « *Cette démarche*, déclare l'intersyndicale dans un communiqué, *est* [redacted] *interprétation abusive des articles 14 et 18* [redacted] *du* [redacted] *juillet* [redacted] *L'IJA se demande* [redacted] *nom de quelles disposi*[redacted] *légales la Haute Autorité s'arroge le* [redacted] *juger des* [redacted] *professionnels d'une équipe* [redacted] *journalistes et* [redacted] *diffuser ou de ne pas diffuser tel élément d'information. (...)*

» L'intersyndicale [redacted] *à* [redacted] *la Haute Autorité en garde* [redacted] *la transformation* [redacted] *notions d'honnêteté professionnelle et* [redacted] *collective* [redacted] *équipes* [redacted] *prétendues règles de l'équilibre.* [redacted] *faux principe a toujours* [redacted] *à l'autocensure* [redacted] *censure. L'IJA rappelle que les syndicats qui la composent et les journalistes de l'audiovisuel s'opposeront avec la dernière fermeté à la création d'une déontologie* [redacted]*pécifique* [redacted] *journalisme audiovisuel. (...) »*

● *M. Jean-Pierre Teyssier*, qui était secrétaire [redacted] de TF 1 depuis février 1981, vient d'être nommé conseiller auprès [redacted] P.-D.G. de la première chaîne, chargé [redacted] questions économiques [redacted] technologiques. Dans un communiqué, M. Michel May précise qu'il [redacted] primé à M. Teyssier « [redacted] *sa satisfaction d'avoir trouvé, à son arrivée, un budget comportant* [redacted] *amélioration* [redacted] *trésorerie, par rapport* [redacted] *l'exercice* [redacted] ».

L'ATTRIBUTION DES FRÉQUENCES AUX RADIOS LOCALES PARISIENNES

Un dernier sursis pour les regroupements

La commission consultative des radios locales privées (commission Galabert, ex-Holleaux) s'est réunie mercredi 27 octobre pour examiner [redacted] nouveau l'attribution des fréquences parisiennes. Trois mois après [redacted] premiers avis, la commis[redacted] a constaté que la majorité [redacted] regroupements q[redacted]'elle avait recommandés [redacted] à bien. Elle [redacted] ainsi confirmé ses avis favorables pour Radio Nova, N.R.J., Fréquence Presse (qui regroupe Bayard F.M., Radio Capitale, Radio Huma, Poste parisien, Radio Unité et négocie [redacted] express), la Radio des [redacted] juives, Fréquence Dom Tom, Fréquence libre, Gilda la radiopolitaine, Digitale (ex-génération 2 [redacted]), Radio Tour Eiffel, [redacted] Radio des communautés [redacted]tiennes (qui [redacted] invitée à accueillir les intégristes [redacted] Lumière IOI) et [redacted] deux [redacted] de quartier, Fréquence Montmartre et l'union de Radio Aligre et Radio 20/20 qui se partagent la même fréquence. Avis [redacted] aussi pour Fréquence Gaie, même [redacted] commission l'incite de nouveau à accueillir Radio Arc-en-ciel.

En revanche, un certain nombre d'autres mariages ont [redacted] difficultés. C'est le cas de Cité 96 avec Espace 101, Cheap Radio et Klod ; de Fréquence « immigrés Maghreb-Afrique » ; [redacted] T.S.F. avec Amphi X ; [redacted] Radio Libre Paris avec Radio Ask, qu'émane de [redacted] communauté arménienne. Tous [redacted] regroupements se sont vu accorder un dernier sursis jusqu'au 15 novembre prochain, faute de quoi [redacted] fréquences seront attribuées aux radios de la fameuse liste d'attente. Celle-ci comprend toujours en premières places ici et maintenant (avec Pluriel FM et Gulliver), Boulevard du rock (avec Grand angle et Oblique FM), Carol FM (et Megal'o) et Radio Tomate (avec Radio Solidarnosc et Radio Pays). Elle s'est allongée de Radio Paris, Radio Montmartre, Radio PSY, Radio Computer et radio Big Ben qui n'ont pas trouvé de places dans les derniers regroupements.

La commission s'est enfin inquiétée d'un autre « mariage », non prévu celui-ci, entre Radio Paris, Fréquence Montparnasse et Europe 1. La station périphérique aurait en effet apporté un important soutien financier à la radio locale dirigée par Robert Namias, ancien journaliste d'Europe 1. La commission a décidé d'examiner à nouveau le [redacted] pour juger si cet apport restait [redacted] l'intérieur des limites fixées par la loi et demeurait conforme [redacted] son esprit.

● *Après* [redacted] *d'Azur* la semaine [redacted] *(le Monde* du 21 octobre), une nouvelle [redacted] décentralisée [redacted] Radio-France, Radio-Périgord, a commencé d'émettre, mardi [redacted] octobre, sur 99 MHz en modulation [redacted] fréquence à Périgueux. Neuvième station décentralisée de Radio-France, elle couvre le département de la Dordogne. Radio-Périgord – qui axera ses programmes sur l'information locale et pratique, sur l'expression culturelle de la région avec des « décrochages » pour [redacted] journaux de France-Inter – [redacted] dirigé par M. Guy Breton, qui était chargé de production à Radio-France Internationale, avec à ses côtés pour les programmes M. André Renucci, qui vient également de R.F.I. (où [redacted] était responsable des relations avec [redacted] auditeurs) [redacted] pour l'information M. Thierry Bourgeon, qui était journaliste à France-Inter [redacted] des éditions de 7 h et 8 h).

هكذا من الاصل

PRESSE

LE CONFLIT DES [redacted] DÉPÊCHES [redacted] A DIJON

Une rotative et des hommes

Le conflit des *Dépêches* de Dijon, qui avait « débordé » récemment [redacted] Lyon sous forme de manifestation [redacted] Syndicat [redacted] livre C.G.T., [redacted] Après l'opération « gare [redacted] Lyon » du 20 octobre, qui avait retardé le départ d'un T.G.V., le [redacted]ité intersyndical du livre parisien C.G.T. organise [redacted] journée d'action le jeudi 28 octobre, avec rassemblement de voitures place de la Nation le matin et cortège en direction du siège de la C.G.T., porte de Montreuil. D'autre part, [redacted] camionnettes de livraison des *Dépêches* ont été interceptées mardi 26 octobre sur l'autoroute A-6, près de Chalon-sur-Saône ; 25 000 exemplaires [redacted] été jetés dans la Saône.

[redacted] la ville de Dijon ressent-elle ce conflit touchant l'un des quotidiens de la cité ? C'est ce que Michel Castaing est allé recueillir sur place.

De notr[redacted] envoyé spécial

Dijon. — Elle n'est [redacted] doute [redacted] la cause [redacted] tout [redacted] le conflit qui [redacted] actuellement *les Dépêches*. [redacted] il [redacted] difficile [redacted] l'évoquer d'emblée, [redacted] rotative géante, construite [redacted] place par Marinoni, il y a environ dix ans, pour la bagatelle d'un milliard de centimes...

C'est un crève-cœur pour [redacted] coup, à comme[redacted] par le professionnel qui nous la fait découvrir [redacted] nostalgie, [redacted] qu'elle [redacted] réduite [redacted] silence, [redacted] maintenant deux [redacted], [redacted] les anciens locaux du journal, rue Monastir. Des [redacted] toujours occupés par [redacted] quelque soixante-quinze ouvriers [redacted] Livre qui ont refusé leur mutation à Lyon ou à Saint-Étienne, et par les clavistes en grève [redacted] Saisie-Alpha. Quant au journal lui-même, il [redacted] désormais imprimé à Chassieu, dans la banlieue lyonnaise — d'où la source [redacted] conflit, — sous la férule de M. Jean-Charles Lignel, également propriétaire [redacted] *Progrès* (1).

Cette gigantesque rotative offset était, à l'époque, un prototype. Ce n'est p[redacted] un dinosaure aujourd'hui, même si les techniques [redacted] presse évoluent [redacted] galop. Il y a [redacted] décennie, précisément, les directions des deux quotidiens de la Côte-d'Or, *le Bien public* [redacted] *les Dépêches*, *avaient envisagé de réaliser leurs tirages* sur une même machine. Pour [redacted] prestige, [redacted] pouvoir, [redacted] l'entente n'a pas eu lieu.

Contrôlées par M. [redacted] Chadé, P.-D. G. [redacted] *l'Est républicain* — avant [redacted] passer dans les mains de [redacted] successeur à Nancy, M. Charles Boileau, puis dans celles de M. Lignel, — *les Dépêches* ont alors commandé [redacted] fée d'acier, devenue [redacted] Une sorte de « *folie* [redacted] *grandeurs* », dit-on maintenant [redacted] les [redacted] de l'Ouche. A [redacted] : un [redacted] beaucoup trop lourd, *compte* [redacted] faible volume d'éditions, des prévisions mal calculées, des espérances utopiques.

[redacted] Côte-d'Or — c'est une constatation — n'ont jamais [redacted] fous de lecture. Si l'on en [redacted] sondages, la moitié d'entre eux *seulement achètent un* quotidien, [redacted] régional. M. [redacted] Poujade, maire (R.P.R.) de Dijon, l'explique [redacted] : « *Le département comprend sept* [redacted] *cinq communes* (pour une population [redacted] d'environ [redacted] mille personnes). *L'habitat* [redacted] *essentielle*[redacted] *rural*, [redacted] *donc éparpillé. Conséquence : ou on est abonné, ou on ne l*[redacted] »

Les chiffres de [redacted] *de justification de la* [redacted] (O.J.D.), cités par [redacted] direction [redacted] *Bien public*, le confirment. Avant la crise des *Dépêches*, le quotidien du boulevard Chanoine-Kir vendait journellement [redacted] exemplaires, contre 26 000 à l'organe de la rue [redacted] Avec, à peu de choses près dans les deux cas, la moitié d'abonnements.

Depuis [redacted] début du conflit, la diffusion [redacted] *Dépêches* [redacted] 25 %, reconnaît son directeur, M. Michel Cousin, qui indique cependant [redacted] le journal « *est en* [redacted] *de remonter la pente* ». [redacted] le [redacted] temps, [redacted] concurrent a, [redacted] M. Arnoult Thénard, copropriétaire [redacted] *Bien public* — 58 [redacted] actions, 42 % à R.T.L., — augmenté sa vente de six mille numéros. En gros, le compte [redacted] est, et le réflexe [redacted] *paru naturel* : lorsque l'on ne trouvait pas *les Dépêches* dans sa boîte aux [redacted] (ce sont évidemment les abonnés qui ont le plus pâti de cette situation) ou chez son marchand [redacted] journaux — en raison d'actions des ouvriers [redacted] Livre, — [redacted] *le Bien public*.

Pages communes avec « le Progrès »

Depuis une quinzaine de jours, la parution [redacted] *Dépêches* a retrouvé un rythme normal. D'abord, parce qu'elle est désormais protégée par les [redacted] de l'ordre. Ensuite, parce que [redacted] C.G.T., consciente de l'impopularité de certaines méthodes (interception des camionnettes [redacted] *Dépêches* et [redacted] des exemplaires), a [redacted] d'autres formes de protestation, comme cette manifes[redacted] du 20 octobre, à la gare de Lyon, [redacted] Paris. Le lecteur, fidèle au titre, a repris, *lui*, ses habitudes.

Mais ce lecteur n'a pas pu ne pas s'apercevoir que le contenu des *Dépêches avait sensiblement* changé. Avec un nombre croissant de pages communes avec *le Progrès* de Lyon, le quotidien dijonnais comprend beaucoup moins d'informations départementales, et les articles d'explication et d'analyse sont devenus rares. Quand on lui rapporte que des journalistes [redacted] plaignent de la dégradation de la qualité des *Dépêches*, de la disparition d'articles de fond, M. [redacted] Delsart, directeur de [redacted] publication nommé par M. Lignel, hausse [redacted] épaules : « [redacted] *articles de fond ? Quels articles de fond ?* »

Moins cynique, M. Michel Cousin admet qu'on ne remplace pas, du jour [redacted] lendemain, vingt [redacted] un journalistes, en l'occurrence ceux [redacted] quitté l'entreprise [redacted] demandant au tribunal des prud'hommes — [redacted] rendra son jugement le 18 novembre — le bénéfice de la clause de conscience, après la décision de *M. Lignel d'imprimer les* [redacted]*pêches* à Chassieu. Aujourd'hui, la rédaction [redacted] journal, en cours d'installation avenue Garibaldi — [redacted] il faut montrer patte blanche depuis [redacted] de cégétistes qui, [redacted] 7 octobre, se sont emparés [redacted] huit écrans terminaux de saisie, — ne *fonctionne* guère qu'avec une petite dizaine [redacted] professionnels [redacted] des [redacted] non titulaires [redacted] carte de presse.

« Une concurrence nécessaire »

Contrairement à [redacted] que [redacted] pourrait croire, cette situation ne fait pas l'affaire des responsables du *Bien public*, même si ces derniers se sont montrés satisfaits [redacted]gmentations des ventes et du volume de publicité, qui, en manquant aux *Dépêches*, leur ont profité. On craint, un peu [redacted] Dijon, [redacted] *les Dépêches* ne deviennent [redacted] simple édition départementale du *Progrès*, [redacted] même qu'elles ne disparaissent, malgré les assurances données par M. Lignel.

M. Jean-Claude Aubry, rédacteur en chef [redacted] *Bien public*, ne souhaite pas, comme M. Arnoult [redacted] que son journal conquière un monopole [redacted] Côte-d'Or. « *Une certaine* [redacted] *est nécessaire*, dit-il, *pour provoquer l'émulation. Sinon nous risquerions vite de nous endormir.* » « *Nous avons* [redacted] *chance, assez* [redacted] *en France*, renchérit M. Robert Poujade, *d'avoir deux quotidiens départementaux.* » [redacted] organes de sensibilité [redacted] même si la boutade [redacted] à dire, à *Dijon*, [redacted] ce qui les sépare, [redacted] que *le Bien public* est un journal de droite et que *les Dépêches* ne sont pas un journal de droite...

Un [redacted] titre peut-il voir le jour dans la [redacted] de la moutarde ? On en parle beaucoup chez les ouvriers du Livre restés rue Monastir et chez les journalistes démissionnaires, qui se réunissent trois [redacted] par semaine en assemblée générale. L'appellation est déjà trouvée : *la Bourgogne républicaine*, titre sous lequel les travailleurs du Livre *dijonnais ont fait paraître* un numéro-tra[redacted] distribué le 20 octobre à la gare de Lyon, [redacted] Paris.

[redacted] sûr, tous les obstacles restent à lever, à commencer par le rachat les locaux — imprimerie et rédaction — de la rue Monastir. M. Lignel, qui [redacted] acquis *les Dépêches* au début de [redacted] pour 1 franc symbolique et... quelques [redacted] de francs [redacted] dettes, en demande [redacted] prix fort : 15 millions de francs. « *Nous sommes en train de nous livrer à une étude sérieuse pour évaluer les biens* », indique M. Jacques Harlay, ancien secrétaire (C.G.T.) du *comité d'entreprise*. Le projet [redacted] Syndicat du livre dijonnais est [redacted] créer une coopérative ouvrière, pour fonder [redacted] *Bourgogne républicaine*, en y investissant les indemnités [redacted] licenciement.

Encore faut-il qu'ouvriers [redacted] jour[redacted] soient congédiés pour [redacted] sons économiques afin de trouver une telle somme. Les seconds, qui n'en sont qu'à déposer leurs dossiers ASSEDIC, pourraient, dans le meilleur des cas, percevoir un montant global de quelque 10 millions de francs. Ils réclam[redacted] en outre des dommages et in[redacted] équivalant, pour chacun d'eux, [redacted] un [redacted] salaire.

M. Lignel a transféré l'imprimerie [redacted] à Chassieu, parce que le [redacted]ficit de la rue Monastir devenait trop lourd. « *Un déficit réel* [redacted] *départ*, assure un journaliste C.F.D.T., *mais sciemment aggravé par la suite pour brader* [redacted] *M. Lignel n'est ni un homme* [redacted] *droite ni un homme de gauche, c'est* [redacted] *financier*. » Et ouvriers et journalistes de chercher actuellement un « gestionnaire »...

Autre difficulté : si [redacted] projet prend forme, les journalistes [redacted]dent constituer une société distincte de la coopérative ouvrière, pour garder la maîtrise du contenu rédactionnel. Bref, de multiples problèmes à résoudre — y compris celui de la solidarité face [redacted] des intérêts personnels qui peuvent être légitimes — avant de saluer l'éventuelle naissance d'un nouveau confrère.

MICHEL CASTAING.

(1) Sur l'ensemble de cette affaire, [redacted] notamment [redacted] *Monde* des 14 [redacted] 22-23 août, 7 [redacted] 11 septembre, 10-11 [redacted] 16 octobre.

● *Mme Anne Belot* [redacted] *à M. Louis Guéry* à la direction du Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.). M. Guéry, qui occupait [redacted] depuis la création du centre en 1969, dirige désormais un groupe de recherches pédagogiques et le secteur « édition », du Centre de [redacted] de perfectionnement des journalistes (C.F.P.J.)

[Née [redacted] 7 décembre 1944, Mme Anne [redacted] est diplômée du Centre de formation des journalistes (C.F.J.). Elle a été rédactrice au *Figaro*, puis journaliste aux *Echos de Grande-Bretagne* à l'ambassade de ce pays. Elle était depuis 1975 responsable de sessions et des cours [redacted] du C.P.J.

Né le 18 décembre 1919, M. Louis Guéry a été rédacteur en chef de *Monde ouvrier*, puis [redacted] *Tribune du peuple*, et [redacted] de rédaction de *France-Observateur*. Professeur au C.F.J., il est devenu directeur du C.P.J. [redacted] 1969. Il [redacted] depuis 1982, associé [redacted] la S.A.R.L. *le Monde*.]

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	[redacted]	[redacted]
[redacted]	48.00	56.45
AGENDA	48.00	[redacted]
[redacted]	[redacted]	[redacted]

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES [redacted]	Le mm/col. *	Le [redacted] T.T.C.
[redacted] D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
[redacted]	31,00	36.45
AGENDA	31,00	36.45

*Dégressifs [redacted] surface [redacted] nombre [redacted] parutions

OFFRES D'EMPLOIS

Nous occupons une place très importante dans le secteur de la

péri-informatique

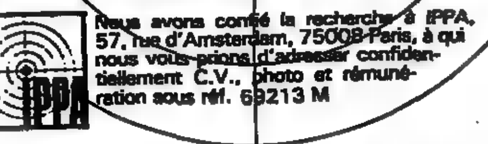
et notre présence tant dans les grandes affaires privées et publiques que sur le marché indirect nécessite des hommes de valeur. Dans le cadre de notre développement, nous devons pourvoir sur Paris plusieurs postes autonomes de haut niveau d'

ingénieur d'affaires

justifiant de 5 années d'expérience commerciale tournée vers l'un des secteurs suivants : banques, assurances, administrations publiques ou grandes entreprises, ainsi que deux

ingénieurs technico-commerciaux

venant renforcer l'équipe intervenant en support avant et pendant la vente sur le logiciel de base notamment.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 69213 M

IPPA

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

dans le cadre du développpement de sa

DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

recherche

ANALYSTES CONFIRMES

- Diplômés [redacted] Ecoles, [redacted] l'Université [redacted] assimilés ayant [redacted] bancaires.

A terme, [redacted] candidats [redacted] valeur pourront se voir offrir [redacted] postes [redacted] *responsailité dans* [redacted] *Départements techniques* [redacted] administratifs [redacted] la Banque.

PROGRAMMEURS CONFIRMES

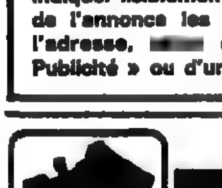
- Titulaires d'un D.U.T., [redacted] équivalent
- [redacted] ans d'expérience minimum
- Connaissances assembleur, CICS souhaitées

Après une période [redacted] formation [redacted] par [redacted] soins, [redacted] retenus participeront [redacted] la réalisation [redacted] applications prévues par le [redacted] d'Organisation [redacted] d'Informatique [redacted] Banque.

MATERIEL IBM 43-41

Nous remercions les candidat(es) intéressé(es) d'adresser leur C.V. [redacted] prétentions [redacted] N[redacted] 50137 [redacted] Contesse Publicité 20, avenue [redacted] l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Nous prions [redacted] répondent [redacted] « ANNONCES DOMICILIÉES » [redacted] vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, [redacted] qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une [redacted]





LA VILLE D'AMIENS recrute

UN ANIMATEUR

pour [redacted] parc zoologique municipal.

Niveau licence en sciences naturelles.

Connaissances en zoologie et aptitude pédagogique certaine.

Adresser candidature et C.V à Mairie d'Amiens B.P. 2720 80027 AMIENS CEDEX. Avant le 5 novembre 1982.

VILLE DE VALENCE (DROME) recrute par voie de concours sur titres :

OUVRIER PROFESSIONNEL de 2e CATÉGORIE

Photographe couleur, [redacted] de deux des C.A.P. suivants :
- C.A.P. photographe typo ;
- C.A.P. [redacted] ;
- C.A.P. photographe [redacted].

Adresser candidature et C V au Bureau du Personnel B.P. 2119 26021 Valence cedex Avant le 15 novembre 1982 dernier délai.

Établissement médico-social, rég. Languedoc-Roussillon, recherche

DOCUMENTALISTE

Homme-Femme Titulaire d'un D.E.S.S. ou de l'I.N.T.D.

[redacted] mission consistera à :
- [redacted] la circulation de l'information [redacted] un [redacted] de 40 personnes environ ;
- [redacted] un fonds d'ouvrages et de périodiques.

Ce poste implique de nombreux contacts [redacted] l'intérieur et à [redacted] l'établissement.

Envoyer curriculum vitae sous nº 7.220 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ D'IMPORT-EXPORT EN CAFÉ ET CACAO de création récente recherche

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

PROFIL : [redacted] E.S.C., option [redacted] + D.E.C.S. Débutant de préférence Anglais courant impératif Grande disponibilité Lieu de travail : Le Havre

Ecrire sous le nº T 036.502 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

emplois internationaux

Un des tout premiers groupes commerciaux

D'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE recherche

UN CHEF D'AGENCE

[redacted] dans les spécialités suivantes

FOURNITURES INDUSTRIELLES, OUTILLAGE A MAIN, ÉLECTROPORTATIF, ET PNEUMATIQUE, QUINCAILLERIE DU BATIMENT.

La connaissance des machines-outils et machines à bois serait appréciée.

Les candidats devront avoir acquis, si possible en Afrique noire, une bonne expérience de la gestion et surtout de l'animation d'un réseau de vente dans cette branche professionnelle. Envoyer C.V. détaillé en précisant la rémunération souhaitée sous réf. 6009 à LTP, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 (qui transm.).

CENTRE DE FORMATION CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS recherche

PROFESSEUR

MATH-PHYSIQUE ou MATH-INFORMATIQUE

Ecrire avec C.V. **CENTRE GAMBETTA** 247, av. Gambetta 75971 PARIS Cedex 20.

URGENT, revue techn. et industrie, cherche : JEUNE [redacted] bon niveau, conn. secrétariat rédaction et animation revue. Indispensable : intérêt milieux indust., technique, économie — Très organisé (e). Anglais — Poste évolut. lettre détaillée + C.V. à : Mme LÉRY, 14, rue Maublanc, 75015 PARIS-15e.

CENTRE CULTUREL BANLIEUE PARIS-SUD recrute

ANIMATEUR (TRICE) CULTUREL (LE) QUALIFIÉ (E)

chargé (e) de mener à bien le programme de l'association (diffusion, animation, formation, création). Relation publique — Disponibilité nécessaire, résidence proche souhaitée — imagination appréciée — contact avec milieu scolaire, urbanique, entreprises et assoc. locales.

Renseignement et dépôt C.V. à : CENTRE CULTUREL ATHIS ANIMATION B.P. 15. 91201 ATHIS-MONS. TÉL. : (6) 938-79-78.

ORGANISME DE SÉCURITÉ SOCIALE à compétence nationale recherche

ANIMATEUR DE FORMATION

pour action de formation en méthode de gestion. Les candidats(tes) devront avoir :
- 25 ans minimum ;
- Être titulaires d'un diplôme universitaire dans le [redacted] considéré ;
- Une expérience de la formation des adultes serait appréciée.

Fréquents déplacements. Salaire brut annuel : 91.112 à 111.397 environ suivant expérience. Candidatures sous pli fermé avec copie des diplômes, photo identité à : M. le Directeur de l'U.C.A.N.S.S., tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine, Boîtes 45 et 46 75755 Paris Cedex 15.

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème [redacted] pour lui [redacted] un premier temps la Direction d'une agence moyenne dans le Midi.

CADRE Classe VI, VII

- Diplôme enseignement supérieur ou I.T.B.
- 6 à 8 années d'expérience [redacted] opérations [redacted] de l'exploitation PME.
- Disponible [redacted] terme pour affectations [redacted] l'étranger.

Candidatures à adresser sous réf. [redacted] à : [redacted] BRY - 12, rue de Dantzig 75015 PARIS

Centre d'informations Financières, recherche

CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.)

- Débutants ou expérimentés.
- Sens de la négociation.
- Excellente présentation.
- Formation assurée.

T. pr r.-v. 553-61-30, p. 210.

ETS FINANCIER, RECHERCHE pour études et montage dossiers financement :

CADRE

FORMATION SUPÉRIEURE Expérience nécessaire dans poste similaire. Poste évolutif. env. C.V. photo et prétentions sous réf. 11723 à Pierre Lichau S.A., BP 220 — 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi [redacted] une [redacted] de [redacted] :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- [redacted] (presse écrite [redacted] parlée)

F.32 ans — Cadre pluridisciplinaire : BTS direction — DUT comm. marketing — DEUG droit — 10 [redacted] expérience [redacted] : assist., [redacted] produits, [redacted] adm./comm./personnel — Responsable *centre formation animation négociation.* RECHERCHE : poste secteur formation ou autre à responsabilités. (Section BCO/JCB 279).

FINANCIER TRÉSORIER — 38 ans — Haut niveau — [redacted] CPA anglais, [redacted] propose de gérer votre trésorerie (mettre en place les [redacted] informatiques [redacted] financière, négociation avec les établissements financiers...) (Section BCO/JCB 280).

J. F. 39 ans — Formation sup?rieure — Bilingue anglais — 8 ans expérience commerciale de vente de services dans le tertiaire — Grande disponibilité. RECHERCHE : poste d'assistante commerciale dans [redacted] désirant renforcer [redacted] équipe de vente — Paris — R.P. (déplacements acceptés) (Section BCO/JCB 281).

J. F. 27 ans — Bonne présentation — contact aisé — Maîtrise de droit — Anglais, Espagnol courants — 4 [redacted] expérience responsabilité commerciale d'une [redacted] de négoce d'objets d'art anciens. RECHERCHE : Stage chez un commissaire priseur ou chez un syndic — Situation [redacted] avec ses compétences juridiques et [redacted] connaissances artistiques et historiques réelles (galerie, presse spécialisée, organisation prof. etc...). ÉTUDIERAIT : avec soin toute proposition de vivre une profession avec passion. (Section BCO/JCB 282).



[redacted] TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, [redacted] CEDEX 09 Tél. : [redacted] 26.

Dame d'expérience qui a créé le service commercial d'une société de produits de luxe qu'elle a dirigé pendant 29 ans et qui par une croissance exceptionnelle a atteint une renommée mondiale, recherche POSTE A RESPONSABILITÉS dans société commerciale. Ecrire sous nº 2472 Publicité Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

[redacted] 21 ans Deug angl. désir. travaux voyage débutante Téléphone : 331-01-17.

H. 43 ans cherche place comptable ou chef de groupe, plusieurs années d'expérience. Ecr. M. Diffoum. Cité France-Moraine bâtiment 8, escalier 2 93200 St-Denis.

DIRECTION GÉNÉRALE

H. 29 ans. Universitaire (Droit + Sc. P.)
- Exp. management, direction commerciale, marketing, organisation.
- Exp. direction P.M.E. + 50 pers.
- Angl.-Espag. connais. All. et It.
- Rompu négociations internationales.
- Esprit volontariste et de synthèse.
- Connais. marchés Espagnol-Italien, Amérique Latine.

Recherche : poste actif d'adjoint à P.-D.G. ou Direction P.M.E. Ecr. s/nº 6378 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 23 ans dégagé O.M. maîtrise Sciences Économiques (avec mention) ch. 1er emploi — Paris ou Région Parisienne. Ecr. s/nº 6387 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Expert compt. dipl. hme 45 ans, dispon. ch. Missions ponct. ou remplac. pour Nov./Déc. 82 — Cabinet ou Entrep. Tél. : [redacted]

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

propositions diverses

LES ÉDITIONS LITO PUBLIANT DES OUVRAGES DESTINÉS AUX ENFANTS recherche de

NOUVEAUX AUTEURS

Écrire un texte d'imagination, ainsi que 3 textes de 10 lignes à PIERRE ROSDAHL. ÉDITION LITO. 41, rue de Verdun, 94500 Champigny-sur-Marne.

occasions

GAYOUT, 4, bd Saint-Martin (10e). 607-61-10, fermé lundi ach. cpt photo, ciné, films, vidéo, Hifi, disques, cassettes. vélé et gros disqu. maz. occas.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Triumph Britt Cabriolet 1970 très bon état, 76000 Km. A vdre cause départ 8.000 F. Tél : 344-47-72. avant 10 h. matin

divers

LANCIA AUTOBIANCHI OPERATION PRIX BLOQUE du 1-10 au 31-10 539-57-32 +

locations

[redacted] Mercedes BMW Porsche Range-Rover Golf GTI Super Fast 28/30 r. Chasseloup Paris 17e Tél. 227-08-61.

L'immobilier

appartements vente

4e arrdt

CŒUR MARAIS GD HOTEL PARTICULIER Nombreuses surfaces à rénover. 786-03-18.

5e arrdt

NEUF CONSTRUCTION EN COURS [redacted] 39 APPARTEMENTS DE TRÈS GRAND LUXE [redacted]

1 et 3 R. POLIVEAU RESTE quelques 3-4 et 5 pces et [redacted] terrasses

De [redacted] à [redacted] le m² Ferme et [redacted]

APPARTEMENT TÉMOIN tous les jours de 13 h à 18 h, sauf dimanche

AWI. Tél. : 267-37-37.

6e arrdt

STANISLAS PEGUY 195 m². [redacted] pièces. [redacted] Téléphone : [redacted]

ST-GERMAIN-DES-PRÉS Imm. luxueuse rénovation, asc., 4 pces, 6 fenêtr. Sud, cuis. éq., bns marbre, poutres. 1.250.000 F + pk 555-35-08.

7e arrdt

DUROC, 128 m², magnifique séj. avec cheminée, 2 chbres, [redacted] p. de t[redacted] ascenseur. GARBI. 567-22-68.

10e arrdt

SUR LES RIVES DU CANAL SAINT-MARTIN Du studio au 6 p., sur place ce jour 14-19 h, samedi et dimanche, 11 h-13 h / 14 h-19 h SAINT-MARTIN GRANGE-AUX-BELLES 152, quai Jemma[redacted] 245-73-13. SER[redacted] 723-72-00.

11e arrdt

Mo MÉNILMONTANT, dans immeuble résidentiel NEUF

LIV. + 2 CHBRES 70,50 m² + balc., 13 m². 5e ét., cave, parking sous-sol PRESTATION DE QUALITÉ

794.000 F

Possib. 80 % CRÉDIT préférentiel s/pl., 14 à 19 h, [redacted] mardi et mercredi « LE SERENIDE » 700-11-09. LACHAL S.A.

13e arrdt

MÉTRO PORTE D'ITALIE PRÊTS CONVENTIONNÉS LISIÈRE DE PARIS 48, av. Jean-Jaurès GENTILLY 3, 4, 5 pièces SERCO

546-07-73. 723-72-00.

14e arrdt

PLAISANCE 2 pièces tout confort immeuble pierre de taille, état neuf. Loyer libre pour investisseur. Prix : 340.000 F. Renseignements : 326-32-08.

15e arrdt

Vaugirard. Stud. 48 m², cuis., bains, w.-c., 5e ét., asc. Px 430.000 F. T. 531-20-99.

Boucicaut séj. dble, 3 chbres, 2 bains, balcon, 4e, asc. Px 950.000 F. T. 531-20-99.

RÉCENT Vrai 5 pièces, 112 m². 900.000 F — 734-36-11.

16e arrdt

BD EXELMANS (16e) Imm. 1978, 3e ét. (balcon Sud) 75 m² hab. env., living + 1 ch. + s. de bains, cuisine moderne, parking double location (250 F par mois). Superbe décoration. Saint-Pierre - 563-11-68.

17e arrdt

45, AV. VILLIERS Mo MALESHERBES RÉHABILITATION PRESTIGE Anciens ateliers d'artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS

DE 2-4 ET 5 PIÈCES + quelques STUDIOS LUXUEUSES PRESTATIONS Visites lundi, [redacted] et vendredi de 12 h à 18 h LIVRAISON IMMÉDIATE.

PL. WAGRAM/MALESHERBES 5e sans asc. Extrêmement joli. en DUPLEX, genre atelier d'artiste 90 m². Tt cft, balc., grd gar. (31 m²) dans l'immeuble. Px 845.000 F. T. : 577-96-85.

18e arrdt

RUE CUSTINE dans imm. pierre de taille.
2 p. r.-d.-c. libre 130.000 F.
2 p. r.-d.-c. occ. [redacted]
3 p. 6e ét. occupé 105.000 F.
TÉL. : 227-74-80.

19e arrdt

15, rue Romainville Neuf 2/3 pièces, duplex depuis 8.000 F le m², prêt 13,50 %. Sur place 14 h 30 à 18 h 30 sauf dimanche et mardi. Tél. au 508-18-43 le matin ou au : 245-24-55 l'après-midi.

PARIS-19e [redacted] Immeuble 1975, 11e étage, 77 m² habit., 1 séjour + 3 chbres sur balcon de 16 m² (sud), 1 box. Px 740.000 F. SILVESTRE : 227-26-58.

20e arrdt

Pyrénées, imm. stdg. 2 p., cuis., bains, balcon, parking. Téléphone : 531-20-99.

78-Yvelines

BOIS-D'ARCY (78) A VENDRE 4/5 pièces 100 m² (s. de séj., 3 ch.) + balcon 8 m² + cave 8 m². Proximité écoles, commerces. PRIX 480.000 F. Téléphonez au : 460-36-14.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE (Métro) Appt 100 m² duplex, salon, s.-à-manger, 2 chambres. GARBI. 567-22-68.

SÈVRES 71, GRANDE-RUE « LE PARVIS DE SÈVRES » 2 au 7 pièces-commerces 507-13-47 ou SERCO 723-72-00.

BOURG-LA-REINE 200 mètres du métro 2 PETITS IMMEUBLES DE TRÈS GRANDE CLASSE EN PIERRE DE TAILLE R.-de-ch. + 3 et 4 étages, du studio au 4 pièces et grands duplex de 4 et 5 pièces. Livraison prévue 1er trimestre 1983. SPDI - 350-14-80.

93 Seine-Saint-Denis

93 BONDY Appt de 4 pièces (71 m²) dans résidence, espace vert, séjour, salon, 2 ch., loggia, cave, parking privé. Prix 320.000 F. T. 848-20-38 après 19 h.

95- Val-d'Oise

4 p. avec jardin privatif face parc de 8 hectares 550 m gare de Cergy 532.000 F Tél. : 031-13-48.

immobilier [redacted]

ANCIENS-NEUFS DU [redacted] AU 6 PIÈCES. SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris Ile-de-France. LA MAISON DE L'IMMOBILIER. [redacted] avenue de Villiers. 75017 PARIS. Téléphone : 227-44-44.

L'ÉTUDE SAINCLAIR M. Patrick SICARD 190, r. de Vaugirard, Paris-15e. Gère du [redacted] à [redacted] EN ASS[redacted] VOS LOYERS Pour 10 % hors-taxes Expertises gratuites. Renseign. : 566-02-48 +.

propriétés

SOLOGNE A VENDRE PETITS TERRITOIRES DE CHASSE dont un constructible possibilités étangs. Ecrire HAVAS ORLÉANS Nº 200.395.

PROPRIÉTÉS DANS L'OUEST PRÈS MORLAIX, demeure 12 pièces, 9 ha 50. Bien située pour tous usages. [redacted] MORLAIX, domaine 55 ha. Bâtiments à restaurer. NORD MAYENNE. CHATEAU 18e, confort, 18 pièces, douves, 2 ha 50. MAISON BOURGEOISE, 8 pièces, tennis, 1 ha. 20 km ANGERS, gpté parcs 18e, 10 pces, 4 ha. MÊME RÉGION LOGIS 15e ET 17e, bord rivière, 5 pces + annexe. Vastes dépendances, île, 3 ha 50, plusieurs autres gptés et domaines. BOIS DE 50 A 150 HA Consultez-nous HOUDIARD B.P. 93 LAVAL Tél. (43) 56-61-60.

domaines

Achèterais VASTE PROPRIÉTÉ DE CHASSE, SOLOGNE Ecrire sous le nº 246.609 M [redacted] 85 bis, r. [redacted] 02 Paris.

[redacted]

CHATEAU 12/15e s., coteau, 60 km sud de Toulouse, 15 p., 9 ha parc, bois près. 900.000 F. Téléphonez au (66) 84-24-46.

Except. 1 h Paris Sud-Ouest, merveilleux petit château XVe s. Tt confort. Tél. (3) 485-04-34.

locations non meublées [redacted]

Paris

PROPRIÉTAIRES LOUER SANS FRAIS vos appartements à Paris et en banlieue rapidement. Téléphonez au : 359-64-00.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures CLIENTS S[redacted]LECTIONNÉS LOYER [redacted]ARANTIE **TEL. 359-64-00**

PROPRIÉTAIRES Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Téléphonez au : 282-12-50.

COLLABORATEUR DU JOURNAL Cherche d'ici août 1983. Grand 3/4 pièces à Paris 9e, 17e ou 18e ou soit pavillon accès Opéra. Loyer max. 4.500 F. charges comprises. *Ecr. s/nº 5.385 le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune Canadien recherche appart. à partager ou studio (prix raisonnable) dans Paris-15e ou proximité. Appeler Michel DUROCHER au 828-31-88 après 20 h.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ rapidement. clientèle assurée. Service gratuit - 770-25-90.

Région parisienne

Pour sociétés européennes ch. villas, pavillons pour [redacted] Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

bureaux

Locations

DOMICILIATION (8e) R.M. - R.C. 200/300 F mois. Av. SERVICE COMPLET TÉLEX SECRÉTARIAT CRÉATION DE SOCIÉTÉS TOUTES DÉMARCHES **AGECO : 294-95-28.** (STATIONNEMENT AISÉ.)

immeu[redacted]les

A vdre à L'ISLE-ADAM Bon immeuble, 2 étages, libre, rez-de-chaussée, loué commerce. Tél. apr. 20 h 30, SILLY, Tél. : [redacted] 469-26-87.

pavillons

PAVILLONS JUSQU'A 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris, Ile-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis avenue de Villiers [redacted] T. [redacted]

villas

GIF-SUR-YVETTE Prox. toutes commodités, villa 7 pièces, 190 m² habitables, séjour dble 37 m² avec cheminée, cuis. 12 m², 6 chbres, grenier, garage dble s/sol complet. 540 m² terrain. 1[redacted] poss. juillet 83. Tél. : 928-88-00.

MANOSQUE (près) VILLAS nves à part. 323.000, créd. PAP poss., 285-71-82.

SAINTE-MAXIME Vue sup. sur [redacted] Saint-Tropez Villa 6 chbres + [redacted] indép. Jardin. Prix 1.700.000 F. Téléphone : (94) 96-34-17.

terrains

INVESTISSEZ FRANÇAIS AUX CARAIBES A SAINT-MARTIN Terrains viabilisés [redacted] bordure de mer. Téléphonez au : 261-84-56.

RÉGION JUVISY ENTRE SEINE ET FORÊT, [redacted] TERRAIN 500 m², façade 18 m.40. Px : 350.000. WURTZ. 921-40-72.

BRETAGNE CENTRE A vdre ou à louer dans Z.I. Crédit possible 5 ans. TERRAIN 9.300 m² dont 7.500 m² couvert avec quais accès gros porteur. S'adres. Sté GUIGNARDEAU. 14, résidence du Manoir. 56150 BAUD. (97) 39.13.22.

viagers

F. CRUZ 266-19-00 8, RUE LA BOÉTIE (8e) Px rentes indexées garanties. Étude gratuite discrète.

مكبر من الأصل

Le Monde

économie

SOCIAL

SMIC : « le dossier n'est pas clos » affirme le ministre [redacted] travail

Vives réactions syndicales après [redacted] par [redacted], ministre de l'économie et des finances, [redacted] ne pas respecter la promesse [redacted] majoration [redacted] pouvoir d'achat du SMIC d'environ [redacted]. La C.F.D.T. parle de [redacted] urgence, [redacted] M. Auroux, ministre [redacted] travail qui, lui-même, ne partage pas le point de vue de M. Delors.

● *M. Jean Auroux : « le dossier n'est pas clos » :* M. Jean Auroux, ministre du travail, [redacted] déclaré [redacted] radio Monte-Carlo, mercredi 27 octobre, *« Je vais convoquer, dans les jours qui viennent, les organisations syndicales (...). Le pouvoir d'achat des smicards [redacted] diminuera pas [redacted] 1982 et, [redacted] qui concerne les déclarations du ministre de l'économie et des finances, le dossier n'est pas clos »*, [redacted] affirmé M. Auroux.

■ *M. Henri Krasucki demande [redacted] être reçu par le premier ministre :* M. Henri Krasucki, secrétaire général [redacted] C.G.T., a demandé à être reçu par M. Pierre Mauroy, afin de discuter de [redacted] question de la revalorisation [redacted] SMIC, du « [redacted] *respect par le gouvernement des engage*[redacted] *pris* ». Mardi, M. Louis Viannet, secrétaire confédéral, avait [redacted] primé l'intention de la C.G.T. [redacted] demander à M. Mauroy de procéder [redacted] une « *prochaine et importante revalorisation du SMIC* » et préconisait de le porter de 3 404 à 3 700 F par mois [redacted] le 1er novembre.

● *M. André Bergeron : « comment accepter les décisions de M. Delors ? ».*

M. André Bergeron [redacted] rappelé, mercredi, à Cahors (Lot) que F.O. avait toujours considéré que le SMIC ne devait pas être l'élément essentiel de la politique salariale, mais qu'il avait été inventé « *pour garantir à tout le monde un mini*[redacted] *décent* ». Le secrétaire général de F.O. s'est exclamé devant le congrès des cadres des organismes sociaux : « *comment voulez-vous que les [redacted] acceptent les décisions de M. Delors* ».

La « démocratisation » dans le secteur nationalisé

F.O. « [redacted] *félicite que soit abandonné le droit [redacted] l'expression politique* » ; par contre, elle considère « *qu'il [redacted] illusoire de croire que les administrateurs représentant le personnel pourront obtenir leur mandat de celui-ci [redacted] défendre [redacted] intérêts des travailleurs. [redacted] lors, ils risquent d'être en [redacted] le [redacted] syndical* ».

« *Il [redacted] est [redacted] même avec [redacted] possibilité offerte de [redacted] place [redacted] conseils d'atelier, bien que le [redacted] soit banalisé puisqu'il se rapproche des dispositions [redacted] de la loi (Auroux) [redacted] la liberté des travailleurs* », mais F.O. « *déplore le délire autogestionnaire de l'exposé des motifs du ministre du travail* ». La C.F.T.C. enregistre aussi avec intérêt l'abandon [redacted] droit [redacted] l'expression politique, de même que la C.G.C., qui cependant « *réprouve [redacted] disposition d'élection des membres du conseil d'administration des salariés [redacted] collège unique et [redacted] cette décision [redacted] l'expression d'une volonté délibérée d'écraser l'expression minoritaire des cadres, agents de maîtrise et techniciens [redacted] bénéfice de la loi du plus grand nombre* ».

M. Le Pors reporte la réunion [redacted] les traitements dans la fonction publique en 1983

[redacted] Anicet Le Pors, [redacted] gué auprès du premier ministre chargé de la fonction publique [redacted] administratives, a [redacted] noncé le 27 octobre à la presse « *le report de la négociation salariale, prévue le [redacted] octobre, [redacted] date très proche mais [redacted] indéterminée* ». Le [redacted] a justifié sa [redacted] par son [redacted] d'élaborer [redacted] « *propositions précises [redacted] aussi affinées que possible* ». Dans [redacted] intervention devant le trente-huitième congrès de la Fédération nationale des travail[redacted] l'Etat C.G.T., M. Le Pors a mis l'accent [redacted] priorité [redacted] der aux bas salaires et sur la nécessité [redacted] faire la clarté [redacted] traite[redacted] fonctionnaires. « *Nous voulons voir cette décision [redacted] l'angle d'une réflexion plus approfondie du gouvernement* », a [redacted] Mme [redacted] Hirszberg, [redacted] crétaire générale [redacted] l'Union générale des fédérations [redacted] fonctionnaires C.G.T.

Le [redacted] des ministres [redacted] 27 [redacted] tobre a approuvé un décret majorant [redacted] traitements [redacted] fonctionnaires [redacted] 3 [redacted] au 1er novembre 1982. *Le minimum* [redacted] la rémunération [redacted] sera ainsi porté [redacted] 521,68 F [redacted] 3 607,56 F. A [redacted] même date, un point d'indemnité [redacted] intégré [redacted] traitement. Cette [redacted] pour [redacted] de majorer [redacted] 1 [redacted] l'ensemble des [redacted] relevant [redacted] code des pensions civiles et militaires et de ramener à 4 %, 2 % [redacted] 1 % les taux en vigueur dans les [redacted]. Elle s'applique [redacted] pensions d'anciens combattants.

Le [redacted] des ministres [redacted], en [redacted] tre, [redacted] titre [redacted] les [redacted] suivantes, qui feront l'objet, [redacted] réglementaires nécessaires à leur application :

— Pour [redacted] *fonctionnaires*, augmentation [redacted] traitements de 2 % [redacted] 1er janvier 1983 ;

— Pour [redacted] fonctionnaires [redacted] l'indice est inférieur à 246, ce qui correspond [redacted] net [redacted] 172,21 [redacted] en dernière zone, revalorisation supplémentaire [redacted] 1er [redacted] équivalant [redacted] augmentation [redacted] ;

— Simplification de [redacted] grille [redacted] par [redacted] nombre des [redacted] de quatre [redacted] deux.

Vive tension à Usinor après des sanctions visant des militants de la C.G.T.

Une « [redacted] *émotion* » règne, selon [redacted] C.G.T., dans [redacted] usines sidérurgiques d'Usinor — contrôlé par l'État — après l'annonce de sanctions [redacted] des [redacted] cégétistes : vingt-six avertissements, [redacted] mises à pied [redacted] trois licenciements. Ces sanctions résultent, selon [redacted] direction, d'incidents ayant eu lieu [redacted] 27 septembre dernier, [redacted] cours desquels, au siège parisien de La Défense, le bureau d'un cadre d'Usinor avait été occupé par des ouvriers de l'usine de Montataire (Oise). [redacted] les per[redacted] menacées [redacted] licenciement, fi[redacted] M. Raphaël Garcia, coordina[redacted] de la C.G.T. pour [redacted] industriel, [redacted] membre de [redacted] de [redacted] travailleurs [redacted] la métallurgie C.G.T. Selon M. An[redacted] Sainjon, secrétaire général de [redacted] fédération, il s'agit là [redacted] « *attitude provocatrice [redacted] direc*[redacted] *générale d'Usinor [redacted] moment où les parlementaires adoptent [redacted] Auroux [redacted] les [redacted]* ». La [redacted] rétorque que M. Garcia figurait parmi les principaux [redacted] l'opération du 27 septembre.

Par ailleurs, une [redacted] règne également [redacted] l'usine de Dunkerque, [redacted] direction [redacted] d'annoncer [redacted] en chômage technique du personnel [redacted] jour [redacted] semaine, en novembre [redacted] décembre — soit neuf jours au total pour [redacted] prochains mois.

Dans [redacted] même usine, [redacted] indique notre correspondant, le [redacted] de M. Flatischler, secrétaire d'une organisation autonome qui regroupe [redacted] *d'anciens militants de* [redacted] C.G.T. et de la C.F.D.T., est remis en question par une décision de justice.

En juillet dernier, M. Franz Flatischler, secrétaire du S.L.T. (Syn[redacted] de lutte des travailleurs) à Usinor-Dunkerque, avait observé une grève de la faim de quinze jours. Il entendait protester contre la [redacted] de licenciement [redacted] il était victime, *licenciement* motivé, selon lui, par la dénonciation [redacted] respon[redacted] de la direction dont son syndicat [redacted] fait l'écho à la suite d'un accident [redacted] travail ayant [redacted] traîné la mort de deux personnes. Le licenciement avait finalement [redacted] par l'inspection du travail. [redacted] lon elle, M. Flatischler devait [redacted] ficier [redacted] la procédure dérogatoire applicable aux membres [redacted] comités d'hygiène [redacted] sécurité (C.H.S.). [redacted] le tribunal [redacted] grande instance [redacted] Dunkerque [redacted] annulé, le [redacted] octobre, [redacted] désignation de M. Flatischler [redacted] C.H.S., les S.L.T. n'étant pas [redacted] connu comme un syndicat représentatif [redacted] Usinor-Dunkerque. Le sort du militant S.L.T. se trouve [redacted] remis en question.

AFFAIRES

Le groupe Peugeot a perdu 1 milliard de francs au premier semestre

Le groupe Peugeot [redacted] annoncé des pertes nettes consolidées [redacted] 1 milliard [redacted] francs pour [redacted] premier se[redacted] soit exactement la moitié [redacted] pertes enregistrées par le groupe pour la totalité de l'an passé (2 milliards de francs). Il est toutefois difficile de comparer les deux résultats, P.S.A. *ayant modifié entre-temps* [redacted] méthodes comptables. Le groupe [redacted] en effet intégré dans ses actifs immobilisés une partie des frais de lan[redacted] des produits nouveaux du groupe, ce qui [redacted] pour effet, d'une part, de gonfler l'actif du bilan et de diminuer les pertes comptables, et, d'autre part, d'augmenter [redacted] amortissements. A présentation similaire, les pertes du groupe P.S.A. seraient donc probablement [redacted] supérieures au chiffre annoncé.

Ces pertes, très importantes, alors que le groupe avait annoncé au début de l'année qu'il devrait pouvoir équilibrer [redacted] comptes, s'expliquent [redacted] par l'impact des conflits sociaux du printemps, qui [redacted] affecté la production (75 000 voitures *perdues) et les* [redacted] *du groupe*. Les difficultés de Talbot Motor [redacted] Grande-Bretagne, dont les expéditions de voitures [redacted] pièces détachées [redacted] l'Iran [redacted] chuté de 60 [redacted] par rapport [redacted] l'année précédente, et celles de la filiale espagnole du groupe ont également beaucoup compté dans cette contre-performance.

Compte tenu de [redacted] mauvais résultats, [redacted] part de marché du [redacted] chuté. [redacted] Europe, où elle [redacted] passée de 13,2 % l'an passé [redacted] 13 % au [redacted] *du premier semestre*, [redacted] France, où, du fait des difficultés de Citroën, elle [redacted] tombée de 32,9 % [redacted] 32 %. Au total, le chiffre d'affaires consolidé du groupe (40,35 milliards de francs) n'a progressé que de 7,7 % par rapport à la même période [redacted] l'an passé.

M. PIERRE LESTRADE EST NOMME PRESIDENT DE LA C.G.C.T.

Le conseil [redacted] du 27 octobre [redacted] été informé de la désignation de M. Pierre Lestrade comme président-directeur général [redacted] la Compagn[redacted] générale de construction téléphonique (C.G.C.T), principale filiale d'I.T.T. récemment nationalisée (*le Monde* du 16 octobre).

M. Lestrade aura pour première tâche de redresser un avenir industriel menacé (les pertes de [redacted] C.G.C.T. atteindraient 140 [redacted] de f[redacted] pour les neuf premiers mois de l'année), et d'élaborer des alliances [redacted] les [redacted] nationalisés du téléphone.

[Né en 1934 à Ivry, [redacted] Pierre Lestrade [redacted] ancien élève de l'Ecole polytechnique. Ingénieur à [redacted] des télécommunications [redacted] Paris, puis [redacted] commissariat au Plan, il est directeur régional des télécommunications à Nancy (1970), puis successivement chargé du service [redacted] installations, directeur [redacted] télécommunications de [redacted] (1974), de [redacted] région parisienne (1979), puis de l'Ile-de-France (1980). M. Lestrade est ingénieur général des télécommunica[redacted] depuis février 1975.]

● **[redacted] Rodolphe [redacted] à la présidence [redacted] l'Entreprise mi[redacted] et chimique (E.M.C.).** — Le conseil des ministres du 27 octobre [redacted] nommé M. Rodolphe Greif [redacted] la présidence du directoire d'E.M.C., en remplacement de M. Jean Prada, qui n'avait [redacted] le renouvellement de [redacted] mandat.

[Né le 6 octobre 1940, M. Rodolphe Greif est ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur [redacted] Sous-directeur [redacted] industries mécaniques [redacted] électriques [redacted] ministère de l'industrie (1969-1972), il [redacted] alors chez [redacted] nault, dans la branche machine-outil, puis, [redacted] 1979, [redacted] Mines [redacted] d'Alsace (filiale d'E.M.C.), dont il [redacted] la présidence du directoire depuis décembre 1979.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –	Rep. +ou	Dép. –
$ E-U.	[redacted]	[redacted]	+ [redacted]	+ 220	+ 370	+ [redacted]	[redacted]	[redacted]
$ can.	5,8630	[redacted]	+ [redacted]	+ 60	+ 80	+ [redacted]	+ 285	+ 395
Yen (100) ...	[redacted]	[redacted]	+ [redacted]	+ 150	+ 255	+ [redacted]	+ 740	+ 795
DM	2,8210	2,8240	+ 130	+ 150	+ 280	+ [redacted]	+ 790	+ 845
Florin	2,5960	2,5980	+ 130	+ 150	+ 275	+ [redacted]	+ 755	+ 805
F.B. (100) ...	14,6010	14,6160	– 80	+ 70	– 90	+ [redacted]	– 360	+ 20
F.S.	3,2670	3,2710	+ 255	+ 285	+ 320	+ [redacted]	+1400	+1480
L (1 000) ...	4,9423	4,9451	– 330	– 260	– 625	– [redacted]	–1710	–1555
£	12,1020	12,1120	+ 305	+ 375	+ 700	+ [redacted]	+2020	+2230

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	9 3/8	9 7/8	[redacted]	[redacted]	9 3/4	10 1/8	10 1/16	10 [redacted]
DM	7 1/8	7 1/2	6 15/16	[redacted] 5/16	6 15/16	[redacted] 5/16	6 15/16	7 5/16
Florin	6 1/4	6 7/8	[redacted] 1/4	[redacted] 7/8	[redacted] 5/16	6 15/16	[redacted] 7/16	7 [redacted]
F.B. (100) ..	12 1/4	13 3/4	[redacted] 1/4	[redacted] 3/4	12 1/4	[redacted] 3/4	12 1/4	13 3/4
F.S.	9 7/8	12 1/8	[redacted]	[redacted]	3 [redacted]	3 3/4	3 15/16	4 5/16
L (1 000) ...	17	19	[redacted] 1/2	21 3/4	[redacted] 1/2	[redacted] 1/2	[redacted]	21
£	10	10 5/8	[redacted] 5/8	[redacted] 1/4	[redacted] 5/16	9 15/16	9 3/16	9 15/16
F. français ..	14 3/4	18 1/4	[redacted] 1/4	[redacted] 3/4	[redacted] 1/4	20 3/4	[redacted] 1/4	20 3/4

Ces [redacted] *pratiqués* [redacted] *le marché interbancaire* [redacted] *devises nous* [redacted] *indiqués en fin* [redacted] *matinée par une grande banque* [redacted] *place.*

ÉTRANGER

POUR L'OCTROI D'UN CRÉDIT DE 2,3 MILLIARDS DE DOLLARS

Le F.M.I. impose à l'Argentine une réduction des dépenses publiques

Washington. — Le ministre [redacted] l'économie, M. Jorge [redacted] a confirmé, mercredi [redacted] octobre, la signature d'un « accord de principe » [redacted] l'Argentine et le F.M.I. portant [redacted] d'un prêt d'environ [redacted] milliards [redacted] dollars. Cette somme se décompose en un crédit « [redacted] by » (1) de 1 500 000 000 de dollars, qui sera subordonné [redacted] la mise en œuvre d'un plan de redressement et un prêt d'environ 800 millions de dollars destiné à compenser en particulier la chute des prix internationaux [redacted] céréales, [redacted] l'exportation constitue la principale source [redacted] de l'Argentine. Les [redacted] prêtés par le F.M.I. couvriront une période de quinze mois, à partir de janvier 1983, ce qui correspond au [redacted] par [redacted] militaire pour restaurer les institutions démocratiques.

Il aura fallu un mois de discussions ardues pour mettre au point le document qui sera soumis à M. Jacques de Larosière, directeur général [redacted] F.M.I., avant d'être présenté dans le [redacted] du mois [redacted] au conseil d'administration du Fonds. La longueur des négociations s'explique en grande partie par les divergences entre les partisans d'une forte relance, thèse défendue par les fonc[redacted] du ministère de l'économie et ceux qui, comme le président de la Banque centrale, considèrent que la correction [redacted] deséquilibres [redacted] avant [redacted] reprise [redacted] l'activité. Elle tient surtout au fait que le gouvernement du général Bignone doit veiller, pour assurer sa survie, [redacted] ne mécontenter personne, ce qui, évidemment, ne facilite pas l'élaboration d'une politique économique cohérente.

Ajuster les tarifs publics

Le programme sur la base duquel les autorités argentines [redacted] l'aide du Fonds est le résultat d'un compromis entre la nécessité d'un ajustement et le souci d'assurer un redémarrage progressif de l'activité. Il prévoit une croissance du PIB (produit intérieur brut) de 50 % en 1983 (celui-ci a diminué de 8 [redacted] durant le premier semestre de cette année) et une inflation de l'ordre de 160 % (depuis juillet, les prix de détail augmentent à un rythme annuel de 500 %). En ce qui concerne les échanges extérieurs, l'objectif [redacted] d'accroître les ressources provenant des exportations grâce à un taux de change « réaliste », c'est-à-dire accompagnant l'évolution des coûts intérieurs, et à l'unification progressive du marché des changes, qui devrait être achevée dans le courant du mois de décembre. L'excédent commercial sera toutefois limité par la reprise des importations, actuellement paralysées (celles-ci ont chuté de 47 % du[redacted] les huit premiers [redacted] l'année). Du côté des finances publiques, le déficit devra être ramené de 3,7 [redacted] du PIB en 1982 à 2,2 [redacted] l'année pro[redacted]

Les experts du Fonds ont obtenu, non sans mal, que les tarifs publics progressent, [redacted] 1983, [redacted] un rythme supérieur à l'augmentation des prix de gros. Ces derniers ont, en effet, pris un sérieux retard sur l'inflation, [redacted] qui alourdit l'endettement des entreprises publiques (évalué [redacted] près de 12 milliards [redacted] dollars) et entraîne [redacted] mauvaise affectation des [redacted] souffre, en particulier, [redacted] secteur [redacted] pétrole et du gaz. En matière [redacted] politique monétaire, [redacted] représentants du F.M.I. ont insisté sur la [redacted] le [redacted] *quilibre provoqué* [redacted] *l'existence* [redacted] d'intérêts négatifs en [redacted] réels. Leurs interlocuteurs [redacted] finalement accepté que les taux actifs (c'est-à-dire payés [redacted] les emprunteurs) soient légèrement supérieurs [redacted] l'inflation. Au plan des salaires, les fonctionnaires de l'organisme [redacted] Washington [redacted] ratifié sans grande conviction la politique [redacted] mise en place à partir du mois d'août. Il [redacted] vrai [redacted] le pouvoir d'achat, qui [redacted] di[redacted] l'année [redacted] et du premier [redacted] cette année, pouvait difficilement continuer [redacted]

M. [redacted] s'est montré satisfait de l'accord intervenu avec le Fonds. Pourtant, si [redacted] étape importante vient d'être franchie, [redacted] du problème posé [redacted] une [redacted] extérieure de près de 40 milliards de dollars reste encore lointaine. L'Argentine devra, dans un premier temps, « *se mettre* [redacted] *jour* » avec ses créanciers (le [redacted] des dettes impayées s'élève [redacted] actuelle à environ 1,7 milliard de dollars). Elle *compte y parvenir grâce* [redacted] *une* « avance » d'un milliard de dollars consentie par un consortium [redacted] d'une trentaine de banques, et grâce [redacted] un prêt [redacted] court terme d'environ 700 millions de dollars accordé par la Banque des règlements internationaux. Une [redacted] que le F.M.I. [redacted] donné son feu vert pour l'attribution du crédit « *stand by* », *commencera la phase décisive* [redacted] *négociations avec les créanciers, afin d'obtenir* [redacted] *la dette. Mais qui peut* [redacted] *que les autorités actuelles seront toujours en place ?*

JACQUES DESPRES.

(1) Accord de confirmation en vertu duquel l'emprunteur dispose d'une ligne [redacted] durant toute la durée du contrat.

PORTUGAL

■ **Le déficit de [redacted] balance portugaise [redacted] paiements** [redacted] été de [redacted] 255 [redacted] de dollars pour le premier semestre de 1982, contre 1 772 millions [redacted] dollars durant la même période [redacted] 1981. Pour l'ensemble [redacted] l'an dernier, [redacted] avait représenté [redacted] 710 millions de dollars. Le seul déséquilibre [redacted] la balance commerciale, qui s'était élevé [redacted] millions de dollars [redacted] 1981, a été de [redacted] millions [redacted] dollars [redacted] janvier [redacted] juin 1982. — (*A.F.P.*)

En Allemagne fédérale

Le budget pour 1983 prévoit une réduction des dépenses sociales

Le gouvernement ouest-allemand a adopté, [redacted] 27 octobre, le projet de budget pour [redacted] présenté par le ministre des finances, M. [redacted] Stoltenberg. Le total [redacted] dépenses s'élève [redacted] 253,4 milliards de deutschemarks, [redacted] augmentation de 2,9 % par rapport à 1982 (alors que le taux d'inflation est légèrement [redacted] férieur à 5 %). La dette publique [redacted] présentera 41,5 [redacted] de deutschemarks, en hausse de 3,7 % [redacted] rapport [redacted] l'année précédente.

Le budget établi par [redacted] gouvernement de M. Schmidt prévoyait des dépenses de 250,5 milliards [redacted] et un recours à l'emprunt de 28,4 milliards de [redacted] marks. L'augmentation des dépenses acceptées par le gouvernement de M. Kohl (8,99 milliards de deutschemarks) *servira principalement aux mesures destinées* [redacted] encourager l'investisse[redacted] à promouvoir l'emploi. En revanche, 5,65 milliards d'économie seront réalisés, en grande partie, dans les dépenses sociales.

La mesure d'économie la plus importante concerne le bureau [redacted] main-d'œuvre, [redacted] le budget sera réduit de 1,26 milliard [redacted] deutschemarks. Les sommes versés [redacted] titre des allocations [redacted] réduites de 980 millions [redacted] deutschemarks, [redacted] que [redacted] vices publics verront leurs dépenses globales diminuer de 750 mill[redacted] de deutschemarks. De son côté, l'Etat réduira ses subventions de 510 [redacted]lions de deutschemarks.

Ces restrictions budgétaires [redacted] annoncées *au moment où l'agence de presse officielle D.P.A.* indique que le nombre de chômeurs dépassera *certainement* la barre de 1,9 million [redacted] octobre. Si [redacted] nombre était confirmé, il représenterait le nouveau record pour un mois d'octobre depuis 1948. — (*A.F.P., Agefi.*)

■ **Revere Copper and [redacted] Inc. au bord [redacted] banqueroute.** — La société américaine Revere Copper and Brass Inc., spécialisée [redacted] domaines [redacted] cuivre [redacted] de l'aluminium, a [redacted] officiellement [redacted] 27 [redacted]bre à bénéficier de la clause de la [redacted] sur [redacted] *banqueroutes qui permet* à une société en [redacted] réorganiser sous contrôle judiciaire à l'abri [redacted] poursuites de [redacted] créanciers. L'endettement de la société n'a toutefois pas été [redacted]

Celle-ci possède vingt [redacted] une [redacted] aux États-Unis, emploie quatre mille huit cents personnes [redacted] réalisé l'an dernier un [redacted] de 9,4 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 820,9 millions de dollars. Elle subit, comme [redacted] sociétés d'aluminium, [redacted] contrecoup [redacted] la récession mondiale [redacted] taux d'intérêts élevés. En juin dernier, cette société avait fermé, pour [redacted] durée indéterminée, son usine de production d'aluminium [redacted] Scottsboro (Alabama).

COMMERCE EXTÉRIEUR

LE CONTROLE DES IMPORTATIONS DE MAGNÉTOSCOPES

Les sociétés d'importation protestent contre la rédaction en français des documents douaniers

M. François Missoffe, président de la Fédération nationale des syndicats de sociétés de commerce extérieur (1), proteste contre la mesure prise au conseil des ministres du 20 octobre — et d'application immédiate par les douanes — qui rend obligatoire l'usage de la langue française pour la rédaction intégrale de tous les documents utilisés dans les transactions sur les marchandises étrangères, qu'il s'agisse des contrats, de l'étiquetage, des certificats d'origine, des modes d'emploi, et des titres de transport. Dans un communiqué publié le 22 octobre, M. Missoffe souligne : « *En déformant, par un véritable détournement de procédure, une mesure, qui avait été prise en 1975 et 1977 pour la défense de la langue française et du consommateur et ne s'appliquait qu'au niveau des importateurs pour la vente sur le marché français, pour l'appliquer dès aujourd'hui aux exportateurs étrangers et à leurs marchandises en instance de dédouanement, le gouvernement ne fait que rendre pratiquement impossible leur entrée en France, et cela par l'application aux importateurs d'une procédure pénale aussi arbitraire que choquante.* »

« *Il est évident*, poursuit le communiqué, *que cette mesure va provoquer à court terme des difficultés considérables pour nos entreprises, et tout particulièrement pour les industries exportatrices qui, du fait de l'intégration de notre économie dans le commerce international, ne peuvent se passer de composants étrangers — notamment en provenance des pays les plus avancés — (80 % des importations françaises sont faites par les mêmes sociétés qui réalisent 85 % de nos exportations.*

Enfin, cette mesure contrevient d'une façon provocante à tous nos engagements vis-à-vis de la C.E.E. et du GATT. Elle ne manquera pas d'être condamnée par ces organismes, ce qui nous amènera à la rapporter, mais après qu'elle aura provoqué des désordres peut-être considérables à notre économie — qui n'avait pas besoin de cela — pour un bénéfice à court terme bien contestable de notre balance commerciale. »

(1) Créée en 1967 à l'initiative du C.N.P.F. (Conseil national du patronat français), la Fédération nationale — dont M. François Missoffe, ancien ministre, a pris la présidence en 1978 — regroupe vingt-cinq syndicats de sociétés de commerce extérieur, soit un millier de firmes. Il s'agit notamment de sociétés de commerce international ayant des bureaux à l'étranger (F.A.O., S.C.O.A...) ou traitant des grandes matières premières (café, cacao, céréales...), de bureaux de gestion ou de conseil en matière d'import-export, de firmes de commerce de gros, des commissionnaires pour le commere extérieur, le tout représentant 18 % des exportations et 40 % des imporations.

31, avenue Pierre-Iᵉʳ-de-Serbie, 75784 Paris Cedex, 16 Tél. : 723.61.69.

AGRICULTURE

● **Viticulture : une récolte plus abondante que prévu.** — La récolte de vin sera plus abondante que prévu et atteindra probablement 78 millions d'hectolitres, a indiqué mercredi 27 octobre M. Pierre Cervoni, le nouveau directeur de l'ONIVIT (Office national interprofessionnel des vins de table).

La récolte se situera très largement au-dessus des 57 millions d'hectolitres de l'année précédente, mais en dessous des 84 millions de 1979. — (*A.F.P.*)

● *CÉRÉALES : une récolte supérieure aux prévisions.* La récolte de céréales s'annonce, avec 36,9 millions de tonnes, supérieure aux prévisions, tandis que l'écoulement par les exportations est envisagé par les professionnels avec un « *optimisme modéré* ».

M. Jean Moulias, directeur de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), a indiqué mercredi 27 octobre que « *l'écoulement de la collecte ne devrait pas poser trop de problèmes, grâce à l'accord franco-soviétique* ».

COMMERCE INTERNATIONAL

Les États-Unis sont déficitaires à l'égard de leurs grands partenaires, sauf la France

Washington. — La balance commerciale des États-Unis a enregistré un déficit de 4,19 milliards de dollars (30,2 milliards de francs) en septembre. Sans être brillant, le résultat est meilleur qu'en août (7,08 milliards), du fait d'une nette baisse des importations.

Pendant les neuf premiers mois de 1982, les achats américains à l'étranger ont été supérieurs de 29,7 milliards de dollars (213,8 milliards de francs) à leurs ventes. Pour la même période de 1981, le déficit n'avait atteint que 28,6 milliards. 1982 risque donc de battre le déséquilibrere record de 1981 (39,7 milliards de dollars). Et on prévoit déjà que 1983 sera pire, en raison de la reprise économique qui va relancer les importations et d'un dollar toujours fort qui favorisera les produits étrangers. Il faudra compter plus que jamais sur les entrées de capitaux pour permettre à la balance des paiements de rester excédentaire.

De notre correspondant

Les États-Unis sont déficitaires par rapport à la plupart de leurs grands partenaires commerciaux. Pendant le troisième trimeste de cette année, ils ont acheté plus de marchandises qu'ils n'en ont vendues aux pays pétroliers de l'OPEP (— 2,9 milliards), au Canada (— 3,8 milliards) et encore plus au Japon (— 5,1 milliards). Ils se sont un peu rattrapés, en revanche, par rapport aux nations du tiers-monde et de l'Europe occidentale. Celle-ci a connu un déficit d'un milliard de dollars envers eux.

Le résultat global des pays européens cache de profondes disparités. Si la Grande-Bretagne (+ 942 millions) et l'Allemagne fédérale (+ 997 millions) sont toutes deux gagnantes dans ces échanges, il n'en va pas de même pour la France qui a connue un déficit de 378 millions de dollars au premier trimestre et de 358 millions d'avril à juin. Selon des calculs français, le déficit d'août (— 2,5 milliards de francs) a été sensiblement plus fort que celui de juillet (— 1,6 milliard).

Pour l'ensemble de 1981, le déficit de la France avait atteint 23,3 milliards de francs. Cette année, il sera sans doute supérieur à 24 milliards. Apparemment, les exportateurs français n'ont toujours pas réussi à profiter d'un taux de change très avantageux, malgré quelques « coups » spectaculaires comme le double contrat pour les métros de New-York et de San Francisco.

Inquiétude des exportateurs

Toutefois, le simple déficit reflète très mal l'état de la balance commerciale américaine, car les exportations et les importations ont diminué en même temps. Les Etats-Unis n'ont vendu à l'étranger que pour 163,8 milliards de marchandises de janvier à septembre, contre 176,3 milliards pendant les trois premiers trimestres de 1981. Soit une baisse de 7,1 %. Parallèlement, les importations sont passées de 204,9 milliards à 193,5 milliards, en diminution de 5,6 %.

Les exportateurs américains ont des raisons d'être inquiets. Surtout dans l'industrie, car les produits manufacturés sont les plus atteints, dont d'une année à l'autre, les ventes à l'étranger ont diminué de 9 milliards de dollars, soit les trois quarts de la baisse totale des exportations. La solution est très préoccupante lorsque stagne la demande intérieure et si l'on tient compte du rôle croissant des exportations dans l'économie américaine depuis une quinzaine d'années. N'assurent-elles pas désormais un quart de la croissance du produit national brut ?

La baisse des ventes à l'étranger peut s'expliquer de trois manières :

● **La hausse du dollar.** — Le renforcement d'une monnaie n'a pas un effet immédiat sur les exportations. Mais le billet vert brille depuis trop longtemps sur les marchés des changes pour que cet effet retardé ne soit pas déjà survenu. A l'étranger, les entreprises américaines vendent toujours très bien les produits qu'elles sont les seules à proposer ou qui sont liés par des contrats. Les autres souffrent d'un dollar surévalué.

● **La récession mondiale.** — L'Amérique est responsable en partie d'une baisse d'activité générale qui se retourne contre ses exportateurs. La demande internationale a baissé, notamment dans les pays du tiers-monde qui absorbent un tiers des ventes américaines. Le Mexique — troisième partenaire commercial des États-unis, après le Canada et le Japon, — n'est pas le seul à crouler sous les dettes, donc à réduire ses achats.

● **Les sanctions contre le bloc soviétique.** — C'est une cause plus marginale, mais les industriels américains la montent en épingle. En leur interdisant de fournir du matériel pour le gazoduc euro-sibérien, M. Reagan ne leur a pas seulement fait perdre des contrats évalués à 800 millions de dollars. Il a porté atteinte à leur crédibilité commerciale. Même pour des achats n'ayant rien à voir avec le gazoduc, l'U.R.S.S est tentée maintenant de s'adresser à des firmes plus sûres, japonaises, par exemple.

Les industriels américains s'opposent à l'utilisation du commerce comme arme politique. Cent cinquante d'entre eux le souligneront publiquement les 16 et 17 novembre prochain en participant à une conférence organisée à Moscou par un organisme privé bilatéral. Leurs interlocuteurs soviétiques ne manqueront pas de leur faire remarquer que le commerce entre les deux superpuissances avantage très largement les Etats-Unis (1,9 milliard d'exportations au premier semestre — des céréales essentiellement — contre 116 millions d'importations).

Cependant, les industriels américains, qui plaident pour la liberté des exportations, sont souvent tentés par le protectionnisme. Ainsi, les fabricants de chaussures viennent de demander à M. Reagan de bien vouloir fermer un peu les frontières. Pour sa part, le président américain est un partisan du libre-échange, comme l'est son nouveau secrétaire d'Etat, M. Shultz.

La délégation américaine à la prochaine conférence du GATT plaidera d'ailleurs pour la levée des barrières douanières qui affectent en particulier les exportations américaines de services. Mais les considérations de politique intérieure comptent aussi : un échec très net des Républicains aux élections du 2 novembre obligerait sans doute M. Reagan à céder davantage à la tendance protectionniste qui compte de nomvbreux avocats au Congrès.

ROBERT SOLÉ.

En septembre

La balance britannique a été excédentaire de près de 2 milliards de francs

Londres, (*A.F.P.*). — La balance des paiements courants britannique (y compris le pétrole) s'est vivement redressée en septembre, grâce à un essor des exportations qui ont battu tous les records précédents. Selon le ministère du commerce, elle a enregistré un excédent de 439 millions de livres (5,3 milliards de francs), contre 163 milliards en août. Il s'agit, avec avril (485 millions), du meilleur résultat de 1982 ; mais en octobre 1981, le surplus avait atteint 688 millions de livres.

Les exportations qui languissaient ces derniers temps ont augmenté de 8,5 % en un mois pour se situer à 4 761 millions de livres. Les importations qui tendaient au contraire à s'accélérer ne se sont accrues que de 2,2 % pour représenter 4 522 millions de livres. La balance commerciale a ainsi été positive de 239 millions de livres (2,9 milliards de francs), alors qu'elle était déficitaire de 37 millions en août. L'excédent de la balance des invisibles est estimé à 200 millions de livres pour septembre, le même montant qu'en août.

Pour les neuf premiers mois de 1982 la balance courante reste excédentaire de 2 575 millions de livres, mais pendant la période correspondante de 1981 le surplus était de 4 519 millions. La dégradation résulte du ralentissement des exportations qui ont souffert de la récession de l'économie mondiale, de la diminution du pouvoir d'achar des pays producteurs de pétrole (notamment le Nigéria, traditionnellement un des principaux clients de la Grande-Bretagne) et de la fermeté excessive de la livre sterling qui, au contraire, a favorisé les importations

● **Les exportations mondiales de services ont représenté 349 milliards de dollars en 1980**, soit 21 % des exportations de marchandises, indique l'organisation japonaise du commerce extérieur (Jetro). Le tourisme a représenté 28 % du commerce international des services. Les opérations liées au transport en ont représenté 16 %, de même que le fret ; les revenus des brevets et licences et les commissions 35 %.

Le Monde régions

La culture en route pour la province

(Suite de la première page.)

C'est pourquoi le premier ministre avait chargé le 28 octobre 1981 M. Jean-Jack Queyranne, député P.S. du Rhône, adjoint au maire de Villeurbanne, délégué à la culture de la Fédération des élus socialistes et républicains, d'une mission auprès de M. Jack Lang. Son rapport va être rendu public sous le titre : « Les régions et la décentralisation culturelle : les conventions de développement culturel régional. »

Le député du Rhône a constaté que, par le passé, la politique culturelle des régions se résumait le plus souvent à des actions pour la sauvegarde du patrimoine et quelques grosses opérations d'équipements. Les procédures des conventions culturelles régionales, désormais, *« ont ceci d'intéressant et de stimulant*, note M. Queyranne, *qu'elles conduisent les régions à établir un bilan de leurs actions passées, voire de leurs lacunes, et surtout de chercher les occasions de s'ouvrir sur l'extérieur, avec des ambitions d'envergure nationale, voire internationale »*.

Le gouvernement actuel n'est toutefois pas parti de rien puisque les chartes culturelles avaient été conclues avec l'Alsace (1976), la Picardie (1977), la Bretagne et la Franche-Comté (1978). *« Mais*, selon M. Queyranne, *leur contenu était relativement limité, les engagements financiers de l'État modestes et, dans certains cas, – la Picardie – ils n'ont même pas été respectés. De plus, ces chartes n'ont pas été l'occasion d'une véritable mobilisation des forces culturelles, notamment en Bretagne. »*

Dans le budget 1982, on peut estimer que les régions (y compris les régions d'outre-mer) se seront vu attribuer par l'État quelque 210 millions de francs (150 millions au titre de la dotation culturelle, 22 pour les fonds d'art contemporain, 30 pour les fonds d'acquisition des musées, 16 pour le fonds de matériel de spectacle).

Les procédures des conventions culturelles ont permis, dans certains cas, de doubler (et même davantage) le budget propre des régions. Ainsi, en Rhône-Alpes, le budget primitif de 1982 *prévoyait* 12,5 *millions* pour la culture, alors que la convention culturelle va aboutir à « injecter » 19,47 millions de francs supplémentaires.

Mais toutes les régions n'ont pas fait, pour la culture, le même effort. En francs par habitant, la Bretagne ne consacre que 1,98 F, le Centre 2,14 F, Midi-Pyrénées 2,61 F, tandis que le Nord-Pas-de-Calais dégage 15,67 F, le Languedoc-Roussillon 12,30 F et l'Alsace 10,39 F.

Dépenser beaucoup d'argent pour la culture ne signifie pas nécessairement le bien dépenser. Or les conventions culturelles régionales ont pour ambition de faire jouer à la culture un rôle primordial dans le développement régional et dans la création d'emplois. Fini le temps où l'essentiel des crédits servait à la construction de salles polyvalentes et à la restauration de chapelles en péril et où la politique culturelle se bornait dans les régions à subventionner des équipements.

Les conventions qui sont désormais toutes signées contiennent des engagements aussi variés – et aussi *novateurs* – que des coopératives d'utilisation de *matériel* audiovisuel (Midi-Pyrénées), des centres régionaux des lettres (Aquitaine, Poitou-Charentes), les orchestres (Rhône-Alpes, Pays de la Loire, Limousin), la musique électro-acoustique (Alsace, Franche-Comté, Picardie), la danse reconnue comme un art majeur (Provence-Alpes-Côte d'Azur), le jazz (Basse-Normandie), la chanson (Bretagne, Ile-de-France), l'ethnologie (Haute-Normandie), par exemple.

Pour 1983, l'État devrait reconduire une somme de quelque 210 millions de francs pour le développement culturel régional, et des avenants aux conventions pourront être signés. D'autre part, la question se pose de savoir comment ces conventions s'intégreront dans le processus de planification à partir de 1984. L'État *signera-t-il* avec les *régions* des « contrats de plans » généraux, englobant tous les aspects du développement ou *bien* des contrats sectoriels, pour l'industrie, l'agriculture, la recherche, la culture ? Ce débat n'est pas tranché mais, dans les conclusions de son rapport, M. Queyranne se prononce pour la seconde solution, plus souple et mieux adaptée à des projets particuliers.

Il reste que M. Jack Lang prend goût à cette procédure des conventions. On annonce dans son entourage le lancement des conventions culturelles avec les ministères des armées, de l'agriculture, de l'éducation nationale ou avec des grandes entreprises (S.N.C.F.). On pousse aussi beaucoup les villes et les départements à signer des conventions avec des sociétés ou avec des comités d'entreprise : par exemple, au Mans avec Renault et en Lorraine avec les Houillères. Sans parler des conventions signées entre l'État et des villes (une quarantaine), entre l'État et les départements (six).

Il faudra *nécessairement* mettre un peu d'ordre dans ce foisonnement et ces recoupements contractuels et culturels, mais en veillant à ce que ce ne soit pas un prétexte à une recentralisation à Paris.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

TRANSFERT DES POUVOIRS DE L'ÉTAT AUX COMMUNES

Pas assez de garanties contre la spéculation foncière

Le transfert des pouvoirs de l'État aux communes en matière d'urbanisme, tel qu'il est prévu dans le projet de loi actuellement discuté par le Sénat, préoccupe les associations de défense de l'environnement. Dans un communiqué, le Comité de la charte de la nature, qui regroupe un certain nombre de grandes associations, demande que ce transfert soit précédé d'une série de réformes.

Selon le Comité il faut instituer *« un système de lutte contre la spéculation foncière »* en organisant notamment la péréquation entre les propriétaires dont les terres sont placées en zone constructible dans les plans d'occupation des sols (POS) et ceux dont les terrains sont déclarés non constructibles et qui, par conséquent, perdent une grande partie de leur valeur. Sinon, lors de chaque révision des POS, les propriétaires défavorisés pousseront les municipalités à déclarer constructibles le maximum d'espaces.

Le Comité voudrait également que soit prévue une compensation financière au profit des communes qui choisiront de sauvegarder leur environnement plutôt que de s'urbaniser.

« Face à l'accroissement considérable du pouvoir des communes » en matière d'urbanisme, le Comité souhaite que soit établi *« un contrepoids destiné à éviter l'arbitraire »*. Ces contrepoids devraient prendre la forme de directives nationales d'aménagement et d'urbanisme, de schéma national d'aménagement du territoire, de schémas régionaux de gestion des ressources rares comme l'eau et les espaces verts, de schéma d'utilisation de la mer.

Le pouvoir des communes doit, selon le Comité de la charte de la nature, être également *« contrôlé par une extension du rôle des habitants et des associations »*, notamment par la participation des associations à l'élaboration des documents d'urbanisme, le recours aux auditions publiques, l'étude sur l'environnement d'impact des POS, l'affichage en mairie des demandes de permis de construire, de création de carrières, de lotissements et de grands travaux d'aménagement.

Ile-de-France

Réouverture du centre commercial des Flanades, à Sarcelles

Un grand ensemble sauvé de la malédiction

La réouverture, le mercredi 27 octobre, du centre commercial des Flanades, permet à Sarcelles de faire encore un pas sur le chemin de la guérison de la « sarcellite ». Le malade revient de loin. Toutes les mauvaises fées s'étaient penchées sur son berceau : urbanisme monotone, immeubles bâtis à l'économie, centre commercial mal conçu, trop ambitieux, tout à la fois renfermé sur lui-même et mal intégré à son quartier, et un joli scandale financier pour couronner le tout ! (1).

L'esprit pionnier de ses premiers habitants, la ténacité de son équipe municipale et de son maire communiste, M. Henry Canacos, la volonté de la Caisse des dépôts et consignations, propriétaire du grand ensemble, de réparer ses erreurs en montrant qu'elle n'était pas un promoteur comme les autres, l'attachement de ses dirigeants à cette ville qu'ils avaient créée, ont permis à Sarcelles de n'être plus tout à fait le Sarcelles des années 60.

Les arbres ont poussé sous les fenêtres des H.L.M. ; les équipements socio-culturels sont sortis de terre, la vie est apparue au milieu du béton. Aujourd'hui, la réouverture des Flanades, par qui le scandale était arrivé, est le symbole d'un nouveau départ. Pour gagner – cette fois – le pari, la Caisse des dépôts a su miser très fort. D'abord en se concertant longuement avec les habitants et la municipalité ; ensuite, en s'entourant des meilleurs conseils, la Société des centres commerciaux, qui a déjà à son palmarès, entre autres, Parly-2 et la Part-Dieu, et en attirant des enseignes solides (un hypermarché Escale, du groupe du Printemps, les cinémas de l'U.G.C., l'Art du Bricolage, New-Man, Benetton, etc.) ; enfin, en accordant une avance en capital de 120 millions de francs, à des conditions avantageuses à sa sous-filiale, la Compagnie immobilière de la région de Sarcelles (C.I.R.S.), à qui a été cédée la propriété du grand ensemble et du centre commercial.

Résultat : 20 000 mètres carrés de surfaces commerciales sont disponibles et déjà commercialisées à 95 % ; une deuxième tranche, plus modeste et spécialisée dans le petit commerce alimentaire, doit ouvrir au printemps prochain. Mais pour cela, il a fallu totalement remodeler l'ancien centre pour l'adapter à un rôle entièrement nouveau : casser le béton, ouvrir des passages et des perspectives, créer des parkings, bâtir de nouvelles couvertures pour le cheminement des piétons, etc. Aujourd'hui, plus question d'être un grand centre régional, mais un centre de ville rayonnant sur Sarcelles et ses voisines. Pour l'intégrer au quartier, 2 000 mètres carrés ont été loués à la mairie, qui a pu ainsi doter le grand ensemble d'un centre administratif digne de lui ; une maison des syndicats, une crèche, un centre de santé sont aussi prévus dans un avenir rapproché.

M. Canacos a pu se féliciter que le protocole d'accord signé avec la Caisse des dépôts en décembre 1979 ait été respecté. Cette réussite vient de renforcer l'action de la municipalité qui, de son côté, a su faciliter la création d'emplois (aujourd'hui, 21 % de Sarcellois travaillent sur place, contre 13,5 % en 1975), développer les espaces verts et même accroître l'urbanisation en la diversifiant.

Tout n'est pas fini pour autant. Si M. Canacos n'a pas renouvelé dans son discours inaugural son souhait de voir transférer à la mairie le patrimoine local de la Caisse des dépôts, il a souligné qu'une commission d'étude composée des propriétaires, des locataires, des pouvoirs publics et des élus avait été créée pour étudier la nécessaire remise en état des logements. M. François Parfait, président-directeur général de la CIRS, a reconnu que c'était effectivement une tâche à entreprendre. Elle sera au moins aussi compliquée que le sauvetage des Flanades.

THIERRY BREHIER.

(1) Au milieu des années 70, pour tenter de relancer le centre commercial, une filiale de la Caisse des dépôts traita à des conditions avantageuses des prêts à des sociétés ou à des particuliers, dont certains s'avérèrent plus escrocs que commerçants. La justice, saisie de l'affaire, prononça en 1980 plusieurs condamnations.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROCOM S. A.

Les 670 086 actions nouvelles créées en rémunérations de l'absorption de la société Eurocom par la société Goulet ont été introduites en Bourse le 28 octobre 1982.

Les actions de la société seront désormais cotées sous la nouvelle dénomination « Eurocom » adoptée par la société Goulet.

Le nouveau groupe issu de cette fusion constitue le premier réseau européen d'agences de publicité et occupe le 19e rang mondial.

Il a dégagé en 1981, au titre des activités publicitaires, une marge brute totale de 555 millions de francs correspondant à un chiffre d'affaires de 3 768 millions de francs, établi suivant les normes de la profession, dont 37 % hors de France.

Ce groupe est implanté par ailleurs dans les secteurs de la distribution et de l'emballage personnalisé. Cette dernière activité constitue un excellent support pour la communication « hors médias » que le groupe Eurocom entend développer.

Il gère enfin un important patrimoine immobilier.

Pour les neuf premiers mois de 1982, la marge brute du groupe Eurocom dans le secteur publicité s'est élevé à 390 millions de francs, soit + 24 % par rapport à la période correspondante de 19 pour un chiffre d'affaires de 2 600 millions de francs.

Dans les autres secteurs d'activités, le groupe Eurocom a réalisé au cours de la même période les chiffres d'affaires hors taxes suivants :

- Emballage personnalisé : 143 millions de francs, soit + 15 %.
- Distribution : 148 millions de francs, soit + 16 %.
- Immobilier (loyers) : 8,7 millions de francs, soit + 15 %.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

LA BANQUE NATIONALE DE PARIS d'une part, et le BANCO COMERCIAL DOS AÇORES d'autre part, ont signé le 23 septembre 1982 à PONTA DELGADA (SAO MIGUEL), aux AÇORES, un accord cadre de crédits acheteurs de 50 millions de FF.

Le BANCO COMERCIAL DOS AÇORES, principale banque régionale, s'engage, aux termes de celui-ci, à garantir les prêts accordés par la B.N.P. à des acheteurs locaux de biens d'équipement français, en particulier dans le domaine de l'énergie, des industries de la pêche et de l'agro-alimentaire.

Ce nouvel accord inter-bancaire permettra, à partir d'un montant minimum de commandes unitaires de FF 300.000, de favoriser en particulier les exportations de petites et moyennes entreprises vers cet archipel portugais.



COMPTOIR LYON-ALEMAND-LOUYOT

M. Louis Maillard ayant demandé à être déchargé de son mandat de président, le conseil d'administration du Comptoir Lyon-Alemand-Louyot, qui s'est tenu le 22 octobre 1982, l'a nommé président d'honneur et a fait appel pour lui succéder à M. Philippe Malet.

Sur proposition de M. Malet, le conseil a nommé M. Jacques Bagory directeur général.

AUSSEDAT REY

Le premier semestre 1982, qui s'annonçait bien au cours des premiers mois, a vu progressivement la demande se réduire et les prix plafonner. Aussi, la situation au 30 juin présente-t-elle une perte de 11 336 000 francs, après 21 408 000 francs d'amortissements.

Depuis l'été, la situation est marquée par une conjoncture maussade qui ne permet pas de faire produire à plein toutes les usines et par une vive concurrence étrangère liée aux phénomènes monétaires tels que la récente dévaluation de la couronne suédoise.

Au 30 septembre, le chiffre d'affaires hors taxes et hors produits accessoires s'élève à 1 710 MF, en progression de 11 % sur la période correspondante de 1981.

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, 26, rue Vernet à 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 31 mars 1982, pour un montant de 674 000 francs par les assurances du crédit, pour le compte de la société Inter 2000 – 27, rue Jean-Jaurès, 69100 Villeurbanne, prendra fin dans les deux jours suivant la présente publication.

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
Commune de SAINT-ANDRÉ
Poste 400/225 KV LA PRAZ – SAINT-ANDRÉ

Electricité de France – Centre d'équipement du réseau de transport – envisage la construction sur le territoire de la Commune de Saint-André d'un poste 400/225 KV de La Praz – Saint-André. Le projet présenté intéressera une superficie d'environ 24 000 m².

Le Préfet, Commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que le projet sera soumis à l'enquête publique conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis à l'enquête comporte les pièces relatives à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux. Conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, une étude d'impact est incluse dans ce dossier.

L'enquête s'ouvrira à la mairie de Saint-André, où sera déposé du 8 novembre 1982 au 8 décembre 1982 inclus le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier un registre sur lequel le public pourra consigner ses observations. Le dossier pourra être consulté pendant cette période de 15 heures à 19 heures, samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

En outre, conformément aux dispositions de la circulaire du 31 juillet 1982 du Premier ministre relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact et à la procédure des enquêtes, le dossier sera accessible au public pendant les deux jours non ouvrables suivants :

le samedi 20 novembre 1982 de 9 heures à 11 heures ;
le samedi 4 décembre 1982 de 9 heures à 11 heures.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur, à la mairie de Saint-André. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le commissaire-enquêteur pendant les derniers jours ouvrables de l'enquête du 6 décembre 1982 au 8 décembre 1982 inclus, entre 17 heures et 19 heures.

M. Trouche Marcel, Maréchal des Logis en retraite, domicilié à Lanslebourg-Moncenis, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier d'enquête sera accessible à quiconque en fera la demande à la préfecture et le restera sans limitation de durée.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport du commissaire-enquêteur relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux sera déposée à la mairie de Saint-André ainsi qu'à la préfecture de la Savoie.

La communication du rapport du commissaire-enquêteur et des réponses du maître d'ouvrage pourra être fait, à toute personne, en présentant la demande à M. le Préfet, Commissaire de la République du département de la Savoie.

L'étude d'impact incluse au dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux pourra en outre être consultée à la préfecture de la Savoie, à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne et dans les bureaux de la Direction Interdépartementale de l'Industrie – région Rhône-Alpes – Division du contrôle de l'Électricité, 3, rue de la Liberté à Grenoble, pendant le délai de l'enquête, tous les jours de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures – samedis, dimanches et jours fériés exceptés.

A Saint-Jean-de-Maurienne, le 19 octobre 1982.
Pour le Préfet,
Commissaire de la République
du département de la Savoie
et par délégation,
le Sous-Préfet,
Commissaire adjoint de la République
Yves Villerey.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

27 octobre 1982

Amélioration

A peu près insensible au plongeon de Wall Street pour n'avoir pas pris l'événement très au sérieux, la Bourse de Paris a, en revanche, favorablement réagi mercredi au redressement de sa grande sœur américaine. Mieux orientés dès l'ouverture, les cours ont progressivement monté durant la séance et à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une hausse non négligeable de 0,8 % environ.

L'amélioration constatée outre-Atlantique n'a cependant pas été l'unique facteur pris en considération par le marché. La seconde baisse cette semaine du loyer de l'argent au jour, ramené cette fois de 13 3/4 % à 13 1/2 %, a été assez bien ressentie dans la mesure où elle présage un prochain abaissement des taux de base bancaires, ce qui diminuera d'autant les frais financiers des entreprises emprunteuses.

Cela étant, l'on ne se ferait quand même pas d'illusions autour de la corbeille. La confirmation de la reprise économique aux États-Unis tarde à venir, éloignant du même coup les effets bénéfiques dont l'Europe peut escompter en tirer. La situation économique de la France est ce qu'elle est, sans espoir d'un prompt rétablissement. « La Bourse est une façade que l'on entretient soigneusement pour masquer les dures réalités de l'heure », nous confiait un professionnel. Vrai ou faux, force est de constater que les investisseurs institutionnels sont à peu près seuls à opérer sur le marché, la clientèle des particuliers et celle de l'étranger se tenant prudemment à l'écart.

En reprise aux États-Unis, l'or a coté 422,25 dollars l'once à Londres contre 419,25 dollars la veille en fin d'après-midi.

A Paris, le lingot a regagné ce qu'il avait perdu la veille, un peu plus même en s'établissant à 97 750 F (+ 1 750 F). Le napoléon s'est lui aussi redressé pour revenir à 699 F (+ 7 F).

NEW-YORK

Nerveux mais haussier

Une grande nervosité a repris à Wall Street autour du « Big Board ». Tour à tour en baisse puis en hausse, le fameux indice Dow Jones des industrielles s'est finalement établi à un palier légèrement supérieur à celui de la veille, soit à 1 006,34 (+ 0,27 point), ce, après avoir successivement accusé une perte voisine de 10 points puis un gain de six points. Plus significatif encore de cette tendance résolument haussière a été le bilan de la journée : par solde, sur 1 954 valeurs traitées, 1 187 ont monté alors que 433 d'entre elles se sont alourdies.

Il reste que l'atmosphère était très tendue. « Ce marché est devenu un véritable casino de jeu », faisait remarquer le chef du service boursier de la First Boston Corp., une société d'investissement.

De fait, certains opérateurs ne retenant de l'actualité que ce qui est positif (tendance à la désescalade des taux) sont résolument optimistes. En revanche, bien d'autres ne prennent en compte que les éléments négatifs comme l'annonce d'un déficit commercial de 4,2 milliards de dollars en septembre le troisième en importance de l'année.

Les analystes raisonnent de manière identique. Certains redoutent le pire, d'autres sont persuadés que les plus optimistes sous-estiment encore les possibilités du marché à monter.

VALEURS	Cours du 26 oct.	Cours du 27 oct.
Alcoa	28 1/4	28 1/8
A.T.T.	59 7/8	60 1/8
Boeing	25 7/8	28
Chase Manhattan Bank	52 7/8	53 1/4
Du Pont de Nemours	38 3/8	39 1/4
Eastman Kodak	91	90 1/4
Exxon	30	30
Ford	29 3/8	29 1/2
General Electric	84 1/8	84 3/4
General Foods	43	44 7/8
General Motors	52 7/8	53 3/4
Goodyear	29 1/2	29 1/2
I.B.M.	82	81 1/8
I.T.T.	30 1/8	30 1/8
Mobil Oil	25 1/4	25
Pfizer	72 1/2	73 1/8
Schlumberger	39 3/8	40 3/4
Texaco	31 1/8	31
U.A.L. Inc.	25 1/2	26 3/8
Union Carbide	55 1/2	55 7/8
U.S. Steel	19	19
Westinghouse	35 1/2	35 7/8
Xerox Corp.	37 1/4	38 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. – L'année 1982 sera un bon cru pour le numéro 1 français du bâtiment. Selon son président, son chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre 14 milliards de francs (+ 33 %), et le résultat du groupe sera supérieur à 260 millions de francs (+ 20 %). Pour 1983, ses estimations portent sur un chiffre d'affaires de 17 milliards de francs.

Ces résultats assez remarquables, qui ont valu à M. Francis Bouygues d'être élu « manager de l'année 1982 », sont surtout dus aux activités internationales du groupe qui, en termes de ventes, comptent 34 % (5 milliards de francs) contre 27 % mais, en termes de profits, pour 60 % dans les bénéfices. Ces activités se sont accrues de 84 % en 1982. Elles devraient encore augmenter de 46,2 % l'an prochain pour représenter 43 % du chiffre d'affaires. Bouygues cherche toujours, et finira bien par trouver, une entreprise de pointe américaine à racheter.

HŒCHST-ROUSSEL-UCLAF. – M. François Donnay, président du directoire de la société française Hœchst (100 % Hœchst R.F.A.), quittera son poste en juin 1983 pour prendre la présidence du conseil de surveillance de l'entreprise en remplacement du docteur Kurt Lanz promu président d'honneur. Actuellement vice-président-directeur général de Roussel-Uclaf, filiale à 54,5 % de Hœchst A.G., M. H. Monod succédera à M. Donnay à la présidence du directoire de la société française Hœchst. Il sera en particulier responsable des affaires sociales, des affaires politiques et des relations extérieures.

Ces changements, dans l'état-major de la société française Hœchst (S.F.H.), étaient prévus de longue date et ne modifient en rien les liens existant entre le groupe chimique allemand et la firme pharmaceutique française.

Le groupe allemand Hœchst garde le contrôle de Roussel-Uclaf, l'État français étant intéressé à l'affaire pour 40 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	25 oct.	26 oct.
Valeurs françaises	103,9	103,5
Valeurs étrangères	126,5	124

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	26 oct.	27 oct.
Indice général	99,1	99,6

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 28 octobre .... 13 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27 oct.	28 oct.
1 dollar (en yens)	275,35	275,80

BOURSE DE PARIS — Comptant — 27 OCTOBRE

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrons être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureront le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

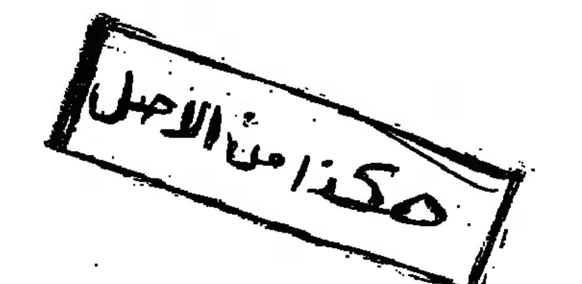
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/10	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 174	7 162	6 980	7 330
Allemagne (100 DM)	282 080	282 150	274	288
Belgique (100 F)	14 592	14 597	13 400	13 400
Pays Bas (100 fl.)	259 710	259 870	252	264
Danemark (100 krd)	80 260	80 170	76	82
Norvège (100 k)	99 700	99 350	95	101
Grande-Bretagne (£ 1)	12 104	12 084	11 750	12 450
Grèce (100 drachmes)	9 940	9 950	8 800	10 800
Italie (1 000 lires)	4 940	4 939	4 650	5 150
Suisse (100 fr.)	328 100	327 600	319	337
Suède (100 krs)	96 780	96 760	93	99
Autriche (100 sch)	40 150	40 190	38 900	40 600
Espagne (100 pes.)	6 154	6 149	5 850	6 300
Portugal (100 esc.)	7 950	7 950	6 500	7 700
Canada ($ can 1)	5 856	5 836	5 700	5 960
Japon (100 yens)	2 601	2 596	2 510	2 650

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/10
Or fin (kilo en barre)	96000	97900
Or fin (en lingot)	96000	97550
Pièce française (20 fr)	692	699
Pièce française (10 fr)	400	....
Pièce suisse (20 fr)	624	624
Pièce latine (20 fr)	680	681
Souverain	724	725
Pièce de 20 dollars	3200	3300
Pièce de 10 dollars	1555	1570
Pièce de 5 dollars	801 25	....
Pièce de 50 pesos	3795	3800
Pièce de 10 florins	802	620



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LE FINANCEMENT DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

M. Bérégovoy demande au patronat d'accepter une augmentation de ses cotisations et promet une réforme prochaine des charges sociales

Au cours d'une réunion tripartite — gouvernement, syndicats, patronat — sur la réforme et le financement de l'assurance-chômage (UNEDIC), jeudi matin 28 octobre, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales a lancé un appel solennel au patronat pour qu'il accepte d'accroître les cotisations, en promettant une réforme prochaine des charges sociales des entreprises.

Le ministre a tout d'abord rappelé que l'aide financière de l'Etat en 1982 a atteint près de 45 % du total des ressources de l'UNEDIC et que les pouvoirs publics ont respecté « *l'autonomie du régime paritaire* » ; il a ensuite souligné « *les efforts qui témoignent d'un réalisme* » des syndicats en faveur d'économies et de majoration de la cotisation salariale avant de s'adresser au C.N.P.F. et à la C.G.P.M.E.

« *Le patronat a, pour sa part, rejeté tout effort supplémentaire,* a déclaré M. Bérégovoy. *Pour expliquer cette position négative, on met en avant le problème des charges des entreprises. Ce problème est réel et, comme le président de la République l'a indiqué, il est important de mettre les entreprises en situation d'affronter la compétition internationale tant sur le marché mondial que sur le marché intérieur, ce qui pose les problèmes de l'allégement des frais financiers et de l'endettement des entreprises, et doit nous conduire à un examen du poids des charges sociales assises sur les salaires. Il y va de la situation de l'emploi et de celle du commerce extérieur. Le gouvernement fera prochainement des propositions concrètes dans ce domaine.*

» *Mais il faut bien distinguer deux choses : il y a d'une part le jeu normal du système paritaire qui implique que les partenaires respectent leurs engagements, donc augmentent leurs cotisations. Il y a d'autre part les mesures que le gouvernement prendra en faveur des entreprises pour améliorer leur situation. Ne tirons pas prétexte de celles-ci pour ne pas respecter les conventions entre partenaires sociaux. Il y va du maintien du système paritaire d'assurance-chômage et donc de l'avenir de la politique contractuelle dans notre pays.*

» *C'est donc avec la solennité nécessaire, mais aussi avec toutes les assurances de mesures énergiques en faveur de l'emploi et des exportations, que je vous demande de parvenir à un accord sur le financement de l'assurance-chômage en 1983. Je suis prêt à vous aider, le temps qu'il faudra.* »

Faisant allusion, en cas de nouvel échec des négociations, à la possibilité qu'a l'Etat de reviser l'UNEDIC par décret, le ministre a affirmé que « *le gouvernement ne se dérobera pas à ses responsabilités* », en avertissant les partenaires sociaux quant aux dangers d'une telle solution, qui mettrait à mal le paritarisme.

C'est avec un certain scepticisme que les syndicats ont abordé cette formule exceptionnelle de discussions tripartites, tant le sort de l'UNEDIC est désormais une affaire entre le gouvernement et le patronat.

Pour le C.N.P.F., qui entend toujours dénoncer la convention qui régit le fonctionnement de l'UNEDIC — à compter du 31 décembre 1982 au 31 mars 1983 — pour réviser les allocations, une majoration de cotisation patronale — toujours refusée — ne serait tolérée que dans la mesure où un allégement des charges sociales de l'entreprise serait décidé très clairement avec engagement sur le montant de l'allégement et la date d'application. Différentes hypothèses ont été abordées, transférant un ou deux points des cotisations versées aux caisses d'allocations familiales au budget de l'Etat.

J.-P. D.

La grève des transports

5 % de grévistes à la S.N.C.F. et près de 30 % à la R.A.T.P.

Comme il fallait s'y attendre, les consignes de grève lancées mercredi 27 octobre par les diverses organisations syndicales — à l'exception de la C.F.D.T. en ce qui concerne la R.A.T.P. — ont sérieusement perturbé les transports en commun dans la région parisienne.

Les arrêts de travail décidés à l'appel de F.O., des autonomes et de la C.F.T.C. et séparément de la C.G.T. et des syndicats indépendants, ont bloqué en moyenne près de 60 % des métros et des autobus. Quant aux trains desservant la banlieue de la capitale, leur trafic a parfois été réduit de moitié. De faibles perturbations ont également été enregistrées en province.

Selon les directions, 72 % des agents de la R.A.T.P., y compris des services administratifs, étaient cependant à leur poste de travail, et 95 % des deux cent cinquante mille cheminots.

Dans la fonction publique les mots d'ordre de la C.G.T. ont été « *très diversement suivis* », selon les services de M. Le Pors, « *assez fortement* » dans certaines administrations de la défense, « *très moyennement* » à la direction des impôts — où la grève a tout de même atteint 50 % des effectifs dans certaines régions, comme à Lyon — et « *très faiblement* » dans les autres secteurs.

A Air France, une grève surprise menée par les deux cent cinquante mécaniciens au sol a entraîné la suppression de plusieurs décollages au départ de Roissy-en-France.

C'est en tout cas la première fois, depuis le 10 mai 1981, qu'un mouvement revendicatif concerté intervient, à quelques jours de la sortie du blocage des salaires. Un mouvement « *qui n'était pas dirigé contre le gouvernement de gauche, encore moins contre les usagers* », selon la C.G.T., mais qui « *visait à maintenir le cap du changement*. Un mouvement d'ailleurs prévisible, selon M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., qui estime que « *les négociations salariales deviennent de plus en plus difficiles, sinon impossibles* ».

Retour à la normale à la S.N.C.F.

Le trafic était redevenu normal jeudi matin 28 octobre dans les gares parisiennes et sur le réseau de banlieue, à l'exception de quelques perturbations au départ sur la ligne C du R.E.R. (Dourdan - Etampes - Austerlitz - Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines), lesquelles ont été rapidement résorbées. Contrairement à ce que nous avions indiqué (*le Monde* du 28 octobre), aucun mot d'ordre de grève n'a été lancé pour la journée de jeudi, le préavis prenant fin à 8 heures du matin.

Hausse du dollar : 7,20 F

L'accord sur l'emprunt français est signé

Le dollar s'est orienté à nouveau à la hausse, jeudi 28 octobre, sans raison valable, si ce n'est le maintien du taux d'escompte des Etats-Unis, dont la diminution est attendue en vain depuis huit jours. A Paris, le cours de la monnaie américaine est passé de 7,16 F à 7,20 F, et à Francfort de 2,5380 DM à 2,55 DM. La tenue du franc est restée assez satisfaisante avec un mark à 2,8236 F contre 2,8220 F.

L'accord sur le prêt de 4 milliards de dollars consenti à l'Etat français par un consortium de banques internationales a été signé mercredi 27 octobre, à Paris, dans l'après-midi.

Nouvelle baisse des taux

Poursuivant sa politique de baisse des taux, la Banque de France a, pour la troisième fois dans la semaine, diminué son taux d'intervention au jour le jour sur le marché monétaire de Paris, le ramenant de 13 1/2 % à 13 3/8 %. Il était de 14 % à la veille du week-end.

LE PROJET DE LOI SUR LES TRANSFERTS DE PROPRIÉTÉ ENTRE SECTEUR PUBLIC ET PRIVÉ VA ÊTRE SOUMIS AU PARLEMENT

Le conseil des ministres du 27 octobre a entériné le projet de loi relatif aux transferts de propriété d'entreprises entre le secteur public et le secteur privé.

Relèveront donc de la loi « *toute prise de participation, directe ou indirecte, d'actionnaires privés dans le capital d'entreprises nationalisées par la loi, et toute opération ayant pour effet de faire perdre à l'Etat, lorsqu'il est lui-même l'actionnaire majoritaire, la majorité du capital d'une entreprise* », précise le communiqué du conseil.

En revanche, tous les autres transferts, principalement les filiales et participations des groupes nationalisés relèveront d'une simple autorisation de l'Etat. Le Parlement en sera toutefois informé.

« *Tout en préservant le champ d'intervention du secteur public*, précise le communiqué du conseil des ministres, *ce texte permettra une gestion active des participations publiques industrielles et bancaires, et évitera ainsi qu'une séparation rigide s'instaure entre le secteur public et privé de l'économie.* »

TRENTE ET UNE BANQUES COMMERCIALES DÉCIDENT D'ÉCHANGER LEURS INFORMATIONS SUR LA SITUATION DES PAYS EMPRUNTEURS

Réunis à New-York, mardi et mercredi, les représentants des trente et une banques commerciales engagées dans des opérations de crédits internationaux ont décidé de créer ce qu'elles ont appelé un « institut » au sein duquel les banques prêteuses et les pays emprunteurs échangeraient des informations d'intérêt commun. L'organisme en question sera présidé par M. William Ogden, vice-président de la Chase Manhattan. Les trois grandes banques françaises (Crédit lyonnais, Société générale, B.N.P.) étaient invitées à participer à cette réunion, à laquelle seule la B.N.P. a assisté.

Cette initiative à laquelle une certaine publicité a été assurée par la presse anglaise et américaine est destinée à donner confiance, en montrant que les banques sont toujours prêtes à coopérer avec des pays en voie de développement, en quête de ressources financières supplémentaires. M. Ogden a notamment déclaré que, en l'absence de l'octroi de nouveaux crédits, les pays en question seraient obligés de procéder à des ajustements « d'une brutalité catastrophique ». Il reste que beaucoup de professionnels se montrent assez sceptiques sur l'utilité de cet institut. Les informations essentielles sont déjà à la disposition des banques. Comment celles-ci pourront-elles coopérer au sein du système commun alors qu'elles se font concurrence sur le marché international ?

Une nouvelle réglementation des agences de voyages

DES TOURISTES MIEUX PROTÉGÉS

Le « Journal officiel » a publié le 27 octobre, un arrêté précisant les conditions générales de vente régissant les rapports entre les agences de voyages et leur clientèle. Ce texte entrera en vigueur le 1er novembre.

Il s'appliquera à toutes les agences de voyages et renforcera la protection du consommateur : désormais, l'agence ayant reçu l'inscription d'un client sera « garante de l'organisation du voyage ou du séjour et responsable de sa bonne exécution », sauf cas de force majeure ; d'autre part, toute vente devra donner lieu à remise d'un document approprié et le règlement du solde par le client n'interviendra qu'au moment de la remise du titre de transport ; l'agence annulant le voyage prévu versera des indemnités correspondant à celles que son client aurait versé si l'annulation avait été de son fait ; enfin, si l'agence modifie un élément essentiel (prix, durée) du voyage, l'acheteur disposera d'un délai de sept jours pour mettre fin à sa réservation.

LE CENTRE MONDIAL POUR L'INFORMATIQUE EST RATTACHÉ AU MINISTÈRE DES P.T.T.

Le Centre mondial pour l'informatique a changé de tutelle, passant du ministère de la recherche et de l'industrie à celui des P.T.T. Cette décision inquiète certains chercheurs du Centre.

D'après M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du centre, ces craintes sont vaines. Le changement de tutelle a été demandé par lui, en raison de la décision qui sera bientôt prise officiellement de « câbler » les villes françaises, en remplaçant le réseau des fils téléphoniques qui desservent les abonnés par des liaisons à plus grande capacité par fibres optiques. Il s'agit d'un très gros investissement de l'ordre de la dizaine de milliards de francs, en partie financé par la Caisse des dépôts.

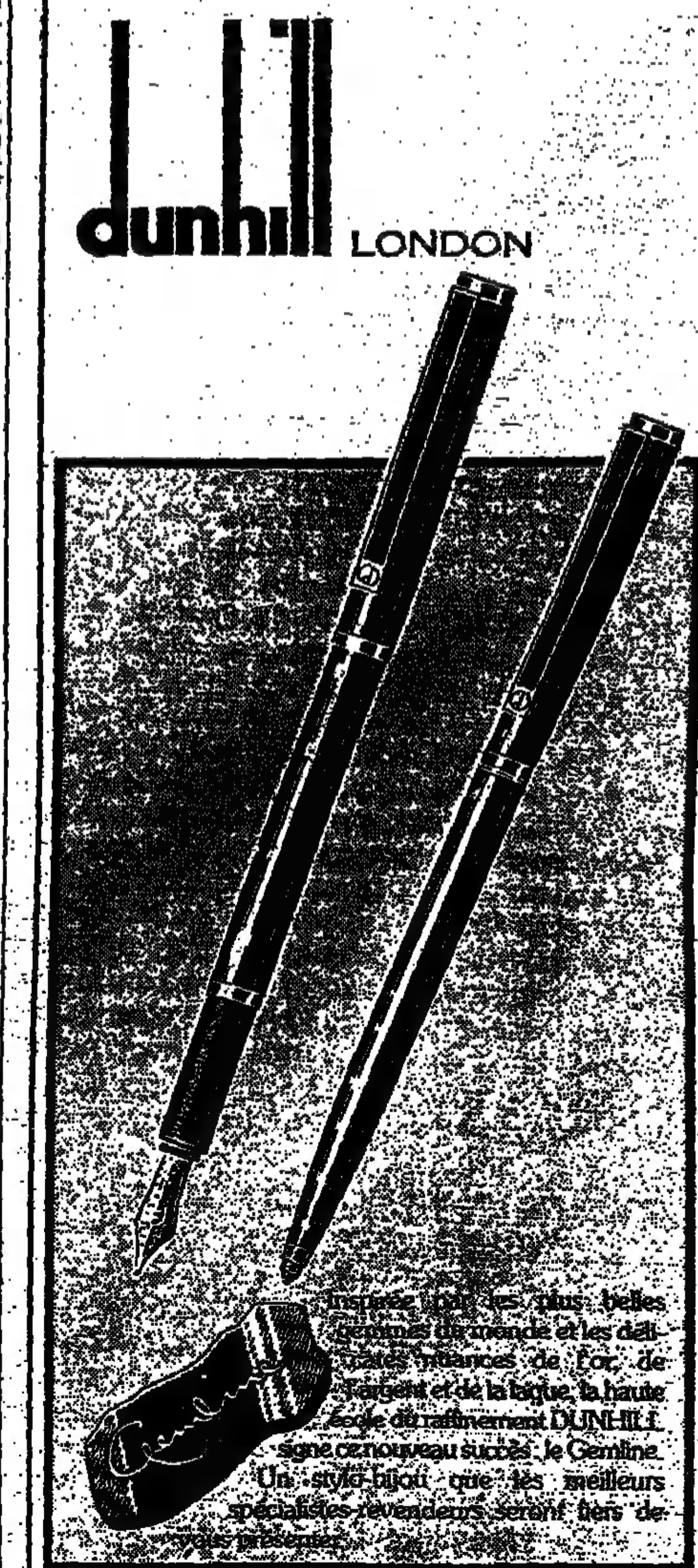
M. Servan-Schreiber fait valoir qu'il faut que puissent être mis aux extrémités de ce réseau non seulement des appareils spécialisés comme le terminal-annuaire, mais de véritables outils informatiques domestiques dont la conception entre, tout à fait, dans la mission du centre mondial. C'est pour assurer une bonne harmonisation des travaux du centre et de ceux de la Direction générale des télécommunications (*D.G.T.*) qu'a été demandé le changement de tutelle, négocié par M. Louis Dubois, membre du bureau du conseil d'administration du centre et ancien directeur général des télécommunications. M. Servan-Schreiber précise qu'il n'implique aucun droit de regard de la D.G.T. sur les programmes du centre, dont le conseil d'administration, où figurent les représentants de huit ministères, reste souverain.

M. CLAUDE-ALAIN SARRE EST REMPLACÉ PAR M. DANIEL LEBARD A LA PRÉSIDENCE DU GROUPE NOBEL-BOZEL

M. Claude-Alain Sarre, qui avait, en 1977, quitté la présidence de la Lainière de Roubaix pour prendre celle du groupe Nobel-Bozel, alors en graves difficultés, vient de démissionner. Il est remplacé par M. Daniel Lebard, ancien élève de Polytechnique, qui fut P.-D.G. du *Comptoir Lyon-Alemand* avant de diriger, à partir de 1978, le groupe Révillon et s'en faire évincer par les Mutuelles unies et le groupe de distribution CORA.

Effectué à l'initiative du Crédit commercial de France, principal actionnaire de Nobel-Bozel depuis 1978, avec 38 % du capital, ce changement d'hommes traduit la volonté de la banque de poursuivre la « vente par appartements » du groupe, composé, à l'origine, de huit divisions ou filiales dont cinq ont déjà été cédées, notamment les Peintures Duco à C.D.F.-Chimie, la division « explosifs » à la Société nationale des poudres, la filiale Isorel à Rocamat.

Le groupe, qui comptait dix mille personnes en 1976, n'en emploie plus que trois mille dans trois filiales : l'électro-métallurgie (usine de Bozel), les matières plastiques et les peintures Valentine. Le Crédit commercial de France et son nouveau président, M. Daniel Deguen, qui, en 1977, avait renfloué Nobel-Bozel menacé de faillite après plus de 80 millions de pertes, et avait pratiquement évincé la famille Roussel, principal actionnaire, a estimé que ce groupe n'avait plus guère de logique industrielle et décidé que des négociations seraient entreprises pour céder ce qui en reste. M. Claude-Alain Sarre avait pu redresser la situation, redevenue bonne, jusqu'à la mi-1980. Mais l'aggravation de la crise, notamment dans la métallurgie, a ramené l'ère des déficits, et le C.C.F. a jeté l'éponge. M. Sarre n'a sans doute « pas voulu voir cela » et a donné sa démission, comme il l'avait fait en 1970 chez Citroën et en 1977 chez Prouvost, sans compter un passage-éclair chez Boussac.





A B C D E F G

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1982 a été tiré à 493 638 exemplaires.